



Vente d'armes au Venezuela et l'Algérie
AZNAR ACCUSÉ D'AVOIR JOUÉ
LES INTERMÉDIAIRES POUR EINS P.5

Publicité

LAOUFI.com

32 500 DA

UN GRAND CHOIX SUR:
www.laoufi.com

12" GARANTIE

DDR3 2Go, 500Go
 HDMI, BLUETOOTH

SONY DELL SAMSUNG HP ACER TOSHIBA lenovo

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

VOYAGE AU BOUT DE LA VÉRITÉ HISTORIQUE

MOURAD BENACHENHOU



LES INTELLECTUELS FRANÇAIS ET LA GUERRE D'ALGÉRIE

OMAR MERZOUG

ACTUALITÉ VUE

P.6 à 16

- Iran : un compromis historique
PIERRE MORVILLE
- L'Algérie n'est pas l'Amérique de Roosevelt
OMAR CHAALAL
- Que veut la France en Afrique ?
BACHIR BEN NADJI
- Objectif humain zéro
MIMI MASSIVA
- La violence et le mépris
BRAHIM SNOUCI
- Michel Collon ou comment l'Algérie devrait se prémunir
MOHAMMED BEGHDA

LA NÉCESSAIRE PRÉSIDENTIELLE DE TRANSITION VERS LA 2ÈME RÉPUBLIQUE

BRAHIM TAZAGHART



QUAND L'ARGUMENT SÉCURITAIRE SERT D'ALIBI

ABED CHAREF



- Zohra... et bien d'autres : belles et rebelles
BELKACEM AHCENE-DJABALLAH
- Le gaz de schiste : inopportun certes, mais pas un faux débat
REGHIS RABAH
- Dubaï ou l'envie de monde et de mouvement
AKRAM BELKAÏD
- J'ai mis la politique dans les thermes de Flavius
EL YAZID DIB
- Ce que le jour doit à la nuit ? Un film d'Alexandre Arcady
BAGHDAD AHMED

Sellal à Biskra

Les dattes, la Tunisie et le 4^{ème} mandat

La wilaya de Biskra respire profondément la datte mais se fait toujours doubler par les Tunisiens qui ont toujours bien vendu ce produit à l'étranger étiqueté de leur label.



Ph.: APS

De notre envoyée spéciale à Biskra: **Ghania Oukazi**

Ce sont ses producteurs qui s'en lamentent constamment. L'un d'entre eux et pas des moindres l'a fait hier auprès du 1^{er} ministre lorsqu'il l'avait reçu au niveau de l'entreprise qui l'a pourtant montée que pour l'exportation. Il est connu que Biskra produit la meilleure datte dans le monde. De surcroît quand il s'agit de celle de Tolga qui est d'une grosseur appréciable et d'une couleur transparente. Les Algériens continuent ainsi de se faire doubler par les Tunisiens qui, selon eux, viennent dans la région au moment de la récolte des dattes, en achètent les plus grosses quantités possibles auprès des producteurs, les font passer la frontière par les circuits de la contrebande, l'emballent sous le label tunisien et l'exportent vers de nombreux pays étrangers. Sellal a été gavé hier par la datte rien qu'à la voir exposée dans plusieurs établissements de la wilaya. Mais il n'aura aucune assurance pour la voir commercialiser à l'étranger par ses producteurs, ceci et de lui créant un comptoir international digne de ce nom. Le gouvernement non plus n'a pas trouvé « l'astuce » qui pourrait faire de ce produit un label algérien garnissant les meilleures tables du monde.

Le 1^{er} ministre a eu droit dès les premières heures du matin à de grandes « daawate », des prières de la part des chouyoukh de la mosquée de Sidi Okba où il s'est incliné à la mémoire du aalama, ce grand saint de la région, et a visité le site où devra être érigé un complexe culturel islamique pour un montant de 100 millions de dinars. Entre autres points où il a marqué une halte, le pôle universitaire de Biskra où une foule dense d'étudiants l'a accueilli avec en main le

portrait de Bouteflika. « Bou Te Fli Ka, Aho, Aho, Aho, Allez, Allez, Allez », scandaient-ils tous. « Mi Zi Ria, Viva l'Algérie », lanceront-ils encore. Une fois Sellal rentré dans l'enceinte joutant les amphithéâtres, les étudiants ont repris leur slogan de plus belle dès qu'ils ont aperçu la ministre de la Culture. Des youyous fusèrent de partout. Il faut reconnaître que Khalida Toumi le leur a bien rendu en se mettant debout face à eux tous et en scandant à tue-tête le même slogan.

Approché par des journalistes, la ministre de la Culture sera en premier d'écouter qu'il lui soit demandé d'être pour ou contre un 4^{ème} mandat pour le président. « C'est un grand homme, un homme de culture, il ne faut pas que sa personne soit liée uniquement à un 4^{ème} mandat, il est bien au-dessus de ça, il a une dimension immense », a-t-elle soutenu. Toumi évoquera les qualités de « l'homme d'une grande culture » que représente pour elle le chef de l'Etat. Elle avoue être heureuse d'avoir eu à être ministre pendant que « l'Algérie est présidée par un homme aussi cultivé ». Elle affirme qu'à chaque fois qu'elle parle de livres d'auteurs connus à travers le monde comme Naguib Mahfoudh ou Garcia Marquez, elle remarque que le président les a lus. « Il est rare d'avoir un président qui lit, et beaucoup, et qui connaît le monde de la culture », dit-elle. « Je suis la ministre de la Culture la plus heureuse au monde parce qu'il est mon président », lancera-t-elle sans complexe. La question du 4^{ème} mandat revient indéniablement dans la bouche des journalistes. La ministre de la Culture finit par lâcher « je suis prête à le supplier pour qu'il fasse un 4^{ème} mandat mais ce que vous vous ne demandez pas, c'est est-ce qu'il veut, lui, d'un 4^{ème} mandat ou pas ? Alors faut-il qu'il le veuille lui en premier. »

Révision de la Constitution

Les supputations des uns et les certitudes des autres

On devinera tout au long de ce périple que les membres du gouvernement ainsi que les hauts cadres de l'Etat ne savent pas très bien ce qui pourrait arriver d'ici à avril prochain. « Personne ne sait si le président va se présenter ou pas, on attend comme tout le monde, » nous avoueront certains d'entre eux. Par contre, l'on entend dire que la révision de la Constitution risque de ne pas avoir lieu, tout au moins avant l'élection présidentielle d'avril 2014. « Je ne vois pas pourquoi vous

voulez faire vivre le pays deux événements importants en un laps de temps aussi court », nous dit un haut responsable. D'autres pensent que « c'est trop tard en termes réglementaires pour que la révision de la Constitution se fasse dans des délais aussi courts, c'est-à-dire avant avril prochain ». Ceux qui pensent qu'ils sont dans le secret des dieux, affirment sans ambages qu'« il n'y aurait pas de révision de la Constitution avant l'élection, c'est une évidence. »

G. O.

Culture

Un «immense musée» pour Biskra

C'est la première fois que Biskra bénéficie d'un programme aussi grandiose qu'est cette réalisation d'un grand musée, qui ferait en principe d'elle la véritable reine des Zibans qu'elle s'est toujours targuée d'être.

Le 1^{er} ministre a, comme à son habitude -depuis qu'il parcourt le pays-, accordé une rallonge budgétaire à la wilaya de Biskra après, a-t-il dit toujours, «avoir constaté les insuffisances sur le terrain». Il a lui a alloué 28,986 milliards de dinars pour financer la réalisation ou l'achèvement, c'est selon, des travaux de plusieurs infrastructures socioéconomiques. Celle qui marque le plus les esprits est bien la réalisation d'un musée de dimension internationale dans Biskra même. C'est, nous dit-on, « un grand musée multidisciplinaire, le plus grand dans le monde arabe ». L'étude relative à sa conception et à sa réalisation sera lancée en 2014. L'idée est en tout cas retenue après accord du président de la République. Biskra a été choisie pour l'abriter parce qu'elle est considérée comme étant le carrefour des cultures et civilisations qui ont

marqué l'Algérie depuis que le monde est monde ». La reine des Zibans représente aux yeux des historiens cette région-jonction entre plusieurs empires qui ont gouverné dans plusieurs régions du pays.

Le choix du gouvernement à vouloir réanimer la culture à travers le pays semble avoir été décidé tout au début de l'intronisation de Bouteflika à la tête de l'Etat. L'on se rappelle quand en 2002 Abdelatif Benachou, alors ministre des Finances, avait refusé d'accorder un budget au ministère de la Culture qui dirigeait déjà Khalida Toumi. Le microcosme algérois se rappelle des échos de prises de bec entre les deux membres du gouvernement, tous les deux connus pour leur caractère de feu. L'on nous indique alors que c'était à cause des financements des programmes culturels que l'argentier du pays a catégoriquement refusés. Libéral qu'il est,

Benachou a toujours soutenu que la culture est une affaire du privé. Comme il avait rejeté l'idée du financement de la construction de l'autoroute Est-Ouest par le Trésor public.

Il avait alors accordé des budgets à tous les secteurs excepté celui de la culture. La confrontation entre les deux ministres avait pris une telle ampleur qu'il fallait l'arbitrage du premier magistrat du pays pour qu'il lui soit mis un terme.

Bouteflika avait pris le taureau par les cornes et avait tranché en faveur de la culture, précisément en faveur de Khalida Toumi, laissant ainsi « tomber » son ami. Lorsque Sellal était en visite à Tamanrasset, la ministre de la Culture avait déclaré aux journalistes qu'« il est dommage de comptabiliser dans le bilan du président que la réalisation des logements et des universités, il faut compter la culture, c'est lui qui a décidé pour qu'elle ait la place qu'il faut dans un Etat moderne », a-t-elle dit. Khalida Toumi respire aujourd'hui la joie pour pouvoir marquer dans son bilan de ministre du secteur « un immense musée multidisciplinaire à Biskra, reine des Zibans ».

G.O.

Sellal devant les représentants de la société civile

«Il nous faut une réforme des mentalités»

Dans son allocution d'ouverture de la réunion, le 1^{er} ministre a évoqué les projets industriels "dont devra bénéficier la wilaya de Biskra". Il soulignera, entre autres, l'importance de la raffinerie, la 2^e dans le pays après celle de Tiaret, programmée pour produire 5 millions de tonnes. "Je rentre soulagé", a-t-il dit après avoir vanté les efforts du gouvernement pour faire de cette région "un véritable parc industriel". Il estime ainsi que "Biskra se lance dans la production industrielle mais aussi dans le tourisme culturel", à la fa-

veur des projets qui lui ont été retenus dans ce sens. "Engagement a été pris auprès du Parlement pour la mise en œuvre du programme du président", a-t-il dit.

Evoker le bilan de l'Algérie devient pour lui "passionnant". Stabilité, paix et développement en sont les priorités, selon lui. "Les Algériens savent très bien à qui revient le mérite de sauver l'Algérie", a-t-il lancé. "Celui qui a mis fin à la fitna grâce à la politique de réconciliation nationale, c'est bien le président de la République", affirme-t-il. Les ré-

formes politiques qu'il a engagées ont aussi permis à l'opposition de s'exprimer à travers plusieurs tribunes et canaux", pense Sellal. Le 1^{er} ministre abordera le sujet relatif aux violences faites aux femmes. "Il nous faut une révolution des mentalités", recommande-t-il, y compris "pour avoir une culture touristique". Des ambitions "pour l'Algérie" qu'il qualifie de "grandes et généreuses". Seulement, il est persuadé que "nul ne peut les réaliser tout seul, il nous faut unir nos efforts à nous tous".

G. O.

ANALYSE

Moncef Wafi

Conférence de Genève II : du flou et du pessimisme

Officiellement, l'ONU qui en fait l'annonce et les parrains russes et américains de l'initiative de la conférence à Genève pour la paix en Syrie s'en tiennent toujours à la date du 22 janvier pour son ouverture. Il n'en reste pas moins que les organisateurs de cette conférence dont l'échéance est proche n'ont pas encore fait connaître la liste des parties étrangères appelées à prendre part autour de la table des négociations aux côtés des deux délégations syriennes qui représenteront l'une le régime syrien et l'autre la rébellion qui combat celui-ci.

Russes et Américains ne semblent pas s'être encore entendus sur cette liste. La pomme de discorde entre les deux parrains de la rencontre réside dans le cas de l'Arabie Saoudite et de l'Iran. Comme l'a souhaité Lakhdar Brahimi, la présence de ces deux puissances régionales dont l'influence est déterminante sur le camp belligérant syrien qu'elles soutiennent est évidemment indispensable pour augmenter les chances d'arriver à un accord de paix. Or si les Etats-Unis et d'autres puissances occidentales trouvent normal d'inviter l'Arabie Saoudite qui porte à bout de bras la rébellion armée dont ils sont également les « sponsors », ils n'estiment pas nécessaire la présence iranienne alors que Téhéran est engagé à fond aux côtés du régime syrien qui bien sûr a la présence d'une délégation de son protecteur à la conférence.

Toutefois, des indices sont apparus qui donnent à penser que les Occidentaux vont finir par donner leur accord à la participation iranienne. Les Etats-Unis ne sont pas étrangers à cette évolution de l'attitude occidentale. C'est un secret de Polichinelle que Washington et Téhéran sont engagés dans des négociations secrètes dans lesquelles ils sont en train de mettre à plat tous les dossiers bilatéraux régio-

naux et internationaux qui les ont fait s'opposer et se combattre depuis des décennies y compris bien entendu celui de la crise syrienne. La volonté d'aboutir à un rapprochement américano-iranien est manifeste des deux côtés. Ce qui apparemment incite les Américains à ne pas « braquer » les autorités de la République islamique contre la poursuite de l'ouverture iranienne en direction de l'Occident, en soutenant le refus de la présence de leur pays à la conférence de Genève.

Mais même si le nuage de la participation iranienne à la conférence se dissipe, le pessimisme domine toujours toutefois quant aux chances qu'elle a de déboucher sur une solution qui apporterait la paix en Syrie. Cette solution est en théorie celle que vient de formuler l'insupportable médiateur international sous la forme de création d'une nouvelle république syrienne avec un ordre démocratique et non sectaire dont il appartiendrait aux Syriens d'en décider des contours. Faut-il pour arriver à cela que tous les belligérants qui se combattent sur le terrain l'acceptent. Ce qui peut s'envisager pour les acteurs syriens du conflit qui ont décidé de se rendre à Genève, mais qui excluent absolument ceux dont le combat en Syrie se fait sous l'étendard du djihad et de l'instauration d'une « Dawla islamia » négation de l'ordre républicain démocratique et par essence sectaire. Ceux-là ne désarmeront pas quel que soit l'accord qui pourrait sortir de la conférence de Genève.

Autant dire donc que la paix en Syrie sera au rendez-vous après un éventuel « succès » de la rencontre. La tragédie qui ensanglante ce pays depuis plus de trois années, s'inscrit hélas dans la durée car faute de l'avoir traitée quand il était temps, la communauté internationale a contribué à créer les conditions de sa poursuite.

Tirage du N°5785
119.537 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68**Fax Pub:** 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06**Imp.: Oran :** imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Quargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**

Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57

Rédaction Constantinoise

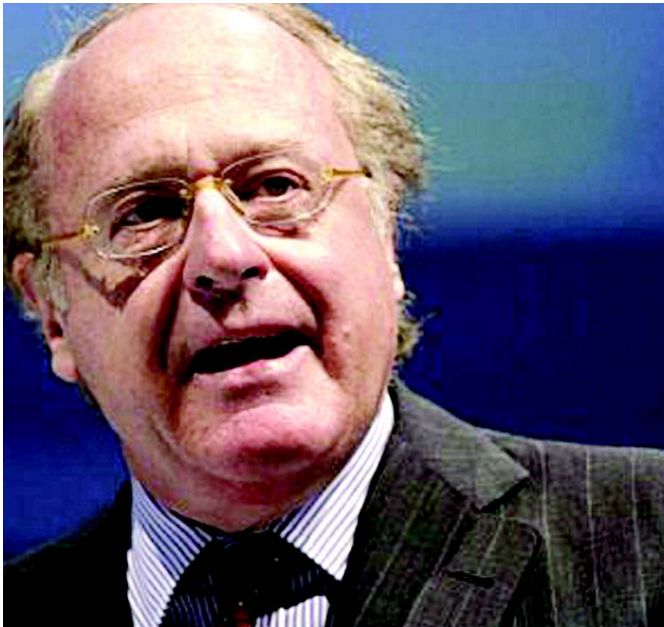
Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80

Pub

Tél. : 021. 64.96.44

Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52**Centre:** SEDOR - **Est:** SO.DI. PRESSE - **Sud:** TDS

Affaire Sonatrach 2 Pietro Varone assigné à résidence



Yazid Alilat

L'un des principaux accusés dans le scandale des pots-de-vin octroyés par l'italienne Saipem, filiale du Groupe pétrolier ENI, Pietro Varone, ancien directeur de la division ingénierie et construction de Saipem, a été mis en résidence surveillée lundi par le procureur du tribunal de Milan, Fabio De Pasquale, qui suit cette affaire de corruption dans laquelle est notamment impliqué un neveu de l'ex-ministre des Affaires étrangères Mohamed Bedjaoui et l'ex-ministre de l'Energie Chakib Khelil. Pour la justice italienne, selon «Il Fatto Quotidiano», le dossier est toujours traité par le parquet de Milan qui enquête actuellement sur les ramifications de cette affaire, dite Sonatrach 2, notamment le rôle des différents intermédiaires entre Saipem et Sonatrach. De nouveaux éléments seraient ainsi détenus par le procureur de Milan après les interrogatoires du principal accusé, Varone, qui a raconté, selon ce quotidien, que Scaroni, patron d'ENI, aurait rencontré au moins à une reprise Chakib Khelil et Farid Bedjaoui, l'intermédiaire dans cette affaire. Selon le parquet de Milan, le groupe italien ENI et sa filiale Saipem sont poursuivis pour corruption pour avoir payé des pots-de-vin à une société basée à Hong Kong (Pearl Partners Limited) que dirige l'intermédiaire Nouredine Farid Bedjaoui. Le fait nouveau dans cette enquête est que Paolo Scaroni, patron d'ENI, a rencontré au moins une fois à Paris Farid Bedjaoui pour l'attribution de marchés à Saipem dans des projets pétroliers en Algérie. Dans ses aveux devant le procureur de Milan, Pietro Varone raconte qu'il a «la certitude d'une réunion à Paris, et qu'il y avait eu une autre à Milan entre Scaroni et Bedjaoui, ajoute «Il Fatto Quotidiano». Varone parle de commissions de 41 millions d'euros évoquées lors de ces rencontres entre Scaroni et Bedjaoui. L'entourage et certains membres de la famille de Chakib Khelil auraient profité de ces commissions, Varone ayant quant à lui empoché

10 millions d'euros de rétro-commissions, selon le procureur du Parquet de Milan, cité par le même quotidien italien. Pietro Varone, arrêté le 28 juillet dernier, a été placé lundi 2 décembre en résidence surveillée. Selon la presse italienne dans son édition de mardi, il a été interrogé à trois reprises par le procureur du Parquet de Milan, alors que de forts soupçons de complicité pèsent dorénavant sur le patron du Groupe ENI, Paolo Scaroni.

GENÈSE

Incarcéré à la prison de San Vittore à Milan, Pietro Varone a été arrêté le jour même où le Parquet de Milan avait lancé un mandat d'arrêt international contre Farid Bedjaoui, surnommé par la presse italienne «le facilitateur». Fabio De Pasquale poursuit l'ancien directeur de la division ingénierie de Saipem non seulement pour le versement de commissions à des responsables algériens, mais également pour le versement d'une rétro-commission de 10 millions de dollars à Varone lui-même. Le gros de cette affaire est lié à sept contrats obtenus par Saipem auprès de Sonatrach entre 2007 et 2008 d'une valeur globale de 8 milliards d'euros. Le «hic» est que ces contrats ont été arrosés par des versements de commissions de 197 millions de dollars et versées au «facilitateur» Farid Bedjaoui à travers sa société écran, la Pearl Partners Limited basée à Hong Kong. Selon le quotidien italien Corriere della Sera, «plus de 100 millions de dollars se trouveraient à Singapour sur des comptes contrôlés par M. Bedjaoui et 23 autres millions de dollars seraient à Hong Kong». Selon l'acte d'accusation contre Pietro Varone, les bénéficiaires des pots-de-vin de 197 millions de dollars sont, en Algérie, Chakib Khelil, des membres de sa famille, des membres de la direction de Sonatrach et, en Italie Pietro Varone et l'ancien PDG de Saipem/Algérie, Tullio Orsi, ainsi que Farid Bedjaoui. Mais, avec la découverte de ramifications «syriennes», l'affaire Sonatrach 2 n'a pas encore, visiblement, tout révélé.

Travailleurs de Sonelgaz

La gestion des retraites complémentaires transférée au Fonds des Oeuvres sociales

La gestion de la pension complémentaire des travailleurs de Sonelgaz de la Mutuelle des travailleurs de l'électricité et du gaz, a été transférée au Fonds des Oeuvres sociales et culturelles de la société, a affirmé le président-directeur général de Sonelgaz, M. Noureddine Bouterfa.

Dans une déclaration, à l'APS, M. Bouterfa a indiqué que la décision de transfert a été prise après un accord intervenu entre le syndicat et les représentants des retraités qui ont tenu une réunion, au siège de la société, après avoir tenté d'organiser un sit-in de protestation pour réclamer la pension gelée depuis 3 mois. La Sonelgaz «n'est pas responsable» de la gestion du Fonds de retraite qui relève de la Mutuelle, cette dernière n'ayant pu effectuer les opérations de contrôle des dossiers des retraités, sous prétexte qu'elle n'avait pas les données suffisantes, concernant ces dossiers, a-t-il ajouté. Après avoir rappelé que la Mutuelle des travailleurs de l'électricité et du gaz avait pris en charge la gestion du Fonds de retraite, de 1997 à 2003, M. Bouterfa a souligné qu'«en raison de certains problèmes, la gestion est passée à la direction générale de la Société, de 2003 à 2011, en vertu d'une convention par laquelle cette direction continuera de gérer ce fonds pour une période déterminée» qui permettrait aux travailleurs de la Mutuelle de suivre une formation en matière de gestion. Con-



formément à cette convention, a-t-il ajouté, la direction générale de la Société a décidé d'attribuer la gestion du Fonds de retraite à la Mutuelle qui s'est avérée incapable de verser cette pension complémentaire, faute de données suffisantes.

«En raison de tous ces problèmes, nous avons décidé, aujourd'hui, de transférer la gestion de la pension de retraite complémentaire, de la Mutuelle vers le Fonds des Oeuvres sociales et culturelles, sous la tutel-

le du conseil de gestion qui est composé de l'Association des retraités, de la Mutuelle des travailleurs de l'électricité et du gaz et de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières», a-t-il expliqué. «Les retraités percevront leur pension complémentaire du mois de décembre, en attendant que les arriérés soient comptabilisés, avec effet rétroactif, après restitution des fonds de la Mutuelle», a conclu M. Bouterfa.

Raina Raïkoum

Kamel Daoud

Rue Ben M'hidi, impasse Aussaresses

Le Général Aussaresses est mort. Qui est le Général français Aussaresses ? C'est le militaire français qui a tué Larbi Ben M'hidi. Qui est Larbi Ben M'hidi ? Ce n'est pas un centre-ville ou une rue principale, mais l'un des pères du pays qui maintenant a trop de fils mais qui ne vit pas heureux avec la mère qui a survécu. L'histoire algérienne s'éloigne de nous. Entre l'enfant d'aujourd'hui et celui d'hier, il faut enjamber les années 90, la gabegie 80, les tirs sur foules de 88, la police politique, la gabegie socialiste, la crise de l'été et d'énormes clowns qui s'interposent entre l'épopée et nous. Aussaresses est un criminel qui a torturé les nôtres et parmi les nôtres, certains ont torturé notre histoire. Couchée, pendue, suspendue, plongée dans l'eau savonneuse et battue et écrasée et jetée des hauteurs, l'histoire algérienne a elle aussi avoué tout et n'importe quoi. A la fin, on l'a étranglée et nous y sommes nés soupçonneux et ricanant. A la fin, je ne peux plus voir au-delà du crime, le cri qui autrefois m'agita avant de naître. Il ne reste rien. Ou que des noms de rues. Des dates. Du papier. On ne peut plus rien distinguer en tournant la tête, sauf son propre dos qui s'éloigne. Trop de crimes et de mauvais logements et d'affreuses architec-

tures. L'histoire algérienne a comme perdue sa guerre contre les siens. Elle a cédé au faux aveux et ne dit rien et se contente d'acquiescer dans la décomposition. Et cela a été dit et on le sait tous et ne change pas. La mort de ce Général affreux a du coup le poids d'une feuille morte qui tombe dans une forêt lointaine. On creuse l'idée, on sait qu'elle doit signifier l'essentiel, une part de soi et de sa généalogie et qu'il faut cracher sur la tombe de l'étrangleur mais on se perd dans le cimetière géant, le cœur est un papier gris et on se sent mal comme dans une cérémonie creuse. On sait que l'on doit dire quelque chose mais cela ne vient pas car on ne se souvient pas quand on est tué avant sa naissance et que l'histoire est un vieux film où les acteurs se volent les mots.

Il y a un devoir de mémoire mais la mémoire est vide.

Un Général qui tue, un homme qui dit non et sourit à son tortionnaire, un récit de courage puis des menottes. Cela nous dit à tous quelque chose. C'est très ancien et remonte à hier et c'est en boucle dans notre histoire. Mais cela a cédé et a été emporté. Dans le brouhaha des crimes, celui d'Aussaresses bénéficie de la complicité du flou qui nous dévore et dévore notre récit national.

Un cas suspect de paludisme à Khémis Miliana

Un cas suspect de paludisme, découvert dimanche dernier à Khémis Miliana (Aïn Deffa), vient d'être confirmé par l'Institut national de santé publique (INSP) d'Alger, a indiqué mercredi le chef de service prévention de la direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya. Ce cas concerne une étudiante de nationalité angolaise, âgée de 20 ans, demeurant à la résidence universitaire des

filles de Khémis Miliana, a précisé à l'APS, M. Belkacem Khellidj, rappelant qu'un échantillon du sang de la patiente avait été emmené à l'INSP pour y effectuer des analyses poussées. Les premiers signes de fièvre avaient été observés le 28 novembre dernier, chez la concernée rentrée en Algérie 20 jours plus tôt, a souligné la même source. L'état de santé de la malade est stationnaire», a signalé la même sour-

ce, ajoutant qu'elle fait l'objet d'un suivi par des médecins spécialistes au niveau du service infectieux de l'hôpital (Farès Yahia) de Miliana. Le service prévention de la DSP est vigilant dans le but de parer à toute éventualité, a assuré la même source, faisant état de l'organisation d'un dépistage, jeudi, en vue de détecter d'éventuels cas de paludisme chez les étudiants venant de pays africains.

معرض الجزائر
الثاني للمنتجات التركية

2^{ème} SALON DES PRODUITS
TURCS EN ALGERIE

من 7 الى 10 ديسمبر 2013
07 - 10 DECEMBRE 2013

SAFEX Palais des Expositions des Pins Maritimes - Alger

من 10:00 الى 14:00 للمتتئين و المحترفين من 14:00 الى 18:00 للجمهور العريض

De 10h à 14h pour les professionnels De 14h à 18h au grand public

ISTANBUL CHAMBER OF COMMERCE
www.ito.org.tr
REPUBLIC OF TURKEY
MINISTRY OF ECONOMY

JUSQU'À
250 000 DA
DE REMISE

COROLLA

JUSQU'À
250 000 DA
DE REMISE

YARIS

TOYOTA

TOUJOURS
MIEUX,
TOUJOURS
PLUS LOIN

LES OFFRES INCONTOURNABLES
DE FIN D'ANNÉE

LIVRAISON
IMMÉDIATE

TOYOTA présent au salon AUTOWEST du 11 au 21 Décembre 2013

3 ANS
TOYOTA
GARANTIE
ou 100 000 KM

Offre valable jusqu'au 15 décembre 2013, dans la limite du stock disponible.
Disponible dans tout le réseau TOYOTA ALGERIE et ses revendeurs agréés

TOYOTA ALGERIE

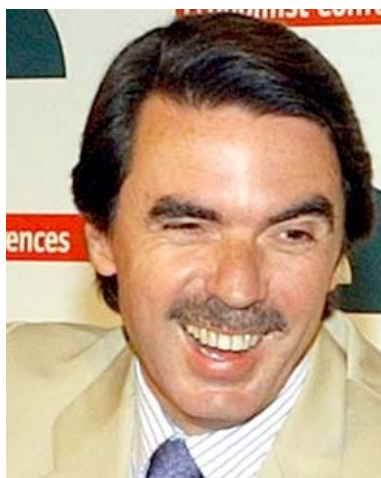
Hydra : 021 98 30 00 - Blida : 025 43 14 14 - Dely Brahim : 021 98 30 00 - Oran : 041 98 30 00 - Ouargla : 029 71 71 71 - Annaba : 038 51 16 96.

photo non-contractuelle

Vente d'armes au Venezuela et l'Algérie Aznar accusé d'avoir joué les intermédiaires pour EINSA

L'ancien chef du gouvernement espagnol et président d'honneur du Parti populaire au pouvoir, José Maria Aznar, fait l'objet d'accusations dans la presse d'avoir servi d'intermédiaire pour des ventes d'armes pour l'entreprise espagnole d'armements EINSA avec le Venezuela, la Libye de Kadhafi et... l'Algérie.

Salem Ferdi



UNE «STRUCTURE»
FONCTIONNELLE EN ALGÉRIE

Le journal électronique espagnol Info Libre a révélé, le 1^{er} décembre dernier, le contenu de courriers électroniques datés de 2008 du président d'EINSA, Pierre Rodriguez Pla adressé à l'ex-président de la Caja Madrid -caisse d'épargne-, Miguel Bles-sa, ami d'enfance d'Aznar, plutôt compromettants pour ce dernier. Info Libre a révélé le contenu des mails malgré la décision du tribunal supérieur de Madrid d'en empêcher la publication. Ainsi, le Parti Populaire a beau être en flèche contre le régime de Hugo Chavez, cela n'empêche pas son président d'honneur de jouer les intermédiaires. Business is business. Le plus gros des révélations portent sur les contrats avec le Venezuela. Sur l'Algérie, le président d'EINSA indiquait dans ses courriers que José Maria Aznar disposait déjà d'une «structure» dont le premier collaborateur serait le «frère de son gendre». Info Libre notait qu'un mois auparavant, José Maria Aznar était en Algérie, le 5 novembre 2008 et a rencontré le président algérien. La révélation de l'existence de ces mails est intervenue quelques jours après un démenti de Jose Maria sur un quelconque rôle d'intermédiaire pour Einsa. Le frère du gendre serait Jean-Paul Agag, qui a deux sociétés dont Tizimad SL spécialisée dans l'intermédiation commerciale. Le mail du président d'EINSA met en cause directement Aznar.

Il indique avoir «parlé hier avec le président (Aznar ; ndlr) qui a confirmé l'existence d'une structure qui fonctionne déjà en Algérie. Il n'est pas clair si des contrats ont été conclus en Algérie mais les courriers révélés indiquent que le «chapitre algérien» s'ouvre sur une liste des «clients potentiels» en Algérie qui étaient présentés comme aussi promoteurs que le Venezuela. Dans ces courriers, Alejandro Agag et son frère apparaissent à l'ombre d'Aznar comme des membres actifs d'un réseau de commissionnement sur des opérations avec l'Algérie. L'affaire a pris une tournure politique en Espagne. Elena Valenciano, secrétaire général-adjoint du PSOE, a demandé des explications sur le «rôle de courtier» dans la vente d'armes de M.Aznar. La dirigeante du PSOE a surtout insisté sur le cas de contrats conclus avec le Venezuela sous les auspices présumés d'Aznar. Lequel avait démenti, il y a quelques jours, avoir perçu des «frais ou des commissions» de la société Einsa et a menacé d'action en justice ceux parlant de «prétendu contrat d'intermédiaire». Le PSOE insiste pour savoir si, comme l'a rapporté «Infolibre», Aznar a joué les intermédiaires pour des ventes dans des pays comme le Venezuela, l'Algérie et la Libye.

Azzaba

La RN44 barrée par des citoyens

A. Boudrouma

Une rumeur faisant état de la distribution imminente d'un quota de 200 logements, dans le cadre de la résorption de l'Habitat précaire dont devraient bénéficier, principalement, les occupants de gourbis de la cité 'Diar Ezzitoun' à Azzaba, dans la wilaya de Skikda, a été à l'origine d'un rassemblement, hier, de dizaines de citoyens, devant le siège de la daïra. Il s'agissait de citoyens

de la ville de Azzaba, mécontents, qui protestaient de ne pas figurer dans ce quota de logements, en dépit qu'il s'agit d'un programme destiné exclusivement à l'éradication de l'Habitat précaire.

Les protestataires ont même accentué leur pression d'un cran en allant barrer la RN44, sur le tronçon reliant le chef-lieu de daïra, à l'agglomération des Frères Souissi (ex. Zaouia). La circulation a dû être déviée par le lieu-dit «El Mechtas».

53 morts sur les routes en une semaine

Cinquante-trois personnes ont été tuées et 638 autres ont été blessées dans 369 accidents de la route, enregistrés à travers le territoire national entre les 26 novembre et 2 décembre, selon un bilan publié hier par la Gendarmerie nationale. La wilaya de Batna vient en tête avec 25 accidents, suivie d'Oran avec 19 accidents puis Bouira avec 17 accidents. Comparativement à la semaine précédente, le nombre d'accidents a connu une baisse (-29) ainsi

que celui des blessés (-37) alors que le nombre de décès a augmenté (+1), selon la même source.

La vitesse excessive, les dépassements dangereux, la négligence des piétons, le non-respect des panneaux de signalisation et la distance de sécurité, les manoeuvres dangereuses et le changement de direction sans signalisation, outre les défaillances mécaniques sont les principales causes de ces accidents, relève-t-on de même source.

Il avait reconnu son rôle de tortionnaire pendant la guerre de Libération

Le général Aussaresses est mort

Moncef Wafi

Paul Aussaresses, le général français qui a entrouvert la porte sur les pratiques de torture «institutionnalisées» pendant la guerre de Libération nationale, s'est éteint, hier, à l'âge de 95 ans. Celui qui avait admis, en 2001, dans son livre, «Services spéciaux, Algérie 1955-1957» avoir torturé des prisonniers alors qu'il était à la tête des services de renseignements, à Alger, avait affirmé, à l'époque que la torture était «tolérée, sinon recommandée» par les politiques.

Des aveux qui ont relancé les interrogations sur le rôle du gouvernement français en place et qui ont suscité des remous politiques, poussant Chirac à réagir, en se disant «horrorifié» par ces confessions rendues publiques.

Des confessions sur un sujet, longtemps tabou du côté français, nié même alors que l'Algérie a, de tout temps, dénoncé une torture systématisée dans la hiérarchie militaire coloniale. Le général Aussaresses, alias «commandant O», qui n'a, à aucun moment, esquissé le moindre regret par rapport à ces pratiques, légitimait le recours à la torture, déclarant qu'elle «devient légitime quand l'urgence s'impose», reconnaissant des meurtres en prison, précisant qu'il était rare que les prisonniers interrogés la nuit se trouvent encore vivants au petit matin. Qu'ils aient parlé ou pas, ils étaient généralement neutralisés». Au début des années 2000, il déclarait à la presse qu'il estimait que la torture «c'est efficace» et que «la majorité des gens craquent et parlent», affirmant qu'être tortionnaire ne lui a posé aucun problème. «Je m'étais habitué à tout cela», assurait-il, faisant presque un parallèle maladroit entre Ben Laden et Larbi Ben M'hidi. «Je fe-

rais encore ce que j'ai fait, par exemple contre un Ben Laden, si je l'avais entre les mains, comme je l'ai fait avec Larbi Ben M'hidi». Mais en mars 2007, et dans un entretien accordé au quotidien français «Le Monde», il infirmait la thèse officielle présentée, à l'époque, par l'armée française qui voulait que Ben M'hidi se soit suicidé dans sa cellule, en 1957. Il avouera aussi qu'il a été exécuté par pendaison, et non par balles alors il n'a pas été torturé, mais «traité avec égards par le général Bigeard». Définitivement condamné en 2004 pour apologie de la torture, il avait été mis d'office à la retraite, exclu de la Légion d'honneur et privé du droit d'en porter les insignes.

Désabusé, il réglait ses comptes dans son dernier livre «Je n'ai pas tout dit» paru en 2008, insistant toujours sur la complicité de sa hiérarchie militaire et de la classe politique. «Suis-je un criminel ? Un assassin ? Un monstre ? Non, rien qu'un soldat qui a fait son travail de soldat et qui l'a fait pour la France puisque la France le lui demandait», répétait le natif de Saint-Paul-Cap-de-Joux, le 7 novembre 1918. En 1957, le général Jacques Massu, commandant la 11^{ème} division parachutiste, lui demande de «rétablir l'ordre», à Alger. Il se retrouve à la tête de ce qu'il appelle lui-même «un escadron de la mort», chargé de procéder à des arrestations nocturnes, suivies de tortures, avec élimination de certaines personnes arrêtées.

On le retrouve ensuite aux Etats-Unis, auprès des Bêrets Verts, dans leur camp de Fort Bragg (Caroline du Nord) pour leur enseigner «les techniques de la bataille d'Alger», concernant, notamment, le volet sur la torture, avant de prendre, en 1966, le commandement du prestigieux 1^{er} Régiment de

chasseurs parachutistes (RCP). En 1973, il est nommé attaché militaire au Brésil, alors sous le pouvoir de l'armée, où, là aussi, il traite pour les militaires des questions de torture.

Réagissant à sa mort, Louisette Ighilahriz, qui avait relancé, en 2000, le débat sur la torture, pendant la guerre d'Algérie, a estimé qu'il aurait dû «exprimer ses regrets» pour son comportement de tortionnaire. «Il a été honnête. Il a reconnu avoir torturé des Algériens, mais il n'est pas allé jusqu'au bout. Il aurait dû exprimer ses regrets», a déclaré à l'AFP, Mme Ighilahriz.

Cette question de la torture, pendant la guerre d'Algérie, continue de hanter les deux camps, entre dénonciation et déni et en novembre dernier, le centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran avait accueilli le sociologue Claude Juin qui aborda les exactions et tortures commises par les appelés du contingent français, durant la guerre de Libération nationale. Claude Juin, lui-même un ancien appelé du contingent français, qui servira en Algérie de 1957 à 1958, sera le témoin horrifié, révolté des actes abominables commis «par des jeunes appelés, des jeunes hommes ordinaires qui en sont venus à commettre l'abominable, la torture, les exactions, les exécutions sommaires». Dès 1960, il publie sous le pseudonyme de Jacques Tissier, un ouvrage «le Gâchis» interdit, par la suite, et qui raconte cette guerre et y dénonce la torture et les crimes commis par les appelés du contingent, s'appuyant sur les lettres de ces derniers. Pour lui, rien dans les archives militaires françaises ne souligne ces comportements des appelés, les tortures systématiques dans des fermes transformées en centres de torture.

Recul de la facture des importations de sucre

La facture des importations de sucre a atteint près de 751,47 millions de dollars durant les dix premiers mois de 2013 contre 775,60 millions de dollars à la même période en 2012, en baisse de 3,11%, en dépit d'une hausse de plus de 11% des quantités importées, selon les Douanes algériennes.

Durant les dix premiers mois de 2013, les quantités de sucre importées ont totalisé 1,464 million de tonnes contre 1,311 million de tonnes à la même période de l'année dernière, en hausse de près de 11,7%, selon les chiffres du Centre national des statistiques (Cnis) des douanes obtenus par l'APS. Le recul de la facture des importations de sucre s'explique essentiellement par la chute des cours durant cette période de référence, pénalisés par une offre excédentaire sur le marché mondial. En effet, les cours du sucre ont chuté durant les derniers mois, tombant durant la deuxième semaine du mois de novembre dernier à des plus bas niveaux depuis juillet en raison toujours de l'abondance de l'of-

fre. Les analystes expliquent la chute des prix par la disponibilité du produit (sucre) mais surtout par la demande qui n'est pas très forte.

L'Organisation internationale du sucre (ISO) a d'ailleurs revu en hausse dernièrement sa prévision d'excédent d'offre sur le marché mondial du sucre pour la saison actuelle 2013/2014, à 4,730 millions de tonnes contre 4,502 millions de tonnes précédemment. C'est la quatrième saison consécutive d'excédent d'offre. Ces stocks devraient atteindre 43,4 millions de tonnes à la fin de la saison 2013/2014, soit le «plus haut depuis plus de cinquante ans», selon l'ISO. Le marché est en situation d'excédent d'offre depuis quatre saisons, ce qui alimente les stocks mondiaux. Ces trois dernières années, le ministère du Commerce a mis en oeuvre un système de stabilisation des prix de l'huile alimentaire raffinée ordinaire et du sucre blanc, décidé par l'Etat au début de l'année 2011 à travers le décret exécutif n°11-108 du 6 mars 2011. Ce décret a fixé le prix plafond à la

consommation ainsi que les marges plafonds à la production, à l'importation et à la distribution, aux stades de gros et de détail, de l'huile alimentaire raffinée ordinaire et du sucre blanc. Ce texte a fixé ainsi les prix plafonds en TTC, des bidons d'huile ordinaire raffinée de 5 litres, 2 litres et 1 litre respectivement à 600 DA, 250 DA et 125 DA, alors que les prix du kilogramme de sucre blanc vendu en vrac et préemballé sont fixés respectivement à 90 DA et 95 DA. Il a été également décidé de suspendre l'application des tarifs douaniers (5%), de l'IBS (19% pour la production) et de TVA (17%) sur les importations ou la production des sucres roux et blanc et des matières premières des huiles alimentaires.

Cependant, le sucre roux n'a pas fait l'objet de compensation des prix du fait que les niveaux des cours mondiaux de cette matière première n'ont pas entraîné le dépassement des prix à la consommation plafonnés par les pouvoirs publics.

Voyage au bout de la vérité historique

Comme tout un chacun le sait, la houille et le diamant sont des carbones; mais nul ne sera disposé à payer l'un au prix de l'autre; l'un et l'autre sont de la même famille, mais non de la même classe.

Par Mourad Benachenhou

Et la différence dans la qualité et la noblesse qui les rend si distincts l'un de l'autre n'échappe pas à l'attention de la personne la plus ignorante de la chimie.

La nature complexe du leadership

Ce qui est évident dans le domaine des éléments premiers devient problématique en politique: comment distinguer le diamant de la houille parmi les hommes que leur personnalité et leurs dons intellectuels innés poussent à ambitionner au leadership d'un groupe humain? Comment, parmi ceux qui proposent leurs services à la collectivité nationale pour l'aider à dépasser ses crises et à retrouver sa voie, reconnaître l'homme sincèrement attaché aux intérêts vitaux de cette collectivité de celui qui, sans qualités propres à en faire un leader, est poussé par la vanité et le désir maladif d'apparaître? Ce sont là des questions auxquelles il est d'autant plus difficile de répondre que, par nature, l'être humain a l'habileté de cacher ses faiblesses et ses convictions profondes par un verbiage, où reviennent les mots lourds de sens comme «liberté», «dignité», «égalité», faisant croire à ceux qui l'écoutent qu'il y a en lui la foi et le feu nécessaires pour conduire son peuple hors de la vallée de misère où les avatars de l'histoire l'ont enfermé. Mais, hélas! le vocabulaire utilisé est un déguisement de la pensée, un brouillard couvrant les intentions cachées du prétendant au leadership.

Le leader a besoin de plus que l'éloquence

On ne peut pas choisir un leader exclusivement sur la base de ses dons d'orateur et de sa capacité à employer des mots qui émeuvent et forcent ceux qui l'écoutent à vouloir se dépasser et à accepter de rompre avec leur lâcheté naturelle. Le leadership est un ensemble de qualités intellectuelles et morales qui vont au delà de la simple capacité d'exprimer avec clarté et éloquence ses idées. Comment naît un leader? Comment se forme-t-il? Comment est-il reconnu? ce sont là des questions que les psychologues, les sociologues et les philosophes ont débattu et continuent à débattre sans avoir pu en trouver des réponses satisfaisantes et universellement acceptables. Dans les moments difficiles, aucun groupe social ne peut se passer d'un leader, donc ces questions sont loin d'être strictement académiques. Il y a de la vie d'un peuple que se dégage d'entre ses membres, au moment des grandes épreuves, un leader capable de lui montrer le chemin de la délivrance!

Messali Hadj, un Leader authentique et exemplaire

Messali Hadj, le fondateur du premier parti politique de masse moderne en Algérie, peut, sans aucun doute, être considéré comme un exemple typique de leader en qui se sont retrouvées réunies toutes les qualités humaines propres à mettre en marche un peuple

dominé, misérable et déchu, et à transformer en force irrésistible une masse humaine désarmée et désorientée. Comment a-t-il accédé à cette position de leader incontestable du mouvement nationaliste algérien, alors qu'il ne possédait aucun des attributs de niveau social, de formation formelle, de richesse, d'appui organisationnel propres à lui assurer la prééminence? Il ne pouvait se prévaloir ni d'une formation universitaire brillante, ni de la possession d'une expertise professionnelle lui assurant naturellement une place de choix dans sa société? Comment a-t-il pu imposer ses idées à un peuple qui avait touché le fonds de l'abîme, et dont l'élite intellectuelle avait rejeté l'existence même?

Une histoire personnelle qui n'a pas besoin d'être embellie

L'histoire de l'ascension politique de Messali, comme de sa chute, est tellement exemplaire et unique dans les annales de l'histoire de l'Algérie, comme du monde, qu'elle apparaît comme un roman écrit par un auteur à l'imagination particulièrement féconde. Mais cette histoire n'a pas besoin d'être embellie, car sa trame, dans son déroulement, est construite sur des événements dont la réalité n'a jamais été sérieusement contestée.

Messali hadj n'a pas besoin d'hagiographes! Sa vie en elle-même, consacrée exclusivement à la lutte pour l'indépendance du peuple algérien, peut se passer des fioritures des biographies enthousiastes. Il suffit qu'elle soit racontée avec probité et sincérité. Madame Djanina Messali-Benkalfat, du fait de sa proximité et de sa familiarité avec Messali, était plus à même de présenter une biographie authentique de ce leader dont le poids et l'influence dans l'histoire contemporaine de l'Algérie est tel que ses ennemis, aux motivations aussi diverses que divergentes, continuent, à le prendre pour cible de leurs insultes, sans entamer le caractère central de son rôle dans la libération de l'Algérie.

Une autobiographie et un document d'histoire authentique

A lire son ouvrage, à la fois autobiographique et historique, on commence à mieux comprendre pourquoi Messali a attiré le dévouement sans limite des uns, et la haine sans cause des autres. C'était un homme qui avait des qualités humaines rares de désintéressement, de dévouement à la cause nationale, de conviction profonde dans la victoire finale, malgré les obstacles de toute nature, malgré la duplicité et la puissance de l'ennemi colonial, de résilience surhumaine qui lui permettait de dépasser tous les malheurs qui l'ont frappé.

Aucune épreuve, si dure fut-elle, ne l'a brisé et ne l'a détourné du chemin qu'il s'est tracé. Cet homme a accepté toutes les humiliations, toutes les épreuves au service d'une idée fixe.

Une source d'informations inédites et véridiques

L'ouvrage de Djanina apporte des détails inédits sur la vie de cet homme, consacrée exclusivement au combat pour la dignité des Algé-



riens, détails qui permettent de comprendre comment il a été finalement marginalisé lors de la phase finale de la lutte de libération nationale, par les manœuvres des autorités coloniales visant à l'isoler de ses partisans, et par la haine jalouse que lui portèrent ceux mêmes qui s'étaient réveillés et formés au nationalisme sous sa coupe.

Djanina détruit, par les détails qu'elle révèle dans son ouvrage, les accusations portées contre lui de comportement despotique, de culte de la personnalité, de volonté de maintenir à tout prix son leadership, d'irréalisme politique, de tergiversation dans le passage à la lutte armée.

Beaucoup, certes, reste à révéler sur la scission dans les rangs des forces nationalistes qui a abouti à la guerre féroce entre les deux factions cristallisées respectivement autour de Messali, et du MNA, et autour du comité des 22 et du FLN.

Mais ce qui apparaît clairement, à travers le récit de Djanina, écrit sans haine et sans volonté de règlement de compte avec les opposants de son illustre père, et corroboré par des historiens comme Mohammed Harbi, Benjamin Stora, Omar Carlier et Mahfoud Kaddache, c'est que cette scission, aux conséquences désastreuses et aux effets sanglants, et qui est une tâche indélébile sur l'histoire du mouvement nationaliste, n'avait rien à voir ni avec la personnalité de Messali Hadj, ni avec sa ligne politique, et qu'elle aurait pu être évitée si ce leader avait eu la liberté totale de ses mouvements.

Sans doute, la dislocation du mouvement nationaliste doit-elle beaucoup au fait que Messali fut un leader qui assumait ses lourdes et délicates fonctions alors qu'il était en état d'emprisonnement quasi total, empêché de se mouvoir et de prendre contact physiquement avec les militants de son mouvement.

Ceux qui, pour différents motifs et sous l'impulsion de diverses motivations, ont tout fait pour imposer le mouvement nationaliste algérien et ouvrir la voie à l'opportunisme et à l'aventurisme politique de certains qui ont profité des événements pour se faire une nouvelle virginité politique, ont profité de cette captivité dans laquelle il fut maintenu pratiquement de 1938 à 1962, pour s'emparer du fruit politique de ses efforts et s'arroger totalement le bénéfice de son œuvre.

Le qualificatif de traître ne veut, hélas, plus rien dire

Le qualificatif de traître, auquel Daniel Guérin, un des amis fidèles de Messali a consacré tout un ouvrage, continue à être utilisé à tort et à travers un peu contre tous ceux qui ont, d'une manière ou d'une autre, marqué l'histoire contemporaine de notre pays. ce qualificatif, sous lequel ont été couverts des hommes aussi différents dans leur parcours que dans leurs convictions, que Benyousséf Benkhedda, Ferhat Abbas, Krim Belkacem, Abdelhafid Boussouf, Houari Boumédiène, et bien d'autres moins connus, a perdu de son pouvoir insultant et, évidemment, appliqué à Messali Hadj, il porte à rire et ridiculise ceux qui l'emploient contre cet homme dont la vie est un exemple d'engagement sans faille et sans concession pour une cause dont chaque Algérien jouit actuellement de son triomphe, malgré les problèmes que connaît notre pays, comme d'ailleurs tout pays qui avance.

En conclusion

La sortie de l'ouvrage de Djanina Messali-Benkalfat intitulé «Une Vie Partagée avec Messali Hadj, Mon Père», est un événement historique qui n'a pas suffisamment été mis en exergue. Et, pourtant, il marque une étape cruciale dans la remise en ordre de notre histoire contemporaine et prépare la voie à la reconnaissance pleine et totale par les Algériens de la centralité historique de Messali Hadj, dont le nom n'a nullement besoin d'être réhabilité, car sa vie a été irréprochable, mais simplement d'être reconnu pour ce qu'il est : un leader politique exceptionnel qui, parti de rien, a permis au peuple algérien de se redécouvrir et de renaitre.

S'il y a un homme auquel on peut attribuer la qualité de mujahid dans le sens le plus profond du terme c'est bien à Messali Hadj, l'une des gloires de sa ville natale, l'un des orgueils de notre peuple, mais un homme transformé-comble de l'ingratitude- en apatride par l'indépendance de son peuple à laquelle il a tant contribué! Un grand pas a été fait au cours de ces trois derniers mandats pour le remettre dans le paysage historique et toponymique du pays, mais beaucoup reste à faire pour que son nom soit lavé de toute la boue qui s'est déversée sur lui-en vain, car la vérité finira par être connue et reconnue au cours de ces 60 dernières années. Même dans la boue le diamant ne perd pas de sa noblesse et de sa pureté!

La nécessaire présidentielle de transition vers la 2ème République

Par Brahim Tazaghart

Depuis le remaniement ministériel et le réaménagement au niveau de l'institution militaire décidé le 11 septembre dernier par le président de la république, une question ne cesse de trôner sur les couvertures de plusieurs journaux nationaux : Le général de corps d'armée Mohamed Mediène, connu sous le nom de Toufik, est-il fini ?

Face à cette interrogation qui a conditionné depuis, le débat politique national, nous nous sommes imposé un certain nombre de questions : Y a-t-il vraiment un conflit au sommet de l'Etat entre le "clan" présidentiel dirigé M. Bouteflika et celui du DRS sous l'autorité du général Toufik ? Pourquoi se donnent-ils en spectacle et se bagarrent-ils par journaux et personnalités politiques interposés alors qu'ils étaient les meilleurs alliés lors de la présidentielle de 2004 ? Face à une élection présidentielle à haut risque, et dans une conjoncture régionale et internationale trouble et mouvante, peuvent-ils s'affronter sans mettre en péril l'avenir du pays ?

AU COMMENCEMENT, LES RÉVÉLATIONS SUR LA CORRUPTION

Des révélations sur l'implication des proches du président dans des affaires de corruptions ont fait les unes des journaux durant longtemps, jusqu'à récemment encore. Des noms et des documents sont divulgués, des sommes faramineuses sont avancées, des anciens responsables se sont mis de la partie à travers des entretiens et contributions médiatiques. Sur l'autre rive de la méditerranée, la justice italienne s'est mise en branle...

Ces révélations, aussi fracassantes qu'inattendues, suffisent-elles pour affirmer la vérité d'un clash entre les "clans" cités plus haut ?

Beaucoup de plumes et d'hommes politiques ont répondu par l'affirmative. Ils ont largement discouru sur "le démantèlement" du DRS et sur la victoire finale (?) du président de la république. Le 27 juin dernier, Hicham Aboud, ancien chef de cabinet de Mohamed Betchine à la Sécurité Militaire, et comme pour préparer la scène et mettre les contours, confiait à Mustapha Benfodil sur les colonnes du journal El Watan : "Ce pays est gouverné par Said Bouteflika, qui fait peur au DRS. Gaa ikhafou mennou (ils ont tous peur de lui)" Après le remaniement, des voix qui donnaient le président comme mort et enterré et exigeaient son remplacement immédiat, se réveillent troublées : "Il vient de terrasser tout le monde, même l'armée est mise au pas !" Foudroyons coup politique en fait ! Dans une chronique intitulée : "Que cachent le nouveau gouvernement et la défaite du général Toufik ?", Mohamed Benchicou écrivait : "Autrement dit, pour la première fois depuis l'indépendance, les services de renseignements sont marginalisés."

A la lecture de ces affirmations et d'autres que nous ne pouvons toutes citer, une question s'impose : Peut-on croire ces honorables messieurs au fait des secrets des coulisses du pouvoir ? Si beaucoup de personnes prennent pour vérités absolues leurs déclarations, il nous est difficile de les admettre. Leurs analyses ressemblent plus à des fables qu'à autre chose. De notre point de vue, le maintien de M. Youcef Youcefi, natif de la ville de Batna et ancien ministre de l'énergie du président Zeroual et néanmoins successeur de M. Chakib Khellil à la tête du secteur le plus stratégique de l'Etat, signifie qu'aucun bouleversement des rapports de force entre les centres de décisions n'est à signaler, cela d'un côté. D'un autre côté, il faut avouer que l'étonnement de certains "opposants" et analystes quant à la nomination des proches du président aux ministères de l'intérieur et de la justice nous laisse dubitatifs. Signifie-t-il que les anciens ministres de ces départements, à l'instar de M. Zerhouni, ne l'étaient pas ? Nullement. Tout le monde sait que le président n'a nommé que des hommes proches de lui et adepte de sa politique aux postes sensibles, sauf rares exceptions. "Le gouvernement est là pour exécuter le programme du président", aiment à répéter les ministres de la république, à leur tête M Abdelmalek Sellal, et avant lui, M. Ahmed Ouhayia.

L'OCCULTE ET LA QUÊTE DE LA COMPRÉHENSION

Ces lectures que nous tentons montrent qu'il n'est pas dans les mœurs du pouvoir de rendre publique ses divergences de manière à permettre à la société de donner son avis et de participer au débat. Inondée par une avalanche d'informations aussi contradictoires qu'in vraisemblables, et des lectures qui vont dans tous les sens, celle-ci est obligée de procéder par recou-

pements, lecture entre les lignes et déduction pour pouvoir se faire une idée de la situation politique nationale qui, normalement, la concerne en premier chef !

Dans cette quête de compréhension, il est utile de se demander : Quelles sont les divergences politiques entre la présidence de la république et le Département du Renseignement et de la Sécurité ? Peut-on inventorier ces divergences afin de se faire une opinion claire sur l'identité, les valeurs politiques distinctes de chacun des supposés protagonistes ? La réponse ne peut être qu'incomplète et inachevée. Si nous sommes en mesure de répertorier les choix politiques et les positions de la présidence, ceux du DRS demeurent inconnus de toutes et de tous ; et ce n'est pas les déclarations d'un tel ou un tel autre ex-officier qui vont nous édifier et éclairer nos lanternes. D'ailleurs, doit-il, en vertu des règles régissant les Etats de droit et la constitution en vigueur dans notre pays, avoir une autre politique que celle de l'institution présidentielle à laquelle il participe à l'élaboration et à l'exécution dans les domaines qui le concernent ? Certainement pas, même si, dans la réalité, il détient d'énormes leviers de décisions politiques qui lui assurent une présence prépondérante.

INFLATION D'INITIATIVES ET CONFUSION

La société "politique d'opposition", active médiatiquement à l'exemple de Jil El Jadid de M. Sofiane Djilali, est-elle en train de participer au débat politique national ou s'insère-t-elle simplement dans un scénario comme chœur ?

Des véritables opposants diront certains, dont les plus en vu sont Sofiane Djilali, Ahmed Ben Bitour, qui viennent d'ailleurs d'être renforcés par Abderahmane Belayat, ne peuvent que féconder le débat politique nationale de part leurs passés et leurs expériences !

Bien, dirions-nous ! Seulement, pour répondre à notre première question, posons-la autrement : Que propose-elle au fait ?

En dehors des commentaires sur la maladie du président, de la demande de l'application de l'article 88 pour l'évacuer, (une forme plus soft de Irhel - dégage !) puis, de l'opposition à toute réforme constitutionnelle avant la prochaine présidentielle, cette opposition n'a formulée aucune démarche de sortie de crise qui implique la population. Aux moments forts de la campagne pour l'application de l'article 88, aucun candidat pouvant la représenter n'a été mis en avant pour piloter cette entreprise et partir résolument à la conquête de la présidence ; sachant que dans le cas d'une application immédiate de cet article, une élection anticipée aurait été organisée dans les 60 jours qui auraient suivis ! Cela nous pousse à se demander : L'objectif de l'application de l'article 88 est-il le remplacement de M. Bouteflika par une personnalité apte à conduire une transition vers la démocratie, ou simplement de le faire partir ? Dans ce cas, qui sera le nouveau locataire d'El Mouradia ? Par qui sera-t-il choisi ? Qui peut garantir qu'après le départ de l'actuel président avant terme, la situation serait meilleure, que le pays ne connaîtrait pas une dégradation incontrôlable ? Le retour de l'armée sur le devant de la scène en cas de dérapage, arrangerait-t-il les affaires de cette dernière et du pays ? Poussons le questionnement plus loin : Est-il politiquement judicieux de s'attaquer au président de la république avec virulence, sans retenue, usant d'insultes et de menaces, lorsqu'on sait que l'homme est plus que marqué par la gestion de l'après Boumediene et les années de vaches maigres qu'il a vécu suite à son évacuation du pouvoir ? En plaçant la rancœur et la vengeance au cœur de la démarche politique, ne sont-elles pas les conditions objectives de l'éclatement et de la dérive qui sont mises en place ? Chacun sait que la modernité politique est avant tout la capacité de prévoir, d'anticiper, de ne rien laisser au hasard tant le sort de la nation dépend des actions des acteurs publics.

A ce propos, y a-t-il un hasard en politique ? Point, répondront les plus avertis. En politique, l'imprévision est elle-même une prévision : elle travaille à créer une situation chaotique, incontrôlable, ouverte à l'implication de forces éminentes capables de peser pour une partie ou une autre des forces en présence. Quand Maître Ali Yahia Abdenour affirme que l'essentiel est le départ de M. Bouteflika, ce n'est pas par dépit et colère démesurée qu'il le fait ; sa déclaration répond à un calcul bien précis. Le vide que laissera le départ du président, et qui sera consacré par l'incapacité de la société politique à s'entendre sur un successeur sera rempli par la force la plus organisée, la plus puissante, la plus apte à gérer ce genre de situation : L'armée ! M. Mechaty a réclamé ouvertement son implication pour destituer le président en exercice.

Mais quel intérêt aura l'Armée Nationale Populaire à gérer des conflits politiques internes quand la ceinture d'insécurité qui s'étend sur l'en-

semble de nos frontières étrangle le pays ? Peut-elle agir sur les deux fronts sans être débordées ? Aucun, dirons-nous quant à l'intérêt, et certainement pour la possibilité de voir l'institution militaire dépassée par l'instabilité intérieure et les gourmandises des puissances étrangères. Désireuse de coller aux événements, "l'opposition médiatique" développe une inflation d'initiatives qu'elle balance chaque jour à la face d'une population abandonnée à sa misère et à ses problèmes quotidiens qui la stressent à ne plus rien désirer. Refus du report des élections ! Refus de la prolongation du mandat de 2 ans ! Les travaux pour dérouter la population et la désarmer se multiplient. Le flou installé dans les esprits devient de plus en plus total ! La neutralisation de la société est presque réussie ! Rares sont les algériennes et les algériens qui développent une analyse en dehors du conditionnement politico-médiatique ambiant. En effet, la scène politique est réduite aux "pro" et "anti"-Bouteflika qui accaparent tous les espaces, sauf ceux du réel bien évidemment. Les voix qui veulent échapper à la bipolarisation et qui réclament le dépassement du système sont étouffées ou presque. Lorsqu'une force politique veut soustraire aux seuls groupes du pouvoir la discussion sur les ressources énergétiques, en associant les experts et la classe politique tant du pouvoir que de l'opposition d'un côté, et place ce débat sur la scène publique alors qu'il était toujours l'otage de l'occulte d'un autre côté, elle n'est point soutenue dans son action de rupture effective. Pire, elle est réduite au silence au profit d'un radicalisme sans perspective qui agit dans la périphérie de la vie politique et qui se place en soutien aux forces du centre qui ne sont que les fractions du système qui se renouvellent et se métamorphosent.

UNE ALTERNATIVE VIABLE AU SYSTÈME

Dissocier le système en entités institutionnelles distinctes, et concentrer ses attaques contre le président en le présentant comme le mal absolu afin de permettre aux "faiseurs des Rois" de se mettre à chercher un autre qu'ils vont encore diaboliser au moment voulu comme ils ont déjà opéré avec le général Zeroual en 1998, et tenté le coup avec M. Bouteflika en 2001 et présentement, c'est se tromper d'époque historique, en plus du fait que cette action ne peut en aucun cas féconder la démocratie tant galvaudée. Comme résultat de cette opération, nous resterons dans le même système, avec les mêmes rapports de forces violents, avec les mêmes peurs et les mêmes craintes à chaque moment sensible de l'histoire, et nous serons davantage plus vulnérables face aux menaces extérieures. Ici et maintenant, le rôle des démocrates est de proposer une alternative viable à ce système qui reproduit les mêmes scénarios dans une pièce qui a désespéré le gros du public, appelé à réagir en fonction de sa natalité que de son statut de citoyen ! A défaut d'initiatives structurantes du projet de dépassement du système, il y a lieu de ne pas cautionner ces mises en scènes. C'est le moindre des engagements qu'une force démocratique peut observer. Le silence est politiquement plus utile lorsque parler revient à jouer un rôle imposé. Dans ce sens, il est utile de rappeler que le radicalisme déclaratif qui chatoie les subjectivités pour mieux camoufler une complicité patente avec le système ne peut tromper beaucoup de gens et tout le temps !

La population algérienne a retenu la leçon de la présidentielle de 2004. Dix années après, les mêmes voix qui ont participé à crédibiliser le scénario de la neutralité de l'armée, en s'alignant derrière "les faucons" qui ont mis en avant l'ex directeur de compagnie de M. Bouteflika, M. Ali Benflis, reviennent pour assumer le même rôle, ou presque !

NÉGOCIER LE PASSAGE À LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE

Le salut n'est pas dans des entreprises de replâtrage du système, il est dans le changement de celui-ci par le moyen d'un passage négocié à la deuxième république. L'accaparement de l'initiative médiatique par les clans du pouvoir n'est que la phase finale d'une vie. Au rythme actuel, le système tend vers son suicide, il chemine sur une voie sans issue. Il est arrivé à la fin de son parcours. A cet effet, il faut savoir l'accompagner à sa tombe sans enterrer le pays avec.

Face à cette impasse politique qui va déboucher inévitablement sur une situation inédite, les forces patriotiques doivent s'atteler patiemment à la construction des chances de survie de l'Etat. Pour le faire, elles doivent réaliser leurs défiances conjoncturelles. Deux événements, parmi tant d'autres, les illustrent.

Le premier est celui relatif aux affaires de corruptions dans les quelles a été cité l'ex-ministre de l'énergie M. Chakib Khellil. Force est de reconnaître que les forces du changement étaient incapables de saisir l'occasion de ces révélations

pour lancer un débat national autour de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption. L'intelligence politique devait conduire à dépasser les objectifs tactiques des instigateurs des révélations pour un objectif stratégique qui est celui de la moralisation de la vie publique et la crédibilisation des institutions de l'Etat. Or, cette initiative de dépassement n'a été prise en charge par aucune des forces sociales et politiques. En dehors de la marche des étudiants de Bejaia contre la corruption dans les résidences universitaires le 10 juin 2013, aucune action d'envergure n'a été enregistrée. Même cette action n'a pas connue un prolongement profitable. Le deuxième est le changement opéré au niveau de l'Armée et des services de renseignement par le président de la république. Au lieu de saisir l'occasion de ce changement pour débattre de la sécurité nationale, des menaces qui guettent le pays du fait de la ceinture d'instabilité sur l'ensemble de nos frontières, des conditions de la complémentarité entre la société politique et la société militaire, transition nécessaire pour aboutir au primat du politique sur le militaire, l'élite s'est perdue en conjonctures.

Une frange de la classe politique et de la société civile, consciente de son incapacité à peser sur les équilibres politiques a été prise de panique. Pour elle, seul le DRS est capable de limiter le pouvoir du président de la république (est-elle sa mission ?) ; c'est pourquoi, elle s'est soulevée contre les changements sans savoir vraiment si l'opération allait apporter des changements effectifs à la relation entre le militaire et le civil ou répondait tout simplement à une autre logique dictée celle-là par un climat d'une guerre imminente sur les portes !

Devant le double défi de la présidentielle de 2014 et des menaces de déstabilisations qui se précisent de plus en plus sur fond de décomposition du tissu social (affrontements entre populations dans divers régions du pays), il est plausible que le DRS recule, dans un mouvement de camouflage et de mise en sécurité de ses structures, afin de pouvoir affronter l'étape à venir sur les plans du renseignement et de la sécurité. C'est une opportunité, à notre avis, pour que la classe politique assume son rôle pleinement et assure quant à sa capacité à gouverner le pays dans l'intérêt du peuple et de la nation. Car, un jour ou un autre, elle sera appelée à répondre à la question : Que doit-elle faire pour convaincre l'armée de se mettre totalement et librement sous son autorité ?

Ce n'est certainement pas en soufflant sur les braises des conflits archaïques entre populations de diverses régions, ou en s'excellant dans l'aggravation des crises qu'elle y arrivera. Ces stratégies chaotiques favorisent le maintien des services de renseignement dans la sphère politique et leur control des activités associatives et partisans. Aussi, devant cette réalité politique agitée en apparence et bloquée dans le fond, posons une autre question : N'y'a-t-il pas un autre clan - embusqué celui-là - qui pousse vers le chaos en instrumentalisant le soi-disant conflit présidence - DRS ?

A ce niveau de l'analyse, force est d'admettre que la situation est confuse, difficile à déchiffrer convenablement. Une confusion pensée pour empêcher la société de s'organiser et de construire une alternative au statu quo ambiant qui menace jusqu'aux fondements de la nation et qui favorise les raisons de la confrontation et de la violence en déclassant l'esprit de conciliation et de l'acceptation mutuelle entre tous les acteurs sociaux et politiques. Or, comme tout le monde l'admet, la présidentielle de 2014 sera une présidentielle de conciliation et de compromis ou ne le sera pas du tout. Fragilisée intérieurement et sous pression externe, l'Algérie ne peut survivre à d'autres crises. Tous les algériens, de la plus haute autorité de l'Etat au simple votant doivent se rendre à cette évidence et agir en conséquence.

UNE PRÉSIDENTIELLE DE TRANSITION

Séparation effective des pouvoirs ; Reconnaissance de Tamazight comme langue officielle ; Constitutionnalisation de la propriété nationale sur les ressources énergétiques ; ... sont des axes parmi tant d'autres qui pourrions cimenter un accord politique indispensable au dépassement de cette crise qui a trop duré. Face aux dangers qui guettent le pays de toutes parts et à l'impératif de garantir aux futures générations un avenir de paix et de bonheur, le pouvoir est appelé à entamer une véritable négociation avec les forces réelles de l'opposition. A cet effet, "Un programme présidentiel de transition vers la deuxième république", est en mesure de constituer une feuille de route consensuelle. Pour préparer une telle initiative, des mesures d'ouverture politique doivent être prises, et la première d'entre elles est l'ouverture du champ audiovisuel à toutes les forces politiques et sociales nationales.

■ Quand l'argument sécuritaire sert d'alibi

Nouveau cafouillage autour de la 3G. Et nouveau recours à une vieille astuce, l'argument sécuritaire, pour cacher l'incompétence.



Par Abed Charef

L'Algérie avait besoin d'une institution de l'ère Wikileaks et Snowden pour accompagner le formidable développement des TIC. Elle se retrouve avec une structure, l'ARPT, fonctionnant à l'ère pré-Boussouf ; une institution qui brandit la loi pour expliquer l'incompétence, et les grands principes de souveraineté pour masquer un manque d'imagination ahurissant.

Cela débouche sur des situations totalement absurdes. A l'occasion du lancement de l'internet 3G, le président de l'ARPT, M. Mohamed Toufik Bessaï, a défendu, cette semaine, l'idée selon laquelle il faut absolument deux puces séparées, une pour l'internet, l'autre pour la voix. Mais le même responsable admet que dans moins d'une année, la situation va changer, et la même puce pourra servir pour les deux. Selon les projections les plus communément admises, un million de puces internet 3G devraient être distribuées durant l'année 2014. Au moment où elles seront toutes vendues, il sera possible de s'en passer, et chaque algérien pourra utiliser son ancienne puce accéder à la

3G ! Résultat : un million de puces commercialisées pour rien.

Parallèlement à cela, la 3G était annoncée pour le 1^{er} décembre, et tout le monde s'y préparait. L'ancien ministre des TIC, M. Moussa Benhamadi, avait vu sa crédibilité largement entamée à cause des hésitations sur ce dossier. La nouvelle ministre, Mme Derdouri, précédemment à l'ARPT, était supposée connaître le dossier dans le détail. Mais avec la complicité de l'ARPT, elle a réussi l'exploit de rater le rendez-vous.

Voilà, au final, deux institutions, le ministère des PTT et l'ARPT, qui donnent une bien piètre image de l'Etat algérien. Ni le gouvernement, ni les structures de régulation, ne sortent grandis de cette affaire. Bien au contraire. Tous deux y laissent une partie de leur crédibilité, ou ce qui en reste. Ce qui les affaiblit suffisamment, alors que le citoyen a sérieusement besoin d'être protégé dans un domaine aussi sensible.

Beaucoup de choses ont été dites sur les raisons qui ont poussé l'ARPT et le ministère des PTT à agir de manière aussi peu efficace. Injonctions de clans politiques, nécessité de ménager tel ou tel partenaire, d'attendre que le problème Djezzy soit réglé, les experts se sont lâchés. Des person-

nes, supposées êtres initiées, affirmaient, sur le ton de la confiance, que ce n'était pas de la faute de l'ARPT ni du ministère. En baissant la voix, après avoir jeté autour d'eux un regard circulaire, ces spécialistes vous assuraient que des raisons sécuritaires qu'on ne peut évoquer en public justifiaient le retard pris dans le déploiement de la 3G. « C'est le DRS qui a bloqué ». Sur cette base, des commentateurs réputés n'ont pas hésité à dénoncer cette mainmise étouffante des services de sécurité sur tous les secteurs de la vie politique et économique du pays.

L'Algérie serait ainsi dirigée par les services, quoi décident de tout. Les héritiers de Boussouf sont partout, ils dirigent tout, dit-on. Mais de quel Boussouf parle-t-on ? Le père du MALG, dont on célèbre l'anniversaire de la disparition, dans quelques semaines, avait, à un moment donné de l'histoire, créé un appareil redoutable au service de l'indépendance. Boussouf était de son temps, il avait même une longueur d'avance sur son temps, si on considère qu'il a mis sur pied un appareil de prise du pouvoir alors que la révolution venait à peine de commencer.

Etre de la trempe de Boussouf, aujourd'hui, c'est imaginer quelque chose de l'envergure de ce que révèle l'américain Edouard Snowden. C'est créer quelque chose qui puisse être aussi puissant que

Wikileaks. Se réclamer de Boussouf, ce n'est certainement pas créer des journaux pour enrichir quelques amis grâce à la publicité, ou empêcher les Algériens d'accéder à la 3G, tout en avançant des arguments d'une rare indigence.

Mais en réalité, les raisons sécuritaires sont devenues un fourre-tout qui permet de justifier l'incompétence, les erreurs, les mauvaises décisions ; un fourre-tout qui occulte l'inexistence d'un système de décision en Algérie. Dans l'affaire de la 3G, les choses sont évidentes : il n'y a aucun argument sécuritaire ; aucun pays au monde n'a été victime d'un coup d'état à cause de la 3G.

Par contre, parler sur un ton docte des « impératifs de sécurité » permet d'occulter un mode d'organisation bureaucratique qui génère l'indécision, la peur, la crainte des responsabilités, le refus d'assumer et de s'assumer. Tous les bureaucrates du monde savent qu'il vaut ne rien faire plutôt que de déplaire au chef. Ils préfèrent se couvrir plutôt que de faire ce pourquoi ils sont payés. Ils ne savent pas que le fait de ne pas faire de choix, c'est un choix, qui peut se révéler très coûteux pour le pays. Ne pas décider, ne pas anticiper, c'est rester à la traîne. C'est échouer. C'est donner des institutions une image piteuse. Comme celle de l'ARPT aujourd'hui.

■ J'ai mis la politique dans les thermes de Flavius



Par El yazid Dib

Je suppose que ce n'est pas grave. Un lombago ou quelque chose me tortille l'endroit dorsolombaire, ce qui m'empêche de me relever aisément une fois assis, ou de m'asseoir difficilement une fois relevé. Une drôle problématique corporelle. C'est pourquoi j'avais de la peine pour terminer ma chronique, différée à une prochaine ablution généralisée et qui aurait été dédiée au rôle de l'opposition, son infécondité ou parfois sa complicité. Bref, mon corps ne m'indispose pas plus que me l'avait fait l'indisponibilité de parution jeudi dernier de mon papier. Conseillé par ma moitié, je me suis rendu et en sa compagnie à une station thermale que je n'ai jamais auparavant vue, sise à Khenchela. Là, peut être m'étais-je dit j'aurais un peu plus de manœuvres tant sur mes articulations que sur mon inspiration, sortant le temps d'un bain itératif du monde pourri de la politique et de ses avatars.

J'avais pris l'une des routes nationales et commençais à scruter l'horizon pour le confondre à mes illusions et ma pathologie. Les logos du cinquantenaire sont toujours accrochés aux différents supports dans les artères des villages traversés. L'emblème national est encore aléatoirement arboré au fronton des maisons individuelles plus d'une semaine après le fameux match Algérie contre tous les autres. Mais aussi les fragrances en voie de disparition démontrent bien le passage du premier ministre dans la région. Wilaya où le patriotisme n'a d'égale que l'immensité territoriale, où le développement n'a d'allure qu'une vilette villageoise, Khenchela est vite perçue comme un hameau oublié, laissé pour compte. Pourtant, la légende stipule qu'étymologiquement « khen » exprime un accueil berçant et « chla » paix et sérénité. Malgré l'effort de l'Etat qui s'affiche par les projets que tentent de dessiner ces grues, ces chantiers ouverts, ces engins de terrassements routiers, l'effort demeure encore exigible à plus d'un titre. Niché au fond d'une vallée que dominent de belles montagnes boisées dont l'imposant "Djebel Ras Serdoune" ; le complexe thermal semble avoir élu domicile dans ce site depuis des millénaires. Ce sont seulement quelques indices hôteliers quasiment hors d'usage qui vous indiquent que cette simple nuance infrastructurelle mêlée à une végétation touffue en est la station thermale. Vous y êtes. En ce début de décembre en pleine confusion politique au plan national ; les chiches baraques ouvertes au sein de l'esplanade faisant fonction de place publique semblent rouler au ralenti. Pas de touristes, pas trop de curistes. Tout

On doit aux romains la captation de la résurgence d'eau chaude (76°) à la base du versant Nord du Ras Serdoun à Khenchela et l'établissement de bains avec deux grandes piscines et la découverte sur le flan Krouma d'un puits naturel d'où sortait un air chaud et sec de plus de 50°, que les Berbères nommèrent Hammam-Khif, puis Hammam Essalihine.

le panorama était à conquérir. Seuls quelques menues familles arrivant sous les bras ; bassines et sceaux ne semblent pas elles aussi trop se soucier de ce qui se passe à des centaines de kilomètres dans les officines algéroises. Ce ne sera pas la senteur vertueuse de ce paysage naturel féérique associée aux décombres antiques où se situe le Hammam qui saura leur faire oublier, le devenir incertain qui les guette. L'opposition n'est perçue ici, en ce temps de baignade qu'en un simple comportement contre la rudesse de l'hiver. Le pouvoir qu'une idée nécessaire pour vivre. Moi je ne pouvais réfléchir à Louisa Hanoune qui vient d'être pour la septième fois réélue à la tête de son parti ni à Yasmina Khadra et son programme plutôt qu'à son prochain romain. Je tressaillais dans ma baignoire pour voir partir dans cette eau si chaude toutes les malpropretés que mon être supporte et assister à la dissipation temporaire de tous les déraisonnements que ma tête suppute. Je faisais le ménage sur une peau insoumise.

La vapeur qui se dégage est semblable à ce brouillard qui surplombe les crêtes au sommet hiérarchique de la république. Pas de vision claire pour un lendemain que l'on souhaite limpide et bien-séant. Heureusement que la source, dont je ne connais ni l'origine en amont ni la destination en aval et qui abreuve à flots mes membres traumatisés est très riche en minéraux. Cette eau est si pure qu'elle n'a besoin d'aucune épuration, comme celle que me recommandent mes égarements politiques. A 1068 d'altitude, l'on ne peut réfléchir à la base qui dans sa majorité ne s'inspire guère de la morosité plantée dans chaque citoyen. Le bain est l'une des meilleures thérapies pour exorciser le mal qui se goute dans l'ensemble du corps social. Qui serait capable en étant subjugué sous une exhalaison aquatique de se permettre de penser à ce qui se passe dehors ?

Oser raisonner ou réfléchir sur la potentialité d'un candidat consensuel ou sur la candidature d'un autre qui ne fait des remous que dans son ustensile local ou par le biais de l'émergence des comités de soutien là et ailleurs n'est en fait qu'une vaine action, car rapidement vos méninges sont happées par l'eau remuante de la baignade. Pourtant moi qui croyais me noyer juste à voir quelqu'un se baigner. Moi qui prenais froid au simple regard d'un paysage glacial et enneigé.

Mais les segments particuliers de mon ADN ne pouvaient laisser tranquille ma muse pourtant mise en quarantaine. Même dans ma salle d'eau, en même temps que l'eau naturellement chaude agaçait mes ossements et engourdisait ma réflexion ; le monde politique de demain et ses acteurs se profilaient au-dessus de mes yeux et s'installaient en diagramme sur le plafond vaporeux de mon bain. Qu'en sera-il de la liberté d'expression ? Sa défense est une affaire d'ensemble, indissociable des autres batailles démocratiques. La liberté d'expression n'est pas uniquement la faculté de pouvoir dire, écrire, chanter, mais c'est surtout d'accepter que l'autre aussi le fasse à sa façon et selon sa culture. En étant dans cette station thermale, j'étais incapable de différencier entre les stations. Naftal, sur l'autoroute fait dans l'insupportable monopole des surfaces de repos et du choix de se prélasser.

La propreté des endroits exclusivement squattés par elle n'est pas le label de l'entreprise. Vendeuse de carburant, elle se soucie peu de la qualité de vie instantanée à subir dans ses aires. Idem pour le discours politique. L'on tente de nous faire croire que l'étape est cruciale, à chaque station chronologique du pays. Qu'on devait agir...mais dans quel sens ? Alors sommes-nous face à une station changeable ou une fatalité à subir en silence ? Le murmure de l'eau faisait suspendre mes élucubrations. Il n'y a pas de citoyen à l'unité, un citoyen comme individualité isolée, le citoyen ne peut s'affirmer que dans un ensemble, un conglomérat, une idée globale, un élan dynamique national. Moi dans mon bain personnel je ne pouvais rien faire, que d'écouter ma propre voix. Une panne du chauffage qui allait m'attédir, dans une demeure pourtant offerte en guise d'hospitalité thermique me pressait d'écourter ma cure et repartir vite vers mes croyances quotidiennes et usuelles. Dehors, dans les deux grandes piscines romaines des concitoyens en foulée, unis par le brouhaha des voix et de la masse aquatique qui les enveloppent, sont tous heureux d'y être dans le bain. Comme je semblais l'être moi aussi. Je voyais la société civile dans la piscine circulaire. Elle se marrait tant l'eau y était supportable et accueillante. Je ne saurais rien d'un devenir probable si dans un acte providentiel, cette eau allait subitement se refroidir. Le sauve-qui peut pourrait engendrer le tohubohu, la désarticulation des priorités et partant celle des corps et de leurs membres supérieurs et inférieurs. La révolution dans les thermes de Flavius.

■ Les intellectuels français et la guerre d'Algérie

Ni la notion d' « intellectuel » ni l'expression « Guerre d'Algérie » ne vont de soi. Elles ne dégorgent pas d'évidence alors même qu'on les brandit au quotidien et que chacun croit savoir ce dont il ressort.

Par Omar Merzoug

Le terme d'intellectuel ne s'est imposé, avec l'aura qu'il a connue qu'au XXe siècle en liaison avec les luttes pour les idéaux universels. De ce point de vue, l'affaire Dreyfus consolide la notion qui se trouvait déjà dans «clerc» en l'ouvrant à des combats plus larges qui concernent tout ou partie de la communauté humaine. Et partant, l'engagement des intellectuels ne se sépare pas de l'existence d'un dépositaire universel, (l'opinion publique, le citoyen) que l'on suppose sensible aux « justes causes ». En France, de 1896 à 1907, s'impose ce terme d'intellectuel qui désigne une catégorie de gens instruits, occupés ordinairement à des travaux spéculatifs ou rationnels, quand on les voit investir l'arène publique et se faire les avocats de causes où il y va de la dignité, de la justice ou de la vérité, jetant leur gloire, leur notoriété, leur poids et leur crédibilité dans la balance. Ainsi, l'intellectuel est ce lettré, ce savant ou cet expert qui, détenteur d'une réputation, s'autorise d'aller pour en appeler au sens de l'équité, de la solidarité, de l'humanité de l'opinion publique. Le « J'accuse » de Zola, le « Retour d'URSS » de Gide, la préface de Sartre aux « Damnés de la terre » (F. Fanon) sont représentatifs de l'action intellectuelle. Nous conviendrons donc d'appeler intellectuels les lettrés qui, pourvus d'une certaine expertise ou compétence dans l'ordre cognitif, manifestent un attachement pour les valeurs morales, sociales ou humaines. S'il faut faire un point d'histoire, la notion d'intellectuel est l'héritière directe du siècle des Lumières dont elle a repris la fonction critique. Comme le note Edgar Morin, l'intellectuel « soumet toute vérité sacrée, tout mythe à l'épreuve de la critique rationnelle » (In « Pour sortir du XXe siècle »).

L'intelligentsia française eut ses moments d'apothéose où ses preux chevaliers s'illustrèrent dans des combats tels que l'Affaire Dreyfus, la Guerre d'Espagne, la Guerre d'Algérie. Nous, Algériens, nous l'appelons « Guerre de libération nationale » (Harb at-tahrir). Il s'agissait de libérer le pays de la tutelle coloniale en redonnant au peuple la dignité et la liberté, perdues en 1830, et en ressuscitant l'Etat algérien, (qui existait bien contrairement à ce que raconte l'historiographie française qui sur ce point frise le ridicule, car elle affirme que l'Etat algérien n'a jamais existé et qu'il est né en 1962). Le terme de « Guerre d'Algérie » utilisé par les journalistes et les historiens français, ne s'est pas du reste imposé tout de suite. Longtemps il ne s'est agi dans les textes officiels, journaux, hebdomadaires, mensuels, à la radio et à la télévision que « d'opérations de police » ou de « maintien de l'ordre », d'« événements » ou encore de « situation en Algérie ». Comme le note Benjamin Stora, ce fut une « guerre sans nom ». Il a fallu attendre la dernière année du XXe siècle pour que l'Etat français reconnaisse qu'en Algérie se déroulait bien une guerre. Avec son cortège d'horreurs, de crimes de guerre et même de crimes contre l'humanité. En l'espèce le malaise est du côté du français, car côté algérien, il n'y a aucune ambiguïté. Le texte de l'appel des 121 le signale clairement : « Pour les Algériens, la lutte poursuivie soit par les moyens militaires, soit par les moyens diplomatiques ne comporte aucune équivoque. C'est une guerre d'indépendance nationale. Mais pour les Français, quelle est la nature de cette guerre ? » La question était pertinente et elle continua de se poser non seulement pendant que tombaient les soldats du contingent, mais bien plus tard alors qu'une chape de plomb s'était abattue sur la guerre terrible dont les blessures ne sont pas cicatrisées. Pendant très longtemps, plus de trente ans, la guerre d'Algérie fut un sujet tabou et si aujourd'hui elle ne l'est plus au même titre, elle suscite autant de passions et de polémiques dans des mémoires contraires et affrontées. « On

comprend, -écrivait Mohammed Ramdani en 1989, dans son introduction au livre de Jean-François Lyotard 'La guerre des Algériens' (éditions Galilée)-, que devant les tragédies des personnes et des communautés, les vicissitudes de la guerre et de la politique, il ait été, il soit, tout compte fait, difficile de garder la tête froide et d'émettre des jugements sereins ». Il ajoutait : « Aussi n'est-il pas étonnant de constater que toute réflexion sérieuse, toute compréhension des 'événements', ou comme on disait alors, de la 'question' algérienne, dans la constellation de ses différends, se trouvèrent évacuées, et qu'on a préféré comme toujours en l'occurrence-, à l'analyse critique et autocritique l'oubli et la fuite dans le ressentiment ». De son côté, Paul-Jean Franceschini, constatait, dans un article intitulé « La génération muette » paru dans 'Le Monde' à la date du 28-29 octobre 1984, l'existence d'un « véritable reflux collectif ». « Il est rare qu'une expérience (la guerre) ait marqué tant d'hommes, et que si peu en aient parlé » concluait-il.

Pour la France, ce qui se passait en Algérie ne pouvait être désigné du nom de « guerre étrangère » puisque le territoire français n'a jamais été envahi ou même menacé. Mais le plus paradoxal, comme le soulignent les auteurs de la motion des 121, c'est qu'on a affaire à une « guerre menée contre des hommes que l'Etat fait semblant de considérer comme des Français, mais qui eux luttent précisément pour cesser de l'être ». Il faut se hâter d'ajouter que les Musulmans n'ont jamais été considérés comme des citoyens, à l'inverse des Juifs devenus français par la vertu du décret Crémieux : La citoyenneté française des Algériens était une fiction juridique. Les auteurs de la motion concluaient : « Ni guerre de conquête, ni guerre de défense nationale, ni guerre civile, la guerre d'Algérie est devenue une action propre à l'armée qui entretient ce combat criminel et absurde ». C'est cependant au nom de cette fiction juridique que la gauche française de l'époque, les Mollet, Mitterrand et Mendès France, envoyèrent les jeunes soldats du contingent à l'abattoir : « Les départements d'Algérie, -déclarait, le 12 novembre 1954, Mendès France, alors président du Conseil-, font partie de la République, ils sont français depuis longtemps ; leur population qui jouit de la citoyenneté française et est représentée au Parlement, a donné assez de preuves de son attachement à la France pour que la France ne laisse pas mettre en cause son unité (...) Jamais la France, jamais aucun gouvernement ne cédera sur ce principe ». Le 11 décembre 1954, François Mitterrand alors ministre de l'Intérieur, rappelant l'appartenance de l'Algérie à la France, répond aux questions des députés : « Avez-vous le droit, droit moral s'entend, de disposer du contingent à cette fin (la guerre) m'a-t-on demandé. Cela me paraît évident puisqu'il s'agit d'une mission ayant pour objet de préserver l'unité de la nation, ce qui est le devoir essentiel des citoyens ». Messali Hadj réfutera ce dogme et Robert Barrat écrit : « C'est une vérité d'évidence que l'Algérie n'a jamais et ne pourra jamais être totalement la France » (in « Les Maquis de la liberté »).

Mais il y a plus : pour les Musulmans, s'il est avéré que le combat engagé le 1er novembre par les activistes du FLN est un combat libérateur, Albert Camus soutient que l'affrontement est en réalité une guerre civile opposant la minorité européenne et les populations berbère et arabe. Ou était-ce, comme le prétendirent les parachutistes et l'OAS, une guerre de défense de la civilisation occidentale menacée par le communisme international. On voit bien le caractère gro-

tesque de cette dernière thèse qui avait la faveur de Soustelle et des généraux putschistes.

Lorsque j'évoque le combat libérateur des Algériens, Arabes, berbères, Européens ayant rallié le FLN et lorsque je le mets en rapport avec les interventions des intellectuels, j'entends par intellectuels ceux qui ont pris position soit en faveur de l'émancipation des Algériens, soit contre elle. Certains des intellectuels français les plus brillants ont épousé la cause du nationalisme français le plus étroit, le plus borné, le plus obtus. Jacques Soustelle, ethnologue et spécialiste des Aztèques auxquels il a consacré des travaux reconnus. Nommé gouverneur de l'Algérie par Pierre Mendès France, confirmé à son poste par Edgar Faure, Soustelle s'aligna de plus en plus sur les positions des plus excités des Pieds-Noirs et deviendra plus tard l'un des porte-voix des ultras de l'Algérie française. Il milite pour le retour de Charles de Gaulle dont il est l'un des artisans, mais se fâche avec lui dès que le chef de l'Etat s'engage dans le processus qui conduira à l'avènement de l'Algérie algérienne. M. Soustelle n'a pas en effet digéré « ce qui ne s'était jamais vu ». Autrement dit, « Un Etat qui, n'ayant subi aucune défaite militaire, ayant au contraire victorieusement contenu sur le territoire (algérien) la poussée et les violences de la rébellion, décidait de remettre à la discrétion d'un ennemi battu et le pays et ses habitants ; une nation de 45 millions d'âmes, prospère et moderne, capitulant devant dix mille terroristes » se lamente-t-il dans son livre « La page n'est pas tournée » (La table ronde, 1965). Il en est d'autres bien entendu qui prendront fait et cause pour l'Algérie française, le maréchal Juin, les écrivains Antoine Blondin, Roland Dorgèles, Jules Romains, Jean Dutourd, le colonel Rémy et Charles Richet entre autres. Ce dernier qualifie les porteurs de valises du FLN de « faux prophètes », de « collabos » (il est vrai que l'extrême droite française s'y connaît merveilleusement bien en collaboration avec les fascismes). Ces gens-là, qui ne voient le monde que déformé, comme le disait De Gaulle, s'insurgent contre une guerre d'Algérie « imposée à la France par une minorité de rebelles fanatiques, terroristes et racistes, conduits par des chefs dont les ambitions personnelles sont évidentes, armés et soutenus financièrement par l'étranger ».

Parmi ceux, dont le combat est plus connu et plus salué, qui ont combattu le colonialisme, la répression coloniale et la torture, je me contenterai de citer les plus emblématiques, Jeanson bien sûr, mais aussi Henri Curiel, André Mandouze, François Mauriac, Claude Bourdet, Pierre Vidal-Naquet, Simone de Beauvoir. Aussi n'ai-je pas en vue une galerie de portraits ; je voudrais mettre en évidence la logique qui, sous-tendant leurs positions, ne se sépare pas d'une vision de la justice, de la vérité et de la dignité de l'homme.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, nombre d'Algériens ont participé au sein de l'armée française à la victoire sur les fascismes. Dans leur écrasante majorité, ces Algériens avaient fait preuve de vaillance, de courage et de bravoure. Ils avaient connu sur les terrains de bataille la fraternité des combats et goûté à la saveur du respect. De retour en Algérie, ils retrouvaient une situation que l'oppression coloniale maintenait figée. Les massacres de très grande ampleur de mai 1945 furent le déclic qui en conduisit beaucoup à opter pour l'activisme. Ahmed Ben Bella fut de ceux-là. Considérés comme des « bougnoules », des « ratons » et des « moins que rien » sur la terre spoliée de leurs ancêtres, ils refusèrent de subir plus longtemps cette situation, si

bien que, comme on l'a dit, la croix de guerre ornait la poitrine de nombre d'entre eux qui chasseront la France d'Algérie. Les éléments les plus conscients, les plus déterminés et les plus actifs rejoignent alors le PPA devenu le MTLA. Or dès cette époque, 1947, Emmanuel Mounier, sentant la situation se détériorer en Afrique du Nord, prend l'initiative de demander une série d'articles sur le thème « Prévenons la guerre d'Afrique du Nord ». Dans ce cadre, André Mandouze, professeur à la faculté d'Alger, écrit un texte prophétique : « Impossibilités algériennes ou le mythe des trois départements ». Il y déconstruisait la fable des trois départements tant il lui semblait évident que l'Algérie n'était pas française. En 1950, Mandouze crée une revue « Conscien-

L'intelligentsia française eut ses moments d'apothéose où ses preux chevaliers s'illustrèrent dans des combats tels que l'Affaire Dreyfus, la Guerre d'Espagne, la Guerre d'Algérie. Nous, Algériens, nous l'appelons « Guerre de libération nationale » (Harb at-tahrir). Il s'agissait de libérer le pays de la tutelle coloniale en redonnant au peuple la dignité et la liberté, perdues en 1830, et en ressuscitant l'Etat algérien (qui existait bien contrairement à ce que raconte l'historiographie française qui sur ce point frise le ridicule, car elle affirme que l'Etat algérien n'a jamais existé et qu'il est né en 1962).

ces maghrébines » et aiguillera, après la déflagration du 1er novembre, des militants optant pour l'aide directe vers le FLN.

Mais c'est à partir de 1955, dans « L'Algérie hors la loi » de Colette et Francis Jeanson, que les opposants à la guerre colonialiste d'Algérie, trouveront les dispositifs, les fondements et les justifications de leur action. Le fil rouge du livre est de démontrer que l'Algérie n'est pas la France. Et d'emblée les Jeanson récuse l'« objectivité », dont se gargarisent certains, au profit de l'implication : « Je ne prétends pas me pencher sur le problème algérien : on ne penche pas sur ses propres problèmes. Je ne m'efforcerai pas d'être impartial : je ne vois comment un citoyen français pourrait l'être, quand les jeunes recrues du Berry, de l'Ile-de-France ou de l'Artois, sont envoyées là-bas pour mitrailler en son nom les populations civiles de quatre « départements français ». Avec une prescience peu commune, les Jeanson agitaient, si les choses devaient empirer, la menace du coup d'état militaire : « Chaque jour davantage, nous nous laissons mettre en situation de nous voir appliquer ici dans les vrais départements français cette fois, l'état d'urgence, par une équipe de néo-franquistes venus reconquérir la France à partir de la plate-forme africaine ». Avouons qu'avec le putsch des Généraux Challe, Salan, Jouhaud et Zeller, il s'en était fallu de peu.

Le gaz de schiste : inopportun certes, mais pas un faux débat



Par Reghis Rabah *

Il n'est pas non plus un faux débat parce qu'il pose le problème de l'eau qu'il faudrait préserver coûte que coûte pour les générations futures. En effet, le ministère de l'Environnement et les détracteurs de l'utilisation de cette ressource ont réduit l'exploitation et le développement du gaz de schiste à ses impacts écologiques entre autres la contamination des nappes d'eau douce par les produits chimiques nécessaires à la fracturation hydraulique mais ni les pour ni les contre ne disent comment trouver la quantité d'eau nécessaire, ce qui laisse supposer qu'on vise la nappe de l'Albien qui désormais n'appartient plus uniquement à l'Algérie. Trois rencontres de portée nationale n'ont malheureusement pas réussi à répondre aux préoccupations que suscite cette aventure. (1) Qu'en est-il exactement ?

1-Des contraintes économiques en Algérie

Même si la démarche économique entreprise après l'indépendance reste historiquement et idéologiquement discutable (2), il existe une unanimité sur le fait que les changements opérés par les différents gouvernements qui se sont succédés sur le modèle de développement ont échoué. Cet échec a extrêmement fragilisé l'économie nationale et l'a rendue fortement dépendante de facteurs exogènes dont le contrôle échappe complètement aux décideurs. Il s'agit du prix du baril sur lequel on indexe celui du gaz, le cours du dollar, montant de la facture de vente des hydrocarbures et enfin les conditions de pluviométrie qui régule la facture alimentaire. Il est donc tout à fait normal que l'Algérien s'intéresse plus que tout autre à l'évolution du marché gazier pour drainer des devises nécessaires à son développement et s'enquérir de la santé du dollar. En 2012, les exportations algériennes hors hydrocarbures ont totalisé 2,18 milliards de dollars, soit 3% de la valeur globale des exportations. Ce pourcentage tombe à 1,1% si on en retranche celles réalisées par Sonatrach (hydrocarbures) et Fertil (ammoniac) (3). Quatre entreprises réalisent 83% de ces exportations. Sonatrach a exporté pour 935 millions de dollars de produits dérivés des hydrocarbures en 2012 contre 481 millions de dollars pour Fertil (ammoniac). Somiphos (phosphates) et Cevital (sucre) sont les deux autres exportateurs importants dont les montants restent relativement marginaux eu égard aux chiffres globaux des exportations. Pour arriver à cette performance médiocre, le consommateur algérien se prive des belles dattes qu'on met à la disposition du marché européen pour une facture ne dépassant pas les 25 millions de dollars, les truffes pour 8 et 3 pour l'échalote. L'ancien "Grenier de Rome" n'exporte en total que pour 34 millions de produits agricoles pour payer une facture alimentaire de plus de 8 milliards de dollars. Ce qui est très inquiétant c'est que malgré leur poids dans le PIB et dans les recettes extérieures de l'Algérie, les hydrocarbures n'ont pas d'impact sur le fonctionnement de l'économie. En effet, plus le temps passe, plus ce secteur fortement capitalistique consomme la rente qu'il procure. En trente, ans selon le ministre de l'Energie et des Mines (4), c'est à dire de la nationalisation jusqu'à l'arrivée de Bouteflika au pouvoir, plus de 800 milliards de dollars ont été pompés dans ce secteur et pour quel résultat ? Aujourd'hui, les incertitudes sur l'avenir des gisements en cours d'exploitation poussent à investir davantage dans l'exploration, ce qui provoque une situation inédite. Les investissements du secteur de l'Energie devraient dépasser les 100 milliards de dollars à l'horizon 2017, mais leur impact sur l'économie restera marginal. Ce qui crée un véritable malaise, avec cette impression que le monde des hydrocarbures est totalement non seulement déconnecté du reste de l'économie algérienne mais éloigne de plus en plus la possibilité de trouver une alternative à cette rente dans des délais raisonnables. En plus, ces dernières années deux événements majeurs viennent aggraver cette situation de l'Algérie, au demeurant inconfortable. Le premier est la consommation interne en gaz pour la production de l'électricité et en carburant pour faire face à un parc automobile incontrôlable ne cessant de croître pour atteindre des proportions inquiétantes qui a contraint Sonatrach à importer plus de 2,3 millions de tonnes en 2011, en hausse de 78% par rapport à 2010 afin de satisfaire le marché national (5). Le deuxième est cette révolution du gaz de schiste aux Etats-Unis qui a obligé pour la première fois Sonatrach à baisser le prix de son Sahara Blend de près de

Son inopportunité réside dans le fait qu'il éloigne des vraies questions prioritaires que le gouvernement doit prendre en charge tout de suite pour lancer les jalons d'une réelle stratégie d'ensemble comme la transition énergétique, le modèle de consommation interne, l'efficacité énergétique, la vérité des prix des produits pétroliers et gaziers, etc.

85 cents pour pouvoir le vendre car le pétrole de schiste a atteint les qualités de légèreté et de charge en souffre dont bénéficiait le pétrole algérien sur la Côte est des Etats-Unis (6). Il faut préciser toutefois que l'Algérie tire du marché américain près de 18 milliards de dollars dont 96% en hydrocarbures (7). La réalité est qu'aujourd'hui le marché américain lui échappe par ses barrières évidentes. En effet, tout porte à croire que la position algérienne reste constante et se déconnecte de plus en plus des réalités du marché. En Europe, et en dépit de la concurrence, elle peut faire valoir ses atouts de proximité mais sa position demeure l'otage de deux paramètres qui lui sont propres : sa dépendance vis-à-vis des revenus qu'elle tire de l'exportation des hydrocarbures avec lesquelles elle importe pour près de 80% des besoins de la population et des entreprises. Ensuite elle reste aussi tributaire de sa dépendance de la consommation interne par les volumes de pétrole et de gaz qu'elle devra lui réserver. Sur le court terme, plus elle maîtrise ces deux paramètres, plus à l'aise elle mettra en œuvre son programme long terme. L'avenir n'est pas non plus prometteur ; d'ici 2030, au rythme actuel de 900 000 naissances par an, la population algérienne atteindra 50 millions (8) et consommera près de 60 milliards de m3 de gaz et peut-être, sauf quelques découvertes gigantesques comme celle qu'on vient d'annoncer (9), elle devra importer son pétrole liquide et se posera la question épineuse : avec quoi ? Ceci explique, au demeurant, la panique et les différentes contradictions des dirigeants sur le sujet. Le ministre en charge du secteur de l'Energie déclare que pour le moment il s'agit d'une évaluation du potentiel algérien en ressources non conventionnelles mais l'exploitation et le développement n'est pas pour tout de suite. Le Premier ministre, lors de son intervention devant l'APN, confirme l'option et va jusqu'à dire que les Algériens maîtrisent la technique d'exploitation. Certainement, les techniciens l'ont informé que Sonatrach fracture depuis plus de 50 ans les réservoirs compacts avec acidification et injection des polymères mais on a oublié de lui dire que cela s'opère dans des puits verticaux à des pressions raisonnables. Ce n'est certainement pas le cas de la fracturation hydraulique qui exige des conditions atmosphériques beaucoup plus sévères dans des puits d'abord nombreux puis horizontaux. Depuis la capitale malaisienne, Kuala Lumpur, où se tenait la conférence mondiale du gaz, le nouveau PDG de Sonatrach, dans une de ses sorties publiques, a parlé carrément d'un puits-test dans le bassin d'Ahnet à In-Salah. Des études récentes, selon lui, réalisées en mai 2012 sur une superficie de 180.000 km2, ont fait état d'un potentiel énorme de gaz de schiste dépassant plus de 600 millions m3 par kilomètre carré, ce qui signifie que plus de 2.000 milliards de m3 peuvent être récupérés. Pour atteindre cet objectif, les investissements 2012-2016 de Sonatrach passent de 68,2 à 80 milliards de dollars. C'est-à-dire contrairement à ce qui est dit ici et là avant même les amendements de la loi sur les hydrocarbures, le train était déjà en marche. Ces réserves techniques récupérables de gaz de schiste de l'Algérie ont été révisées en forte hausse par le département américain de l'Energie qui les situe actuellement autour de 19.800 milliards de m3 contre une évaluation de 6.440 milliards de m3 faite en 2011, soit plus que le triple de son estimation d'il y a deux années. Mais, comme ce département a l'habitude de se tromper comme il l'a fait en Pologne et se référant uniquement au 2000 milliards récupérables annoncés par le premier responsable de Sonatrach, il faut leur trouver près de 2 milliards de m3 d'eau (10). C'est à dire qu'à long terme si rien n'est fait pour changer le modèle de consommation de l'énergie voire même limiter cette consommation pour la remplacer par d'autres artifices quitte à revenir aux moyens traditionnels, on aura un choix entre le choléra et la peste : soit sacrifier l'eau pour le gaz ou vice versa.

2- La loi sur le chapitre ressources non conventionnelles était inutile

Sur le plan purement technique et expliqué au travers des raccourcis, le gaz de schiste dans sa composition ne diffère pas de celui conventionnel. Ce dernier, formé avec des mécanismes tectoniques dans une roche dite "mère", migre à travers des fissures dans une autre roche appe-

lée "réservoir" qui est poreuse, perméable au dessus de laquelle existe une couverture qui empêche le gaz de s'échapper à la surface. Pour le ramener justement en surface, on fore verticalement et par un jeu de pression, le gaz remonte au jour. Le gaz de schiste, quant à lui, pour le ramener en surface, il va falloir aller jusqu'à la roche mère. Il se trouve que cette roche est très compacte et ne le donne pas facilement. Il faut donc la pénétrer en profondeur (11) et la fracturer à haute pression en injectant du sable pour maintenir les fissures ouvertes et permettre au gaz de s'échapper. Donc, si on pouvait exploiter cette ressource par des forages verticaux en utilisant des fractures qu'on a l'habitude de faire, on n'aurait pas besoin d'une réglementation particulière. La question qui se pose aujourd'hui est : est-ce que par cette nouvelle loi amendée, l'Algérie autorise ou pas la technique de la fracturation hydraulique, très controversée dans le monde entier non seulement pour ses conséquences écologiques mais aussi par la lourdeur des moyens matériels qu'elle nécessite. La France par exemple ne conteste pas la ressource en elle-même mais elle a pris la décision d'interdire la technique de la fracturation hydraulique tout en investissant plus de 100 millions d'euros dans la recherche d'un autre procédé moins contraignant pour exploiter et développer ses gisements en gaz de schiste. (12) La loi algérienne permet donc la prospection, la recherche, l'exploitation des "ressources non conventionnelles" mais une fois découvertes, le contractant devra soumettre un dossier d'exploitation et de développement au Conseil des ministres. La loi est en vigueur... Supposons qu'un investisseur débute ses recherches en 2014, il pourrait présenter son dossier complet accompagné d'un profil de production au Conseil des ministres au plus tard en 2017, alors que va-t-il lui dire ? Ne pas utiliser la fracturation ! C'est la seule voie disponible. D'où va-t-on lui mettre à disposition plus de 100 m3/jour d'eau douce continuellement pendant au moins une année sinon de puiser dans la nappe de l'Albien... etc. ? Donc la loi reste ambiguë sur plusieurs points parce que, par ce chapitre, on l'a déviée de son objectif primordial. En effet, elle devait être amendée pour attirer les investisseurs, le motif étant le désintérêt des compagnies pétrolières et le manque flagrant d'une bousculade, réalité confirmée par deux appels d'offre lancés par l'agence algérienne Alnaft pour un total d'une vingtaine de blocs à explorer dans le domaine minier. Si on se réfère aux chiffres donnés par le ministère de l'Energie et des Mines dans le bilan, édition 2010, ce domaine s'étendrait sur près de 1.536.442 km2 dont 774.688 km2 seulement sont occupés. 25% du domaine total est en prospection, 23% en recherche et 3% en exploitation. 761.754 km2 restent vierges. La performance d'exploration s'écarte de quelques dizaines de points par rapport à ce qu'il se pratique dans le monde. 13 puits forés aux 10.000 km2 contre une moyenne mondiale de 105 pour une même superficie. Parmi les fondamentaux de l'industrie pétrolière et gazière, il y a l'importance des capitaux et le risque de les investir. Le risque géologique étant favorable à l'Algérie et les entreprises pétrolières notamment françaises et partant américaines connaissent bien, même mieux que les Algériens, le terrain. Ceci explique le taux appréciable de réussite en exploration, environ 2,5/5 contre un ratio moyen mondial de 1/5. Par contre, ces compagnies sont à cheval sur le risque "pays", lié aux relations internationales, souveraineté, stabilité politique et surtout fiscale. Il est clair que l'article 101 bis inséré au sein de la loi n°05-07 du 28 avril 2005, instaurant une taxe non déductible sur les profits exceptionnels n'a pas été du goût des associés mais n'explique qu'en partie leur boycott actuel de l'application des nouvelles dispositions. Il y va de la crédibilité de l'Algérie d'assurer une cohérence de ces textes pour la clarté qui instaure une relation de confiance avec ses partenaires. Ils peuvent avoir un choix et dans des conditions meilleures. C'est certainement ce déficit de cohérence qui a été à l'origine de la défection de nombreux investisseurs pour au moins deux raisons : -Où trouver cet "agneau" d'investisseur qui viendrait en Algérie risquer ces capitaux et, quand il découvre du pétrole et valide commercialement sa découverte, céderait la majeure partie de sa concession à Sonatrach Spa aux conditions validées par une agence de l'Etat Alnaft

(article 48 de l'ordonnance 06-10 du 29 juillet 2006). Même si ces conditions sont fixées d'avance, elles restent étrangères à la pratique mondiale en la matière.

-Au début de l'application de ces nouvelles dispositions, un appel d'offres dit de manifestation d'intérêt a été lancé pour apprécier, selon les propres termes de son initiateur, la capacité des futurs partenaires de transférer de la technologie. Lorsqu'on sait qu'à la moindre ouverture, les cadres de Sonatrach passent de l'autre côté de la barrière pour rejoindre les compagnies étrangères, on peut se demander qui capitalise, qui consolide et qui fertilise le savoir transféré. De nombreux partenaires dans ses conditions n'arrivent pas à circonscrire avec précision la forme de ce transfert. Ensuite les instruments de formation et de recherche qui auraient pu assurer cette tâche, ont été soit marginalisés comme le Centre de recherche et de développement de Sonatrach (CRD) ou carrément privatisés comme l'Institut algérien du pétrole (IAP), pionnier dans la formation et la recherche dans la chaîne pétrolière et gazière.

3 - Une cacophonie autour des impacts écologiques du gaz de schiste.

Il y a eu une très forte fixation sur la contamination des nappes aquifères de surfaces et celle du Miopliocène, du Turonien et de l'Albien en négligeant l'aspect quantitatif de l'eau qui semble essentiel dans le cas de l'Algérie. Pourquoi ? Contrairement aux gisements français, américains ou polonais qui se situent en plaines agglomérations, ceux de l'Algérie sont isolés dans le sud du pays et la distance entre ces nappes et la couche réservoir dépasse les 15000 m. Donc leur contamination par les produits chimiques utilisés lors de la fracturation hydraulique existe mais de faible probabilité, donc il s'agit d'un terrain sur lequel il ne faudrait pas trop insister. Par contre la nappe de l'Albien dont les réserves en eau douce sont estimées à 40 000 milliards de m3 n'appartient pas uniquement à l'Algérie qui la partage avec la Libye et la Tunisie. Elle est considérée comme une ressource stratégique à préserver pour les générations futures. Du fait de la qualité de l'eau et de sa bonne protection naturelle, l'exploitation de cette nappe est très strictement réglementée, avec des prélèvements annuels limités sur toute la région qui interdisent pratiquement tout nouveau captage.

4 - Conclusion

Evaluer ses potentialités en gaz de schiste qu'il faudrait valoriser pour les générations futures reste une bonne chose mais se tirer une balle dans le pied pour concurrencer son gaz conventionnel au moment même où les différents Etats américains et occidentaux multiplient les moratoires contre l'utilisation de la technique très controversée de la fracturation hydraulique n'est pas du tout raisonnable et surtout contre-productif. La preuve, depuis le début de ce débat, il y a eu plusieurs découvertes et pas de moindre importance en gaz conventionnel. Cette même région de In Salah où se pratique un puits-test de gaz de schiste n'a pas encore livré tous ses secrets en ressources conventionnelles, alors ! Pourquoi chercher ailleurs ?

* consultant
et économiste pétrolier

Renvois :

- 01- La première à l'initiative de l'Association des Industries de Gaz (AIG), la seconde organisé par un cabinet privé et la dernière par l'Institut algérien du pétrole (IAP)
- 02- Lire les détails dans notre contribution parue au quotidien El Watan du 15 septembre 2012
- 03- Association algérienne des Exportation, rapport 2012
- 04- Le ministre de l'Energie et les Mines au forum d'El Moudjahid du mois de février 2013
- 05- Voir le bilan de Sonatrach de 2011 disponible sur son site
- 06- Information publiée le 30 mai 2013 par l'agence Bloomberg
- 07- Déclaration du président du Conseil d'affaires américain à la chaîne le jeudi 30 mai 2013
- 08- Données disponibles dans le site de l'Organisme national de Statistiques (ONS) : taux de natalité estimé à 2,4%.
- 09- Le 26 octobre 2013 le ministre de l'Energie et des Mines avait annoncé la découverte d'un gisement énorme à 100 km de Hassi Messaoud (1,3 milliards de barils)
- 10- l'expérience américaine a montré que l'exploitation de chaque milliard de m3 de gaz de schiste nécessite 1 million de m3 d'eau
- 11- Faire des puits horizontaux très chers
- 12- Voir le rapport de juillet 2012 de l'Agence nationale de Coordination de la Recherche de l'Energie (ANCRES)

Que veut la France en Afrique ?

Depuis quelques jours, la situation sécuritaire s'est dégradée au Mali où la France a mis son doigt et ses pieds.

Par Bachir Ben Nadji

Une odeur de pourriture frappe les narines de puis quelques temps en dépit du semblant de stabilité que tentent d'asseoir les nouvelles autorités élues et qui tentent de montrer leur bonne foi et leur bonne volonté à créer un climat favorable dans un pays qui a perdu ses repères après le coup d'Etat du capitaine Sanogo en mars de l'année écoulée, devenu général au mois d'août soit après quelques mois, et cela après avoir contribué à créer le chaos qui préside la zone nord de ce pays, notamment.

L'armée française qui a installé ses quartiers dans ce pays est en train de recevoir des coups de boutoirs des maliens qui refusent cette colonisation qui ne dit pas son nom, même l'armée malienne censée défendre les maliens se met à tirer sur la population qui est sous sa protection, incroyable mais vrai. Cependant ce qui est vrai, c'est que cette armée au lieu de protéger les intérêts du Mali et des maliens, protège malheureusement ceux de la France afin de plaire à ses chefs.

Et que va-t-il se passer ces jours-ci au Mali, est-ce que le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL) ira jusqu'au bout de sa menace de reprendre les armes contre l'armée malienne et peut-être française si cette dernière osera s'interposer ou défendre l'armée malienne qui a battu en brèche ces dernières années face à la rébellion et aux terroristes d'Al Qaïda. Même pour soit disant libérer le nord du Mali des groupes du tristement célèbre Laaouar et d'autres mercenaires de l'internationale terroriste, ce n'est pas l'armée malienne qui s'est distinguée, mais ce sont les tchadiens... qui ont voulu dépasser l'armée française qui les a formés et armés.

En tout les cas, l'armée française vient de se renforcer en moyens humains et matériels, semble-t-il, en raison des données nouvelles dans la région nord du Mali et peut-être ailleurs dans ce pays connu pour être toujours sous la coupe, discrète et ouverte, de la francophonie. En tout les cas, elle y est et elle le restera selon les lectures que font les experts spécialisés dans les questions militaires et diplomatiques, et au fait des desseins et de la politique de cette armée. La même armée française vient de se distinguer par un « redéploiement » en République centrafricaine (RCA) ou des troubles sévissent depuis presque toujours, puisque la France, n'a presque jamais levé sa main de la gestion politique, économique, sociale et autre de ce pays, comme d'autres pays, anciennement colonisés par la puissance française des siècles écoulés.

Des troupes françaises sont arrivées à Bangui, de partout, des autres pays satellites africains et même... du Kosovo ou le dispositif français mis en place par les européens et l'ONU, a été, indiqué-on, allégé.

La France a des intérêts en Centrafrique et elle les protège grâce à son armée. La France laisse les choses pourrir dans certains pays d'Afrique pour ensuite se démarquer et dire que les affaires intérieures de ces pays ne les concernent pas, mais revient quelque temps après pour entrer par une nouvelle porte dans ces mêmes pays. La France est liée militairement à de nombreux pays africains ou elle a des troupes stationnées qui surveillent une partie de ce continent, espionnent et « font » la politique et la diplomatie de ces mêmes pays. La France en crise économique, aide ces pays, finance leurs armées et la sienne stationnée dans ces pays.

En Centrafrique, la France s'est opposée aux rebelles qui ont chassé du pouvoir le président Bozizé pour ensuite les accepter et ensuite revenir sur ses principes et



intervenir pour... rétablir l'ordre. Ne parlez pas de ce que cachent cette intervention et ce redéploiement des troupes françaises dans ce pays, en proie, depuis longtemps à une instabilité chronique, maintenue par des forces occultes pour pérenniser une situation qui arrange certains lobbies de la francophonie.

La France a toujours des intérêts militaires en Afrique et elle tient à les préserver. Beaucoup de gens pensaient que la droite française tient à ses anciennes colonies, beaucoup plus que la gauche, réputée pour être plus humaniste, mais ne nous leurrions pas, la politique française n'est faite ni par la droite ni par la gauche, comme la politique américaine entre les démocrates et les républicains. La politique extérieure de la France ou même des USA, est une ligne de conduite, rectiligne et droite, que nul ne peut toucher, qu'il y ait un président de droite ou de gauche, démocrate ou républicain, soit-il !

Ainsi est faite la politique des anciennes puissances colonialistes et impérialistes qui ont accepté, tant bien que mal, que les peuples se « libèrent » du joug du colon civil, mais pas de son armée qui reste, advenue que pourra, sur place pour une raison ou une autre, soit pour encadrer, former, habiller, doter en moyens logistiques et j'en passe. En fait, quels sont les pays africains qui ont été libérés par les armes, il n'en existe pas. A la fin des années cinquante du siècle dernier, la France a fait le forcing pour accorder « l'indépendance » à ses anciennes colonies, pour pouvoir s'occuper de l'Algérie qu'elle ne voulait pas lâcher à tout prix, mais le destin en a voulu autrement, et la France, après notre indépendance, est retournée à ses anciennes colonies d'une autre manière, installant au pouvoir qui elle veut ou qui elle a voulu, sauf quelques insubordinations, soutenant tel clan, telle tribu, tel groupe ethnique contre un autre et enfin s'ingérer dans tout, déstabiliser ceux qui s'entêtent, changeant ceux qui « osent » tenir tête.

Beaucoup de gens ont tout collé à Sarkozy, un homme de droite, la pure et dure, qui a été pris pour un nouveau général du dix-neuvième siècle et qui voulait que l'Afrique revienne sous la coupe de la France, de gré ou de force. Et maintenant que François Hollande est à la tête de la France socialiste, sachez qu'il a fait pire que n'importe quel président de droite, il a été le président français le plus va-t-en-guerre de ces dernières cinquante années. Après avoir réveillé toutes les velléités colonialistes et

militaristes de la France du 21^{ème} siècle, Hollande veut maintenant bousculer la Chine sur le plan économique alors que tout le monde sait que la France n'a plus les moyens de sa politique et qu'elle ne peut rien faire devant les chinois qui ont les moyens financiers et économiques, le savoir-faire et le tact pour s'implanter davantage en Afrique, car ils y sont depuis plusieurs années et ont acquis déjà la confiance de nombre de personnalités africaines.

La France veut maintenant profiter certainement des auspices de bon augure de plusieurs pays africains en matière de croissance économique, considérée comme forte par les spécialistes, d'où la conférence économique franco-africaine de Paris. La France se bat ainsi sur plusieurs fronts, asseoir et renforcer son aura africaine militaire, diplomatique, regrouper tout son monde africain autour des questions économiques, sécuritaires et j'en passe. La France fait tout pour redorer son blason même par la force des canons, de ses VAB, de ses soldats, de ses diplomates, vrais et faux, de sa politique douce et forte, de ses faux-fuyants, de ses coups bas, de ses coups francs et pas francs. La France veut retourner et rester toujours en Afrique car elle ne peut rien faire dans les autres continents, même si au Proche-Orient elle souffle le chaud et le froid avec les égyptiens, les syriens, les libanais, les iraniens, la France veut s'affirmer avec les pays arabes du Golfe qui « bouchent » certains trous financiers en investissant au cœur même de la capitale française, en gérant certains biens que les patrons français ont abandonné de leur propre gré, faute de coudées franches, en ramenant leurs pétrodollars pour soutenir l'économie française et la pousser vers le haut.

Avec les moyens des autres, la France veut s'affirmer davantage dans le continent africain en maintenant une force militaire, diplomatique grâce à ses hommes de main restés en place au pouvoir dans pas mal de pays ou elle a une longue histoire pas tout à fait nette. La France veut fausser la politique des pays africains en maintenant le statu quo sur le plan de la stabilité et peut-être rêvé d'en créer de nouveaux foyers qui lui rapporteront de nouveaux dividendes, pourra-t-elle y arriver ? Les africains eux-mêmes pourront le dire, pour le moment ce n'est pas les maliens qui pourront se prononcer, ni les centrafricains, ni d'autres qui restent toujours sous l'emprise de Paris qui fait la pluie et le beau temps dans une bonne partie du continent noir.

LA CHRONIQUE
DU BLENDARD

Paris : Akram Belkaïd



Dubaï ou l'envie de monde et de mouvement

Il y a quelques mois, cette chronique moquait le vocabulaire d'autopromotion et quelque peu grandiloquent utilisé en toute occasion dans les pays du Golfe (*). « Vision, hub, héritage, human capital, billions, global, mall, sustainable development... », il est vrai qu'il est impossible d'échapper à ces termes omniprésents, ma préférence allant à « the vision » (*the vision*) dont seraient porteur les grands monarques éclairés et humanistes de la région... Mais si on a le droit de se moquer, il faut tout de même parfois reconnaître la réalité d'une dynamique économique.

La semaine dernière, l'émirat de Dubaï a obtenu l'organisation de l'Exposition universelle de 2020 (celle de 2015 aura lieu à Milan). Organisée tous les cinq ans, cette manifestation non-commerciale (c'est pour celle de 1889 que fut construite la tour Eiffel) est la troisième en termes d'impact culturel et économique après la Coupe du monde de football et les Jeux Olympiques. Réunis par le Bureau international des expositions (BIE), 160 pays ont eu à choisir entre la cité-État, Ekaterinbourg (Russie), Izmir (Turquie) et Sao Paulo (Brésil). Et c'est la première fois qu'un pays arabo-musulman va accueillir cette exposition qui se veut être une vitrine planétaire sur les savoirs et les technologies.

« Ils ont payé... » Que l'on soit à Alger, Oran ou Paris, c'est la première réaction qui vient tout de suite à l'esprit. Bien sûr, le vote était secret mais la bataille entre les candidats a notamment porté sur les voix africaines jugées les plus susceptibles d'aller au plus offrant. Il serait naïf de croire que Dubaï n'a pas eu recours à la diplomatie du chèque. Mais cela a été aussi le cas des Turcs et, à un degré moindre, des Russes. En fait, dans ce genre de compétition, l'argent est absolument nécessaire mais ce n'est pas suffisant. Il faut aussi avoir d'autres arguments comme celui de vendre du rêve et de susciter l'envie de se déplacer sur place.

Il faut reconnaître que les promoteurs de la candidature dubaïote ont su y faire en promettant un site d'exposition (qui reste à construire) digne du XXI^{ème} siècle et dont le cœur thématique sera l'économie de la connaissance et la connexion. Futurisme assumé, glorification des sciences et de la technologie, promesse de dépaysement dans un environnement où le luxe occupe une grande place : tout cela a certainement joué lors du vote. A cela s'ajoute des prévisions qui donnent le tournis en ces temps de crise et d'austérité mondiale : 300.000 emplois seront créés d'ici sept ans et 3 milliards de dollars investis en infrastructures diverses.

Là aussi, on peut ironiser sur la nature de ces emplois, surtout quand on a en tête les drames qui endeuillent les chantiers de construction dans l'émirat voisin du Qatar et, de façon plus générale,

la manière dont les migrants sont traités dans le Golfe (on notera au passage que la presse occidentale, si véhémente avec le Qatar, a été bien moins incisive quant aux expulsions massives de travailleurs étrangers en Arabie Saoudite). Mais il est évident que le projet Dubaï 2020 va constituer un nouvel appel d'air et attirer des compétences du monde entier. Il fut un temps où les pétrodollars étaient recyclés par les grandes banques d'affaires occidentales en prêts (pas toujours nécessaires) à destination des pays en développement. Aujourd'hui, et c'est tant mieux, une bonne partie de cette manne est utilisée sur place dans ces chantiers, certes faramineux, mais qui contribuent tout de même à moderniser le Golfe.

Par ailleurs, il est intéressant de relever l'intense ferveur populaire qui a précédé et suivi la désignation de Dubaï. Cet émirat, né dans les années soixante-dix comme d'autres micro-États de la région, a un vrai problème d'identité nationale. Ses ressortissants sont noyés dans la masse des expatriés étrangers, la langue arabe n'en finit pas d'être bousculée par l'anglais et le lien tribal continue de primer par rapport à la citoyenneté. Or, l'obtention de l'Expo 2020 a provoqué un vrai engouement, notamment sur les réseaux sociaux. A lire le déluge de commentaires euphoriques, on aurait même pu croire que Dubaï venait de remporter la Coupe du monde de football... Bien entendu, conclure que, quarante ans après les indépendances, une conscience nationale existe enfin serait hâtif. Il n'empêche, cette mobilisation est révélatrice d'une nouvelle identité qui se forge notamment grâce au regard extérieur.

« Londres a pu accueillir les Jeux Olympiques parce que la population le désirait » a récemment déclaré l'ancien athlète Sebastian Coe qui fut la cheville ouvrière de la candidature londonienne aux JO de 2012. Une petite pique à l'adresse des Parisiens qui, tout en étant persuadés que leur ville serait choisie (c'est Paris, tout de même !), voyaient d'un mauvais œil la perspective d'une compétition sportive susceptible de provoquer une augmentation des impôts locaux. Or, l'envie, les dubaïotes, y compris les étrangers qui y habitent, l'ont. Au-delà de nombre d'archaïsmes sociétaux et de contradictions entre la modernité technologique et le conservatisme des mœurs, cette « envie de monde et de mouvement » est quelque chose qui saute aux yeux dès les premiers pas dans l'émirat. Loin de la morosité et des interrogations existentielles du « vieux monde », c'est cela qui symbolise le mieux l'obtention par Dubaï de l'Exposition universelle de 2020.

(*) Les mots du Golfe, 13 juin 2013.

«Hormis quelques groupes marginaux et quelques scientifiques alarmés, le discours dominant ne s'émeut guère de cette lente rétrogradation de la vie au statut de marchandise et de l'abaissement annoncé de l'homme au rang de chose... le vivant tout entier, du végétal à l'animal puis à l'homme, risque de devenir un objet d'appropriation, de commerce et de profit.»(1)

Objectif humain zéro

Par Mimi Massiva

Cette réflexion date de 2001, le risque a viré à la certitude en 2008 avec la crise des subprimes. Depuis, le consommateur est devenu consommé et tout a un prix affichable ou camouflé. L'Algérie, pays classé comme cancre dans tous les classements internationaux, est félicitée par le FMI qui encourage ses habitants à s'endetter afin de consommer comme les Grecs durant leur lune de miel avec l'Union. On connaît la suite. Seulement, les descendants de Socrate peuvent compter plus ou moins sur l'Europe grâce à leur héritage mythique. Mais avec une Histoire gommée et une Indépendance confisquée, il ne faut compter que sur un simple compte-gouttes rempli de pétrole brut. Une solitude absolue, existentielle, géographique. Dans le discours officiel, l'Afrique est reniée, Maghreb compris, au profit d'un Monde arabe méfiant au diable.

Quant au discours lambda, il prime avec blabla de femmes et chahut de gamins. On arrive au stade de l'objet sommé d'acheter l'objet. Par exemple si les Algériens s'exprimaient librement que demanderaient-ils en premier? Une énième augmentation de salaire? Pas sûr, ils se sont rendus compte que le dinar est le billet-leurre par excellence : plus il y en a moins ça pèse. La frustration... ce n'est pas bon pour le moral. Mais a-t-on le choix quand les politiciens n'ont que le flou du sous-sol à prendre ou à donner? Nous sommes des machines à sous ou à la casse. Que faire du virus de nos débris «humains» persistants qui empoisonnent notre sang et nous empêchent de sourire? Notre seule consolation : le pays est comateux dans un monde malade. Et, tel le chirurgien qui ne sait pas prélever les organes d'un cadavre, le FMI nous branche sur la respiration artificielle pour mieux nous savourer. Dans un monde en perdition qui va s'alarmer de notre anomalie? Dans un monde coincé entre «le catastrophisme épouvanté et l'optimisme béat», l'humanisme ne sait plus être une douceur pour se préserver et l'équilibre est rompu. «Nous voici confrontés à un monde qui se développe, conquérant et dominateur, mais qui, semblable au colosse aux pieds d'argile, risque non pas de s'effondrer mais de provoquer ce «mol ensauvagement» qui, après la Shoah, pourrait bien devenir la figure de la catastrophe actuelle.»(2)

Or, la partie conquérante dominatrice est une minorité soudée face à une majorité dispersée désenchantée qui subit des Shoah à la chaîne: génocides, guerres dites civiles, terrorisme, suicides, pollution, drogue, délinquance,

aliments et médicaments toxiques frelatés. Exemple le cancer, première cause de mortalité, est un virus artificiel, un mode de vie imposé par une mafia planétaire. Les centenaires, en sus heureux et bien portants, ne se trouvent plus que dans les villages perdus oubliés par la modernité et le crime organisé. Dans son livre, La Mafia Financière, W. Hetzer (3) haut responsable anti-corruption de l'OLAF(Office européen de lutte anti-fraude), affirme que la crise financière actuelle a été organisée. Il explique comment des criminels en col blanc ont planifié cette crise pour s'enrichir. Interrogé par les médias allemands, il dénonce ces truands qui ont bénéficié de la complicité de politiciens de haut niveau. L'industrie financière opérait et les politiciens pourris couvraient ces opérations qui sont à l'origine de l'endettement des pays européens. Pour Hetzer, la haute finance fonctionne comme une mafia: maximum de profit et minimum de risque. Méthode utilisée: acheter les politiciens. La méthode de la terreur trop risquée à cause des médias omniprésents. Dans un monde normal, explique ce responsable, les subprimes n'auraient jamais existé. «Ces gens-là ont l'Etat-nation dans leur viseur. Ils cherchent «la bonne crise majeure» nécessaire à rendre effective une nouvelle réforme monétaire internationale, toute à leur avantage et se traduisant par la mise en esclavage des citoyens.» Et dire que c'est un Allemand qui s'exprime dans un journal allemand, le Die Welt, de la première puissance européenne.

En Algérie, on ne peut pas comparer puisqu'on est né, on végète, dans une crise perpétuelle transmise de père en fils. Le FLN du «groupe de Tlemcen» a fait de la guerre de libération une guerre juste pour créer un Etat mafieux reprenant l'expression de Pierre Péan en parlant du Kosovo. La partie du FLN qui a fait la guerre a été liquidée avant l'heure par les frères et l'ennemi. Boudiaf écrit naïvement dans «Où va l'Algérie?» : «La frénésie insensée qui s'est emparée de ce groupe ambitieux, sans unité politique, a coûté des milliers de vies humaines; elle continue à empoisonner l'atmosphère, ruinant les dernières chances d'un redressement sérieux.»

Aujourd'hui, après plus d'un demi-siècle, on a cessé de compter les morts et personne ne croit au redressement, même de façade. D'effondrement en effondrement, nous voilà à portée de la gueule baveuse du FMI. On comprend pourquoi on a été épargné par le printemps arabe qui a viré vers l'insupportable désillusion. Comme pour Mai 68, il y a eu au commencement le rêve d'une jeunesse suivie de l'irréversible cauchemar des vieux carnassiers... «L'homme serait-il parvenu au terme d'une évolution irrésistible de la société marchande à ce résultat stupéfiant de se reproduire

lui-même comme une marchandise?», se demande Bernard Edelman dans «Personne en Danger». Or, on sait que ce n'est pas l'homme monsieur-tout-le-monde qui est cause de cette inquiétante évolution mais bien une meute de dominants pas-comme-tout-le-monde. Il faudrait, pour notre survie, opposer une bonne meute à la mauvaise avant que l'objectif humain zéro ne soit atteint.

Le psychanalyste et philosophe Cornelius Castoriadis affirme qu'une société montre son degré de civilisation dans sa capacité à se fixer des limites. En Algérie, le système ne connaît aucune limite quel que soit le domaine abordé et l'Algérien se retrouve illico presto irresponsable et coupable de cette irresponsabilité imposée.

On attend comme des oies bien sages le gavage du FMI. Déjà réduit à l'état animal, l'Algérien peut s'estimer heureux d'être privé d'un bonheur qu'il n'a jamais connu. Gaver une oie c'est plus humain que produire génétiquement des poulets sans plumes, des vaches sans panse, des cochons sans yeux, des veaux paralysés... tout en annonçant les droits des animaux pour multiplier les profits. D'après Darwin, on finira par s'adapter naturellement en naissant sans cerveau au grand soulagement du Crime organisé. La génétique est la loi de demain. Hier, pour combattre Mussolini, les Américains se sont alliés à la mafia italienne; aujourd'hui, ce trio des Bermudes s'allient contre la populace. Les dictateurs arabes africains accèdent aux tribunes internationales sur des tapis rouges et siègent comme défenseurs des droits de l'homme en clamant haut et fort leur allégeance à la démocratie et vantent la transparence de leurs urnes. Nul n'est en mesure de connaître l'étendue de leurs richesses. Le plus pauvre d'entre eux est plus Crésus que tous les dirigeants occidentaux réunis. Pendant qu'un organisme comme Transparency International profite des fêtes de Noël et de fin d'année pour vendre des bougies afin de ne pas disparaître. Hier en Occident, les défenseurs des animaux dénonçaient les cobayes des laboratoires pharmaceutiques; aujourd'hui ce sont les humains qui se portent volontaires pour remplacer les bêtes. Demain, que vont devenir les millions d'Algériens quand on trouvera un substitut au pétrole, au gaz? C'est à cause de la catastrophe de Fukushima que l'Allemagne a fermé ses centrales nucléaires. Il suffit donc de presque rien pour rayer de la carte tout un pays. «L'humanité n'est pas héréditaire», affirme Marie Balmary, et on est obligé de la croire.

- (1) Jean -Claude Guillebaud(*Le Principe d'Humanité*)
(2) Jacques Hassoun (*Actualités d'un Malaise*)
(3) Librinfo
(4) Mohamed Boudiaf (Où va l'Algérie?)

Michel Collon ou comment l'Algérie devrait se prémunir

Par Mohammed Beghdad

Sur le blog de Michel Collon de retour vers son pays la Belgique à la suite de sa première visite de l'Algérie où il était un des invités du 18ème Salon International du Livre d'Alger, les impressions de celui qui affirme que l'Algérie a joué un grand rôle au point de départ de ses engagements [1].

Il écrit notamment dans ce papier qu'il avait eu de la chance en rencontrant deux «porteurs de valises» belges solidaires qui aidaient le FLN et la libération face à la répression de la France coloniale. Ses amis de l'Algérie résistante lui avaient recommandé alors le bouleversant petit livre d'Henri Alleg, «La Question», qui décrivait tout en dénonçant la torture pratiquée systématiquement en Algérie par l'armée coloniale. Il était même devenu par la suite un ami avec qui il avait animé différentes conférences et des formations sur les mêmes thèmes. Ce livre lui était donc d'un véritable délice, comme il l'atteste dans cet article, dans sa vie militante ultérieure en changeant radicalement de cap, lui qui est issu d'une bourgeoise famille bruxelloise et néanmoins pro-israélienne au moment de la guerre de libération nationale. En 2008, dans l'émission «Ce soir ou jamais» de la chaîne publique française France [2], il n'hésite pas de traiter l'état sioniste, d'état le plus raciste au monde.

Ceci pour l'introduction. Je pense que beaucoup d'Algériens connaissent Michel Collon qui est une des figures les plus en vue dans le monde, principalement dans l'espace francophone, dans sa lutte contre l'empire coloniale et impérialiste. Le site Wikipedia [3] donne un aperçu sur cet homme dont son actuel combat est envers les médias-mensonges de l'occident qui utilisent toute leur propagande pour justifier leur entrée en guerre dans une coalition contre un pays qui dérange leur dessein expansionniste et son expropriation de ses richesses naturelles (les derniers en date : Irak, Libye, etc...). Il met à nu la désinformation au profit de la guerre qui diabolise l'adversaire avant de l'achever par les armes de destructions massives, chères à ces néo-colonialistes. Cette stratégie médiatique doit étouffer toutes les voies discordantes pour ne laisser diffuser que le la loi du plus fort.

Dans l'émission phare du journaliste Frédéric Taddei [4], sur France 3, presque le seul espace où il est le plus souvent invité, il lance cette pénible phrase qui a défrayé la chronique en son temps en déclarant que l'Algérie serait la prochaine cible évidente et naturelle de l'occident et son bras armé l'Otan. Notre pays serait donc dans le collimateur de ces puissances comme il l'a d'ailleurs affirmé avec arguments à l'appui dans le journal algérien «La Nouvelle République» [5].

Ce qui est intéressant de savoir, c'est comment se prémunir de telles guerres pour les pays visés. Michel Collon, qui est un ami de plus de 50 ans de l'Algérie, ne veut pas se comporter comme un donneur de leçons en seulement quelques jours de présence dans notre pays mais ne va pas par plusieurs chemins pour expliquer ses quatre vérités. «C'est aux algériens de trouver les solutions aux problèmes

graves de leur pays». S'il a rajouté l'adjectif «graves» aux problèmes multidimensionnels dans lesquels se débat l'Algérie depuis son indépendance chèrement acquise, c'est certainement pour mettre en garde nos gouvernants actuels en laissant ces problèmes en leur état actuel et qui hypothèquent indéniablement son avenir proche. On a l'obligation et le devoir de les solutionner pour relever les énormes défis qui nous guettent à quelques mètres de nos frontières très fragilisées depuis les révolutions dites arabes ainsi que les événements du Mali se font entendre.

Jugez-en plutôt puisque nous sommes à la croisée des chemins, à la porte d'élections présidentielles qui sont entourées du flou le plus total pendant que les puissances de l'Otan jouent à échec et mat en observant minutieusement chacun de nos pas. Un seul accroc et les voilà voler à notre «secours». Le loup ne sortirait ainsi plus jamais de la bergerie.

Pour finaliser ce petit papier, je n'ai pas trouvé meilleure conclusion que ces lignes de l'article de l'ami de l'Algérie Michel Collon qui sonnent comme un testament laissé à son départ de l'Algérie dont on sent, à travers ses conseils, qu'il ne lui veut pour la postérité que la liberté, l'indépendance totale, le développement et la prospérité. Espérons que ces phrases lourdes de sens tomberaient sur des oreilles attentives de patriotes jaloux de l'indépendance de l'Algérie une et indivisible qui survivrait aux passages des hommes.

«De tout cela ressortent deux principes, il me semble :

1. Un pays ne pourra être fort et repousser les agressions que s'il s'appuie sur son peuple, s'il mobilise toute la population. Développer la justice sociale et la démocratie, la participation maximum de chacun, c'est l'arme suprême qui a permis à Hugo Chavez et Evo Morales notamment de vaincre les coups d'Etat, les menaces de sécessions, les opérations de déstabilisation, les tentatives de corruption. Se battre pour cela est la tâche des Algériens et de personne d'autre.

2. Quels que soient les problèmes et défauts d'un pays, jamais les USA, la France et compagnie ne sont la solution. Tout ce qui les intéresse, c'est faire main basse sur le pétrole, le gaz, les richesses en général. Ils ne sont pas la solution, ils sont le problème. Regardez l'Irak, la Libye, la Syrie, la Palestine !

C'est pourquoi résoudre les problèmes de justice sociale et de démocratie, combattre la bureaucratie et la corruption ne pourra réussir qu'en défendant bec et ongles la souveraineté de son pays face aux grandes puissances qui sont toujours coloniales. Et en s'unissant avec les peuples voisins afin de créer des alliances régionales solidaires qui permettent de résister ensemble. Donc, on se demandera toujours : qui cherche à diviser le Maghreb, quels intérêts se cachent derrière ces querelles provoquées ? ».

C'est à lire, à relire et à méditer religieusement.

Références:

- [1]- <http://www.michelcollon.info/Mes-impressions-d-Algerie.html>
[2]- http://www.dailymotion.com/video/x7oksc_israel-est-l-etat-le-plus-
[3]- http://fr.wikipedia.org/wiki/Michel_Collon
[4]- <http://www.youtube.com/watch?v=igpsUnWQFq0>
[5]- <http://www.lnr-dz.com/index.php?page=details&id=21603>

A Paris, il y a une crèche privée qui s'appelle Baby Loup. Une employée, Fatima, se présente un matin avec un voile sur la tête qu'elle refuse obstinément d'enlever. Elle est licenciée. Elle conteste son renvoi et porte l'affaire devant la justice. Elle gagne en première instance, en appel puis en cassation. Normalement, on aurait dû en rester là et Fatima retourner à son poste. Eh bien non, la crèche refait appel et elle gagne. Fatima va sans doute déposer un nouveau recours devant la Cour de cassation qui doit alors statuer en assemblée plénière. Gageons que le feuilleton connaîtra encore quelques rebondissements...

La violence et le mépris



Par Brahim Snouci

Une station de montagne, une maison d'hôte accueillante tapie sur ses flancs. Une dame s'y présente. Elle a réservé une chambre. La porte s'ouvre. La visiteuse est conduite par la propriétaire. Elle porte un foulard sur la tête...

Une jeune adolescente est agressée violemment dans la rue. Elle est rouée de coups par des inconnus qui prennent la fuite. Elle porte un foulard sur la tête...

Le Front National met désormais en bonne place la laïcité en tête des valeurs qu'il défend. Du temps de Le Pen père, elle était plutôt un objet de détestation. Malgré son panthéisme personnel, il était attaché aux valeurs chrétiennes qu'il tenait pour fondatrices de la France. Qu'est-ce donc qui a motivé la volte-face de sa fille ? Sans doute a-t-elle réalisé que, désormais, la défense du catholicisme pouvait très bien s'accommoder d'une laïcité dirigée contre l'Islam. Il y a un néologisme qui fait actuellement florès, c'est le " catholaïcisme ". Marine s'y est ralliée au nom d'une laïcité de combat qui serait la poursuite de la croisade par d'autres moyens. Toujours dans la catégorie des reclassements bruyants, Marine Le Pen a jeté par-dessus bord l'antisémitisme de papa pour se rallier au sionisme. Elle a eu droit au détour obligé de Yad Vashem qui lui a permis de s'inscrire dans les bonnes grâces du gouvernement israélien. Accessoirement, elle a promis d'être aussi inflexible sur le voile que légère sur la taille des kippas et celle des crucifix. Elle a également rompu avec le racisme paternel, du moins dans son expression vulgaire et brutale. Elle s'est même payé le luxe de condamner, ou plutôt de faire condamner par son lieutenant Philipot, le journal Minute après sa sortie raciste contre Christiane Taubira. Il est vrai que les idées du FN sont tombées dans le domaine public, banalisées en somme, au point que les expressions primaires de la xénophobie et du racisme ne sont plus vraiment de mise.

Le privilège du vainqueur d'une compétition est d'abandonner l'invective et l'imprécation, au moment où sa victoire s'accomplit, pour les laisser à ceux qu'il a réduits et qui ne réalisent pas encore qu'ils sont battus. Ils le réalisent si peu qu'ils continuent, du haut des sièges qu'ils occupent encore un moment, d'agonir le vainqueur tout en lui empruntant ses thèmes et sa vulgate. Qu'il est pathétique de les entendre sonner le tocsin pour prévenir le bon peuple de l'invasion programmée de l'ennemi lepéniste alors que ce même ennemi a déjà gagné la partie !

Mais de quoi le lepénisme est-il le nom ? Est-ce vraiment un corps étranger qui serait parvenu à s'imposer dans une nation présumée vertueuse ? Certes non. Le lepénisme n'existait pas au temps où le bien mal surnommé Richard Cœur de lion massacrait 3000 prisonniers musulmans à Akka (Acre) après la prise de la ville. (Notons que Salah Eddine (Saladin) a refusé de se venger quand il a repris Akka, en dépit de l'insistance de ses généraux). Le lepénisme n'existait pas au moment de l'institution de l'esclavage et de du commerce triangulaire qui a enrichi la France, comme en atteste le luxe des hôtels particuliers des quais de Nantes ou de Bordeaux, hôtels dont les porches imposants sont surmontés d'une tête de nègre. Le lepénisme n'existait pas au temps des conquêtes coloniales. Le Pen n'a pas inspiré Tocqueville, Renan, Ferry, pas plus que Vernet ou Chassériau, personnages que la République Française célèbre encore aujourd'hui, dans son ensemble, puisque le vainqueur socialiste de l'élection présidentielle de 2012 a inauguré son quinquennat par un hommage appuyé à Jules Ferry, apôtre de l'inégalité des races, justifiant d'après lui les expéditions coloniales destinées à " civiliser " par le

fer et par le feu les peuplades inférieures. En l'absence d'une remise en cause radicale de cet héritage, le lepénisme s'en est institué le héraut de fait, le porteur des valeurs qui ont permis à l'esclavage, aux croisades, à la colonisation de se perpétuer. Ce faisant, il a simplement fait jonction avec l'imaginaire d'une France en crise, tentée de retrouver le lien avec une splendeur passée qui n'avait que faire des arguties de la morale et de la justice.

Christiane Taubira est une femme courageuse et estimable. Elle doit naturellement être soutenue. L'attaque qu'elle a subie est d'une violence inaccoutumée, du moins contre une personnalité de son rang. Cependant, sa réaction suscite un malaise. Elle convoque les mémoires de Victor Hugo et d'Aimé Césaire en se plaçant sous leur patronage. Ce voisinage est pour le moins singulier. Victor Hugo était certes sensible au sort des indigènes mais il n'a jamais remis en cause la prémisse qu'il a lui-même énoncée, " La barbarie est en Afrique ". Ce qu'il regrettait dans l'expédition coloniale, c'est que, au lieu d'amener " de l'Europe en Afrique, elle ramenait de l'Afrique en Europe ". Il voulait signifier que l'armée coloniale, chargée théoriquement de répandre la civilisation européenne en Afrique, s'était en fait pervertie et ensauvagée au contact de l'Afrique et qu'elle risquait de transmettre cette ensauvagement à l'Europe. Il attribuait ainsi la cruauté dont faisaient preuve les soudards et leurs généraux de l'armée coloniale au contact avec l'Afrique, une sorte de contamination en quelque sorte. Il ne pouvait imaginer que cette sauvagerie était présente dans la carte mentale de ces hommes qui avaient tété au sein de leurs écoles le lait de la conviction de l'inhumanité de l'autre. Etrangement, Aimé Césaire, en conclusion de son admirable " Discours sur le colonialisme ", estime que l'ensauvagement de l'Europe est une conséquence de la colonisation qui a pour effets de " dégrader, déciviliser, abrutir " le colonisateur. Aimé Césaire ne peut être suspect de conciliation vis-à-vis des tortionnaires de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique.

Est-il toutefois indemne de cette maladie répan due dans le monde anciennement colonisé ? Césaire, sur un plan personnel, était un magnifique produit de l'éducation française. Il a accumulé les diplômes d'excellence et les charges prestigieuses. Il manie la langue française avec une virtuosité que pourraient lui envier bien des littérateurs Français " de souche ". C'est dans cette langue qu'il écrit son adresse sur le colonialisme, dans cette langue qu'il confond Ferry, Renan, dont il compare les discours à ceux d'Hitler. Ses références sont incontestablement françaises. Au plus fort de sa condamnation du système colonial, il ne peut aller jusqu'à l'identification d'une matrice essentialiste antérieure aux colonisations. Ce n'est pas le colonialisme qui a rendu cruels les envahisseurs Européens, c'est la cruauté primordiale inscrite dans l'imaginaire de l'Occident qui a permis le colonialisme.

Ce phénomène d'appropriation des représentations de l'Occident est bien connu en Algérie. Il est surtout présent chez la génération des sexagénaires actuels qui n'ont connu que l'école française, y compris après l'indépendance. C'est cette génération qui a géré les universités, les grands ministères... Dans les universités des années 70, parler une autre langue que le Français paraissait incongru. Cette génération a échappé au spectre de l'implication directe dans une guerre sanglante. De plus, elle a intégré des valeurs inculquées par l'école, valeurs d'abord dispensées par des enseignants français, puis par des professeurs venus de tous les horizons pour accomplir une sorte de sacerdoce dans l'Algérie nouvelle. L'enseignement de la langue arabe, durant les années de la colonisation, avait presque totalement disparu. Seules subsistaient les écoles coraniques dans lesquelles on apprenait par cœur le Coran sans en comprendre la signification. Quelques lycées franco-musulmans s'employaient à former des cadres dans les deux langues. L'élite était donc presque exclusivement francophone. Cette élite, quelque peu frondeuse, gauchiste, était

profondément imprégnée des idées, voire des schémas coloniaux. Après l'indépendance, elle a perpétué un certain mode de vie hérité des pieds-noirs. Elle a aussi gardé, dans les plis de son inconscient, une parcelle du mépris que ces mêmes pieds-noirs vouaient aux indigènes. C'est ainsi qu'elle a vécu, sous la poigne de fer du régime de Boumediène, une période d'insouciance entre plage et apéros, période dont elle cultive la nostalgie encore aujourd'hui. A l'Université d'Alger, on ne s'exprimait qu'en Français, l'arabe ou le kabyle étant assimilés au peuple arriéré si loin de cette jeunesse peuplant les plages des complexes du bord de mer algérois quand elle ne prenait pas le frais aux terrasses des bars. Si loin des villages et des montagnes dans lesquels une population austère, lourdement meurtrie, perpétuait un mode de vie séculaire, une civilisation en lambeaux, à l'écart de la légèreté des villes encore imprégnées de la présence de leurs anciens maîtres...

Nous n'en avons pas tout à fait fini avec cette attitude mortifère de mépris du peuple. Je me souviens de tel " démocrate " lâchant, en voyant une foule de jeunes gens se rendant à un meeting de l'ex FIS, " Ah les gaeux ". Cette foule était certes inquiétante. Elle était lourde de menace. Mais il ne s'agissait pas de gaeux. Il s'agissait des enfants perdus de l'Algérie, victimes de la hogra institutionnelle, des passe-droits, victimes d'un mode de gouvernement qui ne faisait aucune place à leurs rêves et leurs envies, des sous-citoyens en somme. Comment ne pas penser à une sorte de continuum inconscient entre leur situation et celle qu'ont connue leurs parents et aïeux sous le régime colonial ? Leur violence ressemblait à celle des Algériens de la période coloniale, en butte à un système qui leur rappelait quotidiennement leur état de sous-hommes.

Le mépris...

Une énorme différence d'attitude a été relevée entre les Japonais après Fukushima et les Philippines après le récent typhon. Tout le monde a relevé l'extrême dignité et la discipline des premiers, contrastant terriblement avec le climat d'anarchie et de pillage qui a prévalu, prévalait encore chez les seconds. Tout le monde a en mémoire ces images du Japon montrant des gens faisant la queue patiemment pour remplir un jerrican d'eau ou avoir un bol de riz, attentifs au moment des distributions à ne prendre que le strict nécessaire. Aux Philippines, les scènes d'horreur et d'hystérie collectives, la ruée sur les denrées alimentaires, les agressions, les vols, continuent de rythmer la vie de l'île. Des commentateurs ont vite fait d'attribuer cette différence d'attitude à une différence de caractère intrinsèque qui déterminant l'état de civilisation. Cette même grille est souvent servie quand il s'agit des Algériens pour expliquer leur inorganisation chronique et leur absence de discipline. Il y a une explication bien plus simple. Le Japon bénéficie d'un gouvernement qui est sans doute critiquable mais qui est réellement au service de sa population. Les Japonais savent qu'ils ne seront victimes d'aucun passe-droit, que personne ne leur volera leur ration d'eau ou de nourriture. Philippines et Algériens ne peuvent en dire autant. La corruption y sévit à l'état endémique. En Algérie, en particulier, chacun sait qu'il faut avoir des " relations " pour simplement accéder à un droit. Il faut en avoir pour postuler à un logement même si on réunit tous les critères légaux, pour accéder à un poste de travail, voire pour un extrait de naissance ou une réservation d'avion ! Que l'on ne s'étonne donc pas que les Algériens jouent des coudes en permanence et qu'ils ne soient pas tout à fait en état d'accéder à l'attitude zen si caractéristique des Japonais... En dépit de cette remarque de simple bon sens, beaucoup d'Algériens, peut-être la majorité, ressentent jusqu'à la nausée la partition bien connue de l'impossibilité congénitale de notre peuple à s'organiser, à se discipliner, à retrouver les vertus de l'action collective et à aban-

donner la débrouillardise solitaire. Certes, pour reprendre le vieil adage, les peuples ayant le gouvernement qu'ils méritent, il est en partie responsable de sa situation puisqu'il s'est montré jusqu'ici incapable de la modifier. Mais il ne l'est certainement pas plus que celles et ceux des « intellectuels » qui s'évertuent à lui expliquer chaque jour qu'il est le responsable unique du mal de l'Algérie. Ceux-là seraient mieux inspirés de méditer ce mot de Jacques Berque. En réponse à un courrier qui lui avait été adressé par des intellectuels algériens en 1990, lui reprochant de « ne pas être en phase avec eux dans leur lutte contre, l'intégrisme », il déclara que le problème n'était pas le supposé déphasage entre lui-même et ces intellectuels mais le déphasage entre eux et leur propre peuple !

Il ne s'agit pas de mettre en accusation cette génération qui a tout de même produit les cadres, ingénieurs, médecins, professeurs, qui ont tenu le pays à bout de bras et lui ont probablement permis de ne pas sombrer. Je suis d'autant moins qualifié pour le faire que j'en fais partie et que j'ai longtemps eu sur notre peuple le regard que je déplore ici.

Quelque chose ne fonctionne pas dans notre pays. Ce n'est pas simplement affaire de gouvernance, d'investissements ou d'équilibres budgétaires. C'est quelque chose de plus profond, qui plonge au cœur de notre être culturel, celui-là même qui donne la solidité invisible des communautés humaines. Nous avons subi la colonisation et nous en sommes sortis au prix de sacrifices atroces. Au lendemain de l'indépendance, on a considéré que l'épisode était clos et nous sommes restés sur cette incompréhension de fond qui touche les victimes d'une catastrophe naturelle, encore que celles-ci accèdent aux bulletins météo et aux alertes aux tsunamis ! Il y a eu ensuite la décennie noire, trauma aux conséquences d'autant plus graves qu'elles sont restées dans l'inconscient collectif, rendues au silence sitôt qu'a reflué la vague sanglante. Il n'y a certainement pas d'explication univoque au fait d'avoir été colonisés ou d'avoir subi les assauts du plus barbare des terrorismes. Il doit y en avoir pour le silence qui les entoure. Une des pistes serait-elle la fracture entre le peuple et une élite qu'il n'a pas produite, et qui ne

Le lepénisme n'existait pas au temps des conquêtes coloniales. Le Pen n'a pas inspiré Tocqueville, Renan, Ferry, pas plus que Vernet ou Chassériau, personnages que la République française célèbre encore aujourd'hui, dans son ensemble, puisque le vainqueur socialiste de l'élection présidentielle de 2012 a inauguré son quinquennat par un hommage appuyé à Jules Ferry, apôtre de l'inégalité des races, justifiant d'après lui les expéditions coloniales destinées à " civiliser " par le fer et par le feu les peuplades inférieures.

lui a jamais ressemblé ? L'intensité de la violence qui a imprégné notre pays est telle qu'elle ne peut se réduire à une réponse à des problèmes sociaux. Il est urgent d'en identifier les causes primordiales pour retrouver la force de cheminer ensemble vers un avenir commun.

L'Algérie n'est pas l'Amérique de Roosevelt

Par Omar Chaalal

Nous nous sommes mis d'accord pour jouer une scène qui traduit l'histoire du pouvoir et du roi. Mes étudiants jouaient le rôle du peuple et je jouais le personnage du roi. Les étudiants m'ont conseillé de mettre une corbeille poubelle sur ma tête pour monter que j'ai une couronne comme tous les rois. Le jeu était sérieux puisqu'il illustrait le travail d'un roi. Je commence ma fonction de roi par un discours « Tout va bien chez nous. Il fait beau au printemps et il neige en hiver. L'été est long et nos plages sont magnifiques. Notre désert est splendide et son sous-sable nous nourrit. C'est la démocratie. Que la cérémonie commence dans la clarté et la transparence! Peu importe l'individu que le peuple a élu comme roi. L'essentiel réside que les élus parmi vous doivent dicter chacune de ses positions. Toute déviation par rapport à la ligne des intérêts de la nation est vue comme une défection de sa part. Cette défection doit être considérée comme une trahison au peuple qu'il a élu. En plus sérieux, c'est une trahison à nos martyrs » A la fin de ce discours historique, j'ai demandé à mes étudiants de m'expliquer si l'absurdité politique du roi reflétait bien l'intelligence d'un peuple qui applaudissait une corbeille poubelle sur la tête de son roi. Un étudiant avait le courage de dire comme Voltaire « L'ignorance est la gardienne des États bien policés ». Il me regarde et attend une réponse. Je lui demande s'il connaît étymologiquement ce que veut dire le mot « balatadji » car je voulais nommer quelques étudiants pour jouer le rôle de mes balatadji. Il me répond : Balatadji est comme kahwadji. Kahwadji est celui qui prépare le café. Balatadji vient de « balate » qui veut dire la cour du palais royal en arabe. Baltadji est tout simplement le bouffon du roi qui anime par ses grimaces les veillées royales. Un étudiant plus intelligent que les autres me réplique « Je m'excuse, je ne peux pas jouer ce rôle. Je ne fais pas partie de la classe politique qui dit au corbeau, sans mentir vous êtes le phénix des hôtes de ces bois. Il continue, comme toutes les absurdités, le « bouffonisme politique » suppose toujours une complicité du roi et ses balatadji, avec un tiers qui constate l'écart entre l'expression dans le discours et la pensée du roi ». Le silence régna pour un moment dans la salle de cours après la remarque pertinente d'un troisième étudiant « L'absurdité se développe dans la confusion et le chaos. Je vous mets en garde ! Quand l'absurdité touche la classe politique, les psychiatres ne trouvent ni le temps ni les méthodes efficaces pour soigner les autres. »

Je me regarde. Je m'interroge. Je m'explique et je leur dis « Même avec une corbeille poubelle sur ma tête, j'ai vraiment savouré, pendant un quart d'heure, le goût du pouvoir. J'ai beaucoup aimé les illusions dans le jeu du roi. Mais quand j'ai réalisé que mon étudiant voulait dire que le tiers est tout simplement le peuple ; j'ai juré de ne plus jouer au roi qui porte une corbeille poubelle sur la tête pour légitimer sa fonction de roi. »

J'ai raconté cette histoire et ses illusions à un ami psychiatre. D'après ses dires, certains politiciens présentent les symptômes de la psychopathie. Ils savent qu'ils sont illégitimes et jouent aux légaux. Pour résumer la situation dans nos partis politiques, ce psychiatre cite un passage d'une communication présentée dans une conférence « Si nous sommes administrés par des psychopathes, si nous travaillons avec des psychopathes, nos possibilités de devenir des psychopathes s'accroissent considérablement puisque le milieu de socialisation est fondamentalement psychopathique. Il est impossible de demeurer sain dans un milieu malade ».

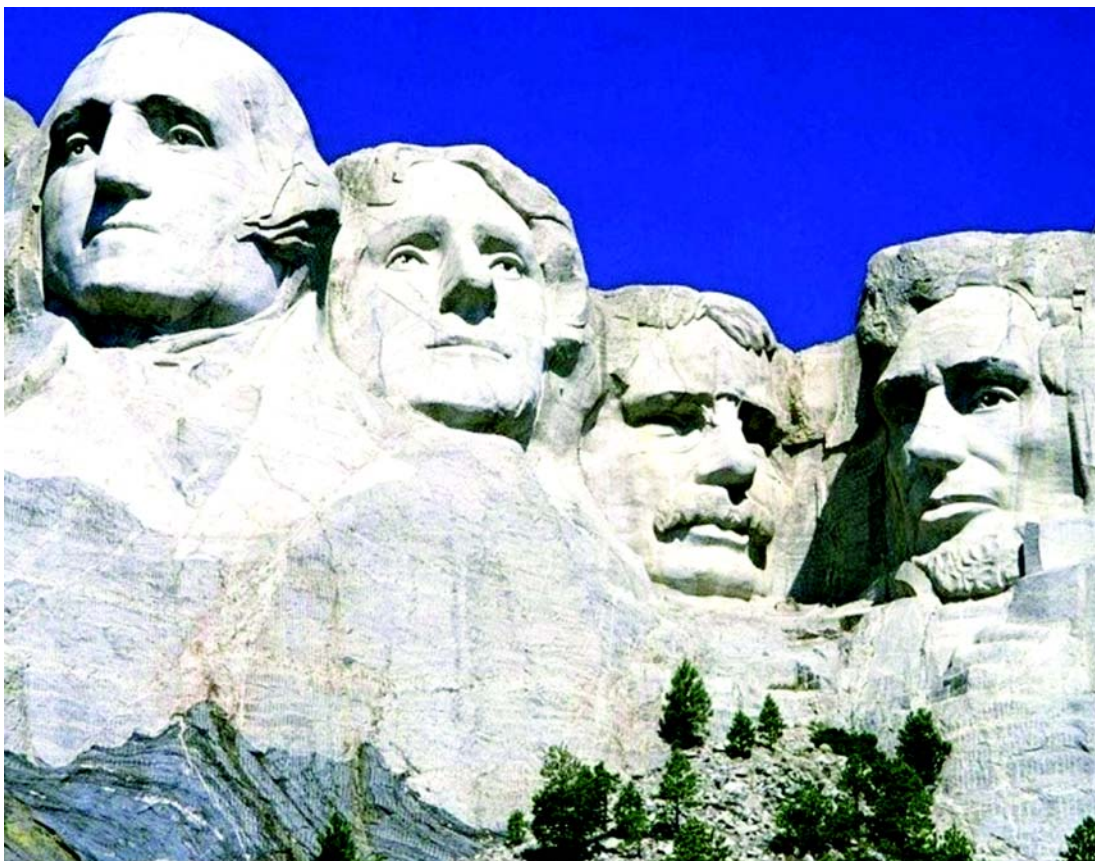
Ce passage récapitule exactement les paroles d'un haut responsable du parti unique après les événements d'octobre 1988. Ce responsable venait se soigner chez ce psychiatre. Ses remords l'obligeaient à reconnaître que son despotisme administratif durant les élections était l'étincelle principale qui a provoqué l'explosion en 1988. Ce psychopathe

Dans mon univers, je ne suis pas un roi et mes étudiants ne sont pas des sujets. Un beau jour, nous avons essayé de nous amuser pour simuler la gouvernance chez les rois.

utilisait le pronom « on » à la place de nous. A chaque consultation, il répétait la même phrase « on a poussé le peuple à la révolte ». En contraste, le peuple arrive mal à comprendre les tournures politiques qui utilisent le pronom « On ». Nous avons appris à l'école que ce mot est un pronom indéfini neutre qui réfère à une ou plusieurs personnes, sujet de la phrase. Pendant la période socialiste, les algériens ont utilisé ce pronom pour pointer du doigt les gens qui décidaient à l'époque. Les gens disaient « On a ramené du fromage suisse à souk el fellah et aussi de têtes de pioches et des bouillons de semi-remorques ». Qui a ramené ces produits ? Personne ne savait. Depuis, ce pronom indéfini remplace le pouvoir. Je pense qu'il est temps de définir le pouvoir.

Aujourd'hui le langage politique n'a pas tellement changé puisque certains chefs de partis utilisent souvent ce pronom indéfini. On a dit que Chakib est un corrompu... On a pris au sérieux cette information. On a lancé un mandat d'arrêt contre Khelil... On a cru... On a arrêté sa poursuite... Dans la confusion, le peuple pense que Chakib n'est pas Khelil et que Khelil n'est autre que Chakib. L'utilisation abusive de ce pronom indéfini pousse le peuple à ne plus faire de distinction entre l'expression « mandat d'arrêt » et la suite de mots « quatrième mandat » ou même un mandat télégraphique. Pour l'homme de la rue, un mandat représente une somme d'argent mise en transaction contre un service rendu ou un travail accompli. Pour éviter la confusion entre argent et pouvoir, j'utilise le mot quinquennat à la place du mot mandat. Le troisième quinquennat du président Bouteflika va bientôt s'achever. Les feux d'artifices et les lumières vont peut-être annoncer le refus de ce dernier de renouveler la location d'El Mouradia pour un quatrième quinquennat. Espérons que l'image de Bouteflika et de Zerroual, s'échangeant les saluts et les sourires en 1999, va se reproduire dans le clame et le fairplay en 2014. Les youyous de nos femmes vont honorer le nouveau locataire. D'autres youyous vont maudire les opportunistes bouffons qui voulaient la prolongation du séjour de Bouteflika dans ce lieu.

De temps à autre, j'observe et j'écoute les invités politiques dans les débats. Des invités qui aspirent à la gouvernance d'un pays comme l'Algérie. Ils prétendent pouvoir remplacer Bouteflika. Ils aiguissent des petites phrases émoussées par les mensonges politiques. Ils fourbissent à peine les idées réalistes qui donnent espoir et confiance aux algériens. Certains parlent de projets de société et de programmes de gouvernance sans donner les moindres détails. D'autres soutiennent ou se cachent derrière le programme de Bouteflika. Le fond de teint politique fait sortir leur visage réel. La peau se maquille mais le cuir ne ment pas. Les candidats de haute gamme restent silencieux et gardent leur calme dans un « wait and see » à l'anglaise. Ils attendent la tranquillité après le cyclone...



Dans la période du faux, on voit le vrai.

Les tourbillons politiques font tourner les psychopathes dans une ivresse pour le pouvoir absolu. Les tornades des événements ont ramené plus d'un Amar dans l'ignoble; un Mekri noyé dans ses propres illusions; un Bensaleh, un Alliou et un Sidi Saïd emportés dans une vague houleuse de soutien pour le quatrième quinquennat... La présidentielle est vraiment une bourrasque où les miraculés feront face à un sortant probable.

Cette idée nous permet de dire que le pouvoir en tant que puissance politique saine se représente par son existence dans une administration intégrale et loyale. L'abus de pouvoir en tant que maladie politique se symbolise par le despotisme dans la gestion quotidienne des affaires des citoyens. La légitimité politique et la légalité de gouvernance ne sont pas reconnues par l'administration mais cela n'empêche pas aux citoyens de les respecter. De la même manière le fait de ne pas savoir que l'on agit politiquement comme un rêveur n'empêche pas certains de le faire volontairement d'une manière psychopathique pour ne pas dire officielle. Qui dit psychopathe politique dit affaires, corruption, crimes, drogue, spéculation mais dit surtout des personnes qui sont derrière ce type de business honteux. La vision de vérité, de réalisme et de volonté manque quand nos responsables parlent politique. Certains comparent Bouteflika à Roosevelt. Cette comparaison est exagérée pour ne pas dire insensée.

Roosevelt contracta sa maladie qui a paralysé ses membres inférieurs à l'âge de 39 ans. Bouteflika a eu sa maladie à l'âge de 75 ans. Roosevelt cacha la dégradation de son état de santé pour pouvoir être élu. Il a été réélu quatre fois consécutives sans tripotuer les règles de la constitution. Roosevelt a gouverné les Etats Unis à 51 ans. Il a servi les Etats Unis pendant 12 années. Il est mort président à l'âge de 63 ans sans terminer son quatrième mandat. Il est très utile de rappeler à nos politiciens qui font cette comparaison que Boumediene était président à l'âge de 33 ans. Il a servi l'Algérie pour une période de 13 ans. Il est mort à 46 ans.

Nous sommes en 2013, l'Algérie n'est pas l'Amérique et Bouteflika n'est pas Roosevelt. Aujourd'hui, l'Algérie vit une de ses crises politiques les plus graves. Après quatorze ans de gouvernance de Bouteflika, il me semble que l'Algérie des hommes braves et des femmes intrépides et audacieuses est devenue stérile. J'ai honte de dire que les algériens sont incapables de se mettre d'accord pour choisir librement la personne qui peut gouverner notre pays. Les intellectuels sont devenus une foule qui accepte la défaite. La classe élite regarde sans dire un mot. La catégorie des sages n'a pas le courage de dire la vérité. Notre justice se cherche dans des tribunaux sombres, sans lumières et sans microphones. Notre commerce boite dans les marchés parallèles. Notre industrie de production affiche le néant. Les usines bâties par des hommes à bras de fer crient au secours. Le chômage dévore la

société et enveloppe les crimes. Notre système éducatif s'enfonce dans la médiocrité et l'inefficacité. Nos universités sont de véritables usines qui produisent des chômeurs bons à rien. La santé est absente dans nos hôpitaux. Nos malades traînent dans les hôpitaux étrangers. La drogue marocaine fait ravage. La prostitution est devenue un honneur. L'agent du pétrole est dépensé dans le non nécessaire ou dilapidé par des escrocs professionnels. Notre pays est en état d'urgence. Les algériens sont devenus des observateurs passifs. Que faire pour sauver l'honneur. Nous sommes tous responsables.

En Amérique les choses se passent autrement. Roosevelt est venu président après la crise de 1929. Ils ont géré la crise et n'ont jamais baissé les bras pendant la seconde guerre mondiale. Roosevelt a mis en œuvre le New Deal. Un programme de relance de l'économie et de lutte contre le chômage. Il réforma le système bancaire américain, et fonda la sécurité sociale. Il a réussi à élaborer un nouveau mode de présidence, plus interventionniste et plus actif grâce à son équipe de conseillers de haut niveau dans le Brain Trust. Le Brain Trust est le groupe d'experts dans l'entourage de Franklin Roosevelt.

Chez nous les choses sont différentes. Notre Brain Trust se compose de Chakib, Tamar, de Benachnou, Alliou, Sidi Saïd, Djeloul, Ghafour, les Amar et les autres. Non loin de ce Brain Trust, les troubadours chantent le refrain du quatrième quinquennat. Ils laissent à penser que le peuple préfère une dictature coutumière à la démocratie permanente. Ainsi, l'absence de bon sens va donner la possibilité aux troubadours de nous gouverner dans un pouvoir absolu pour les cinq prochaines années. Tous les ingrédients démontrent que ces cinq années ne vont être qu'une série de conflits, des discordes et des règlements de comptes entre les troubadours.

En conclusion: Le plus naïf des opposants reconnaît que le parti qui est soutenu par l'administration attire le vent dans ses voiles pour arriver au pouvoir. Les caisses de l'état sont pleines. Elles attirent les psychopathes politiques et opportunistes qui n'ont jamais cessé de chanter « c'est la vie de château pourvu que ça dure ». Pour effacer ce tableau lugubre et sombre et pour s'en sortir de cette impasse, le peuple doit choisir librement le candidat capable de gouverner le pays démocratiquement loin des clans et des psychopathes. Espérons que ce candidat va faire comme Roosevelt. Il s'entoure d'éminents économistes, d'universitaires distingués et d'officiers stratèges pour le conseiller pendant sa fonction. Ces experts doivent jouer un rôle important dans les décisions politiques et doivent mettre l'ensemble de leurs efforts autour de priorités: produire en Algérie et reconquérir une éducation de premier rang pour les jeunes algériens. Ces jeunes vont bâtir une nation de justice et de droit pour tous les Algériens. Que Dieu protège notre aimable partie des rois à la corbeille poubelle.

la Chronique
de Paris

Par Pierre Morville



Iran : un compromis historique

L'accord entre le Conseil de sécurité et l'Iran calme une montée aux enchères militaires qui aurait pu être catastrophique. Mais les négociations réelles ne font que commencer.

Le dimanche 1er décembre, les cinq membres du Conseil de Sécurité de l'ONU (les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la Grande-Bretagne et la France), auxquels s'est jointe l'Allemagne, ont trouvé, après cinq jours d'intenses négociations, un accord avec l'Iran. Un texte «donnant-donnant» dans lequel Téhéran s'est engagé à suspendre l'enrichissement de l'uranium au-delà de 5% et donc renonce par ce fait à se doter d'un armement nucléaire, en échange d'un allègement progressif des sanctions économiques occidentales à son encontre.

C'est un accord historique. Il est historique non pas tant par le compromis laborieux et sur certains points très imprécis qui a été trouvé mais surtout parce que cette signature, pour six mois (!) entre les membres du Conseil de Sécurité et en filigrane, l'ensemble de l'Union européenne et l'Iran vient stopper une dangereuse escalade où l'on a vu les Etats-Unis, pressés par leur allié israélien envisager, il y a encore quelques mois, une intervention militaire directe contre l'Iran. Menace verbale destinée à favoriser la négociation ? Peut-être. Toujours est-il que Benjamin Netanyahu a longtemps fait planer la menace d'une intervention aérienne israélienne contre les installations nucléaires israéliennes, avec ou sans l'accord de Washington. Après le quasi démantèlement de l'état irakien, aujourd'hui scindé en trois zones, chiite, sunnite et kurde, après l'intervention militaire occidentale en Lybie qui débouche sur tout sauf sur un état démocratique (dans la suite d'un échec patent en Afghanistan) et dans le contexte d'une guerre civile en Syrie, une nouvelle option militaire pouvait plonger la grande région du Moyen-Orient dans une conflictualité dont nul n'aurait pu prétendre connaître les formes et les limites. L'accord actuel, aussi imparfait soit-il, a donc évité, au moins à moyen terme une déflagration armée. L'Iran est un pays puissant régionalement, peuplé de 80 000 millions d'habitants et capable de répondre sur tous les fronts, par le biais de son armée mais également en utilisant d'autres menaces, notamment terroristes.

«Donnant-donnant»

Il faut donc saluer le réalisme de Barack Obama qui, semble-t-il fortement appuyé par Moscou et Pékin, a joué la carte de la négociation avec le pouvoir iranien. Certes, le président américain valorise les résultats de cette négociation notamment pour attendre un congrès américain qui était plutôt favorable à une intervention militaire. Depuis la Maison Blanche, le président Barack Obama a confirmé que «pour la première fois en presque une décennie, nous avons arrêté les progrès du programme nucléaire iranien, et des volets cruciaux du programme seront annulés. De nouvelles inspections donneront un large accès aux équipements nucléaires iraniens et permettront à la communauté internationale de vérifier si l'Iran tient ses engagements.»

«Grâce à cet accord, l'Iran ne peut pas utiliser les négociations pour couvrir les avancées de son programme», soupçonné d'avoir des visées militaires, a ajouté le dirigeant américain. «De notre côté, les Etats-Unis et leurs alliés se sont mis d'accord pour accorder à l'Iran un allègement modeste des sanctions, tout en continuant à appliquer les plus sévères», a-t-il assuré. A ce titre, Obama a exhorté le Congrès à s'abstenir d'adopter de nouvelles sanctions contre Téhéran, comme certains élus le souhaitaient après l'échec des

premières négociations à Genève. De son côté, dans une interview au Financial Times publiée vendredi 29 novembre, le président iranien, Hassan Rohani, tout aussi triomphant, a exclu «à cent pour cent» un démantèlement des installations nucléaires en Iran, après l'accord de Genève sur le programme nucléaire de Téhéran.

Hassan Rohani a également suggéré que les relations entre Téhéran et Washington pourraient encore s'améliorer : «Les problèmes entre l'Iran et les Etats-Unis sont très compliqués et ne peuvent pas être résolus dans un court laps de temps. Malgré les complications, il y a eu une ouverture ces cent derniers jours, qui peut encore s'élargir.»

Bref, ce n'est plus du «donnant-donnant» mais plutôt du «gagnant-gagnant» !

Dans la réalité, les négociations ne font que commencer. Elles mêleront des éléments de géopolitique dans cette grande région et des motivations économiques aigües.

Bien évidemment, l'état hébreu a réagi très vite à l'annonce de cet accord, dénonçant une «erreur historique». Israël n'est pas engagé par l'accord de Genève. L'Iran menace Israël et Israël a le droit de se défendre», a affirmé le ministre de l'Economie Naftali Bennett, dirigeant d'un parti d'extrême droite, à la radio militaire.

L'autre grand déçu est l'Arabie saoudite qui, au-delà du conflit traditionnel chiites-sunnites, a toujours considéré Téhéran comme la grande puissance régionale qui lui faisait de l'ombre, notamment dans le contrôle possible des flux pétroliers circulant via le Détroit d'Ormuz.

Un face-à-face Iran / Arabie saoudite

Hier, s'est tenue une réunion de l'OPEP fixant la production de pétrole de chaque pays producteur. L'accord sur le nucléaire du 24 novembre marque le grand retour de Téhéran. Une partie des sanctions qui affectent le pays, et notamment l'embargo pétrolier, doit être levée dans six mois, en échange de l'arrêt d'enrichissement d'uranium et de visites de contrôles de l'ONU.

Pour le moment, l'Iran, pays à majorité chiite, est le deuxième pays producteur de l'Opep, derrière l'Arabie Saoudite. En 2012, l'Iran a produit 3,7 millions de barils par jour, contre 9,7 millions pour l'Arabie Saoudite, selon les chiffres du cartel pétrolier.

A cause de l'embargo, la production et les exportations iraniennes sont plutôt réduites par rapport à la capacité du pays. «Nous n'avons aucune difficulté technique qui nous empêcherait d'augmenter nos exportations mais nous avons des restrictions politiques», a déclaré le ministre iranien du Pétrole, prévenant que son pays augmentera les exportations dès la levée des sanctions.

A l'annonce de l'accord fin novembre, les cours du pétrole s'étaient déjà effondrés, les marchés anticipant l'arrivée massive du brut iranien. Toutefois, les spécialistes ne s'attendent pas à une modification immédiate sur plafond de production, qui est de 30 millions de barils par jour depuis 2011.

Sur l'ensemble, il est vrai qu'Hassan Rohani, nouveau président iranien a joué avec

subtilité et fermeté de la carte diplomatique. Les sanctions économiques ont lourdement pesé sur l'Iran. Une nouvelle escalade militaire-provocante n'aurait pas eu le soutien de la population iranienne, lasse de décennies de radicalisation et de discours martiaux, sans amélioration significative de sa situation matérielle. Téhéran s'est, au-delà des discours exaltés d'une partie de son appareil politique, lancé dans une vraie opération de charme. Vis-à-vis tout d'abord, des émirats : Oman avait accueilli ces derniers mois des négociations secrètes entre l'Iran et les Etats-Unis ayant conduit à l'accord de Genève. «Nous pensons que l'Iran et l'Arabie saoudite devront travailler ensemble pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région», a déclaré Mohammad Javad Zarif en visite cette semaine à Mascate, dans le sultanat d'Oman. Puis, au Qatar, le ministre des Affaires étrangères iranien a appelé l'Arabie saoudite à travailler avec son pays pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région. : «Je visiterai bientôt le royaume saoudien, a-t-il déclaré, ajoutant que les relations irano-saoudiennes «devraient être élargies car nous considérons l'Arabie saoudite comme un pays très important dans la région et dans le monde islamique».

«Le règlement de la question nucléaire est dans l'intérêt de tous les pays de la région et ne se fait aux dépens d'aucun pays de cette région», a-t-il enfin déclaré à Koweït. «Soyez rassurés, cet accord sert la stabilité et la sécurité de la région», a-t-il insisté.

Les monarchies arabes du Golfe ont généralement bien accueilli l'accord de Genève. Mais ces monarchies, qui souhaiteraient des relations de bon voisinage avec l'Iran, craignent toutefois qu'il n'encourage Téhéran dans ses ambitions régionales.

L'offensive de charme diplomatique iranienne a même concerné Israël ! Selon le site israélien i24news, Téhéran a cherché à entrer en contact avec le pouvoir israélien dès 2006. On est alors au cœur des années Bush, l'Iran est plus que jamais perçu par les Etats-Unis comme un Etat terroriste, aussi la république islamique cherchait-elle à apaiser les tensions.

Sur le fond du dossier nucléaire militaire, la question est-elle close ? On peut largement en douter, pour une raison simple. L'Iran, puissance régionale politique, économique et diplomatique est entouré de voisins, pas toujours amicaux, qui disposent eux, de l'arme nucléaire, qu'il s'agisse de la Russie, du Pakistan, de l'Inde et d'Israël. Il est vrai qu'en matière géopolitique, le vieux principe juridique du parallélisme des formes joue médiocrement. Mais tout de même... Dans un contexte de hautes tensions internationales dans cette grande région, soit tout le monde décide de se désarmer, ou dans le cas contraire, chacun souhaite se préserver en obtenant l'arme ultime.

Transparency international, ONG peu transparente

Il est aujourd'hui des ONG, ce que furent les Saints patrons dans la vieille église catholique. A peine évoqué leur nom et tout le monde se prosterne. C'est en tous les cas l'im-

mense audience médiatique qui a accueilli la dernière enquête mondiale de Transparency International, une ONG créée en 1993 et qui dispose de 80 sections nationales dans différents pays. Son objet ? Un motif noble : la traque de la corruption, privée ou publique. Sa méthode ? Un assez curieux mélange de sources disparates fondé sur trois canaux, comme l'explique Wikipedia :

L'indice de perception de la corruption classe depuis 1995, la plupart des États selon une échelle allant de 0 (pays très controversés, comme la Somalie) à 10 (pays exemplaire, à l'image des pays nordiques). Bien que cet indice ait un succès notable et soit relayé par de nombreux médias, ses résultats sont souvent controversés car présentant un risque de subjectivité.

En effet il est entièrement basé sur des sondages de personnalités telles que des hommes d'État, des entrepreneurs ou des universitaires qui peuvent être liés aux gouvernements en place.

Le baromètre mondial de la corruption est un sondage réalisé auprès des populations (qui ? comment ?...)

Rendu en début de mois, son palmarès 2013 est toujours évidemment impitoyable.

En tête de liste de vertu, les pays occidentaux et surtout les pays anglo-saxons, en queue de peloton la Somalie, bon dernier, suivi par la Corée du Nord, l'Afghanistan le Soudan et la Libye. L'Algérie arrive cette année à la 94e, le Maroc en 61ème, la Tunisie en 77ème place.

«Mondiable» me faisait remarquer que la France n'était qu'en 22ème position, précédée par la Suisse (7ème position), le Luxembourg (11ème position), ces deux pays étant bien connus pour être les paradis fiscaux de l'Europe, et la Grande Bretagne (14ème position).. Quand on connaît la position de Londres comme 1ère place forte de la spéculation internationale, on a un peu de mal à réprimer un fou-rire.

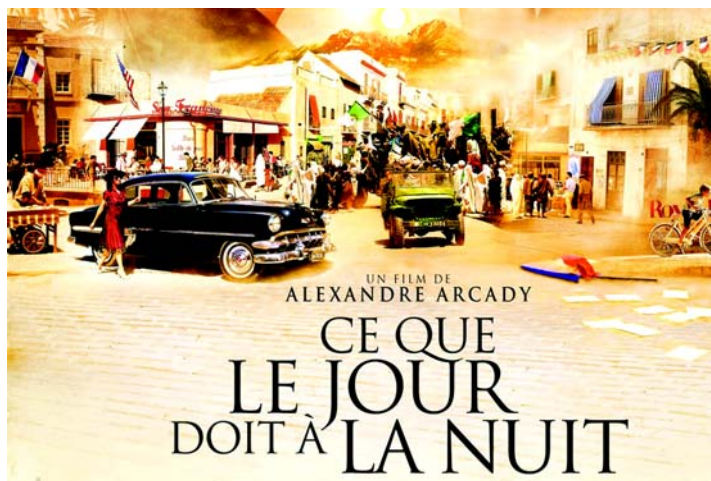
Au résultat final, les pays occidentaux nordiques ou anglo-saxons se voient arroger une prime de vertu en en bas de classement s'affrontent les plus pauvres. Mais d'où vient Transparency International, si vertueuse ? Selon Voltaire.net, bien qu'elle s'affirme organisation non-gouvernementale, «Transparency International est une création de la National Endowment for Democracy (NED), la principale agence d'intervention légale agissant sous le contrôle des gouvernements américains et britannique. Rien d'étonnant donc à ce que ses principaux dirigeants soient liés à la CIA et au MI6».

Poursuivons : son créateur, Peter Eigen, un juriste allemand travailla pendant 25 ans à la Banque mondiale avant de devenir consultant à la Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA. «Transparency International est le plus discret possible sur ses financements. C'est bien normal, car ses principaux bailleurs ne sont autre que la National Endowment for Democracy (NED) et l'USAID, suivis par la Fondation Soros et la Fondation Ford, et une kyrielle de multinationales (BP-Amoco, Exxon, Rio Tinto, Shell...) dont l'intégrité sont légendaires».

La vertu a un prix.

Ce que le jour doit à la nuit ? Un film d'Alexandre Arcady

C'est à travers une chaîne de télévision française que nous avons pu voir un soir de ce début de novembre le dernier film du cinéaste français Alexandre Arcady qui s'intitule «Ce que le jour doit à la nuit» 2012, le seul moyen d'ailleurs de visionner les nouveaux films et notamment les films algériens.



Par Baghdad Ahmed*

Le film d'Arcady attire l'attention du spectateur algérien dès les premiers moments puisque l'histoire se déroule en Algérie. Natif d'Algérie, le cinéaste français Alexandre Arcady a toujours exprimé une certaine attirance artistique et historique du contexte spatial algérien et cela, depuis ses premiers films notamment «Le coup du sirocco» 1979 et «Le grand carnaval» 1983 et «Là-bas... mon pays» 2000, qui dégagent une certaine nostalgie du passé colonial. Cela s'explique par le départ obligé de ses parents en cette année 1961 où la guerre de libération faisait rage.

Cependant, Alexandre Arcady ne nous montre pas les faits de la vision d'un Français exilé dans ses souvenirs, mais celle d'un romancier algérien célèbre, Yasmina Khadra, qui a publié son roman en 2006, c'est la raison pour laquelle le film devient intéressant pour le spectateur algérien. C'est avec une délicatesse romantique qu'Arcady sauve son film du stéréotype du film colonial des années d'avant-guerre en nous présentant un drame romantique, une histoire d'amour entre un certain Jonas qui fréquente et s'amuse avec des jeunes pieds-noirs. Le film situe son appartenance française en dépit du contexte spatial algérien qui est ici Oran et ses vastes prairies.

La thématique du film ne s'éloigne guère des films coloniaux tournés avant le déclenchement de la guerre d'Algérie. Effectivement, tous ces films français ont voulu démontrer que toute tentative affective avec l'indigène arabe était vaine, et cela depuis «L'Atlantide» de Jacques Feyder (1921) jusqu'à «Sidi Belabbès» de Jean Alden Delos (1953). En effet, les relations entre Musulmans et Français étaient abordées avec méfiance, et tous ces films concluaient à l'impossibilité de vivre ensemble intimement à causes des différences de culture et de religion.

Dans le film d'Alexandre Arcady c'est la même histoire qui se répète, mais cette fois, c'est la guerre qui est la cause de la rupture entre Jonas (ou Younès) et Emilie. Mais, cette relation n'était possible qu'après l'assimilation du jeune Algérien due à son nouveau style de vie. Une vie aisée avec son oncle pharmacien, le mari de la Française, qui côtoie une société civilisée. Et de ce fait, on peut dire que Younès représente une forme d'intellectuel algérien privilégié. Ses répliques et ses silences tout au long du film montrent ses inquiétudes et ses pensées sur l'univers qui l'entoure et ses paradoxes au point de ne pas prendre de position claire de cette guerre qui perturbe les esprits. Une guerre contre l'opresseur français, et ce sont ces colons qu'il fréquente qui représentent cet ennemi. C'est du moins ce que décrit le film. Ces inquiétudes demeurent apparentes tout le long du film, malgré les scènes émouvantes d'une histoire d'amour incomplète qui finit par le départ dramatique d'Emilie. Et de tous les colons amis de Jonas.

Dans le film comme dans le roman, Yas-

mina Khadra nous donne une description minutieuse d'une certaine intelligentsia algérienne des années 30 et 50 et de sa prise de position envers ce qui se passe en cette période de conflit et de guerre, une position ambiguë que cache une histoire d'amour impossible même en temps de paix.

Ce thème a été abordé par un autre romancier algérien Mouloud Mammeri dans son roman «L'opium et le bâton» 1965 qui a été adapté au grand écran et réécrit par le cinéaste Ahmed Rachedi en 1970. Mais l'adaptation a été partielle et le scénariste a voulu mettre en scène la bravoure des moujahidines en évitant un sujet à polémique. Et, avec la facilité qu'offre la narration romanesque, le romancier traite le sujet en toute liberté. C'est que le personnage principal, le docteur Lazrag, refuse catégoriquement de s'impliquer dans le conflit entre Algériens et Français à cause de son statut social en tant que médecin habitant le quartier européen de la capitale et vivant avec son amie française. Et quand on lui demande de soigner des blessés il refuse carrément, et c'est seulement par crainte d'une dénonciation à l'armée française qu'il décide de rejoindre son petit village Thala et après, les maquis.

Mouloud Mammeri suit dans son roman le raisonnement intérieur de son personnage influé par son statut social et son aisance financière, mais n'oublie pas la description de ceux qui vivaient à Thala ou au maquis, dans la pauvreté et la misère.

Et pour le roman de Yasmina Khadra le titre même nous impressionne «Ce que le jour doit à la nuit» et c'est pour ça qu'on va essayer de le déchiffrer à partir d'un autre film, le premier long-métrage algérien «La nuit a peur du soleil», de Mustapha Badie (1965) qui dénonce le colonialisme explicitement et démontre que la nuit c'est le colonialisme et que le soleil c'est l'indépendance et la liberté. En appliquant cette vision simpliste au film d'Alexandre Arcady nous aurons une interprétation similaire. C'est ainsi que le sens devient ambigu et on s'interroge vraiment : qu'est ce que le jour doit à la nuit ?

Le film ne nous donne aucune réponse. Au contraire, la fin est tragique. Des scènes où les Algériens incendient les fermes des colons, et pieds-noirs membres de l'OAS tirent sur les Algériens dans les rues et les cafés et brûlent les bars qui leurs appartenaient. C'était la politique de la terre brûlée.

Ces Français voulaient, comme le montre le film, détruire tout ce qu'ils ont bâti depuis plus d'un siècle en guise de représailles contre cet ennemi qui n'est autre que l'indigène Algérien et les scènes les plus réussies sont celles de la fête de l'indépendance et la tolérance envers celui qui était naguère ennemi, alors que son départ est volontaire et est un choix personnel.

Mais la question à la fin du film reste sans réponse : que doit le jour à la nuit ?

*Centre universitaire de Naâma

médiatic

LIVRES

Par Belkacem AHCENE-Djaballah



Elle ne voulait rien dire, rien écrire sur son engagement dans la guerre de libération armée et ses actions au sein de la fameuse Zaa. Durant de longues années, sans doute déçue par les «jeux» politiques post-indépendance, certainement pour oublier le cauchemar vécu alors en pleine jeunesse, et les épreuves traversées, et pour ne plus penser qu'intimement à ses ami(e)s perdus à jamais, elle avait préféré se retirer de la vie politique en se consacrant à sa famille et à la défense, en tant qu'avocate, des citoyens. Puis, petit à petit, elle «revient à la vie», confortée en cela par l'émergence ou l'existence d'autres «femmes de libération», et par une conjoncture politique nouvelle, correspondant parfaitement à son caractère et à son expérience ; la libération du paysage politique après Octobre 88 et le retour de la liberté d'expression longtemps écrasée.

Mais, il lui fallait bien plus pour «passer à confesse» et écrire ses mémoires... qui, pour un résistant de guerre (pas pour les tortionnaires), sont toujours un accouchement douloureux. Un événement ! Un jour, il n'y pas très longtemps, au cours d'un débat public à Marseille, 50 ans après la fin de l'occupation du pays par la puissance étrangère qu'était la France, elle découvrit «abasourdies» (un terme qui étonne ! Mais il est vrai qu'elle avait rarement, sinon jamais, assisté à de telles rencontres outre-mer) «que la guerre dont nous étions censés célébrer le cinquantenaire de la fin n'avait jamais cessé de l'autre côté de la Méditerranée». Le déclic. Ajoutez-y des amis qui vous encouragent du début à la fin.

Ça, c'est l'avant-propos ! La suite : Mon Dieu ! Quelles histoires. Quelle Histoire. Pour les moins de la soixantaine, la Révolution avec sa lutte armée urbaine telle qu'ils ne l'ont jamais imaginée. Des récits de vie décrits avec minutie. Des héros (on les connaît, car jusqu'ici, ils ont eu la part belle dans l'histoire de la Révolution : Yacef, Ali La Pointe, Larbi Ben M'hidi, Fethal, Petit Omar, Taleb Abderrahmane, Oussedik Boualem, Habib Reda, Ramel, Debbih Chérif, Louni Arezki, Rachid Kouache, Abdelghani Marsali...), mais aussi et surtout des héroïnes. Jeunes, très jeunes même, instruites (ou non, l'essentiel étant l'éducation et la culture), issues de milieux aisés (presque petite bourgeoisie), résolument engagées, courageuses jusqu'à l'inconscience : Hassiba Benbouali, Djamilia Bouhired, Djamilia Bouazza, Samia Lakhdari (celle-ci, un véritable «exemple» d'engagement et de courage... avec sa maman qu'il faut imaginer assise à la Cafet', en tailleur de «gaouriate», elle, l'épouse d'un notable quelque peu conservateur, attendant sa fille qui doit déposer la bombe. Un film, à elles deux !), Danièle Mine, Drif Zohra, Gueddroudj Jacqueline, Peschard Raymond...et toutes les autres, toujours là, toujours prêtes : la maman de Samia Lakhdari, Khalti Zohra, Belhaffaf Lalla, Khalti Baya, Khalti Zaghla, Drif Leila, Khalti Fettouma, Bouhamidi...les femmes artistes comme Fadila Dziria, Farida, Fatiha Hattali...

Des actions. Des portraits. Des situations. On apprend plus qu'il n'en faut sur l'état de la société de l'époque et l'état de ses combattants, hommes et

Zohra... et bien d'autres : Belles et rebelles

femmes. On comprend mieux les ressorts des engagements révolutionnaires... des peurs, des «faiblesses», des lâchetés et, hélas, des trahisons.

Avis : Un véritable ouvrage de psychosociologie politique, mais aussi d'histoire... véritable «concurrent» des livres et du film sur «La Bataille d'Alger»

A noter l'humilité de notre auteur qui, en présentant les autres, se place toujours en retrait.

Domage qu'il y ait beaucoup de digressions... qui auraient pu faire l'objet d'un ouvrage à part. Encore qu'il eût fallu les faire afin de «mettre les points sur les i»

Madame, merci ! Car, si vous avez permis à beaucoup d'entre-nous de se remémorer certaines atmosphères (heureuses ou dramatiques et tragiques) du passé, votre «confession» sera le livre de chevet de nos enfants et de nos petits-enfants, etc ...

Extraits : «L'Histoire ne leur (les jeunes d'aujourd'hui) est enseignée ou présentée que sous une forme abstraite, dogmatique, stéréotypée, bref rebutante. Je voudrais leur raconter, non pas l'Histoire, mais des histoires vécues, dans l'espoir de donner à rêver et à réfléchir...» (p 14), «(A propos de Camus). Pour lui, des réformes du système suffisent alors que pour nous, la solution réside dans la mort de ce système dont il fait partie» (p 114)



De toutes nos Djamilate guerrières, c'est peut-être celle qui a connu le plus de «couverture médiatique». Il est vrai que l'action projetée (un attentat à la bombe ; un obus piégé qui, découvert, fut désamorcé) devait se dérouler en plein centre d'Alger, au cœur de la cité européenne d'alors, à la Brasserie des Facultés, rue Michelet (aujourd'hui Didouche-Mourad), juste en face de l'entrée de l'Université centrale, le 27 septembre 1959. Il est vrai, aussi, qu'après avoir arrêté, en septembre 1957, Yacef Saadi et Zohra Drif puis assassiné, le 10 octobre 1957, Ali la Pointe et Hassiba Benbouali entre autres, l'Armée d'occupation avait cru en avoir fini avec la résistance algéroise.

Il est vrai, aussi, que la lutte de libération nationale commençait à recueillir des échos de plus en plus favorables à l'étranger et même en France, tout particulièrement, surtout lorsque l'opinion publique internationale avait su que la torture, cette gangrène, était érigée en règle générale dans leur quête d'informations sécuritaires, par les militaires français contre les prisonniers et les citoyens algériens, contre tout ce qui leur tombait sous la main : hommes, femmes, enfants, jeunes, vieillards, sportifs, grabataires, combattants, soutiens...

Engagée en politique à 15 ans, à partir de 17 ans, Djamilia Boupacha avait déjà rejoint la lutte armée (vers avril-mai 1955). Agent de liaison, accompagnatrice de maquisards en civil entre Alger, Oued Romane et Blida, aide-soignante (formée par Nafissa Laliem), par la suite recrutée à l'hôpital de Beni-Messous, donc grosse pourvoyeuse de médicaments...

Arrêtée dans la nuit du 10 au 11 février 1960, dans la maison familiale à Dely Ibrahim, torturée (comme ses parents d'ailleurs), «elle ira jusqu'au bout de la souffrance humaine»...et ce, jusqu'à fin mars 1960, lorsque l'avocate Gisèle Halimi du barreau de Paris s'empare de l'affaire faisant face à une grande hostilité

(surtout des militaires, des magistrats du tribunal militaire et du monde judiciaire pied-noir). La suite est une autre histoire menée surtout par l'avocate, avec l'aide d'intellectuels, juristes et universitaires de renom dont Simone de Beauvoir, Louis Aragon, Geneviève de Gaulle, Germaine Tillion, Elsa Triolet...La célèbre compagne de J-P Sartre, lui-même engagé, présida un comité «Pour Djamilia Boupacha» et publia une «tribune» retentissante en raison des révélations sur «les crimes commis au nom du pays», la France (effet «immédiat et mondial») dans le quotidien Le Monde, le 3 juin 1960.

Djamila sera immortalisée par Pablo Picasso dans un portrait signé le 8 décembre 1961. Une façon pour ce peintre de génie (qui avait signé Guernica) de montrer sa compréhension et de démontrer sa solidarité à la combattante mais aussi indirectement son soutien à la cause algérienne. A toutes les «Djamilate» du pays.

Qu'elles étaient courageuses ! Qu'elles étaient fortes ! Qu'elles étaient belles !

Avis Ouvrage faisant partie d'une collection «Ecoliers d'Algérie» lancée en 1998. Louable initiative pour faire connaître notre histoire et nos héros. Malheureusement, il est émaillé de trop de «coquilles» et, surtout, il va au-delà du descriptif pour se lancer, parfois, dans des jugements sinon subjectifs du moins très tranchants, n'ayant pas leur place dans un tel ouvrage destiné... à des enfants.

Extrait : «Il n'a jamais été possible de séparer les problèmes de l'Algérie indépendante des idéaux de la Révolution qui se résument dans la démocratie et la justice sociale pour tous» (p 57)

KALÉIDOSCOPE. Mémoire de guerre. Un recueil de nouvelles par Zoubeida Mameria. Editions El Kalima, Alger 2013. 204 pages, 500 dinars

Comme l'écrit le préfacier, Amar Belk Chodja, l'auteur nous invite à une «balade littéraire» à travers des récits de vie pour la totalité liés à la lutte de libération nationale et à bien des «souvenirs» avec, en «ouverture», le fameux poème d'Arthur Rimbaud, intitulé «Jugurtha» où il dénonçait la colonisation et faisait l'éloge de la révolte.

Juste après, la femme est au centre de l'épopée : Badji Mokhtar, membre du groupe historique des «22» a été le deuxième chahid de la Révolution (18 novembre 54), après Benabdelmalek Ramdane (8 novembre 54) ...mais, une belle jeune fille, alors âgée de 18 ans, était aussi tombée au champ d'honneur, à Mdjez Sfaa, dans la ferme des Chaïb. Elle avait appris à manipuler les armes. Ce fut «Dzair Chaïb, première femme martyre de la guerre de libération de l'Algérie». D'autres héroïnes suivront l'exemple. Nacera, Touraya, Zohra, Houria...

Fin de parcours : l'Indépendance...et «Sandok Ettadhamoun» (fonds de solidarité), avec les femmes qui sacrifièrent, contre un «reçu», leurs bijoux... dont certains se retrouvèrent autour des cous et des poignets de femmes, de filles ou de concubines des nouveaux décideurs.

Avis Des histoires certainement vraies. Maîtrise parfaite de la langue et de son utilisation : prose, poésie, notes historiques explicatives... On aurait aimé savoir bien plus sur l'auteure... Une enseignante de français à la retraite qui en a vu de toutes les couleurs durant son enfance et sa jeunesse ?

Une couverture de toute beauté, avec une illustration de Djaoudat Guessouma. Livre bien fait, mais manque un sommaire !

Extraits : «La meilleure façon de s'alléger de ce poids (la peur du passé si lourd à porter), c'est d'en parler avec honnêteté» (Préface, p9), «En 1954, il y avait ceux qui ne connaissaient pas encore ce que l'avenir leur réservait, il y avait aussi ceux qui, très tôt, avaient cru. «Ils» avaient décidé ce que nous voulions tous : s'unir pour chasser les colons de notre pays et rétablir la justice. Ceux-là étaient peu nombreux, mais très déterminés» (p 25), «Le souvenir fonde des lieux d'identité» (p 179)

Jetées en prison pour une simple dette



«J'ai pu rembourser un emprunt que j'avais contracté pour une somme de 16 000 L.E. et que je devais rembourser sous forme de traites. J'ai été condamnée à 22 ans de prison». Le cas d'Asmaa, 35 ans, originaire de Malawi, n'est pas rare, bien que relativement inconnu du grand public.

Comme beaucoup de femmes, Asmaa, faisant partie de cette population pauvre, qui s'est endettée pour faire face aux besoins de la vie quotidienne, n'a pu rembourser et a été jetée en prison. L'ex-époux d'Asmaa travaillait dans une station-service et touchait un salaire médiocre. Mère de trois filles en bas âge, peu qualifiée, Asmaa a voulu se lancer dans le commerce. Sans formation, elle a commis des erreurs. Elle a acheté un stock de vêtements à crédit et a voulu le revendre. Mais certains clients ne l'ont jamais payée et elle s'est retrouvée dans l'impossibilité de rembourser sa dette initiale.

«C'est comme un cauchemar, raconte-t-elle, choquée. Je pensais que ce travail allait me permettre de nourrir mes trois filles, mais maintenant que je suis en prison, j'ai peur qu'elles ne meurent de faim et ne manquent de soins». Pis, son mari a décidé de divorcer un an après son incarcération sous prétexte qu'elle était emprisonnée avec des assassins et des voleurs. Ce n'est qu'après trois ans de prison que l'Association de protection des enfants des prisonnières lui a porté secours.

«Ils ont réglé ma dette et j'ai pu enfin retrouver mes enfants», confie Asmaa, qui a quitté pour toujours sa ville natale en Haute-Egypte et vit aujourd'hui dans la banlieue de Kerdassa, près de Guiza. Aujourd'hui, la vie de cette jeune maman a changé.

L'association lui a permis de monter un microprojet de vente de pâtisseries à domicile et lui apporte une aide financière mensuelle lui permettant de subvenir aux besoins de sa famille.

En raison de l'ampleur du problème — les femmes incarcérées pour défaut de remboursement de dette, il existe aujourd'hui de nombreuses associations spécialisées dans la prise en charge des mamans en détention.

Le phénomène des gharemines n'est pas nouveau, mais grâce à la solidarité sociale, ces cas passaient autrefois inaperçus. Or, ces dernières années, la crise économique a remis en cause l'aide apportée aux plus pauvres par ceux qui ont davantage de moyens financiers.

«La plupart des femmes que nous avons aidées ont acheté des marchandises à crédit et ont signé des traites pour rembourser leur dette, avec bien entendu un taux d'intérêt. Incapables de rembourser, elles ont été condamnées à une peine de prison», explique Nawal Moustapha, journaliste et présidente de l'Association de la protection des enfants des prisonnières.

L'association créée par Nawal

Elles s'endettent pour subvenir aux besoins de leur famille puis, incapables de rembourser, elles se retrouvent en prison. Ce sont les gharemines. Ce fléau de l'endettement frappe un nombre croissant de femmes, des associations tentent de le combattre, avec de faibles moyens.



Moustapha est la première à s'être intéressée au problème des gharemines. «Mon association, qui a 20 ans, a été fondée au départ pour prendre soin des enfants de moins de 2 ans qui vivent en prison avec leur maman, se rappelle Moustapha. Mais un jour, nous avons rencontré Omaïma, une détenue, et son histoire nous a poussés à prendre en charge aussi les femmes et à contribuer à leur réinsertion».

Incarcérée parce qu'elle s'était portée garante d'un chèque de 8 500 L.E. signé par son père, elle s'est retrouvée en prison parce que celui-ci n'a pu payer la somme avant son décès et qu'elle non plus n'a pu s'en acquitter après sa disparition. «Ce drame m'a poussée à enquêter sur la possibilité de faire sortir de prison ces femmes une fois leur dette remboursée, poursuit la journaliste. Du point de vue juridique, j'ai découvert que c'était possible». En 2007, Omaïma a été la première à être libérée. Elle est sortie de prison au bout de 6 mois grâce à l'association qui s'est chargée de rembourser sa dette.

L'AIDE AUX ENDETTÉS, UN DEVOIR RELIGIEUX

Outre leur détresse financière, les gharemines sont aussi victimes des fondements de la loi égyptienne, qui aboutit à l'imposition de peines disproportionnées en regard de la faute commise. Si à l'origine le non-remboursement d'une dette n'est puni que de 3 à 5 ans de prison, chaque chèque en blanc peut néanmoins donner lieu à un procès distinct, dont les peines seront cumulables. Les gharemines peuvent ainsi se retrouver avec 10 ou 20 années de prison pour une simple dette.

Pauvres, les femmes concernées n'ont en général pas les moyens de s'offrir un avocat, ignorent la loi et son fonctionnement, et sont incapables

de se défendre correctement. A leur naufrage financier s'ajoute donc une catastrophe judiciaire. D'après Nawal Moustapha, les gharemines ne devraient pas être pénalement traitées comme les hommes d'affaires qui ont des dettes évaluées à des millions de L.E., car ils ont du mal à nourrir leurs familles.

En outre, les gharemines sont citées dans le Coran, plus précisément dans la sourate Al-Tawba (l'immunité), verset 60, qui énumère les possibles bénéficiaires de la zakat : «Les aumônes sont destinées : aux pauvres et aux nécessiteux ; à ceux qui sont chargés de les recueillir et de les répartir ; à ceux dont les coeurs sont à rallier ; au rachat des captifs ; à ceux qui sont chargés de dettes ; à la lutte dans le chemin de Dieu et au voyageur. Tel est l'ordre de Dieu. Dieu sait et il est juste !». Mariam Hanafi, 29 ans, correspond exactement à ce cas de personnes chargées de dettes. Victime de sa pauvreté, elle l'est aussi de son ignorance et de la cupidité de ceux qui l'ont exploitée.

Cette habitante du quartier populaire de Boulaq Al-Dakroul a voulu un peu de confort pour ses enfants et s'est endettée pour leur acheter une chambre à coucher. Elle a signé des traites pour un montant de 40 000 L.E., alors que le prix initial de la chambre ne dépassait pas les 10 000 L.E. «Je ne possède rien de précieux à part mes enfants, avoue simplement la jeune femme. J'ai voulu acheter cette chambre pour qu'ils puissent dormir à l'aise». Mariam Hanafi confie n'avoir remboursé que 5 000 L.E. Incapable de payer le reste, elle s'est retrouvée en prison. Elle n'a pu ni conserver la chambre, ni même la revendre au prix d'achat. Prise à la gorge, elle l'a bradée à un prix dérisoire. Elle a été condamnée à 3 ans de prison, mais a été libérée après 6 mois de déten-

tion, là aussi grâce aux efforts de l'Association de protection des enfants des prisonnières.

D'après les activistes oeuvrant dans ce domaine, la plupart des gharemines sont des femmes. Selon les Nations-Unies, le taux de femmes qui soutiennent seules leurs familles atteint les 35 % en Egypte. Un chiffre très élevé qui justifie, selon les associations, que l'on considère le cas de ces femmes comme prioritaire. «La pauvreté est déjà une injustice sociale. Alors pourquoi augmenter leur fardeau en les jetant en prison ?», s'indigne Nawal Moustapha. Au fil des ans, le rôle de ces associations s'est étendu au-delà de la libération des femmes endettées : elles leur fournissent également une aide financière mensuelle ou leur proposent des petits projets. «Nous essayons de sensibiliser les gens à ce problème, explique Rim, une militante. Nous tentons de les convaincre de verser leur zakat pour les gharemines et leur expliquons qu'en libérant une maman, ils sauvent la vie de toute une famille».

Si la plupart des fonds des associations proviennent des dons, ceux-ci, souvent, ne sont pas suffisants pour combler les besoins. «Nos moyens ne nous permettent pas de rembourser des dettes qui dépassent les 10 000 L.E., explique Mohsen Mahgoub, membre du conseil d'administration de l'Association Misr Al-Kheir, qui intervient auprès des gharemines. Nous classons donc les cas d'après les besoins et donnons la priorité aux familles dont le père est absent». Avec la croissance récente de l'endettement populaire, il reste beaucoup à faire pour résoudre le problème.

UNE PROCÉDURE STRICTE ET CIBLÉE

La fondation Misr Al-Kheir applique une procédure stricte pour obtenir la libération des ghare-

mines. Elle rassemble d'abord des informations auprès de la personne concernée elle-même, puis mène une enquête pour s'assurer des raisons de l'emprunt.

Puis un enquêteur social effectue une visite au domicile de la prisonnière pour s'assurer qu'elle avait effectivement du mal à subvenir aux besoins de sa famille. «Il est important de s'informer aussi auprès des voisins, afin de s'assurer de la bonne réputation de la prisonnière et du fait que c'est vraiment la pauvreté qui l'a poussée à faire cet emprunt», explique Emad Abdallah, conseiller juridique auprès de la fondation de Misr Al-Kheir. La fondation conduit aussi une enquête judiciaire pour vérifier que la prisonnière n'est pas jugée pour d'autres motifs. Ces formalités effectuées, l'étape suivante consiste à négocier avec le créancier pour fixer le montant que l'association devra payer pour faire libérer la détenue. Avec ces vérifications minutieuses, la fondation fait preuve d'un sérieux louable, mais qu'en est-il des enfants dont les mères se sont endettées pour des motifs jugés moins justifiés ? Faut-il les laisser se débrouiller seuls en raison de la légèreté de leur mère ?

UN DÉBUT DE PRISE DE CONSCIENCE

L'Etat a commencé à se pencher sur le problème des gharemines, estimant que les ONG ne peuvent à elles seules assumer leur charge. Différentes initiatives ont donc été prises pour tenter de libérer les femmes endettées, dont le nombre est croissant. Le ministère de la Jeunesse et du Sport a décidé, à l'occasion de la fête du grand Baïram, de rembourser les dettes des gharemines incarcérées, âgées de moins de 35 ans. De son côté, l'armée veut mettre en oeuvre la même idée, celle de prendre en charge ces femmes jetées en prison parce qu'elles ne peuvent rembourser leurs dettes.

En 2012, Hanan Aboul-Gheit, députée du parti néo-Wafd au Parlement aujourd'hui dissous, a présenté un projet de loi permettant la libération des gharemines, une fois leurs dettes remboursées. Selon elle, jeter en prison des femmes démunies est un gâchis social inadmissible après une révolution dont le slogan était «Pain, liberté et justice sociale». Ce projet de loi entendait soutenir les pauvres - hommes et femmes - «en remboursant leurs dettes, afin de réaliser l'un des principes de la révolution», explique l'ex-députée.

Enfin, la fondation Misr Al-Kheir a proclamé le 6 juillet Journée nationale des gharemines, pour sensibiliser la société au phénomène. Selon Misr Al-Kheir, 15 000 personnes ont été libérées ces 3 dernières années grâce à l'action des associations. «Consacrer une journée aux gharemines a également pour objectif de montrer à quel point on peut se trouver en difficulté en achetant à crédit si l'on n'est pas sûr de pouvoir rembourser», ajoute Mohsen Mahgoub, membre du conseil d'administration de Misr Al-Kheir.

Plus d'un tiers des 18-34 ans veulent quitter la France



Selon un sondage OpinionWay, un grand nombre d'étudiants et de jeunes professionnels songent à s'expatrier. Définitivement, pour certains.

"Génération quoi ?" interroge l'enquête de France 2 consacrée aux 18-34. "Génération expat", sont visiblement prêts à répondre un tiers des jeunes Français, d'après un sondage OpinionWay pour Le Figaro Étudiant et France TV. À la question "Dans les 5 à 10 ans à venir, avez-vous l'intention de vous installer à l'étranger ?", 34 % disent "oui". On pourrait l'interpréter comme une simple passade, un séjour du type Erasmus planifié par des étudiants enthousiastes à l'idée de découvrir le monde. Mais non. Parmi ceux qui ont l'intention de s'expatrier, 41 % songent à le faire "définitivement" et la majorité sont des professionnels de 30 à 34 ans.

Un départ de France visiblement motivé par la démotivation. En effet, deux tiers des sondés (67 %) pensent que "la société de demain" ne leur permettra pas de "réaliser (leurs) rêves". Et 14 % sont pessimistes au

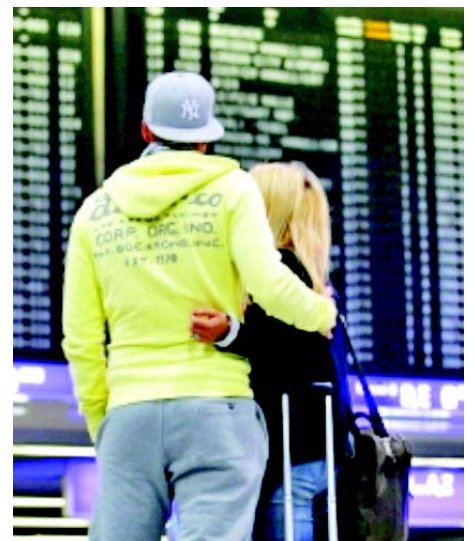
point de répondre "non pas du tout" à la question. Là encore, la plupart sont de jeunes actifs qui considèrent que leur vie professionnelle occupera une place aussi, sinon plus, importante dans leur vie que dans celle de leurs parents, autrement dit que la dose de travail ne sera pas réduite.

PAS DE VOLONTÉ DE CHANGER LES CHOSSES

Cette étude confirme celle effectuée par Via-voice pour W&Cie en début d'année, qui indiquait que la moitié des jeunes étudiants et professionnels désiraient, si possible, vivre ailleurs et que 66 % d'entre eux jugeaient la France en déclin. "Ces résultats illustrent des sentiments mêlés de ras-le-bol, de lassitude ou de curiosité, expliquait alors Denis Gancel, P-DG de W&Cie (une filiale du groupe Havas). Dans un contexte aussi morose, la

solution est donc claire : partir. Un désir qui ne se cantonne pas à la déclaration d'intention, mais se traduit dans les faits, à en juger par les rapports de la Conférence des grandes écoles. Ceux-ci attestent en effet qu'un quart des jeunes diplômés obtiennent leur premier poste à l'international. Dans le cas de l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP), le chiffre atteint même 40 % !

Autre élément instructif, le sondage d'OpinionWay montre que les jeunes ont beau être déçus quant à l'avenir de leur pays, ils n'ont pas pour autant l'intention de s'engager pour changer les choses. Et surtout pas en politique ! 80 % des 18-34 ans répondent ainsi par la négative à l'idée d'intégrer un mouvement politique ou un syndicat. Même l'engagement associatif ne trouve pas grâce à leurs yeux puisque près de 60 % d'entre eux n'en veulent pas non plus. De quoi désespérer ceux qui restent en France...



Divorce au Maroc : les demandes sont de plus en plus formulées par les épouses

56 198 cas de divorce ont été enregistrés en 2011. Sur 64 729 demandes de divorce judiciaire, la même année, 38 435 étaient formulées par les épouses. Beaucoup d'épouses demandent le divorce pour défaut d'entretien, pour violence subie, pour manque de communication ou pour insatisfaction sexuelle.

LA VIE ÉCO

Après cinq ans de mariage émaillés de scènes souvent orageuses, Siham F., 35 ans, demande le divorce. Déterminée, elle l'obtient, le nouveau code de la famille lui accorde ce droit au même titre que le mari, via la procédure de divorce pour discorde (talaq chi-qaq). Elle n'a réclamé ni don de consolation, sorte d'indemnité compensatrice (appelée mout'â) ni pension alimentaire couvrant la période de viduité (idda), deux droits pourtant accordés par le code de la famille à la femme en cas de divorce. «Je n'en avais pas besoin, je travaille et gagne ma vie confortablement, et je n'ai pas besoin de l'argent de mon ex-mari pour vivre mieux que lorsque j'étais mariée. Et je suis indépendante, en plus, de toute tutelle. Les hommes, tout aisés et cultivés qu'ils soient, restent foncièrement conservateurs dans leur esprit, je préfère rester seule que d'être sous le joug d'un mari dominateur», tranche sévèrement Siham.

De quoi se plaint-elle au fait ? De beaucoup de choses, dit-elle, de cette propension qu'avait son mari de vouloir lui soutirer une bonne partie de son salaire, de cette façon qu'il avait de l'interroger, comme si elle était une mineure, chaque fois qu'elle rentrait un peu tard à la maison. «Je ne supportais plus ses interrogatoires, et ses insinuations, ou on a confiance en son conjoint ou on ne l'a pas. Dans ce dernier cas il vaut mieux se séparer», confie-t-elle. Une décision mûrement réfléchie, «dictée par une aspiration à une vie libre et sans contraintes maritales», ajoute-t-elle. Siham opte donc pour un divorce à l'amiable, pour discorde (chiqaq) permis par le nouveau code de la famille (entré en vigueur en 2004), accepté par les deux conjoints, sans ces scènes orageuses auxquelles les tribunaux sont habitués. Siham entame son expérience de femme divorcée, non sans appréhension, dans une société qui reste encore culturellement réfractaire à cette indépendance voulue

et assumée par la femme. Ce cas n'est plus rare. Sanae D., 28 ans, employée dans une société d'assurance à Rabat, a vécu la même expérience. Elle demande le divorce après trois ans de mariage avec un cadre exerçant dans la même boîte qu'elle. Sauf que cette expérience s'est déroulée dans la douleur, à cause d'abord de leur enfant de deux ans, la vraie victime de cette séparation, et à cause ensuite d'un mari qui refusait le divorce. Elle recourt alors, pour l'obtenir, à la procédure du divorce par compensation (khôlâ), autrement dit elle achète la séparation en échange d'une contrepartie : ça sera son renoncement à la dot qu'elle n'a pas touchée (20 000 DH) au moment de la conclusion de l'acte de mariage, elle cède en plus à son mari tous les meubles acquis en commun durant la période de mariage. Cupide, le mari finit par accepter. «Je ne voulais plus de lui, il abusait de l'alcool et me battait, le pire est que je n'en profitais pas sexuellement, c'est un égoïste qui ne pense qu'à lui. Remarque, il a accepté la contrepartie dès que je le lui ai proposée...», ajoute-t-elle, ulcérée. Après l'obtention du divorce, elle déménage, avec son enfant dont elle a la garde, pour vivre chez sa sœur mariée, en attendant des jours meilleurs.

LES FEMMES REVENDIQUENT DE PLUS EN PLUS LEUR PART DU PLAISIR SEXUEL

Les coutumes changent, en dépit des apparences. Des milliers de femmes, toutes catégories sociales confondues, osent de nos jours franchir le pas, et demandent la séparation, pour une raison ou pour une autre. Et cette raison, clairement affirmée devant le juge, pourrait être même une insatisfaction sexuelle, ce qui était impensable il y a quelques années. Les femmes revendiquent de plus en plus leur part du plaisir sexuel. «La femme n'est plus cet objet sexuel qu'on voulait qu'elle soit, désormais il y a mondialisation des symptômes. L'insatisfaction sexuelle est source de conflits, voire de séparation», con-

firme Aboubakr Harakat, sexologue et psychothérapeute.

Problème de sexe, d'argent, de communication, de violence physique et verbale, beaucoup de femmes ne les supportent plus. Mais il y a aussi un mal qui ronge encore plus la stabilité du mariage : l'ingérence de la famille dans la vie du couple. Cette dernière «n'existe pas au Maroc», indique Jamal Khalil, sociologue. Souvent, ajoute-t-il, «il y a les enfants, les frères et les sœurs, les beaux-parents qui sont présents dans la vie du couple. Souvent on se marie pour des questions de famille, d'intérêts, de proximité dans le quartier, dans le travail... Or, on n'a pas toujours la même conception du mariage, ce n'est qu'à la lumière de l'expérimentation qu'on se retrouve face aux conflits». Et de plus en plus de femmes ne supportent plus de continuer à subir cela, et certaines vont jusqu'à demander le divorce. Les statistiques du ministère de la justice et des libertés sont là pour le prouver.

En 2011, on a comptabilisé 56 198 cas de divorce contre 56 016 en 2010, et 55 255 en 2009. Pour les seuls cas de divorces judiciaires (voir tableaux), que ce soit pour discorde ou d'autres raisons (préjudice, défaut d'entretien, absence de l'époux...), les tribunaux ont enregistré 64 729 demandes, dont 38 435 étaient formulées par des épouses (36 490 sur 60 566 demandes en 2010). Ces chiffres reflètent-ils la réalité ? Peut-on dire qu'ils sont élevés ? En tout cas, les tribunaux ont traité, en 2011, 95 183 cas de divorces judiciaires, tous n'ont pas été jugés.

Pour Khadija Rouggany, avocate au barreau de Casablanca, spécialiste des affaires familiales, il serait difficile de juger si ce nombre de divorces recensés par le ministère de la justice est élevé ou non. On ne

pourra juger que sur la base d'études scientifiques et comparatives avec le nombre de la population totale, et avec d'autres pays qui nous sont proches. «Je dirais, affirme-t-elle, que par rapport à d'autres pays arabes, du Golfe arabe notamment, le Maroc s'en sort pas mal. Dans nombre de ces pays, pour un oui ou pour un non, on dissout le lien du mariage. Au Maroc, avec le nouveau code de la famille, même si ce dernier accorde le droit à la femme de demander le divorce autant qu'à l'homme, elle n'en abuse pas. C'est comme la liberté d'expression, quand on l'a, on ne peut en abuser, il y a des limites. Et donc on ne peut pas dire, a priori, si ce nombre est élevé ou s'il ne l'est pas».

DE PLUS EN PLUS D'ÉPOUX FUIENT LEURS RESPONSABILITÉS

Pour quelles raisons divorce-t-on aujourd'hui ? Ou plutôt pourquoi les femmes recourent de plus en plus au divorce ? La même avocate, qui a l'expérience des prétoires qui traitent des affaires familiales, estime que «la première cause est d'ordre culturel». Dans notre société, l'esprit de domination chez l'homme «est encore vivace». La femme devra, «de par les us et coutumes, toujours faire plaisir à la famille du mari, ce qui se transforme avec le temps en contrainte. On n'est plus dans cette société traditionnelle où l'on a le temps de recevoir et faire plaisir à tout moment à la belle fa-

mille. Cela dit, l'homme aura beau chercher une femme autonome, qui travaille, il ne la voudra jamais autonome, dans la pratique». La deuxième cause, ajoute-t-elle, est d'ordre socio-économique. A cause du chômage et de leurs revenus instables, les époux fuient de plus en plus leurs responsabilités. «L'on se marie, et au bout de quelques années, on se retrouve incapable de subvenir aux besoins de la femme et des enfants, d'où des demandes de divorce émanant d'épouses pour défaut d'entretien», constate un autre avocat habitué des conflits familiaux. Les tribunaux enregistrent, en effet, tous les jours «les cas de maris qui fuient leurs responsabilités, dans l'éducation des enfants, la pension alimentaire, ou désertent le foyer sans donner signe de vie...», ajoute Me Rouggany.

Une chose est sûre, qu'elle choisisse le divorce pour retrouver sa liberté et assumer sa vie comme elle l'entend, ou qu'elle le subisse, une femme divorcée est toujours condamnée par la société, et accusée comme étant responsable de ce qui lui est arrivé. «Le statut social d'une femme divorcée au Maroc n'est pas enviable. Le divorce, malgré quelques avantages qu'il procure à la femme, n'est pas toujours une délivrance, bien au contraire, cela peut être le début d'un calvaire», constate Hayat Bouffarrachen, présidente de l'Organisation marocaine de l'équité familiale (OMEF) et consultante en développement social.



Coutumes de mariage en Egypte

Le Progrès Égyptien

Cependant, la conjoncture économique actuelle du pays fait que les gens se marient à un âge plus avancé. Les futurs époux paient donc une partie de leur mariage. Selon la tradition, le jeune homme doit fournir en dotation un appartement et une partie des meubles qui le constitueront. En raison des conditions économiques défavorables, le mariage est en crise. C'est pour cette raison que certaines pratiques, comme le mariage Urfi, se sont développées mais ne font pas l'unanimité auprès des anciens. Un mariage Urfi est une union religieuse traditionnelle sans légitimation civile. Dans ce type d'engagement, le jeune marié ne se lie donc d'aucune façon au point de vue matériel. En fonction de la classe sociale des mariés, les cérémonies prennent plusieurs formes. Les mariages huppés se déroulent dans de grands hôtels de la capitale, les autres ont souvent lieu dans les cours des maisons et dans la rue. Un mariage se décompose en plusieurs étapes...

Tout d'abord, le prétendant offre un bracelet à la mariée en signe de fiançailles. Ensuite, un jour avant la fête du mariage, se déroule la cérémonie du henné. C'est l'occasion pour les femmes de la famille de se réunir et de préparer la future épouse à sa nuit de noces. Le jour J, un groupe de musique traditionnelle ou un DJ assure l'animation. Côté farfelu que l'on retrouve dans tous les mariages égyptiens, un caméraman suit pas à pas les jeunes mariés. Chaque moment sera immortalisé et mis en boîte à tout jamais.

Une fois la fête terminée c'est la nuit de noces proprement dite. Lors des cérémonies, il est très fréquent que les hommes et les femmes soient séparés. Il ne faut surtout pas y voir un rite religieux, bien au contraire. Une fois réunis, les hommes ne se privent pas de faire la fête.. Quant



En Egypte, le mariage représente un commerce juteux. Les familles sont prêtes à dépenser sans compter pour rendre ce jour inoubliable.

aux femmes de la famille et aux danseuses du ventre, elles se déchaînent au rythme de la musique lancinante. L'Egypte est un pays reconnu pour son hospitalité. Il n'est pas rare que les touristes soient invités à des mariages. Il suffit de se trouver dans un hôtel, ou de passer dans un village, lors d'une cérémonie. Seule ombre au tableau, les cérémonies sont souvent coûteuses et le sacrifice réalisé par les familles peut être démesuré quand on sait qu'un mariage sur trois se solde par un divorce et que 12,5% de ces divorces ont lieu la première année de cohabitation.

LES ALLIANCES

L'alliance nous vient de l'Égypte antique : les Égyptiens comparaient la forme circulaire infinie de l'anneau à l'amour. Par contre si l'alliance se porte à l'annulaire de la main gauche c'est aux Grecs (3ème siècle avant J.C) qu'on doit cette coutume : ils pensaient qu'une "veine de l'amour" reliait directement ce doigt au cœur.

LE VOILE

Le voile remonte à une époque très ancienne où le jeune homme allait kidnapper une jeune fille dans une tribu voisine afin de l'épouser, il lui jetait une étoffe pour arriver à ses fins. On dit aussi que le voile était utilisé lors de mariages arrangés afin de masquer au futur marié le visage de la jeune fille jusqu'à ce que le mariage soit prononcé, cette tradition permettait au jeune homme de donner son consentement sans aucun critère physique. De nos jours si le voile, presque toujours blanc, symbolise la pureté, il contribue également à entretenir le mystère jusque dans l'église.

LA MARIÉE SE TIENT À GAUCHE DU MARIÉ

Cette tradition ancienne permettait au marié de toujours garder sa main droite à portée de son épée, afin de repousser un éventuel prétendant, ou une personne hostile à ce mariage.

LA MARCHÉ NUPTIALE

L'origine de cette tradition remonte au mariage de la Princesse Victoria d'Angleterre avec le Prince Frédéric de Prusse : Parmi les 2 marches choisies par la Princesse Victoria pour la cérémonie de son mariage figurait la fameuse Marche Nuptiale de Mendelssohn. Depuis, cet air fait partie des traditions à l'occasion d'un mariage.

LE LANCER DE RIZ

Le lancer de riz est une coutume populaire qui remonte à l'antiquité, elle symbolisait la prospérité et la fertilité du couple. Aujourd'hui cette coutume perdure, mais le riz est bien souvent remplacé par des confettis ou des pétales de roses.

LE LANCER DU BOUQUET

Une vieille tradition veut que la mariée lance, dos à ses amies célibataires, son bouquet de mariée en l'air, selon la coutume, celle qui l'attrapera sera la prochaine à se marier dans l'année. Dans certaines régions (Provence notamment), il n'y a pas de lancer de bouquet, puisque celui-ci est déposé en offrande sur l'autel de la vierge.

LE KLAXON

Klaxonner est la manifestation moderne de l'allégresse des villageois au passage du cortège qui traversait les rues pour se rendre au lieu des noces que ce soit un hôtel par exemple ou la maison.

MARIAGE SUR 3 JOURS

Dans les villages de Haute-Egypte, le mariage le plus simple ne dure pas moins de trois jours. Quand les familles en ont les moyens, les festivités se déroulent sur une semaine entière. Cérémonie du henné, musiciens, danseuses, banquets pour les invités et les voisins, lecture du Coran, nuit de noces et congratulations, tout est très codifié.



« Where is the white ? » - Où est la blanche - peut-être cette phrase vous est-elle familière. Baragouinée dans un anglais approximatif, elle rythme le bonneteau ; célèbre jeu de hasard qui a pris ses quartiers au pied du Sacré-Cœur. Le principe est simple. Trois palets sont alignés sur une table. Sous l'un d'eux, une marque blanche est inscrite. Ce palet « gagnant » est ensuite mélangé aux restants. Trouvez-le, vous remporterez la mise.

Sur la butte Montmartre cependant, les règles ont été quelque peu modifiées. Pour corser l'affaire, les palets sont disposés par le « manipulateur », le meneur de jeu, sur un journal dont la rotation en inverse l'ordre. Malgré la difficulté, autour de la table de jeu, tous gagnent. En apparence tout du moins, car les deux à quatre joueurs présents, « les barons », depuis peu accompagnés de « baronnes » sont en réalité des appâts, censés allécher les touristes.

Bienvenue rue de Steinkerque, l'une des rues les plus touristiques de la capitale, et l'une des plus dangereuses, fréquentée annuellement par 12 millions de personnes. L'endroit n'est pas choisi au hasard. Situé à la sortie du métro Anvers, qui mène tout droit aux jardins de la basilique, l'itinéraire est l'un des plus empruntés par les touristes de passage dans le quartier d'Amélie Poulain. Au plus fort de la journée, près d'une dizaine de tables de jeux y sont installées clandestinement. Cinq joueurs en moyenne prennent part autour de chacune d'entre elles, soit une cinquantaine de joueurs au total, pour des milliers de touristes.

Autant de proies potentielles donc et un butin mensuel estimé à plusieurs milliers d'euros, malgré les nombreux dispositifs de surveillance mis en place - caméras, patrouilles, vététistes etc. Incroyable ? Regardez plutôt. La scène se passe quotidiennement sous les yeux des riverains et des commerçants excédés. Le matériel est basique, deux cartons posés l'un sur l'autre, un journal (les gratuits du métro), trois palets, quelques touristes et beaucoup d'agilité.

Arnaques au pied du Sacré-Cœur

C'est l'une des rues les plus touristiques de la capitale, et l'une des plus dangereuses. Chaque jour, des dizaines de joueurs de bonneteau, un célèbre jeu de hasard, y arnaquent les touristes de passage dans le quartier d'Amélie Poulain. «Un casino» à ciel ouvert qui rapporte gros, 25 000 euros par semaine pour dix tables de jeu installées (estimation basse).



Quatre complices feignent de jouer. Habillés comme les visiteurs qu'ils souhaitent arnaquer, de manière à mieux se fondre parmi eux, ils jouent leurs rôles en parfaits comédiens. Quand ils gagnent, ils s'applaudissent - voyez passants, laissez-vous prendre au jeu vous serez gagnants - quand ils perdent, vous applaudissez - le palet blanc n'étant plus que l'un des deux palets restés en lice, vous avez deux fois plus de chances de gagner. Avec une mise qui varie de 50 à 100 euros, la cagnotte grimpe vite.

Soudain, un joueur - en chemise verte - s'approche sans savoir qu'il a déjà perdu. L'homme sort alors un billet de 50 euros de son porte-monnaie, et parie sur l'un des palets. Sans surprise, il a perdu, et repart bredouille avec le sentiment de s'être fait avoir.

A juste titre, soit parce que le palet gagnant est subtilement retiré du jeu, soit parce qu'après avoir gagné une

première partie, il sera contraint de jouer jusqu'à perte. Dans le premier cas, il s'agit d'un délit d'escroquerie - puni de 5 ans de prison et 375 000 euros d'amende selon la préfecture de police de Paris - dans le second, de jeux de hasard sur la voie publique - 6 mois de prison et 7500 euros d'amende -. C'est la qualification la plus souvent retenue car dans la plupart des cas, les touristes ne portent pas plainte.

«Les touristes ne veulent pas perdre toute la journée au commissariat» et entamer une procédure pour ce qui s'élèvera finalement pour eux à «un petit préjudice» raconte un commissaire de l'arrondissement. Quant à la présence incessante des joueurs dans le secteur, elle est à mettre sur le compte des «pertes et profits». L'amende étant inférieure aux gains, le jeu en vaudra toujours la chandelle, d'autant que l'interpellation est contraignante, notamment du fait de «guetteurs»

qui préviennent les joueurs de l'arrivée de la police.

«Ca siffle, tout le monde rempile les cartons et au moment où on intervient il n'y a plus grand chose.» C'est pourquoi le système de vidéo surveillance est privilégié. A condition qu'il y ait quelqu'un devant les écrans de la centrale pour constater l'infraction et quelqu'un derrière, sur le terrain, qui puisse la verbaliser.

Car si le problème persiste c'est aussi en raison des 20% d'effectifs dont l'arrondissement doit désormais se passer, depuis le vote du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Mais sur le sujet, l'officier ne peut s'exprimer, «devoir de réserve» oblige. La mairie est quant à elle beaucoup plus prolixe, la mesure ayant été votée par l'opposition. 1500 policiers en trois ans, c'est la perte induite par cette restriction budgétaire selon Myriam El Khomri, adjointe au Maire de Paris,

chargée de la Prévention et de la Sécurité. «Il nous faut attendre le 1er janvier 2014» et la fin de la prochaine session de recrutement pour pallier ce manque sur le terrain.

Manque de moyens donc, et manque d'initiatives ? Il y a quelques semaines encore, l'élue s'adressait au procureur de la République, François Molins pour lui signaler la nuisance. «Le phénomène s'intensifie sur le quartier, et il semblerait que les suites pénales en la matière ne soient pas dissuasives» malgré les «nombreuses interpellations». C'est pourquoi Myriam El Khomri propose l'intervention des douanes pour procéder à la saisie des biens lors des interventions.

Problème : A chaque interpellation, le «butin» est systématiquement saisi selon le commissaire. Il faut croire que les gains sont donc bien supérieurs aux centaines d'euros par jour et par table estimées en moyenne, pour que saisis et amenés à répétition ne soient pas assez prohibitives. «La dernière fois je suis resté debout à les observer» raconte un commerçant. En quelques heures j'ai compté près de 800 euros de gains». «Oh il vient de perdre 100 euros» s'insurge un riverain, «encore un touriste qui se fait arnaquer et personne ne fait rien !» (...) «Quand est-ce qu'on mettra fin à ce casino?»

Ce n'est pas tant que personne ne fait rien, mais que personne ne peut y faire grand chose, notamment à cause des moyens insuffisants qui y sont ajustés en fonction de l'ensemble des «focus» du secteur : prostitution, cambriolages, vols à la tire, trafics etc.

Pas de quoi déranger en somme les dizaines de joueurs, ni les vendeurs à la sauvette ou encore les pickpockets - bien connus des riverains et des services de police - qui se côtoient sur les pavés de la rue -. D'origine roumaine, les joueurs viennent de la même ville : Negresti. La plupart du temps ils font des petits boulots, sur les chantiers, le jeu étant une source de revenus pour arrondir leurs fins de mois. Sauf que l'importance des sommes gagnées attire, notamment parmi la communauté tzigane qui se dispute dorénavant le gîte. Une «guerre de territoire», faisant ainsi du Sacré-Cœur, un haut lieu de pèlerinage.

France : la fin d'un monde

Les Français sont les champions de la déprime, estime cette éditorialiste américaine. Un tel état d'esprit pessimiste provient non seulement d'une actualité morose, mais aussi d'une façon bien hexagonale de voir la vie.



Voilà l'âge d'or de Versailles ressuscité le temps de la semaine de la haute couture [du 30 juin au 5 juillet] : les créateurs ont fait défiler des parures très «Qu'ils mangent de la brioche», cousues main, brodées d'or et bordées de candides fourrures - autant de froufrous qu'aucune femme ordinaire ne peut porter et que très peu peuvent s'offrir.

Le vendredi 5 juillet en soirée, Christian Lacroix rendait hommage à Elsa Schiaparelli [créatrice de mode italienne, 1890-1973], mais la haute couture elle-même se révélait incapable de déridier un Paris qui a le moral dans les chaussettes. «Liberté, égalité, morosité*», résumait Le Monde.

La joie de vivre* a cédé la place au nombrilisme bougon. Les Français sont si absorbés par leur malaise existentiel - état d'esprit que résumait bien Camus en ces termes : "Dois-je mettre fin à mes jours ou aller boire un café ?" - qu'ils n'ont même pas l'énergie d'être malpolis. Et, maintenant qu'ils se sont mis à la cigarette électronique, leur ennui* n'a plus autant d'allure. Ce n'est pas qu'ils aient perdu la foi en leur propre supériorité, mais ils n'ont plus confiance dans le regard que porte le reste du monde sur cette supériorité. C'est tout le pays qui a une araignée au plafond*, comme dit Catherine Deneuve à propos de ses pires moments de cafard.

■ "LA FIN D'UN MONDE"

Dans une salle d'attente remplie de coussins reproduisant des tableaux de Picasso, le Dr Gérard Armandou, cigarette à la main, explique que ses patients, toujours enclins au pessimisme, se montrent désormais plus encore en proie au malheur*, installés dans son fauteuil, à énumérer tous leurs problèmes*, parmi lesquels celui de "ne plus aller en vacances en Egypte".

"Cocteau disait que les Français sont des Italiens de mauvaise humeur, mais, aujourd'hui, la morosité est encore plus gran-

de, constate-t-il. Nous prenons goût à la nostalgie. Et la nostalgie, qu'est-ce que c'est ? C'est quand le présent ne répond pas aux espoirs que vous nourrissiez dans le passé."

Le Dr Armandou constate des fossés qui se creusent dans la société française, entre jeunes et vieux, population de souche et immigrés, "fumeurs et non-fumeurs, homosexuels et non homosexuels". "Le conflit entre en scène, là où il n'en existait pas auparavant, regrette-t-il. Les Français pensent peut-être trop. Heureux les simples d'esprit, ils ne voient pas le problème." Car, au fond, les gens qui ont la joie de vivre* ne prêtent pas attention à tout cela.

"C'est la fin d'un monde, pas la fin du monde", dédramatise d'ailleurs le Dr Armandou avec un haussement d'épaules très français.

La France affiche des taux de consommation d'antidépresseurs et de suicide plus élevés que la plupart des autres pays d'Europe. Et, tout en s'écharpant sur la façon d'en sortir, les Français ont le sentiment d'être piégés dans le passé, pétrifiés par le chômage qui s'envole et l'espoir au ras des pâquerettes, la lourde fiscalité qui a poussé Gérard Depardieu à la fuite, les tensions avec les immigrés, les scandales politiques, la lassitude face à Hollande, la jalousie envers l'Allemagne, la stagnation économique, un système éducatif hyperélitiste, ainsi qu'une météo froide et pluvieuse qui a gâché le fameux printemps parisien.

Au lieu d'affronter les questions à l'ordre du jour (comment s'adapter à la mondialisation et à la concurrence chinoise), les Français pleurent leur grandeur perdue et leur glorieux passé, remontant au temps des colonies, des Lumières, de la Révolution, de Napoléon, et même à la belle époque jazzy des écrivains et des artistes des années 1920. Bref, les voilà coincés dans une faille spatio-temporelle aussi réelle que celle du Midnight in Paris de Woody Allen [film sorti en 2011, dans lequel le héros revivait différentes époques de l'histoire parisienne].

■ DÉPRIMÉS ET ESPIONNÉS

Pour ne rien arranger, alors qu'ils se débattent avec leurs illusions perdues de grandeur,



les Français se découvrent espionnés par leur gouvernement, mais aussi par celui des Etats-Unis. "L'Oncle Sam se comporte très, très mal*", grognait Le Monde dans son éditorial du 1er juillet.

"Je sais que nous pouvons être insupportables, mais pas au point que cela vous autorise à truffer nos appartements de micros", proteste Philippe Manière, directeur du cabinet de conseil en stratégie Footprint.

En 2011, une enquête menée par BVA-Gallup dans 51 pays révélait que les Français étaient plus pessimistes encore que les Afghans et les Irakiens. Comme l'expliquait le sociologue François Dubet au Monde, "si la France n'obtient pas toutes les médailles olympiques et tous les prix Nobel, les Français considèrent qu'elle est nulle".

Philippe Manière trouve les Champs-Élysées disneylandisés, "répugnants", avec leurs hordes de touristes adolescents qui se photographient devant la boutique de macarons Ladurée et prennent en photo des Français sans même un "s'il vous plaît*".

"La rencontre entre la mondialisation et la mentalité française est particulièrement douloureuse, estime-t-il. Nous avons le sentiment que tout ce à quoi nous étions habitués disparaît et que ce que l'on nous propose n'est pas aussi bien." S'ils ont renoncé au franc, les Français refusent de se défaire de quoi que ce soit d'autre sous prétexte de se fondre dans une société mondialisée sans saveur.

"Les Français sont très conceptuels, très cé-

rébraux, poursuit-il. Manger et regarder la télé, ça ne nous suffit pas. Aux Etats-Unis, regarder la télé toute la journée, ce n'est pas trahir un idéal ; en France, si."

L'obsession des Français pour les études à l'américaine sur le bonheur en dit long sur leur désespoir. Claudia Senik, professeur à l'Ecole d'économie de Paris et à la Sorbonne, est devenue la coqueluche des médias avec ses recherches sur le malheur français. Vivre en France, pays marqué par une conception intransigeante du talent et un marché du travail verrouillé, réduit de 20 % la probabilité d'être heureux, a-t-elle conclu.

Alors que tant de visiteurs se pressent dans leur pays, des étoiles pleines les yeux, les Français se disent en moyenne moins satisfaits que leurs voisins européens. Claudia Senik y voit une "dimension culturelle" liée non seulement aux conditions de vie, mais aussi à des valeurs, des croyances et des comportements qui se transmettent de génération en génération et sont exacerbés par une école violemment concurrentielle qui malmène l'estime de soi. En somme, le malheur fait partie de l'identité française. Pour preuve, insiste la chercheuse, les Français expatriés emportent avec eux leur tristesse*.

"Notre fonction du bonheur est un peu déficiente, résume-t-elle devant un expresso au Rostand, en face du jardin du Luxembourg. C'est dans l'ADN des Français."

* En français dans le texte.

LES OFFRES "LAST MINUTES" ...

CELERIO GLX/AC AU PRIX DE :

899.000 DA / **930.000 DA**
POUR TOUTE LIVRAISON EN 2013 / POUR TOUTE LIVRAISON EN 2014



CELERIO GLX/AC

ABS, Direction assistée, Double Airbag, Climatisation, Lève-vitre électrique, Verrouillage centralisé, Moteur 1.0 à 05 vitesses, 68 CV, Conso 4,4/100 Km...

SWIFT DZIRE GL/AC AU PRIX DE :

999.000 DA / **1.035.000 DA**
POUR TOUTE LIVRAISON EN 2013 / POUR TOUTE LIVRAISON EN 2014



SWIFT DZIRE GL/AC

Double airbag, ABS + EBD, Direction assistée électrique, Climatisation, 4 lèves-vitres électriques, Verrouillage centralisé avec télécommande, Radio CD MP3 avec connecteur USB, Rétroviseurs réglables électrique-ment, Rétroviseurs et parechocs ton caisse, 5 jantes en alliage...

Prix avec TVA et TVN incluses. Offre valable jusqu'au **21 décembre 2013** dans tout le réseau SUZUKI dans la limite des stocks disponibles.

www.elsecom-auto.com
www.facebook.com/Suzuki.algerie

3 ANS
GARANTIE 60.000 KM

Elsecom Automobiles - Distributeur Officiel Suzuki

Bab Ezzouar - Alger (Siège & Showroom) : 021 510 150-0770 11 72 90-0770 53 30 19 - 0770 11 72 88-0770 81 03 40 - Fax : 021 51 09 44

Succursale Birtouta : 0770 53 34 71 - 0770 53 29 45 - 0770 81 13 31 - **Succursale Oran** : 041 49 91 60

Succursale Ouargla : 029 71 32 74 - 0770 99 79 67



Way of Life!

HISSABI SMS

- Consultation
- Solde de comptes
- Relevés de comptes
- Cours Devises
- Demande chéquier

**LA BANQUE MOBILE
COMME VOUS !**

HISSABI est un mode de consultation de vos comptes par SMS où que vous soyez, en Algérie ou à l'Etranger, 24h/24, 7j/7.
Envoyez vos demandes d'informations au 0561 64 71 77 précédées du code confidentiel que vous recevrez dès votre souscription au service HISSABI (code confidentiel)*(numéro de requête).

HISSABI, service sécurisé, simple et rapide

Renseignez-vous auprès de nos conseillers clientèle au niveau des 16 agences du Réseau d'exploitation réparties sur le territoire national.
Le meilleur accueil vous sera réservé.

Direction Générale : 70, chemin Larbi Allik, P.O. Box 359, Hydra, Alger
Tél. : 021 54 97 55, 021 54 97 59 - Fax : 021 54 97 50 - Web : www.trustbank.dz



*Maxi Choix
Mini Prix*

**Maxipower®
MARAVAL**

Un Max de Casseaux: 500 000 000 DA



**MAXI
PROMOTIONS**

Destockages

**MAXI
TOMBOLA**

66, Rue Mekki Khalifa Maraval
Tél : 041 35 95 75
Mob : 0555 926 230

Du 01 Décembre 2013
Au 14 Janvier 2014

De grandes quantités de viandes fraîches bloquées au port d'Oran Des importateurs en colère, le ministère du Commerce intervient

Des opérateurs économiques du commerce extérieur exerçant dans la wilaya d'Oran montent au créneau pour dénoncer, selon leurs propos, le poids de la bureaucratie et le pouvoir discrétionnaire de certaines administrations étatiques.

Sofiane M.

L'affaire qui a provoqué un tollé parmi les opérateurs est le blocage de grandes quantités de viandes fraîches importées d'Amérique latine (Brésil et Argentine) au port d'Oran pour défaut d'étiquetage. En réalité, ce qui a provoqué le courroux des opérateurs économiques n'est pas l'immobilisation de grandes quantités de viandes fraîches hautement périssables mais les «directives ségréguatives» de certains services chargés de superviser le commerce extérieur au port d'Oran. «Alors que des tonnes de viandes fraîches, d'une durée de vie très limitée, sont bloquées au port d'Oran pour défaut d'étiquetage, des opérateurs privilégiés ont réussi à faire sortir des viandes congelées qui ont une durée de vie de 18 mois, sans étiquetage», regrette, dans une lettre au ministre du Commerce, un importateur qui attend depuis plusieurs semaines le déblocage de 30

tonnes de viandes fraîches d'une valeur de 2 milliards de cts. «Malgré l'aval délivré par les services vétérinaires, aptes à se prononcer sur sa fiabilité ainsi que sur sa qualité, les services de la direction du commerce ont refusé son admission (...) cette situation provoque le courroux et l'indignation des opérateurs économiques qui restent spectateurs impuissants devant ce qu'ils dénoncent être ni plus ni moins qu'une injustice découlant d'un traitement de deux poids deux mesures», précise-t-on dans cette lettre. «Il s'agit d'un comportement discriminatoire. Sinon comment expliquer que de la viande congelée qui a une durée de vie légale entre 12 et 18 mois est déblocuée, alors que la viande fraîche qui a une durée de vie légale de seulement trois mois est bloquée depuis plusieurs semaines», s'interroge cet importateur. Et d'enchaîner : «La problématique ne réside plus dans l'éventualité que les lois régissant les opérations d'importation soient respectées ou non sur ce cas mais plu-

tôt dans le fait qu'elles aient été à ce point discriminatoires». L'importateur qui se considère victime de ségrégation a saisi le ministère du Commerce pour demander le déblocage de sa marchandise. Il a réussi au courant de cette semaine à avoir gain de cause. Le ministère a ainsi délivré il y a quelques jours seulement un accord d'admission avant dix jours de la date d'expiration de la marchandise. «La tournure satisfaisante qui clôture cette affaire ne ferme pas pour autant les failles d'un système économique qui se veut libéral, alors qu'il peine à rester libre, trop enchaîné qu'il est par la bureaucratie», conclut-on dans cette lettre. A noter que la viande fraîche importée est conditionnée en atmosphère contrôlée, entre zéro et six degrés Celsius, n'ayant subi aucun traitement autre que le froid, alors que la viande congelée est conditionnée à des températures en dessous de zéro degrés Celsius, avec un traitement adéquat.

Lutte contre le crime organisé

Une dangereuse bande de malfaiteurs neutralisée

K. Assia

Une bande de dangereux criminels vient d'être mise hors d'état de nuire par les éléments de la police judiciaire de la 18^{ème} sûreté urbaine en collaboration avec les éléments de la brigade d'investigations et de recherches BRI de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Oran. En effet, deux malfaiteurs âgés respectivement de 21 et 31 ans ont été arrêtés, avant-hier, alors que quatre autres ont été identifiés et demeurent activement recherchés. Cette bande représente la 28^{ème} bande de criminels démantelée depuis le début de l'année, a indiqué, hier, le divisionnaire Nouasri Salah, premier responsable de la sûreté de la wilaya d'Oran.

Cette arrestation vient à point nommé mettre un terme au climat de terreur que semait ce réseau dans le quartier de Victor Hugo, surtout après leur dernier forfait commis lors de la qualification de l'Algérie à la Coupe du monde. Les malfaiteurs se sont attaqués, ce jour-là, à une ambulance des services de la protection civile qu'ils ont saccagée et ont blessé par la suite deux pompiers. Dans une escalade de violence, les mis en cause se sont rendus au siège de la 18^{ème} sûreté urbaine où ils ont également détruit toutes les vitres et blessé un poli-



Ph.: B. H. Karim

cier. Depuis, les recherches entamées par les services de la police ont permis d'identifier les auteurs de ces actes de violence et d'arrêter deux d'entre eux. Un arsenal d'armes blanches, soit 15 épées, 2 grands couteaux, trois fusils harpons, une tête de parabole servant de bouclier ont été récupérés à l'issue de cette opération que le divisionnaire qualifie de particulière, puisqu'elle a permis de mettre hors d'état de nuire deux dangereux éléments au grand

soulagement de la population de ce vieux quartier d'Oran. Cette arrestation a été en effet suivie d'une grande opération de police lancée dans la nuit de mardi à mercredi dans les quartiers de Petit Lac et Victor Hugo. Baptisée Raâd, cette action à laquelle ont pris part tous les services de la police a donné ses fruits selon le divisionnaire Nouasri puisqu'elle s'est soldée par l'arrestation de six recherchés.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Le turban et la fessée



vous descendre les pantalons. Est-ce que vous savez au moins d'où vient cette mode que vous calquez avec fierté ? Le pantalon taille basse a son origine dans les prisons surtout américaines où les ceintures sont enlevées aux détenus pour des raisons de sécurité. Les panta-

lons des prisonniers sont souvent en taille unique et donc trop larges. Porter ce genre de pantalons était donc le signe de ralliement des prisonniers. A leur sortie de prison, pour se reconnaître, les anciens toulards continuaient à s'habiller pantalon taille basse. La mode s'est propagée dans les ghettos jusqu'à inspirer le style «fashion» actuel. Quel symbole ! Vous vous mettez à leur ressembler. Votre style vestimentaire est semblable au style des prisonniers US ! N'êtes-vous donc pas, finalement, que des prisonniers, des esclaves de cette société ? En taille basse ya ouladi, vous ne pouvez pas courir, vous ne pouvez pas défendre votre copine, vous ne pouvez pas vous défendre, vous êtes comme un pantin désarticulé, privés de votre liberté, vous êtes à la merci du «Système»... Les hommes sans ceintures sont des hommes fesses en l'air sans rojla. Le Système peut dormir tranquille. Vous ne ferez pas de vraie Révolution... Si vous croyez montrer votre derrière au Système, détrompez-vous c'est ainsi que le Système vous veut, vous ne ressemblez qu'à ce que vous exhibez. »

100 nouveaux immeubles seront réhabilités

Mokhtaria Bensaâd

Un avis d'appel d'offres ouvert sera lancé avant le 15 janvier 2014 pour la réhabilitation entre 60 et 100 nouveaux immeubles de la ville d'Oran. C'est ce qu'a annoncé, hier, le nouveau wali d'Oran, M. Abdelghani Zaâlâne, lors des journées d'étude sur la réhabilitation, organisées à l'hôtel Sheraton. Selon le wali, la première expérience a été lancée et maintenant il s'agit d'un autre lot d'immeubles qui sera réhabilité sur la base d'un nouveau cahier des charges. «On va faire jouer la concurrence, a déclaré le wali d'Oran, pour aboutir à de meilleures offres sur le plan technique et financier». Pour cette nouvelle opération, la wilaya a ouvert le champ à la concurrence à d'autres entreprises étrangères spécialisées dans la rénovation et la restauration à l'exemple d'entreprises polonaises et françaises, en plus des entreprises déjà installées. Pour les nouveaux immeubles qui seront pris en charge, entre autres les ha-

bitations de la place d'Armes, une enveloppe de 160 milliards de centimes a été dégagée. Sur les problèmes rencontrés sur le terrain et les désagréments causés aux habitants suite à l'arrêt des travaux dans certains immeubles, le premier responsable de la wilaya a expliqué que «l'intervention des entreprises doit être couverte par un contrat. L'entreprise ne peut pas travailler sans contrat. On attendra l'aboutissement du contrat, sa signature et le visa du marché avant de démarrer. Ceci pour éviter tout contentieux». L'autre explication du directeur de l'OPGI d'Oran sur ce problème est que «ces entreprises n'ont pas été payées du fait que leur contrat n'a pas abouti. Elles avaient un contrat où il y avait un lot d'étanchéité qui a fait l'objet d'un changement. Nous leur avons demandé d'arrêter les travaux jusqu'à définition de l'article d'étanchéité qui doit être homologué par le CNERIB. Cela a été fait il y a une semaine. Les travaux vont bientôt démarrer».

Lancement, la semaine prochaine, des chantiers de 14.700 logements sociaux

Djamel B.

Les entreprises chargées de la réalisation du programme des 14.700 logements sociaux à Oran ont été instruites pour lancer les travaux au courant de la semaine prochaine. Le chef de l'exécutif, qui intervenait mardi sur les ondes de la radio «Bahia», a affirmé que les travaux de réalisation de ce programme seront lancés le 10 décembre courant et qu'il veillera personnellement au lancement des travaux. «Nous avons réuni toutes les entreprises étrangères chargées des différents programmes et nous avons levé toutes les contraintes, notamment celles liées au foncier, pour pouvoir lancer les travaux à partir du 10 décembre courant», a assuré le wali d'Oran. Ce dernier a signalé que certaines entreprises accusent plusieurs mois de retard dans le lancement des travaux, à cause des entraves liées au foncier et que toutes les dispositions ont été prises pour lever ces entraves.

«En dépit de la signature des contrats, ainsi que la délivrance des ODS, aucun programme n'a été lancé», a souligné le wali d'Oran. Le même responsable a, en outre, affirmé qu'il respectera les engagements de l'ex-wali relatives au relogement des familles qui ont bénéficié des pré-affectations. «Toutes les familles ayant obtenu des pré-affectations seront relogées», a indiqué le wali. Il y a lieu de rappeler que près de 18.000 logements tous programmes confondus ne sont pas encore lancés, dont 14.700 unités sont prises en charge par des entreprises étrangères. Pour inciter les responsables concernés à lancer les travaux dans les plus brefs délais, le chef de l'exécutif s'est réuni, il y a une vingtaine de jours, avec l'ensemble des entreprises et des services concernés, ainsi que les chefs de daïra et les maîtres d'ouvrage. Lors de cette réunion, le wali a accordé un ultimatum à ces entreprises étrangères. «D'ici le 10 décembre, tous les chantiers devront démarrer».

Nouvelle protestation des souscripteurs des logements FNPOS

Houari Barti

Le blocage des logements FNPOS perdure. Plus de 900 souscripteurs à ce programme qui compte au total 1.108 logements attendent un dénouement après une attente qui dure depuis neuf longues années. Raison de ce blocage : les banques refusent de déblocquer les crédits sans qu'il y ait au préalable une décision d'octroi de l'aide de la Caisse nationale du logement (CNL). Cette dernière conditionne pour sa part l'octroi de son aide par la réception du listing global des 1.108 souscripteurs, en plus du dossier complet relatif à ce dossier par le Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS), affirment les souscripteurs. Qui est donc responsable de ce blocage ? En tout cas, les trois instances concernées par ce

dossier, à savoir banques, CNL, FNPOS, se renvoient mutuellement la balle. En attendant, ce sont les souscripteurs ayant besoin de financement bancaire qui se trouvent pénalisés. Comme preuve, avancement-ils, les souscripteurs ayant financé le paiement de leurs logements sans recourir au crédit bancaire ont eu l'avantage de choisir la localisation de leur logement. Une distinction qui renforce le sentiment d'injustice qui défavorise les moins nantis d'un programme destiné à la base aux couches sociales défavorisées. C'est ce qui a poussé des souscripteurs des sites des 368 de Haï El Yasmine et des 182 logements de Hassi Bounif, entre autres, à se rassembler hier encore devant le siège de la Direction du FNPOS à El Akid Lotfi pour dénoncer ces pratiques qu'ils qualifient «d'abusives» de la part de l'administration.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Mezour Benyahia, 85 ans, Petit Lac

Dif Achouria, 81 ans, Arzew

Mezoued Zouguar Saâdia, 85 ans, Petit Lac

Mettaoui Lazregue, 59 ans, El Hamri

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 safar 1435				
El Fedjr 06h27	Dohr 12h53	Assar 15h30	Maghreb 17h51	Icha 19h14



TLEMCEM

La réception des écoles préoccupe

Le ministre de l'Education nationale, M. Abdelatif Baba Ahmed, a déploré, mardi dernier, lors de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tlemcen, le retard enregistré dans la mise en œuvre des établissements scolaires dans les trois paliers de l'enseignement.

Khaled Boumediene

Constatant de visu la situation à Boudjelida (commune de Tlemcen) où pas moins de trois lycées, trois collèges d'enseignement moyen et trois écoles sont programmés pour cette nouvelle ville située au nord de Tlemcen et qui englobe quelque 10 000 nouveaux logements, le ministre a qualifié cette situation d'«inadmissible». D'après les explications fournies au ministre par le directeur du logement et des équipements publics (DLEP) chargé du suivi de la mise en œuvre de ces projets, le retard est dû à des contraintes techniques et administratives ayant trait aux choix des bureaux d'études et des terrains servant d'assiettes à ces établissements, ce qui n'a pas entièrement convaincu le ministre. Le ministre a exprimé sa «déception» face à cette situation, exhortant les différents responsables à surmonter toutes les contraintes afin d'accélérer les travaux de réalisation de

ces projets qui doivent être réceptionnés avant la rentrée scolaire de septembre 2014. Selon des sources à la direction de l'Education de Tlemcen, près de 19 CEM et 16 lycées connaissent des difficultés de réalisation. Nos sources ont amputé ces retards à l'insuffisance des effectifs des entreprises retenues pour ces travaux. D'autres problèmes qui freinent les travaux sont évoqués, tels les bureaux d'études choisis, les difficultés du choix de terrains, l'absence d'assainissement et du réseau du gaz. Lors de cette visite, le ministre a inauguré un nouveau lycée de 1.000 places à la cité «Ouled Benbdamou «de Maghnia. Cet établissement pour lequel une AP dépassant les 200 millions de dinars a été allouée dispose de 20 salles de cours, six laboratoires, un amphithéâtre de 160 places, une salle de lecture et des terrains de sport. Ensuite, la délégation s'est dirigée vers le nouveau lycée de Bouhanak «El Oued Djilali». Dans la commune de Tlem-

cen, M. Baba Ahmed a clôturé sa visite en inspectant les travaux de réhabilitation et de restauration d'un établissement de l'enseignement secondaire au lycée Benzerdjeb, longtemps abandonné pour des problèmes de fissurations apparues dans la structure dues aux affaissements du sol. Le montant global alloué pour les travaux de réhabilitation et l'aménagement intérieur de l'administration, entrée principale, bibliothèque, classes, sanitaires, menuiserie intérieure et extérieure, étanchéité, électricité, chauffage et voirie, est de l'ordre de 290 millions de dinars. Lors d'un point de presse à l'hôtel «Les Zianides», le ministre a indiqué que les nouveaux professeurs recrutés lors des différents concours bénéficieront d'une formation pédagogique. S'agissant du bac 2014, le premier responsable de l'Education a souligné qu'une réflexion est en cours pour se prononcer définitivement sur une éventuelle deuxième session.

EL-BAYADH

L'agence régionale de développement social met le paquet

Hadj Mostefaoui

Louable initiative que celle prise récemment par la Direction régionale de l'Agence de développement social de Tiaret qui a organisé une caravane de sensibilisation sur ses différentes activités de proximité entreprises depuis le début de cette année. Elle pilote pas moins de 200 projets ayant pour vocation la réinsertion des chômeur de tous âges et sans qualification aucune.

C'est tout un panel de spécialistes très motivés, de psychologues, de médecins et de psychologues de premier rang qui mérite d'être félicité pour sa mobilisation, selon l'inlassable Mr Baghdad Cheikhi, directeur régional de l'A.D.S/Tiaret qui contribue au succès de cette caravane en menant un travail de sensibilisation et de soutien à cette frange défavorisée de la société et plus particulièrement les populations de la zone rurale, éloignée des centres d'information et de décision. La caravane est restée trois jours dans la wilaya en faisant plusieurs haltes dans les communes d'El-Bayadh, Brezina, Bousseghoun, Chellala et Ain El Orak organisant au passage une série de tables rondes animées par un encadrement de choix venu de la capitale du Sersou en présence de plus de deux cents étudiants.

En optant pour la caravane itinérante, l'A.D.S, avec ses différents partenaires, s'est voulue être très proche des chômeurs de longue durée à qui il a fallu présenter tout un chapelet de propositions appuyées par un faisceau de performances qui méritent bien que l'on s'y penche un peu. En ce qui concerne la CNAC, elle assure un

soutien à la création ou à l'extension d'activité avec possibilité d'octroi de prêts et d'assistance auprès des organismes financiers publics. En effet, dans le cadre de son programme, cette agence régionale a pu inscrire sur son registre, au titre de l'année 2012, avec le concours de la Direction de l'Action sociale de la wilaya et des autres offices publics périphériques -telle la CNAC- qui lui sont rattachés, la concrétisation de 155 projets multi-sectoriels (TUP-HIMO, Blanche-Algérie). Cela a généré 2240 postes d'emploi temporaires qui ont fait ainsi profiter quelque 225 universitaires et 275 autres techniciens supérieurs. Il s'agit, nous confie le directeur régional, d'emplois d'utilité publique en général proposés et concrétisés en amont, et l'octroi d'une allocation forfaitaire de solidarité directe en aval accordée aux catégories de personnes sans ressources, inaptes au travail et elles sont légion dans cette région.

Une autre frange, nous dit-on, est éligible au programme «Blanche Algérie» qui compte 110 projets offrant ainsi quelque 810

contrats de travail pour une durée d'un trimestre renouvelable. Il y a enfin lieu de signaler que 8 autres cellules de proximité de solidarité ont vu le jour depuis le début de cette année, avec en prime 15 postes d'emploi permanents. Parmi les thèmes sur lesquels l'accent a été mis plus particulièrement lors de chacune des haltes de la caravane, figure le programme communautaire, destiné à lutter contre la misère, l'exclusion des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Nous ne manquerons pas de notre côté de déplorer la démission des élus locaux communaux des 22 communes qui n'ont même pas daigné prendre part à la cérémonie de lancement de cette caravane. Fait rarissime de nos jours, des dizaines de jeunes handicapés moteurs étaient présents accompagnés du D.A.S. Grâce à eux cette caravane a réussi à démarrer. Seuls les associations à caractère caritatif ainsi que les collectivités défavorisées de la zone rurale et ses comités de quartiers peuvent prétendre à une assistance et à une aide substantielle de cette caravane.

TÉNÈS

Mort accidentelle d'un ouvrier

Bencherki Otsmane

Un ouvrier travaillant pour le compte de la station de dessalement d'eau de mer de Mainis à l'ouest de Ténès est décédé ce mardi à bord d'un engin de travail, un chariot élévateur. La victime âgée de 30 ans, née à Mascara et résidant Oran était aux commandes du chariot élévateur en train d'effec-

tuer une marche arrière quand il a percuté une grosse barre métallique. La mort fut instantanée. Les gendarmes de Ténès se sont rendus aussitôt sur les lieux pour entamer leur enquête et procéder à l'évacuation du corps vers la morgue de l'hôpital Zighoud-Youcef de Ténès. A noter que la victime était célibataire et devait convoler en justes noces l'été prochain.

HASSI EL-GHELLA

Des souscripteurs de LSP réclament leurs logements

Mohamed Bensafi

Les bénéficiaires d'un programme de 30 LSP (logement social participatif) dans la commune de Hassi el-Ghella viennent de monter au créneau. Ils veulent récupérer leurs logements, promis pour être réalisés dans les délais. Lancé en 2005, le projet en question accuse un énorme retard.

Les souscripteurs, qui sont toujours locataires ou cohabitent chez leurs familles, préten-

dent ne pouvoir rejoindre des logements encore inhabitables où toutes les commodités nécessaires manquent. Les 30 souscripteurs, qui devraient être 56 selon notre source, se seraient tous conformés au contrat passé avec l'entreprise de réalisation, entre autres le versement de leurs apports financiers.

Leur appel, soulignent-ils, est de voir les pouvoirs publics réagir à cet épineux problème et lui trouver une solution.

ADRAR

Conférence internationale sur les manuscrits dans l'Afrique subsaharienne

Benboua Saïd

Les manuscrits dans l'ouest de l'Afrique est le thème générique de la Conférence internationale dont les travaux ont été ouverts ce mardi en présence de sept pays : Tunisie, Maroc, Mali, Niger, Mauritanie, Nigeria et Tchad. La rencontre a également regroupé un chercheur français ainsi que 10 universités nationales parmi lesquelles l'on cite Oran, Tlemcen, Alger, Tébessa, Laghouat, Ghardaïa et Bechar. La conférence est organisée par le Laboratoire des manuscrits dans l'ouest de l'Afrique de l'université d'Adrar en collaboration avec la direction de la Culture. 35 chercheurs et experts ont examiné durant deux jours la situation des manuscrits dans l'Afrique subsaharienne et la relation historique qui fait des liaisons de plusieurs siècles entre le Sahara et l'Afrique. Dans son allocution d'ouverture, le recteur de l'Université d'Adrar, le professeur Abbassi Ammar, a décortiqué les points forts du patrimoine culturel en manuscrits que l'Algérie partage avec ses voisins de l'Afrique en notant que seule la wilaya d'Adrar compte plus de 8.000 manus-

crits dans différentes sciences, des mathématiques au soufisme. L'action de l'Université d'Adrar vient pour concrétiser d'avantage les liens historiques, culturels et même sociales de la région et des pays voisins. Le thème de cette conférence s'est articulé le premier jour sur l'importance du traitement scientifique des manuscrits et le rôle de la numérisation pour les sauvegarder, le patrimoine manuscrit de l'Algérie dans l'ouest de l'Afrique, les manuscrits algériens dans la Bibliothèque nationale tunisienne (cas de Med Benabdelkader El-Touati, Ezzaouia Elbekria) et les manuscrits du centre Sid El-Mokhtar Elkounti de la recherche et documentation dans le nord du Mali.

Dans la deuxième journée les participants ont eu à discuter à travers des communications-débats de la situation analytique de plusieurs bibliothèques des manuscrits dans la région du Touat et en Afrique, la bibliothèque du sidi Abderhamane Alanzjemeri, Cheikh El-Maghili et ces traces scientifiques au Nigeria. Il est à noter la forte participation des propriétaires de bibliothèques de la région d'Adrar dans les travaux de la conférence.

RELIZANE

Les précipitations inquiètent les habitants de Douze

E. Yacine

Les dernières précipitations enregistrées dans la région de Relizane ont eu des conséquences néfastes sur de nombreuses habitations qui ont été inondées.

Le hameau de Douze, une région relevant de la commune de Belacel Bouzegza, située à une vingtaine de kilomètres de Relizane a été, quant à elle, touchée par ces précipitations puisque des inondations ont atteint certains logements situés au rez-de-chaussée, ce qui a provoqué la colère des habitants qui ont demandé l'intervention des services concernés pour des aménagements permettant l'évacuation des eaux

pluviales pour mettre fin à leurs souffrances à chaque précipitation. Dans un autre contexte, les usagers de la route demandent d'élargir la voie qui va vers El-Matmar, d'autant qu'elle est actuellement à l'origine de plusieurs accidents de la circulation et ce, depuis que le trafic routier a augmenté considérablement et que des signes de dégradation sont visibles un peu partout.

Les citoyens demandent ainsi l'élargissement de ce tronçon et la séparation du double sens pour réduire le nombre des accidents de la circulation qui se produisent au niveau du lieu-dit Ghaba ainsi que dans d'autres endroits relevant de la localité sus-évoquée.

BLIDA

Les marchés informels
seront-ils enlevés ?

Tahar Mansour

À l'instar de toutes les wilayas du pays et dans le but d'éradiquer le marché informel, la wilaya de Blida a programmé la réalisation de plusieurs marchés et le réaménagement d'autres déjà existants. L'opération a été lancée, en 2011, et connaît un avancement conséquent, bien que la cadence ait été plutôt faible, dans certaines communes. Ainsi, 13 marchés de proximité, inscrits au titre des PCD et confiés à l'entreprise 'Batimetal', sont en cours de réalisation, dans les différentes communes, dont 4, situés à Chebli, Bougara, Mouzaïa et Chiffa, sont déjà terminés. Sept autres marchés connaissent des taux d'avancement compris entre 95 et 99 % et seront réceptionnés, dans peu de temps, alors que les 2 restants : l'un à Béni Méréd (70 %) et à El Affroun (30 %) sont encore à l'arrêt à cause des intempéries que connaissent plusieurs régions du territoire national, depuis plusieurs jours. La réalisation de 8 autres marchés de

proximité, inscrits au titre du programme PCD 2012, devra débiter, sous peu, dans les daïras de Meftah, Ouled Yaich, Mouzaïa (2 marchés), Boufarik (2 marchés), Bougara et Bouinan. Ces opérations sont, soit en cours d'évaluation, soit que le cahier des charges est en cours d'élaboration ou, enfin, en cours de lancement. L'autorisation de paiement, pour chaque marché est de 2,5 milliards de centimes. Ces nouveaux marchés seront localisés, essentiellement, à proximité des nouvelles cités ou dans les quartiers qui n'en disposent pas, ce qui permettra de désengorger les centres des villes, tout en éradiquant le marché informel qui cause de grands embouteillages et la dégradation de l'environnement.

Enfin, un autre programme, portant, cette fois, sur l'aménagement de 11 marchés de proximité pour la commercialisation des fruits, légumes, viandes rouges et blanche et poissons a été lancé, dans le cadre des PCD 2011 et 2012. Là aussi, 4 marchés, situés à L'Arba, Mouzaïa, Blida et Bougara sont déjà ré-

ceptionnés ou leurs travaux achevés et en cours de réception. Pour les 7 marchés restants, deux ont vu l'installation des entreprises chargées de leurs réalisations alors que les 5 autres seront lancés, le plus tôt possible, dès que leur préparation sera terminée. Donc, et avec ce programme conséquent, les autorités locales parviendront-elles à effacer le spectacle désolant des marchands ambulants, installés n'importe où et n'importe comment, à proximité des établissements scolaires, des hôpitaux, sur les trottoirs, empêchant toute circulation piétonne et, pire encore, laissant, chaque soir, les lieux jonchés de détritus, ce qui constitue un travail supplémentaire pour les services municipaux et une gêne certaine pour les riverains et les passants ? Mais il faut, aussi, convenir que la chose ne sera pas aisée car les vendeurs ambulants ne veulent pas aller vers des endroits mal choisis ou qu'ils jugent peu rentables et les élus auront là un rôle primordial à jouer pour faire entendre raison aux récalcitrants.

TIPAZA

Projet de récupération
des cartons et papiers

Un projet de collecte et de revalorisation des déchets cartons et papiers, auprès des points de vente et distributeurs, sera lancé, dimanche prochain, dans la wilaya de Tipaza, indique, mardi, un communiqué conjoint de la Chambre algéro-allemande de Commerce et d'Industrie, 'Tonic industrie' et 'Henkel Algérie'.

La même source souligne que le lancement du projet fera l'objet d'une journée de sensibilisation au ramassage, à l'élimination et à la valorisation des déchets dans les différents points de vente de la ville de Tipaza. Le projet intitulé «Jemeco» et initié sous le slogan «Et si l'on essayait l'Eco-Logique», vise à répondre «au défi du développement durable et

de l'éco-citoyenneté», d'autant que les cartons ondulés et les papiers représentent un «pourcentage important» du flux de déchets solides commerciaux en Algérie, a-t-on précisé. Outre son ambition de «fédérer le portfolio clients de l'entreprise 'Henkel' sur la nécessité d'intégrer la gestion des déchets dans leurs standards», le projet se fixe pour objectif de faire «prendre conscience aux entités commerciales des problématiques environnementales et de leur intégration dans le fonctionnement de ces entités». Les trois partenaires de ce projet ont exprimé leur «volonté commune» de réaliser, ensemble, un programme concret de prévention, de mise en oeuvre de solutions de collec-

te et de revalorisation des déchets. Des actions liées à la revalorisation des déchets cartons et papiers, à travers un recyclage et une réutilisation par 'Henkel: Eco-pack', la mobilisation de quartiers autour de la thématique de gestion des déchets à «Haï el Akhdar» et l'animation de projets et d'ateliers dans les écoles, figurent au programme de cette journée de lancement. Afin d'accompagner les points de vente de la wilaya de Tipaza dans cette démarche, un travail de sensibilisation se fait, par des visites conjointes des vendeurs 'Henkel' et collecteurs de la région qui sillonnent la wilaya, pour présenter le projet 'Jemeco' et les objectifs en matière de gestion des déchets.

GHARDAÏA

Une cellule de wilaya chargée
de la lutte contre le paludisme

La cellule de wilaya de Gharadaïa, chargée de la lutte contre le paludisme a été, officiellement, installée mercredi, dans le but de renforcer la prévention et l'éradication de cette pathologie, a-t-on constaté.

Préidée par le secrétaire général de la wilaya, cette cellule, qui regroupe les responsables des secteurs de la Santé, du Commerce, de l'Agriculture, des Ressources en eau, des Forêts et de l'Administration locale, ainsi que les chefs de daïras, les présidents des Assemblées populaires communales (APC) et les responsables des bureaux d'hygiène communaux, doit apporter, sur la base des investigations et observations sur le terrain, des réponses adaptées pour la prévention et l'éradication du paludisme. S'adressant aux membres de cette cellule, le secrétaire général de la wilaya de Gharadaïa a préconisé «le recensement et l'identification, sans ambages» des points noirs, en matière de salubrité et les gîtes potentiels de développement

des vecteurs de maladies, et d'apporter des solutions radicales pour leur élimination. Plusieurs actions doivent être menées pour préserver la Santé publique, notamment une stratégie préventive qui vise, principalement, le contrôle du paludisme, importé de l'étranger, a expliqué M. Ali Boulatika, précisant la nécessité de sensibiliser les citoyens voyageurs à destination des pays endémiques subsahariens, en matière de prévention et d'utilisation de médicaments avant, durant et après leurs voyages.

Pour préserver la Santé publique, dans la wilaya, les autorités sanitaires ont mis en place une nouvelle stratégie de prévention de la réintroduction du paludisme, visant, essentiellement, le contrôle du paludisme importé de l'étranger, en instaurant une carte de santé pour les immigrants subsahariens et le renforcement des activités de surveillance, de dépistage et de lutte contre tous les vecteurs de la maladie. Le renforcement de la lutte biologique pour mainte-

nir l'élimination du paludisme autochtone, la formation continue des professionnels de la Santé et le suivi de l'évaluation de cette pathologie (le paludisme), constituent la clé de voûte de la préservation de la santé du citoyen, dans la wilaya, a souligné le secrétaire général de la wilaya de Gharadaïa. Le même responsable a appelé les présidents des treize APC de la wilaya à créer des cellules de veille, dans leur commune, afin de sensibiliser les citoyens sur l'ampleur du problème pour faire connaître et comprendre le paludisme et fournir des informations sur une mise en oeuvre, soutenue tout au long de l'année, des actions de lutte antipaludique. Selon les statistiques de la direction locale de la Santé, arrêtées au 30 novembre dernier, la wilaya de Gharadaïa a enregistré, depuis le début de l'année, en cours, 36 cas de paludisme dont un décès. Sur ces 36 cas, ont été décelés 10 cas de paludisme autochtone dans la commune d'El-Atteuf et 26 cas importés.

TIZI-OUZOU

Un apport d'un million de m³ d'eau
en trois jours

Le barrage de Taksebt, dans la wilaya de Tizi Ouzou, a reçu un volume d'eau supplémentaire estimé à 1,113 million de m³, depuis le 1^{er} décembre, et ce, à la faveur de fortes précipitations enregistrées dans la région, a indiqué, mardi, la directrice locale de l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT).

Mme Allik Soraya a précisé, à l'APS, que cet ouvrage

hydraulique a, par ailleurs, emmagasiné, à la faveur des chutes de pluies, enregistrées durant le mois de novembre écoulé, un volume d'eau estimé à 120,331 millions de m³. Grâce à ces apports en eau, le barrage de Taksebt a atteint, pour la journée de mardi, un taux de remplissage de 66,47 %. La directrice de l'ANBT, a rappelé que ce même barrage ne souffre pas de pro-

blème d'envasement, principalement parce qu'il est situé en amont d'un bassin versant fortement boisé, donc avec un très faible taux d'érosion.

Le barrage de Taksebt qui assure l'alimentation en eau potable des populations des wilayas de Tizi-Ouzou, Boumerdès et Alger, dispose d'une capacité de stockage de près de plus de 180 millions de m³.

M'SILA

Le miel en quête d'investissements

L'orientation des investisseurs du secteur agricole vers la création d'unités de conditionnement et de transformation de miel et la création de groupement de collecte est, désormais, «une nécessité» pour développer la filière apicole nationale, a affirmé, mardi, le directeur des Services agricoles de M'sila, Azeddine Boulefrakh. S'exprimant en marge du salon national du miel, organisé à la maison de l'Artisanat de la capitale du Hodna, avec la participation de

20 apiculteurs de plusieurs wilayas, il a estimé que pour transformer un miel labellisé «produit du terroir» en miel de large consommation, il est «nécessaire de penser à créer des groupements qui auront la charge de le collecter, de le classer et de le conditionner, à l'instar de ce qui se fait pour le lait». M. Boulefrakh a considéré, dans ce contexte, que l'organisation de la collecte constitue «une phase importante qui précède la création d'unités de conditionnement et de transfor-

mation, sur la voie de l'exportation des surplus de miel algérien dont l'excellente qualité et le caractère bio reconnu constituent les atouts maîtres de son exploitabilité». Le parc apicole de la wilaya de M'sila se compose de 8.500 ruches produisant, annuellement, 480 quintaux de miel, a souligné le responsable local de l'Agriculture qui a relevé la croissance de la demande sur les ruches par les exploitants de vergers d'abricotiers et d'oliviers dans la wilaya.

DRÉAN

Un jeune homme retrouvé pendu

A. Ouelaa

Un jeune homme, âgé de 29 ans, répondant aux initiales A.A. a été retrouvé pendu, à l'aide d'une corde, à un arbre vers 15h30 de l'après-midi de mardi dernier au lieu-dit ferme Siddaoui, non

loin de Oued Seybouse. La victime, menuisier de son état, avait disparu depuis deux jours. Il a été évacué vers le service médico-légal du CHU Ibn Rochd de Annaba et une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances et les causes de ce drame.

Ils sont champions et médaillés mondiaux
Société Générale Algérie
les soutient



Connaissez-vous Nassima Saïfi ? Elle est médaillée d'or aux championnats du monde d'athlétisme Handisport de Lyon en juillet dernier, tout comme Safia Djellal, Samir Nouioua et quatre autres athlètes de la Fédération Algérienne de Handisport (FAH) ambassadeurs algériens de la discipline dans le monde.

Ils sont 15 athlètes algériens à être montés sur le podium des mondiaux de Lyon. Société Générale Algérie a eu le grand plaisir d'organiser ce lundi 2 décembre à l'hôtel Sofitel d'Alger, une cérémonie en leur honneur.

L'engagement de Société Générale Algérie aux côtés du handisport en Algérie date de 2007.

Avec la Fédération Algérienne Handisport (FAH), un partenariat est scellé depuis trois années déjà. Il

nous offre tous les ans une raison supplémentaire pour aller de l'avant dans l'accompagnement de ses athlètes. Les belles émotions de cette soirée gala sont une nouvelle motivation pour faire encore plus grand, ensemble. Jeux Olympiques, championnats du monde, les athlètes algériens font à chaque fois bien plus que participer. Ils diffusent un extraordinaire élan positif pour surmonter les difficultés de cette frange de la société. Société Générale Algérie se sent autant soutenue par Nassima Saïfi et les autres qu'elle espère les soutenir dans leur effort d'athlète de haut niveau.

Société Générale Algérie apporte une contribution annuelle de six millions de dinars à la FAH pour ses différents programmes et des primes d'encourage-

ment sont attribuées aux athlètes médaillés lors de compétitions internationales (championnat des jeux mondiaux de Christchurch de Nouvelle-Zélande en 2011, Jeux paralympiques de Londres de 2012, Championnat handisport de Lyon 2013).

Un soutien financier et matériel est également apporté depuis 2007 par Société Générale Algérie au club IRB, équipe de Basket Handisport de Boufarik, actuellement championne d'Algérie.

Société Générale Algérie devient la première entreprise privée partenaire officiel du handisport en Algérie.

Elle conforte, avec le Handisport, l'attachement du Groupe aux valeurs de solidarité et d'esprit d'équipe tant dans le sport que dans ses relations avec ses clients.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

02 safar 1435				
El Fedjr 06h14	Dohr 12h39	Assar 15h13	Maghreb 17h34	Icha 18h58



APPELEMENTS

■A vendre Appart F3 près du lycée Lotfi. P.O. (900 U). Pas de courtier S.V.P. - Tél. 0555.42.17.37

■TLEMCCEN : Vends Appart commercial F2 + 3 magasins Haï Nassim - Tél : 0771.39.41.14

■Appart à louer F3 * salon + 2 chambres + cuisine + salle de bain + toilettes + 2 balcons * - Bir El Djir. Bd du Millenium - Tél : 0797.57.66.21 - Fixe 041.43.61.69

■Alouer appartement F2 au centre-ville meublé 5ème étage pour 6 mois - Tél : 0549.11.26.74

■Alouer ORAN C/Ville Appart F4 à Bd Maâta. Sup. plus 150 m². 2 San. 2 Faç. 1er étage - Usage : Bureau - Cabinet - Agence ou Commerce - Tél : 0561.94.56.51

■A.V. F3 à côté Café Ennadjah - Plateau - 3ème étage - Tél : 0557.19.57.21

■ARZEW : Studio à louer, calme et sécurisé, pour couple ou célibataire - 10.000 DA (6 mois avance) - Tél : 095.19.35.62

■Loue Apparts F2 et F3 meublés et avec ttes commodités, vue sur mer, garage à Cap Falcon (Ain-El-Turck - ORAN). Possibilité location courte durée / + Local à Mers El Kebir (35 m²) - Tél : 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■Appart F3 à louer, 100 m² à Oran-centre à côté du palais de la Culture. Prix 32.000/mois - Ag. Immobilière - 0554.29.99.91 / 0550.51.66.31

■Loue au 1er étage d'une villa 3 P., cuisine, SDB, balcon, garage. Vieux Canastel - ORAN - 0771.66.53.76

■TLEMCCEN : Vds Appart F3, 2 balcons, 3ème étage CHETOUANE (BOUARFA) - Tél : 0770.60.77.01

■TLEMCCEN : Vds 2 Apparts à BIROUANA - Tél : 0561.23.58.50

■Location dans une villa F3 au RDC. Convient Siège Sté ou Bureau d'Avocat, Médecin... Coop. 1er Nov. MOSTA - Salamandre - 0780.13.59.01

■A vendre un appartement grand standing F4 à Mobilart avec deux Box - Tél : 0793.80.79.69

■A vendre grand F5, 3^{ème} étage, acté, avec 2 accès (possibilité de transformer en 2 Apparts) 3 Pcs + double salon, cuisine, WC, 2 balcons vue sur Bd Maâta (en face Giga), dans un immeuble calme avec peu et bon voisinage - Tél : 0553.16.42.23

■Alouer un F3 66 m² situé à la cité AADL Hôpital 30.000 DA/mois, 1 an d'avance et une mensualité caution. Contrat notarié obligatoire - appeler au 0559.43.02.01

■Location : F3 Albert 1er. Neuf (38.000 DA) - F4 Larbi Ben M'hidi (80.000 DA) - 0557.44.45.87

■A vendre F2 aménagé en F3. Acté. 3ème étage. Deux façades, bien situé, Place Korte - Victor Hugo. ORAN - Tél. 0550.61.63.68 ou 0699.62.57.91

■Alouer F4 composé salon + 3 Ch. + SB + cuisine à Haï El Yasmine. ORAN - Tél. 0665.04.76.82 - 0665.17.66.07

■A vendre 2 Apparts F3. Sup. 115 m² immeuble neuf Cité des Oliviers. Maraval. ORAN - Tél. 0550.93.42.69

■ARZEW. Zabana : Vends F3. Acté 77,5 m² au 4ème et dernier étage dans un bloc propre et calme situé sur l'Av. principale - Tél. 0773.04.53.29 - Curieux s'abstenir

■Vds : F3 1er étage Cité 1180 Logts Maraval + lot terrain 152 m² Bahja Avenue Belgaid - Tél. 0774.60.61.41 - 0560.75.63.40

■Vends en un seul lot 2 F5 en semi collectif situés El Kerma Cité CNEP Sup. terrain 275 m² et habitables 150 m² par niveau - Tél. 0658.25.92.50

■A vendre appartement F3 AADL ORAN en face USTO 2ème étage - Contacter Tél. 0667.44.30.25

■Vends F3 Cité Zitoune CNEP 1er étage, 2 façades. Bon voisinage. Cité calme - Tél. 0770.60.66.27 - 0792.05.55.28

■Alouer F3, 5ème étage à Résidence " Bab Errayane " Cap Falcon A.E.T. - Tél. 0773.69.65.84

■Vends F4 (90 m²) + son garage commercial (26 m²) à Oran-Ville, belle cité calme et sécurisée. Prix raisonnable et abordable - 0662.21.01.69

■Vends appartement Cité Pyramides ORAN, F5 refait à neuf, Bt. 7, 1er étage, en face hôpital USTO - Tél : 0558.44.06.03

■A.V. Appart RDC Victor Hugo - A.V. Appart 1er étage Akid Lotfi - 4ème étage et 1er étage Avenue d'Arcole - 0555.27.14.80 - 0771.58.65.21

■Vds Appart Mobilart T4 Port Tour " D " meublé avec un box - Tél : 0561.666.996

■Alouer F2 à Choupet équipé de tout - N° 2: 0550.31.84.85

■Vds F4 Akid Lotfi 82 m² + Gd hall. Refait Top. Cuisine + SDB équipées + alarme + clim. Ttes commodités. Bloc sécurisé. Interphone. PO 1350 - Tél : 0558.38.64.67

■Vds Appart F5. Stand. 150 m². 2 Khamistes. Neuf - Acté - Refait à neuf à Med Fekiesi N° 08. Deux par palier. Accepte Prom. De Vente - Tél : 0559.92.28.76

■Alouer F2 - 4ème étage Haï Yasmine 2. Cité 158 Logts Prom. Bouhadiba - Tél : 0552.41.24.00

■Vds joli F5, 134 m² Résidence Hasnaoui 1er étg. cité propre et calme, ttes commod. (Chauff. C. + clim, jardin d'enfants... etc.) - AG. CANASTEL : 0554.588.689 - 0770.746.841

■Loue des Apparts meublés, équipés, ttes commod. (garage, eau H24...) quartier calme résidentiel pour famille. Trouville Ain Turck - 0777.65.23.63

■SBA - Bd Macta - Loue : F2 RDC 2,2 + F4 C/V 4ème Ch. / C. + Asc. 4,5 + Vds terrain agricole 30.209 m² 18 Km vers Ain Kada L/F Clôt. Arbres B. route, puits, élect. 1 M.DA - 0661.24.03.71

■Loue Appart 2 PC. SDB, WC + cour RDC localté Canastel proximité salle de sport - forêt - 0560.56.51.26

■URGENT - Vds F3. Acté. 76 m². Akid Lotfi face Méridien. Vue sur mer. Balcon sur Bd Canastel - Dble façade - Tél : 0661.23.07.62 - Mustapha

■Alouer 3 grandes Pièces + cuisine + WC. Rez-de-chaussée centre-ville ORAN - pour uniquement Activité libérale - Tél : 0669.10.86.99

■SIDI BEL ABBES : Vds F5, 2 façades. Acté. 5ème étage. 38 m². Gare de l'Etat en face R.T.A - Tél : 0770.57.83.27

■A.V. très bel Appart Haï Yasmine 2. Refait tout à neuf. 5ème étage. Acté. 850 U - A.V. Appart F4 1er étage Akid Lotfi - Tél: 0554.92.43.77

■Vends Apparts F3 et F4 très bien entretenus avec cuisine équipée et garage - situés à Millenium - ORAN - 0550.46.18.22

■Vds F2 acté 2ème étage refait à neuf. 2 Pcs, Cuis, WC, douche. Elect. Gaz. Eau + citerne d'eau... etc. Parking sécurisé. P. Off 560 U 6 Av. d'Oujda. ORAN. Accepte Prom. Vente - Tél : 0772.52.41.74

■A.V. F3. Acté. Très bien situé. 2 façades. Belle vue sur mer. 6ème étage avec ascenseur Cité 2000 Logts en face tribunal Akid Lotfi. ORAN - Tél. 0556.57.58.30 - 0771.26.57.85

■Vds joli F3. Acté + L. foncier. Sup. 81 m². Bien situé Haï El Othmania - Maraval (à proximité d'école, CEM, APC, marché) - 0776.49.97.39

■SIDI BEL ABBES : Vends Appart F4, 1er étage BREMER - Possibilité de Promesse de vente - Tél. 0556.73.04.62 / 0799.86.30.88

■Loue F3 neuf + cour + WC + douche. 1er étage à DJENIENE MESKINE - W. MASCARA - 40 Km d'Oran sur axe ORAN - S.B.A. - Pour profession libérale - Tél. 0560.02.68.56

■Vds F3 avec Box Bel Air Victoria + Vds / Ech. F4 avec Box Gambetta + F5 Mobilart Tour A + F5 150 m² Yaghmoracen + F4 1er luxe Fernandville - 0560.18.38.27

■Vends F4 Prop. 95 m² Hassi Ben Okba RDC Imm. R+2. Pas voisin palier, à côté écoles + Mosq. - Disp. + G.N. - 0774.62.32.21

■Vends F3 120 m² 3ème étage Nouv. Const. à Choupet. C. équip. + dressing dans un Imm. de 07 Locat. - Cont. KACEM au 0552.95.02.11

■Loue bel F3 2ème étg. Akid Lotfi ORAN. T. bien ensoleillé. B. situé. B. voisinage (Proxim. école, CEM, lycée). SVP Prix 36.000 Nég. + 1 an d'avance + 1 mois cautionnement - 0663.52.80.77

■Alouer un Appart F3 équipé avec Internet au 2ème étage à Seddikia en face Résidence El Bahja - 0793.45.38.36

■Vds très bel Appart F3. Acté à Gdyl. 1er étage (R+2). 2 façades. Ensoleillé - Tél : 0554.74.05.65

■Vends bel Appart F3. Acté. 3ème étage. 84 m². Centre-ville (Derrière la Grande Poste) ORAN - Tél. 0558.79.43.27

■MOSTAGANEM : Vends F3 luxueux 78 m² Résidence Ouarsenis 4ème étage. Vue sur mer - Tél. 0770.53.38.52 - 0033.483.0990.91

■Vds Appart F3, 4ème bien situé, refait à neuf (Dalle de sol - Faïence - Porte et Fenêtres) à Akid Lotfi - ORAN - 0661.20.30.62

■Vends F4 au centre-ville 4ème étage 105 m² avec ascenseur privé - Photos sur NewSouk.com - Tél. 0776.69.70.95

■Vds 2 Apparts : F4 RDC avec terrasses et au 3ème étage : 99 m² et 89 m² en plein centre-ville d'Oran Bd des Chasseurs côté club de Mouloudia - Tél. 0559.19.24.80

■Vends F3, 4ème étage 78 m². Vide de suite : Adda Benaouda - ORAN - Tél. 0771.69.92.40 - 0560.51.63.08

■Vends Appart F3, toutes commodités à Kou-dia TLEMCCEN - Contacter le 0550.71.61.70 - 0555.35.88.99

■Loue F2 et F1 avec sanitaires au 5ème étage à usage de Bureau - et loue F1 avec sanitaires au 1er étage à usage de Bureau - A Point du Jour - ORAN - Tél. 0558.49.76.70 - 0555.35.88.99

■Vds F4. Désistement à ZAHANA. Refait à neuf. Toutes commodités. Clim. Chauff. Tél. Internet. Eau chaude et froide H.24 - Prix Négoc. après visite - Tél. 0554.21.42.44

■Vends Appart F3, 8ème étage à la Cité Cosider à 50 m de l'Université USTO - Neuf (3 pièces) - eau - gaz - ttes commod. - Prix 13 - Tél. 0550.12.09.66 - 0560.35.41.63

■Vds F3 aménagé en F4 - Acté - en face la daïra Ain Turck - 1er - ttes commod. (Réservoir eau H/24 - Clim - Internet) - P. 810 U Nég. - 0771.16.02.63

■Vends Appart F4. 2ème étage. Acté. Refait à neuf. Libre de suite à Misserghine - Tél. 0770.20.35.30

■Loue Appart Front de Mer R. Nancy F4, 105 m² pour Habitation ou Profession libérale au 1er étage - longue durée - Tél. 0661.14.07.71

■Vds très bel Appart F3. Acté. Rénové à neuf et équipé de luxe Akid Lotfi, 9ème avec ascenseur - PV 1 Md 350 U - Poss. Ver. 720 U - /Resle par voie bancaire - Tél: 0561.32.93.69

■A vendre F3, WC, douche, 50,26 m², 2ème étage 14, Rue Hô Chi Minh - Haï Amir centre-ville Oran - Tél. 07.98.18.54.11

■A vendre studio. Acté. 27 m² équipé. La Cité Plein Ciel. ORAN Gambetta au rez-de-chaussée, entrée individuelle - Prix 360 U - Tél. 0561.32.69.93

■Vds F3. 72 m². Acté au 5ème et dernier étage Résidence Bel Horizon 2 - Rebano. Rond-point Pépinière - Tél. 0794.59.96.76

■Vends Appart F2 - 1er étage Bir El Djir - Désistement - 0778.37.59.98

■ARZEW - Cité Benboulaid : Vds F5, 2^{ème}, Acté. 2 Faç. Cuis. Equipée. Hammam. Ch. d'entant. Tél. Internet. Clim - Offre très intéressante. P. Ap. visite - 0556.14.91.78

■ORAN - Vds bel Appart F3. 2 façades. Belle vue sur mer. 7^{ème} étage avec ascenseur. Cité des Lilas - Gambetta à côté police 11^{ème} - 0554.56.21.31 / 0551.59.91.22

■Ag. Imm. cherche : Achat F1 ou F2 à Oran - Petite M. de Maître à Sidi Maârouf - Tél. / SMS : 0770.96.49.89 (appel de : 10 H à 15 H max.)

■Vds F2 - 1^{er} étage à Saint Antoine près du commissariat 1^{er} près de Médina Jidja - ttes commodité - refait de tout. Prix 450 U - Possible promesse - Tél : 0774.60.11.25

■A louer à Point du Jour ORAN F4 au RC, entrée individuelle, équipé de dalle de sol, électricité, gaz et eau H 24 - pour Bureau ou Société - Tél : 0771.62.28.15

■Vente Appart F3. Acté. Aménagé. Cuisine avec les placards + citerne. Neuf, vue sur le port, avec clim, situé Cité Zabana Îlot 7 Bt 05 N° 20, 4^{ème} étage. Prix 7.500.000 00 - N° Tél : 0777.03.13.00

VILLAS

■Vds villas : R+2 Carraf - R+2 2 F. Karma - R+2 Wilaya - R+1 400 m² Maraval - R+1 Fleuries et Boulangerie à USTO - Loc. F3 La Poste - 0772.28.69.52 - 0553.78.74.37

■Bur. d'Aff. Vend villas : R+1 468 m² Castors Oran + 270 m² R+2 Bahi Amar (Sénia) + 256 m² 3 F. R+2 Zabana Misserghine - Tél. 0557.15.97.86 / 0771.84.99.78

■Vds villa à Karma. RDC : 2 Gds garages, sanitaires, jardin. 1er : 4 Ch. + 1 Sal + 2 Bal. Cuis. 2ème : 2 Ch. + terrasse - Tél. 0773.52.20.77

■Alouer Maison de Maître 3 P. C. salle de bain avec grande cour. Hassi Bounif - Tél : 0552.09.00.39

■A vendre à Oran (LA LOFA) villa 400 m² une seule façade avec Acte de propriété + Livret foncier et libre de suite - Tél : 0556.90.37.33 - Intermédiaire s'abstenir. Merci

■Vds M.M. Acte. Livret foncier. 12 U m². R+2 + local Comm. en activité. 5 Pcs + 2 Gds Sal. + 2 cuisines + 2 SDB - Nvle Const. + cour - P.D. 34 - à Choupet - 041.35.11.36 - 0793.41.66.40

■Vds villa. Sup. 750 m². 18 m façade avec grande cour et jardin garni d'arbres fruitiers. Bien située - ttes commod. - 0661.74.72.64 - Prix Ap. visite

■Vds des belles villas : 230 m² R+1 + 220 m² R+2 + 400 m² R+1 + 600 m² R+1 + 240 m² R+2 + 250 m² - avec ttes commod. à Bir El Djir - 0772.25.08.10 / 0555.11.71.13

■Vds des belles villas : 220 m² R+1 + 300 M² R+1 + 150 m² R+1 + 250 m² R+1 + 200 m² R+1 - avec ttes commod. à Canastel - 0772.25.08.10 / 0555.11.71.13

■TLEMCCEN : Vends villa R+1+ jardin. Sup. 280 m² à Cité Moudjahidine IMAMA - Tél : 0771.66.60.75

■A vendre Maison de Maître 150 m². R+1 - Actée - à Boudjemaâ - ORAN - 0664.20.10.75

■Vds villa R+2 bien située à Sidi Chahmi. Dble Faç. - Acte / L. Foncier - ttes commod. Poss. Echange C/plus petit - P. Nég. après visite - 0560.32.03.16

■Vds Maison de Maître. RDC : Gd salon, Cuis., SDB, Pte terrasse. 1er : 2 Pcs + SDB, WC. Construction neuve avec terrasse. Gambetta. ORAN - 0778.85.50.29

■Vends Maison de Maître - S. 188 m² à Sidi Maârouf. Double façade. R+1 - Prix après visite - 0697.14.93.62

■Vends Maison de Maître 200 m². R.C. Ancienne Bâtisse 1 façade 10 m x 20 - P.D. 12 U le m² 9, Rue du Limousin - Carteaux - 0795.17.46.43

■A vendre vieille Bâtisse située Ville Nouvelle. 300 m². Double façade - Tél : 0556.80.92.88

■TLEMCCEN : Vds Maison à BIROUANA 160 m² - Tél : 0551.21.75.26

■Vds / Ech. M.M. 450 m² R+1. 18 m F. Envir. Rue S. Zoubida - Maraval - 3 S. + 7 P. + 2 Cuis. + 2 SDB + 4 WC + local + G. 2 V. + puits + B. eau + jardin - C./ Villa 200 à 250 m² à Oran - 0558.15.36.22 - 0771.32.70.92

■A vendre villa à Bir El Djir côté du 4^{ème} Périphérique. Cave + R+1 - 265 m² - Tél. 0661.13.00.71

■V. villa R+2 Cité Bouazza El Habib. Yaghmoracen (ORAN) Othmani. R: 2 G. Sal., hammam + cuis. + B/eau (9000 L) + hall. 1er : 3 Ch. + hall + SDB + sanitaires + cour. 2ème : 2 Ch. + WC + terrasse + hall - 0550.31.75.42 - 0793.05.97.25

■Vends villa St Hubert 600 m² en finition. Prix après visite. Curieux et intermédiaire s'abstenir - 0770.24.19.97 - 0552.78.62.66

■TLEMCCEN : Vds villa à Sidi Othmane non finie 360 m² face salle SARI, composée S/ Sol aménagé, Gd local 330 m² et Gd F5 au 1er étage - Tél : 0560.50.63.12

■Vds villa Fernand-ville - ORAN. 512 m². C. 260 m² R+1 + studio 2ème étage + bain douches publiques + cave + puits - toutes commodités - Tél : 0665.72.39.79

■A vendre Maison de Maître. Surface 56 m² avec garage. R+2. Actée. Adresse : Rue Baddid Kaddour N° 19. Cuvelier. ORAN - Tél : 0662.32.98.23

■A.V. : M.M. actée 100 m² R+2. Bâche d'eau + garage + local - Douar Boudjemaâ Coop. Haï Chahid Mahmoud - Tél : 0772.29.56.98

■Vends Résidence pieds dans l'eau Chatt Hillal W. de TEMOUCHENT. R+1 : 6 pièces, salon. Vue sur mer. Actée - 0561.52.42.93

■Vends villa Coop. Colonel Lotfi 230 m² Maraval en face hôpital militaire. R+2 avec 2 garages - Tél. 0550.31.75.81

■A ORAN Point du Jour : Vends villa 300 m². R+1 avec un grand garage. 2 Faç. Quartier calme et résidentiel. P. après visite - Tél : 0774.54.93.15

■Vends villa 240 m² Haï Zabana Misserghine. Travaux terminés à 100% - Libre de suite (état neuf) - Tél. 0550.94.57.26 ou 0556.92.40.81

■Vds villa de 2 étages et premier avec terrasse, un jardin, piscine et garage, de 504 m² - Tél. 0770.32.29.10

■A vendre Maison de Maître. Sup. 375 m². Façade 12 m : 4 pièces, cuisine, SDB, Gd garage, Gde cour - à ORAN - Eckmühl - Tél. 0774.21.03.41

■Vend villa R+2 - 140 m². Bien situé. Toutes commodités. BOUTLELIS Cité CNEP - Tél. 0772.07.19.00

■A vendre une Carcasse à 218 m². Bâche d'eau 6 à Bir El Djir - ORAN - Tél. 0552.74.96.00

■Loue des belles villas à ORAN, usage habitation ou bureaux, avec jardin et piscine et toutes commodités - AG. CANASTEL. Tél. 0554.588.698 - 0770.746.841

■Vds villas et carcasses à ORAN-Est. Sup. 150 m² à 1.000 m² Avec PC jardin, piscine - des quartiers résidentiel N/Cons. - AG. CANASTEL - Tél. 0554.588.689 - 0770.746.841

■Vds à Misserghine Haï Zabana en face commissariat, villa R+2 - 280 m² : 2 locaux + jardin + 6 Pcs + 3 WC + 3 SDB + 2 halls - 0797.89.65.14

■ORAN-Est 4ème Périph. : Vds villa 209 m². 2 façades. R+1 - MASCARA 28 Vds villa, Sal., 3 Ch., C. SDB, Gar. - 0661.24.03.71

■Vds / Ech. contre plus petit, villa 390 m² bâtie 180 m² à Bouisville Ain Turck à 50 m de la plage : 06 P., Cuis., SDB, petit jardin, piscine - Tél. 0554.26.45.78

■Vends Maison de Maître située à Bastié. ORAN. Superficie 1036 m² - ou Loue local 900 m² couvert - Tél. 0661.20.57.57

■Loue R.D.C. villa Saint Remy 223 m². Eau. Gaz. Electricité. Bâche d'eau - Garage + cour intérieure. 3 pièces - Tél. 0794.74.05.88

■A vendre Maison à Cap Falcon. Sup. 800 m² - Tél. 0555.38.05.54 - Prix après visite

■A vendre Maison de Maître à ES-SENIA - Actée + Livret de foncier - Superficie 391 m². Façade 20 m - Tél. 0792.95.71.03

■A vendre villa actée 455 m² R+1 avec Usine de fromage au RDC et Habitation au 1er étage située à Amir AEK ex-St Remy - 0559.36.23.72

■A vendre villa R+2 - 250 m² : 9 pièces, 3 terrasses, hammam, chaudière, garage et 2 jardins - face Canastel - 0770.26.42.92

■Vends / Ech. M. de Maître 90 m² R+1. Actée + L.F. à Carteaux ORAN. RDC : 2 Ch. + 1 Gd salon + Cuis. + SDB - 1er étg. : 2 pièces + terrasse - 0797.78.25.60

■Vendons Immeuble en ruine. Acté + Livret foncier au centre-ville. Quartier St Eugène - ORAN - Tél au : 0556.21.73.15

■CANASTEL : Loue belle villa R+1 + Niv. Villa F3 RDC + Niv. Villa F4 et Niv. Villa F5 Ht Stand. meublé - Vds villa R+2 + Gar. à bon prix - 0796.55.79.30

■Alouer pour Société étrangère ou nationale à TLEMCCEN centre-ville : Maison 2 étages, 356 m² par étage + chauffage C. + eau H.24 - Tél : 0661.22.10.03 - 0661.22.74.74

■Vends villa 260 m². R+1 - 1 façade. Actée + L.F. Quartier résidentiel (ORAN). Prix après visite - Tél : 0555.42.13.97 - 10 jours (intercalé).

■Jolie Maison à vendre de 100 m², deux façades (R+1). Nouvelle construction aux Castors - Boutléis-Village - Tél : 0771.79.88.73 - Boutléis

■Villa à vendre sup. 200 m². RDC : 3 garages. 1er étage : Gd salon. 2 séjours + cuisine équipée + sanitaires + 4 pièces - Tél : 0556.30.86.83

VEHICULES

■Vends SEAT LEON. Noir. 2008. Essence 1,6. Sport Edition. Tout options sauf cuir et xénon - 100 000 Km - Pas de courtier - Tél : 0792.035.632

■Vds voiture BYD Ess. Blanche. Année 2013 - 4000 Km. Allemand avec licence 31 + MERCEDES E.220 - 2008. Noire. Ttes Opt. Safia. 39000 Km - 0775.73.76.15

■Achat véhicules accidentés ou en panne, Légers et Lourds - 021.91.35.62 - 0771.39.49.82 - 0771.87.77.73

■A vendre Moto pour handicapé marque ZENATI MOTOR 110 C.C. 3 vitesses 80 Km/h - Tél : 0793.71.32.99

■EURL ILYA vend : Grue chantier 20/20 - Rouleau Compacteur - Autre matériel - « AN-SEJ - CNAC » - 0661.31.52.02 - 0659.48.84.76

■LVS Location - Louez des Camionnettes 1 jour/7 gratuit - LVS Location une Agence à votre écoute - Tél : 0775.20.38.42 - Cité 200 Logis ORAN

■Vds Q.5 Nouveau 2013. S. Ligne. Blanc. Ttes Opt. 1000 Km. Allemand avec licence 31 + MERCEDES E.220 - 2008. Noire. Ttes Opt. Safia. 39000 Km - 0775.73.76.15

■Smart Distribution cherche location de Camions Type KIA 2700 frigorifique, sans chauffeur - Appelez au N° 0772.23.66.84 ou 0561.18.36.23

■A vendre : 207 / 1,6 HDI. 2012. Tt Options. Panoramique... etc. Blanche (23 000 Km) - Clio 4 - 1,2 Ess. Gris Argent. 8 000 Km - Tél : 0662.67.83.64 - Pas de courtier SVP

■A.V. voiture HAIMA 1. Première main. Année 2013 Base. Clim. MP3. Alarme - Km 8000. Gris Argent - Prix 66 U Nég. - Tél : 0771.08.91.50 - ORAN

■Vds MEGANE GT Line. Blanche. 2011 - 46 000 Km. T. Options. Jantes Alu. Toit panoramique. Ordinateur de bord. Zéro Retouche. Cuir. Xénon - Tél : 0559.92.28.76

■A vendre Camion Benne Tasseuse JMC 2010 - Km : 55.000 - Tél : 0554.21.47.02 - 0550.10.79.03 - ORAN

■Vds 2 véhicules LEON FR. 2013. 1er main : Blanche. Tte Opt. 143 CV. 2.0. Toit ouvrant 4.700 Km. Carte grise 31 - 0 Retouche + I30 Gris argent 2013. Toit - 0 Km - 0560.08.53.14

■Vends véhicule SEAT IBIZA FR 2013. ORAN. Toute option - Courtier s'abstenir - Tél : 0778.94.77.46

■Un Semi-remorque à vendre marque RE-NAULT tracteur année 2004 avec Remorque Type 33GVBE année 2002 - Contacter : 0661.20.65.41

■ORAN: Vends Passat 1,9 - année 2006, roulé 200.000 Km. Couleur noire - Tél : 0771.16.84.46

TERRAINS

■Vds terrain 366 m². Acté. Dble Faç. - Possibilité 2 lots 183 m² chacun. B. situé à 60 m du Bd Belgaïd en face Maison de Jeunes. P.O. 8 U/m². P.D. 10 U/m² - 0770.30.52.44 - 0550.35.97.91

■A vendre lot de terrain 304 m² à Brédéa - BOUTLELIS - Tél : 0777.15.87.64

■A vendre à ORAN sur le boulevard (Très d'Union) lot de terrain 312 m² une seule façade avec Acte + Livre foncier - Tél : 0556.90.37.33 - Intermédiaire s'abstenir. Merci

■A vendre à ORAN lot de terrain promotionnel à Belgaïd 1000 m² une seule façade - Tél : 0556.90.37.33 - Intermédiaire s'abstenir. Merci

■A vendre des lots de terrains : 225 m² + 204 m² + 209 m² + 230 m² + 243 m² + 270 m² à Canastel - Tél : 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

■A vendre des terrains : 225 m² + 176 m² + 150 m² + 430 m² + 217 m² + 1100 m² à Bir-El-Djir - Tél : 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

■Vends terrain à bâtir avec L/Foncier + Certificat urbanisme 6.000 m² - 75 m façade sur Route Nle 3 Km sortie Est - Ouest SIG - Tél : 0552.10.86.57

■Terre agricole à vendre à Bouzedjar (W. TEMOUCHENT) 08 hectares, actée, façade sur la route et vue sur mer - Ag. Immobilière : 0554.29.99.91 / 0550.51.66.31

■A vendre lot de terrain sup. 206 m², façade de 10,50 m. Fernand-ville. ORAN - Tél : 0555.11.79.19

■MOSTAGANEM - Vds 2 lots de terrain situés dans une ruelle calme à la Pépinière. Sup. 244 m² et 174 m² avec Acte et Livret - 0772.21.16.46

■Vends lot de terrain Douar Belgaïd 780 m². 2 Faç0 sur route principale. Ouvert à toute proposition - 0555.09.10.61

■Agence NADJET - 0777.04.46.83 / 0552.98.13.81 - Vend terrains : 120 m² 240 U (PV) + 90 m² 2 F + 110 m² 220 U Rouaïba Amria - 220 m² 450 U Bredia - 150 m² Désist. 160 U Bredia

■Vends lot de terrain. Sup. 225 m². Acté + LF - TIARET - Cité Police Amar face école primaire - Tél : 0770.99.36.78

■A.V. Lot de terrain à Messerghine-Village Rue Khemisti. 12 m F. x 32 P : 389 m². Acté + Livret foncier - 0770.30.52.44 + 0550.35.97.91

■A vendre lot terrain de 685 m² près de la mosquée El Qods Fernand-ville - ORAN - Contactez le 0559.200.752

■TLEMEN - Vds terrain 260 m² double façade avec plate-forme, situé derrière APC Kiffane Avenue Cité Benaddou El Houti - Tél : 0771.57.53.85

■Vends terrain à Benfréha 125 m² une façade - Acté - Tél : 0771.26.34.12 - Prix: 460 U

■ORAN. V. T. O/Tlélat 5 Ha + 1,5 à Madar + Carcasse 2 F. 297 m² à Canastel Quart. Résid. P. après visite. Merci - Tél : 0774.54.93.15

■Vends lot de terrain. Acté. Superficie 187 m² une façade - situé à Haï Zabana Messerghine - Pour visite appelez au 0559.73.32.74

■A vendre lot terrain de 100 m² bien situé à Chahid Mahmoud - une seule façade - ORAN - Tél : 0553.42.33.85

■Vds terrain à ORAN-Est : Canastel - Fernand-ville - Bir El Djir - Belgaïd...etc. Usage Habit. ou Comm. Sup. de 150 m² à 1.000 m² - Actés - Viabilisés et bien situés - Ag. Immo. CANASTEL. Tél : 0554.588.689 - 0770.746.841

■Part. vend des lots terrains avec Acte et Livret foncier dans une zone urbaine à TA-FRAOUI - Prix Ap. visite - Pour tout contact Tél : 0550.55.88.38

■Vends terrain à Belgaïd Coopérative Djebbari. 274 m² - 3 façades - Prix offert 10 M - Tél : 0553.78.89.21

■Vends terrain de 150 m² - 2 façades à Belgaïd - P. Off. 16 - P.D.19 - Appelez 0667.51.35.30 - Pas de courtier SVP

■A vendre lot terrain 800 m² - 20 x 40 - à Ain Defla-plage - Kristel (ORAN) par Désistement - Tél : 0663.46.75.38

■Vends terrain 263 m² - 2 Faç. - Acté - Bd Millenium mitoyen Mosquée El Houda (ORAN) - Tél : 0779.86.52.02

■A.V. terrain Zone " Z " 48.000 m² à MADE-GH côté mer - A.V. terrains 4ème Périphérique : 160 m² - 180 m² - 270 m² - Tél : 0554.92.43.77

■P. Vend lot de terrain de 183,5 m² à Bir El Djir - Acté - entre Daira de Bir El Djir et Hôpital Pédiatrique - 10 m de façade - Tél : 0561.51.33.13

■TLEMEN : Vends terrain 210 m² à CHE-TOUANE - Acté - Tél : 0554.76.00.79

■Vends terrain Haï Khemisti (Fernand-ville) 420 m². Acté + L.F. Une façade de 13 m + P.C. R+4 -Tél : 0550.22.13.30 - 0772.09.61.03

■Vds terrains : Pour Promotion 1840 m² 2 Faç. Bir El Djir + 1000 m² 1 Faç. Gambetta avec Promesse + 420 m² 2 Faç. Gambetta + 300 m² 1 F. Courbet + 270 m² 2 F. Bir El Djir - 0560.18.38.27

■Vds ferme 28 Ha de 800 palmiers + 500 oliviers + 4 bassins + eau H24 (15 Ha Vide). Route SIDI OKBA - W. BISKRA - 0778.37.62.63 - 0550.52.11.43

■Vends terrain 5000 m² Z.I. Sénia avec poste électrique 400 KVA et poste de gaz 250 m³/h 300 mbar - Tél. 0773.38.92.60

■Vends terrain nu. Acté. Place Gambetta - Tél. 0555.30.34.30

■A vendre terre agricole 19 Ha plantée en oliviers 2500 arbres avec Acte de Concession sise à Mers El Hadjadj - Tél. 0555.53.39.35

■Vends terrains agricoles : 6 Ha Braya - 12 Ha Ain Kerma (Boutléis) Oran - 12 Ha concession (40 ans) Sidi Moussa Mosta - 0550.13.19.62 - 0793.12.49.77

■Cherche lot de terrain 80 m² Canastel - Bir El Djir - Belgaïd - Tél : 0793.05.80.57

■Partic. vend terrain 2 Faç. Sup. 348 m² à Fernand-ville près Station Bouchikhi - Voir photos sur : oransouk.com N° 7085 - Tél. 0697.06.74.18

■Vds terrain à Belgaïd Coop. Djebbari. 541 m². 4 Faç. ou en 2 lots de 3 Faç. chacun - P. Off. 10 M/m² - P.D. 12 M/m² - 0661.20.95.21

■URGENT : Vend terrain constructible à H. MAMACH - MOSTAGANEM - 3000 m² à 1,6/ m² Nég. - ALG. : 0553.14.63.25 - FRA. : 00.33.6.59.97.17.56

■A vendre lot de terrain - Acté - à Rocher. Bien situé. 215 m². 2 F. - Intermédiaire s'abstenir - 0554.71.54.99

■Vends des lots de 120 m² à 500 m². Acte notarié - pas loin de la mer à SIDI LAKHDAR - MOSTAGANEM - Tél : 0798.73.02.16 ou 0558.27.07.88

■AÏN EL ARBA. W. 46 - Vends lot de terrain 220 m². Acté + Livret foncier - ou Echange contre Logt à Béthioua ou à Ain Bia - Etude ttes propositions - 0550.12.37.39

■A vendre terrain nu clôturé, superficie 1539 m². Acté + L. foncier - très bien situé à St Eugène Hippodrome - ORAN - 0552.53.85.39

LOCAUX

■Local à louer à la Es-Senia, bien fait, petit, à usage bureautique. Prix demandé 15 000 DA par mois - Tél : 0794.65.82.52

■Vends : Locaux commerciaux à El Kerma - Bureaux et Services à Belgaïd - Tél: 0558.79.43.27 - 0770.33.85.76

■Loue Pizzeria équipée bien située Place Gambetta - Tél : 0558.19.29.98

■Vends local 15 m² - Acté - côté consu-lat d'Espagne. Prix : 990 U - Tél : 0556.39.46.59 ou 0033.681.074.519

■Partic. propose un magasin pour Dépôt Vente situé au Plateau près l'hôpital - Appelez : 0556.85.95.07 - 0770.69.55.50

■A louer un local d'une superficie de 28.30 m² sis au Site 132 Logements K'Bassa, Bt 01 N° C 01 - TLEMEN - Tél: 0551.27.96.03

■Pour raison de santé loue Cabinet Dentaire équipée 4 P. 120 m² RDC villa B. situé ORAN. Convient Cabinet de groupe ou autre activité - Tél : 0790.80.10.43

■Vends local commercial 66 m² avec sous-sol 66 m² - convient pour toute activité commerciale - Contact Ag. Immo " TAMIR " : 0668.41.46.42 ou 0550.222.970

■Loue local 35 m² avec sanitaires centre-ville (ex-Rue Largentais) Hay El Mnaouer - ORAN - Tél : 0556.17.55.69

■Partic. possède un magasin près de l'hôpital cherche un Pharmacien avec Agrément pour un partenariat - Appelez : 0556.85.95.07 - 0770.69.55.50

■TLEMEN : Loue très beau magasin de 68 m² au centre-ville, pas très loin de Bab El Djiaid - Tél : 0550.42.61.33

■Loue 02 locaux, mitoyens Akid Lotfi avec soupente 120 m² + 108 m² + Appart 1er étg. 02 façades Cité Lobet 05 P. C. SDB - 0551.26.65.22 / 0661.20.65.35

■Vds Lavage + Matériel Rue de Mostaganem + F3 Groupe de Lattre + Hawch 240 m² à démolir Cité Petit + Loue studio Bel Air + F4 H/Yasmine + 150 m² Cuvelier - 0552.92.22.08 - 0790.68.38.67

■Loue local 180 m² Larbi Ben M'hidi - ORAN - 0557.44.45.87

■Loue Bureaux sur trois étages et RDC usage multiple, clinique, groupement médical, pour siège grande société - 0770.24.19.97 - 0552.78.62.66

■Louer local 80 m² H : 4 m. et large au Bd Grine Belkacem N° 63 à proximité clinique Benserai - Sananes. ORAN - Tél : 0791.53.07.75 - P. Ap. visite

■SIDI BEL ABBES - Vends / Loue local comm. 55 m² avec S/sol. T. B. situé sur Gde avenue (non concernée par tramway). Acté + L. Foncier - Tél : 0555.05.90.10

■TLEMEN - Loue magasin sup. 110 m² situé au Bd des 24 mètres. Convierait pharmacie, Labo d'analyses - Tél : 0661.76.22.59

■Loue à ORAN local commercial 466 m² quartier Grossistes Maraval Rue Dehiba Brahim. Curieux intermédiaire s'abstenir - 0560.629.131

■Pour crèche, école ou société : Loue 500 m² sur 3 Niv. dans M. Maître sise à Courbet sur Gde artère commerc. - P. Ap. visite - 0770.33.45.87

■Loue espace neuf aménagé en bureaux 250 m² (R+1) Stand. Chauff. C. Clim - sur Gde avenue beau quartier Maraval + parking + local 50 m² - Tél/Fax : 041.34.46.20 - H.B.

■Possède local de 900 m² possibilité d'extension de 600 m², convient pour Showrooms ou autres sur Bd Es-Senia Route de l'aéroport : Cherche Actionnaire - Appelez au 0560.93.21.07

■Vds / Ech. 03 locaux centre-ville ou Appart bien aménagés double Faç. à Plateau. ORAN. Sup. 61 m² 55 m² et 25 m² et 23 m² Acte - Tél : 0779.55.51.58

■Loue local 90 m² à ORAN face les halles centrales ex-Marché Gros - Maraval - 0772.35.68.57 - 0551.91.00.57

■A vendre un local acté - superficie de 17 m² au centre-ville d'ORAN - Tél : 0771.14.22.58

■SIDI BEL ABBES - Vends ou Loue local pour avocat ou médecin : 3 pièces au centre-ville de SBA - Tél : 0555.49.00.78 / 0555.49.00.81

■Vends Immeuble commercial 2 façades - 430 m² - Centre-ville MASCARA - 0778.15.94.26

■Vends Dortoir 18 chambres + restaurant en aménagement 80 m² - Tél : 0777.13.81.12 - 0772.77.88.02

■A louer Chambre froide 100 m³ Négative et Positive située à Bir El Djir - ORAN sortie Autoroute Pépinière - 0772.02.07.20

■A.V. Yasmine : 35 m² Akid Lotfi - 40 m² + 40 m² Yasmine - 33 m² Haï Es-Sabah - Tél : 0554.92.43.77

■A louer local 10 m sur 5 m + sanitaires + eau + électricité à Hay Bendaoud - Bir El Djir - N° 0771.13.14.41 - 0781.10.10.78

■MASCARA : Location de 2 Chambres Froides Positives 500 m³ chacune - Capacité de stockage 140 T - 0560.95.52.94

■Vends local supf. 236 m². Cave + RDC + 1er étage. 3 vitrines. Peut servir à toute activité : Carrefour Karguentah - ORAN - Bd Benzerdjeb N° 4 - Tél : 0555.93.34.14 - 0561.97.50.41

■A louer Pizzeria (Chawarma) bien équipée à Akid Lotfi - Tél : 0554.22.26.25

■Loue à ORAN Hippodrome local à usage de dépôt seulement, 600 m² dont 400 m² couverts. H : 5 m. Espace parking. Bureau. Loge gardien - Tél : 0774.58.12.09

■Loue local commercial 2 façades. Refait à neuf. 70 m² x 2 - Deux niveaux (Angle Rue des Aurès) C/V d'Oran - 0779.01.69.01 - Curieux et intermédiaire s'abstenir

■Vends Cabinet dentaire P. Porte. Bien situé à Frenda W. TIARET avec équipement fonctionnel : Cause Retraite - 0775.76.06.74

■A louer local 18 m² centre-ville (ex-Rue Michelet) Jean-Marie Laribère - 0777.62.04.40

■Chirurgien-dentiste vend Cabinet dentaire en activité centre-ville 1er étage. Superficie 100 m² - Tél : 0550.213.453

■Vds local R + S.-Sol de 170 m². Faç. 11,50 m. 2 rideaux élect. + entrée côté immeuble. Fini 100 % Top - B. placé près Gd Bd Tramway Haï Sabah. ORAN - 0669.26.70.05

■Location Hôtel 22 chambres / Restaurant + parking - ttes comm + Permis d'extension pour Sté et Part. - Tél : 0555.555.283 / 0665.50.45.25

■Location local 30 m² deux façades Av. Max Marchand - Gambetta - Tél : 0555.27.63.78

■A vendre ou à louer local en Duplex + de 70 m², Res-El-Boustene avec gardien. Sanit. + eau + gaz - Conv. Profession libérale ou autre. 10, Rue Ziani Miloud. Miramar - Tél : 0557.01.36.44

■Vends local 386 m² à Boulanger - Possibilité d'extension - Façade de +16 m - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0561.17.16.90

■MASCARA : A louer un local de 220 m² bien situé qui peut être divisé en 02 locaux pour toutes Activités commerciales - Tél : 0771.31.72.30

■AG. " MON RÊVE " 0771.91.66.82 - 0557.10.29.94. Vend local 38 m² + 360 m² S/sol Yasmine - Loue 2 locaux à Akid - Local 200 m² Av. d'Arcole - Loue villa 200 m² R+3 Cité Petit

■A vendre 4 magasins jumelés Deux Faç. Sup. 104 m² avec soupente en dalle : Rue du 8 Mars - Es-Senia - P. Ap. visite - 0772.65.74.93 / 0771.75.12.06

■A louer 2 locaux 25 m² chacun. Convient à une pharmacie. " Cité Kara 01 - ES-SENIA " - Tél : 0774.453.409

■A vendre ou à louer 02 locaux situés au 40 et 54, Rue Larbi Ben M'hidi (deux façades) - Appeler au : 0770.31.19.31

■Location local à l'USTO aux 1500 Logements, très bien aménagé. Surface 16 m² - Contacter : 0771.36.26.93

■Loue local 145 m² bien aménagé à Haï Chahid Mahmoud Douar Boudjemaâ / ORAN - Tél : 0550.31.42.80

■Loue ou Vends local 30 m² bien situé sur Avenue de Choupot - ORAN - Tél : 0796.45.54.94 - curieux et intermédiaire s'abstenir

■MOSTAGANEM : Pépinière Rue de la Glacière - Loue local neuf 110 m² environ. Usage de bureau ou commerce, convient société ou particulier - Tél : 0770.30.55.52

■A.V. local 16 m² double façade situé à Haï Ibn Sina ex-Victor Hugo - 0549.29.47.60

PENSÉE

BENDJEBBAR Mohamed Abdelhak

Officier ALN / Officier ANP.
Papa : Un an déjà, et pourtant pour nous ce n'était qu'hier que ce cruel destin t'a arraché à nous. Tu as été notre phare dans la nuit, sa lumière si forte nous conduit, tu as balisé le chemin de nos vies, nous continuons à appliquer ces acquis ; plus jamais nous ne pourrions prononcer ces mots " Bonjour Papa ", car tu nous as quittés, tu n'es plus avec nous ici-bas...
Toute ta famille qui ne t'oubliera jamais.
Nous remercions tous ceux qui ont partagé ce triste événement avec nous.

PENSÉE

A la mémoire de Mme Hadja MERED Zoubida née MANSOURI.

Le 04-12-2010, déjà 03 années sont passées.
Dur et très dur de poursuivre le chemin sans toi. Tu as été une maman exemplaire, pleine de bonté et beaucoup de sagesse ; sache qu'une mère ne meurt jamais, tu resteras toujours présente dans nos cœurs pour les valeurs que tu nous as si bien inculquées : honnêteté, dignité, sagesse et sens du devoir. Tes enfants, les petits-enfants et toute ta famille, nous demandons une pieuse pensée pour toi. Repose en paix et continue de veiller sur nous du haut de ton étoile.
Ta fille qui t'aime toujours
إنا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE

EL HADJ ABDELKADER SOLTANI.

Encore une année pleine de souvenirs, de soupirs, de dire et de sourires...
Très cher Hadj, repose en paix.
Tes enfants et ta femme demandent à tous ceux qui t'ont connu, côtoyé et aimé de lire la " FATIHA " et d'avoir une pieuse pensée pour ton inoubliable âme.
Ta femme Hadja SOLTANI

PENSÉE

01 an. Triste et douloureuse fut la

journée du 05/12/2012 où nous a quittés à jamais notre cher père
El Hadj ETCHIALI KOUIDER
à l'âge de 92 ans, laissant derrière toi un vide difficile à combler.
Ta femme, tes enfants et petits-enfants demandent à tous ceux qui t'ont

DIVERS

■Vente Machines pour Gaine orange et Tuyauterie plastique : Broyeur - Densifieuse et Refroidisseurs à eau - Tout en marche - Tél. 0555.20.33.73

■LABORAN : Réparation électronique de Matériel médical et des Appareils de laboratoire - Tél : 0552.59.24.03

■Vends Chalutier fabriqué en Espagne. Puissance 600 CV - Visible à GH-ZAOUET - Contacter Tél : 0560.80.34.12

■ORAN : Cède Table de Radiologie - Prix très intéressant - Tél : 0770.25.85.86

■SBA - Vends Tour CELTIC 1 m entre pointe + un Tour CELTIC 0,50 m entre pointe + Perceuse à colonne ADAM Gd modèle Diam 50 + Presse - 0771.14.85.98

■Vds 2 Vitrines de façade magasin en Mischler avec Porte entrée 3 m x 3 m - état neuf - Tél : 0552.10.86.57

■A vendre Machine de la menuiserie SILKAR Combiné (400 SI) 2001 - Tél : 0771.50.98.69

■Vends Banquette Salon 03 places + Tapis + Table 20 U de " KRIOLL " avec 4 Chaises - 0559.30.45.02 - 0551.86.92.46

■Vends : Billard américain 60 trous - Selle de cheval (anglaise) - Tél : 0559.30.45.02 - 0551.86.92.46

■Inst. SELMANE. Formation : Plomberie - Chauffagiste - Froid / Climatisation - Mécanique / Scanner / Electric. Auto - Electric. Bât. / Indust. - Install. Caméra / Alarme - Install. Panneaux solaires - Tél : 041.33.27.97 / 0554.58.56.08

■Vends Machine à coudre industrielle YAMAHA, point droit et zigzag, couture droite et broderie - état neuf - P 25 000 DA - Tél : 0556.62.74.95

■Médecin Urgentiste : Déplacement à domicile pour Consultations - Perfusions (Sérum) - Sondages urinaires - Lavements évacuateurs - Circoncisions - Prélèvements pour analyses... Tél : 0557.19.47.99

■Ingénieur en informatique vous offre ses Logiciels Création de sites Web. Maintenance de micro - Tél : 0559.84.24.62

■Institut SELMANE agréé par l'Etat lance nouvelle promotion sur toutes les formations jusqu'à 50% du 01/11/2013 au 31/12/2013 - Tél : 041.33.27.97 / 0554.58.56.08

■Cherche Part. financier pour démarrer Affaire commerciale (Achat / Vente) avec un bon bénéfice. Etude toutes Propos. - 0772.13.93.66

■AL RESSALA. Stage Spécial Vacances d'hiver du 22 au 29 Décembre 2013. Révision 1er Trim. et Prépar. 2ème Trim. Spécial (5 AP, BEM, BAC) Millenium - Tél: 040.20.03.64

■AL RESSALA. Stage Spécial Vacances d'hiver du 22 au 29 Décembre 2013. Révision 1er Trim. et Prépar. 2ème Trim. Spécial (5 AP, BEM, BAC) Plateau - Tél : 041.40.04.73

■AL RESSALA. Stage Spécial Vacances d'hiver du 22 au 29 Décembre 2013. Révision 1er Trim. et Prépar. 2ème Trim. Spécial (5 AP, BEM, BAC) OUED TLELAT - 041.43.72.05

■Loue Licence taxi 31 - Contacter le 0561.33.11.62

■Vends Semi Rigide de marque SILVER MARINE. Année 2013 dédoublé, moteur 15 CV POWER TECH - Largeur 160. Long. 350 - Tél : 0554.80.02.36

■Vends une Baraque en panneaux sandwich 2,50 m x 6 m (02 chambres) - Vends une Centrale à béton - Tél : 0555.06.08.53

■Informaticien et Chimiste donnent cours de Maths - Physique et Chimie pour (1, 2, 3, 4) AP - (1, 2, 3, 4) Moyen - 1, 2, 3 Lycée - 58, Rue Med Khemisti - ORAN

■Vends 2 Comptoirs et 5 Vitrines à usage de Pharmacie - Parfumerie, en Mischler blanc et miroir très bonne qualité - Tél : 0561.19.88.48

■Vente et Installation de Système de Climatisation centralisée (Etude - Fourniture et Réalisation) - Tél : 0560.03.39.18 / 0668.50.88.15

■Vente et Installation des Equipements pour Chambres froides - Distributeur Groupe BITZER - Evp. LUVE - Clim. CARRIER - Tél : 0560.03.39.18 / 0668.50.88.15 - ORAN

■Vends Ligne de Bonbon dur marque allemande : Cuiseur. Pétrisseuse. Rouleuse. Profileuse. Presse. Tapis 3 enveloppes - Tél. 0771.50.26.30

■ETS - YOUSFI - Installation plomberie. Chauffage central. Maintenance & Réparation toutes marques des chaudières. 33, Rue Larbi Bouloumar - Mob : 0779.84.68.30 - Tél/Fax : 041.501.896 - YOUSFI_TOUFIK@HOTMAIL.FR

■Vends Machine de broderie 600 points / minute 1 fil. Semi Industrielle. Dimensions 80 cm x 60 cm 150 cm - Tél : 0560.56.51.26

■Vends Matériel de concassage : Concasseur complet 250 T/H. Année 2010 (modèle chinois) - Poste transformateur sur cabine 630 KVA - Tél : 0661.24.09.35

■BOUHANIFIA : Vends Lits métallique et Matelas d'occasion - Tél : 0772.77.88.02

■Vds Matériels de Fab. Aliment du bétail capacité 10 T/H avec 7 Silos de stockage: 23 Av. Sidi Chahmi - ORAN - Tél : 0775.80.59.54

■Commerçant en Gros cherche URGENT un Prêt avec un gros Bénéfice - Tél : 0771.57.30.02 - ORAN

■Vends Matériel de coiffure Dames complet, état neuf, disponible à ORAN - 0771.41.94.09

■Vends 1 Boudineuse état neuf à 2 sorties pour chewing-gum marque C.E.E. - Tél : 0661.22.10.03 / 0661.22.74.74

■Vds Matériel de douche en marche : 1 Chaudière GM avec brûleur (SIG MA) 350.000 C1 - 3 Echangeurs + 3 Pompes + 2 Suppresseurs + 1 Machine à laver 25 Kg + 30 Portes Aluminium - 0661.22.10.03 / 0661.22.74.74

■A vendre Aimant de levage 1 m 30 plus Grappin pour POCLAIN - Contact 0552.82.23.09 ou 0663.94.37.27

■STOP ! ALGERIE TONER recharge vos Cartouches & Toners noir & couleur HP - Canon - Samsung - Lexmark - Xerox - OKI - EPSON - KYOCERA - sans perte de qualité. Produit européen - Tél. 041.28.28.10 / 28.22.22 - Email : algerietoner@yahoo.fr

■Médecin vend Echographe portable ALOKA SSD 210 DX avec 2 Sondes 75 et 3,5 - Chariot 20 U négociable - Tél : 0550.93.24.85

■Assistance Plus - Spécial vacances d'hiver. Du 22 au 28 Décembre 2013 - Révision Gle et Prépar. du 2ème Trim. ainsi qu'aux examens (5ème, BEM, BAC) - Gambetta Tél. 041.53.30.27 - Maraval Tél. 041.34.85.55

■A vendre un Compteur de Taxi avec l'Acte de Vente neuf - Appelez au N° 0779.45.51.38

■Vends (02) Stockeuses de bitume 23 T avec Serpents et Calorifugées - Tél. 0773.38.92.60

■J.H. cherche un Numéro de Taxi - URGENT - Tél. 0661.29.50.57

■Vends Semi-rigide marque Zodiac IPALON 4 m70 moteur SUZUKI sous emballage 2 T avec Remorque - Tél. 0553.29.05.39

■A vendre un Tompographe (4) quatre couleurs sous emballage - Tél. 0771.81.29.40

■Vends : 2 Presses ROSS 30 et 50 tonnes - 1 Guillotine OMAG 2 m - 1 Pileuse OMAG 2 m - 1 Soudeuse à point FIMER - Tél. 0558.13.66.90

■ANSJ, CNAC, ANDI, Importateur à Oran vend : Abattoir 500, 1000 et 2000 sujets/heure. Montage assuré. S.A.V. garanti - Mobile : 0550.90.86.74 / 0550.98.84.61

■ANSJ, CNAC, ANDI, Sté à Oran vend pour Bât d'élevage Serre Agri. - des Générateurs d'air chaud fonctionnant au diesel. Dispon. en plusieurs capacités : 37 000 - 65 000 - 100 000 Kcal/h - Montage assuré. S.A.V. garanti - Mobile : 0550.90.86.74 / 0550.98.84.61

■ANSJ, CNAC, ANDI, Sté basée à Oran vend des couvoirs : Incubateur 75600 & Eclosier 19200 - Incubateur 38400 & Eclosier 9600 - Montage assuré. S.A.V. garanti - Mobile : 0550.90.86.74 / 0550.98.84.61

■ANSJ, CNAC, ANDI, Importateur à Oran vend : Ligne d'alimentation & Abreuvement automatique - Système pour traitement de l'air - Silo 12. 15 et 18 tonnes équipée - Montage assuré. S.A.V. garanti - Mobile : 0550.90.86.74 / 0550.98.84.61

■S.B.A. Vends Torréfacteur café 60 Kg italien + Moulin Ind. espagnol + Soudeuse et Dateuse neuves importées - Tél : 0554.02.23.25 - Matin

■S.B.A. - Vends Matériel fabrication cosmétiques : Cuves chauffantes Inox - Remplisseuse liquide & crème - Tél : 0554.02.23.25 - Matin

■Vends Groupe électrogène 15 KVA de marque DENYO capoté, insonorisé, tractable, moteur 03 cylindres Diesel en excellent état - Tél : 0559.67.11.92

■Réparation à domicile : Machine à laver (linge et vaisselle) - Frigo - Cuisinière - Climatisation - Pièces de rechange disponibles - Travail garanti - Tél : 0662.87.45.68

■Cherche Licence de taxi à ORAN pour location - 0772.65.74.93 - 0798.80.07.57

■Cherche Partenaire financier - Etude toutes propositions - Tél : 0561.20.40.52

■Vds TBE : Tables de radio RF 100 Ma - Echo Siemens SL1 (02 sondes) - Mamo GE - ST 500 - Aspirateur chirurgical - Sécheuse P/film Radio - Tél : 0558.19.82.92

■Concours Magistature - Inscription / Info / Tél : 041.33.70.34 / 29.96.32 - Site : ecolesantar.com

■Résidanat Médecine / Pharmacie 2014 - Inscription / Info / Tél : 041.33.70.34 / 29.96.32 - Site : ecolesantar.com

■Formation Médicale Continue Echographie / ECG - Inscription / Info / Tél : 041.33.70.34 / 29.96.32 - Site : ecolesantar.com

■Cause départ - Vends Machine injection Polyuréthane - Fabrication panneaux isolants. Affaire bon rapport - 0559.11.54.79

■Vends : Baraque de chantier sur Skid - Bull MD 31- Camion 4x4 - Treuil hydraulique - Scie mécanique - Câble AC 18 mm - Tél : 0560.12.95.89

■Vends 02 Machines d'injection plastique neuves : une 280 tonnes et une 300 tonnes - Asiatique 1er choix - Tél : 0553.76.66.75

■Sarl Air Dynamic - Disp. Compresseurs d'air à vis lubrifiée. 7.5 KW / 15 KW / 75 KW et sècheurs intégrés - Tél : 041.43.47.83 / Fax : 041.43.47.84

■Vends 1 lot 350 Cartouches laser à 500 DA pièce 12 - 15 - 92 - 53 - 35 - 05A + Machine à encre + Etagères métallique - 0551.92.33.13

■Import médical vend : Echographie 2D.4 complet couleur - Echo vétérinaire - Fauteuil dentaire - Autoclaves - ECG - Appareil radio 100 / 300 mmm... etc. - Tél : 0771.63.32.73 - email : Tebbi_Med@Yahoo.Fr

■Importateur et fabricant à ORAN dispose de Badya en velours, pyjamas, déshabillé, 2 Pcs et 3 Pcs pyjamas lycra de haute qualité stock limité - Site web : www.newlinecreation.com - Tél : 0770.44.23.48 - Obs : (Vends exclusivement en gros)

CONDOLÉANCES

Le Président-directeur Général, les membres du Conseil d'Administration et le collectif de la SPA ORAN-PRESSE «Le Quotidien d'Oran » présentent leurs sincères condoléances à leur collègue M. BENGHANI Bouabdellah suite au décès de son frère et l'assurent de leur profonde compassion. Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir le défunt en Son Vaste Paradis.

DÉCÈS

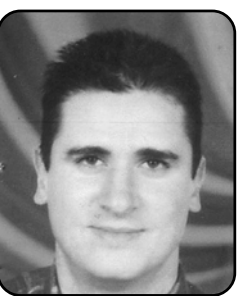
*La famille BENGHANI, parents et alliés, a l'immense douleur de faire part du décès subit de **BENGHANI Feghoul** (Ingénieur des Travaux Publics en retraite) survenu hier Mercredi 4 Décembre 2013 en son domicile. Il a été inhumé ce même jour au cimetière de MOHAMMADIA. Puisse Dieu Le Tout-Miséricordieux, Le Très Miséricordieux l'accueillir en Son Vaste Paradis.*

إنا لله وإنا إليه راجعون



PENSÉE

*A la mémoire de notre fils bien-aimé, le regretté Docteur **AZZOUNI Mohamed Chakib** Chirurgien Urologue. Déjà seize années se sont écoulées depuis ta tragique disparition le 6 Décembre 1997 suite à un accident de la circulation et notre peine et notre douleur n'ont pas disparu. Le plus apprécié s'en est allé à la fleur de l'âge (30 ans). C'est la volonté de la puissance divine. Subite a été ta mort, irremplaçable ta place au sein de notre famille. Tu as été ravi à notre affection de façon brutale en Décembre 1997, date qui restera à jamais cruelle. Il y a des gens qui l'ont partie de ce monde, mais comme s'ils n'existaient pas, et il y a des gens qui ne l'ont pas partie de ce monde mais qui restent présents dans les cœurs et les esprits des gens qui les ont cotoyés. Mon cher fils tu fais partie de cette dernière catégorie. Personne ne pourra prendre ta place dans nos cœurs et nos esprits. Nous t'aimons et t'aimerons toujours. Nous survivrons avec tes souvenirs et ton amour pour tes proches jusqu'à la fin de notre vie. Avec l'aide de Dieu car Il a su faire son choix. Il aime bien les êtres parfaits dans la vie alors Il les reprend vite auprès de Lui. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons Ta place est au paradis, repose en paix mon cher fils Chakib. Tes parents et tes frères qui ne t'oublieront jamais au grand jamais.*



DÉCÈS

*La famille ZENAGUI de Ain Témouchent et de Vauvert (France) a l'immense douleur de faire part du décès de son cher et regretté époux, père et grand-père **HADJ ABDELLI ZENAGUI** survenu le 1er Décembre à l'âge 87 ans. Que Dieu l'accueille dans Son Vaste Paradis. La famille ZENAGUI remercie vivement tous ses parents et amis qui l'ont assistée et ont partagé sa douleur et les prie de recevoir l'expression de sa profonde gratitude. " A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons ".*



PENSÉE

*Cela fait déjà 14 années que nous a quittés à jamais notre cher père et grand-père **BENBASSAL Mohamed**, décédé le 06-12-1999 laissant un grand vide que nul ne pourra combler. En ce triste souvenir ses enfants, ses petits-enfants et tout son entourage demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.*



PENSÉE

*Tu nous manques... Parce que depuis 02 ans, quand je vais chez ma grand-mère je n'entends plus « **Ahleen Abou Samra Soukara** ». Que tu ne me racontes plus d'anecdotes. Que tu ne me donnes plus de livres de ta si jolie bibliothèque arabe où je passais des heures... Que tu ne me corriges plus mes poèmes. Je t'aime Grand Jedou. ALLAH Yerahmek **Ta petite fille KHALILI MAYSSA***



PENSÉE

*A la mémoire de notre cher père **BELMEKKI ABDELKADER**. (05/12/2012 - 05/12/2013) - On dit que le temps guérit les blessures, mais ce n'est pas vrai, car tu nous manques et chaque jour qui passe nous fait sentir l'immense vide que tu as laissé dans nos cœurs. Ton image, ta bonté et ton esprit de sacrifice resteront gravés à jamais dans nos mémoires. Ton épouse, tes enfants, petits-enfants demandent à tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée pour toi. Que Dieu t'accueille en Son Vaste Paradis.*



PENSÉE

*A la mémoire de notre très cher et regretté père, mari et grand-père **MESSABIH HOUARI MAAMAR** qui nous a quittés pour un monde meilleur le 03 Décembre 2012. Qui a dit que le temps c'est l'oubli, que la douleur et la peine s'estompent avec le temps ? Une année passée depuis que notre cher père et grand-père s'est éteint à jamais. La douleur de la séparation est toujours aussi vive et douloureuse. Mais un ange ne reste jamais longtemps auprès des humains - n'est-ce pas ? Puisse Dieu Le Tout-Puissant t'accueillir en Son Vaste Paradis. Tes enfants qui t'aiment : Isma, Sarah, Mohamed et la petite Bouchra "ALLAH Ya Rahmak Papa "*



PENSÉE

*Chère mère et grand-mère **BENAMARA Melouka** Triste et douloureux fut ce jour du 05/12/2011 où tu nous as quittés à jamais pour un monde meilleur. Nous n'avons jamais pu combler ce vide immense que tu as laissé derrière toi. Nous demandons à toute personne t'ayant connue d'avoir une pieuse pensée à ton égard. Toute la famille, tes enfants et petits-enfants ne t'oublieront jamais. ALLAH Yarhamak Ya Ma. Tu me manques. **Ta fille Aïcha***



PENSÉE

*Une étoile s'est éteinte et notre ciel s'est assombri le 06-12-2012. Mon cher mari **SMASRI Hasni** Né le 14-02-1932 à Oued Tiélat, ancien des Galeries Algérienne dit Mignon. Son épouse, ses enfants Badro, Houria, Karim, Ilhem, Boumediene, Soraya et son mari, ses enfants Kheira, Habib, ses enfants Fatiha et ses filles et la famille BENABBOU. Je souhaite que ta place sera au Paradis. Je dors les larmes aux yeux. **Son épouse BENABBOU Yamina***



PENSÉE

*Cela fait 4 années - le 05 Décembre 2009 - que nous a quittés à jamais notre cher et regretté **GHERRAS MOHAMED** laissant derrière lui un vide immense. En cette douloureuse circonstance, sa femme, ses enfants et les familles GHERRAS et SLIMANI demandent à tous ceux qui ont connu et aimé cet homme plein de bonté, d'honnêteté et de générosité d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. **Ta femme** **إنا لله وإنا إليه راجعون***



PENSÉE

*A la mémoire de mon frère **SABRI ABED** 1 an déjà depuis ton départ qui n'est jamais oublié. Je prie toujours pour toi que Le Bon Dieu t'accueille dans Son Vaste Paradis. Tu seras toujours dans mon cœur. **SABRI FAWZI** **الله يرحمك يا خويا***



PENSÉE

*A la mémoire de **OKBI M'hamed**. Déjà trois années se sont écoulées mais je n'arrive toujours pas à admettre ta disparition car pour moi tu es un être très cher et précieux papa avec ta bonté, ta gentillesse et ton franc-parler. Je sais pertinemment que tu es dans le paradis éternel étant donné que tu as été un valeureux combattant pour ta patrie l'Algérie en qualité de ex-moudjahid et condamné à mort et tes qualités irréprochables. Repose en paix papa. **Ta fille Hafida qui t'adore***



Office Public des Ventes Maître : ABBADI Abdelkader Commissaire-priseur près le Tribunal d'Oran 19, Rue Ho Chi Minh – Oran Tél & Fax : 041 / 33-75-60		
AVIS DE VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES AVEC ADMISSION DE SOUMISSIONS CACHETÉES		
Le Commissaire-priseur porte à la connaissance du public, qu'il sera procédé à la vente aux enchères publiques le Lundi 16/12/2013 à 9 H 30 mn du matériel roulant, ci-après désigné appartenant à l'entreprise « EPTRO » sise 37, Avenue des Martyrs de la Révolution, Oran : lieu de vente lieu de visite : Station d'enrobé Route Douar Boudjemaâ, Oran.		
Lot N°	Désignation	Observation
01	Chargeur sur Pneus ENMTP N° de Série 281101190110 (S.C.G)	Moyen
02	Remorque SNVI Immatriculée 135-892-31 (A.C.G.)	Moyen
03	Remorque TITAN Immatriculée 1014-882-31 (A.C.G.)	Obsolète
04	Camion à Benne 6x4 SONACOME Immatriculé 39-294-31 (A.C.G.)	Obsolète
Conditions de Vente : Voir cahier des charges. - Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'office du C.P. ou téléphoner au 041.33.75.60		
Le Commissaire-priseur Maître : ABBADI AEK		

A la recherche de :
Quantité importante de LAINE DE ROCHE (en rouleaux ou en plaques)
Avec toutes les dimensions et toutes les épaisseurs
Merci de donner votre meilleure offre en appelant au numéro suivant :
0555.000.783

Marketel Dans le cadre du développement de ses activités
Marketel Algérie
Centre d'appels basé à Oran travaillant pour le compte de grands groupes français recrute : Des Téléconseillers maîtrisant parfaitement la langue française. Formation assurée par nos soins. Salaire 25.000 net évolutif et jusqu'à 35.000 DA pour les profils pouvant justifier d'un an d'expérience dans le domaine + primes pouvant atteindre 60.000 DA.
Tél : 041.53.28.68/69
Envoyez CV à : recrutement@marketel-algerie.com

A VENDRE Maison de Maître
située au Centre de Sidi Chami - Constructible et Aménageable -
Téléphoner au : 0699 52 92 98

Un plan de charge pour une quarantaine d'entreprises

L'expérience de l'Agence locale de l'Ansej avec l'Université 'Mentouri' de Constantine, par le biais d'une jonction avec la maison de l'entrepreneuriat, commence à donner ses fruits.

Abdelkrim Zerzouri

Nous avons appris, hier, qu'une quarantaine de diplômés universitaires ont achevé les différentes phases de préparation de projets visant la création de leurs propres entreprises et viennent, de ce fait, de trouver un partenaire, la SPA Algérie Télécom, en l'occurrence, qui devrait leur donner la possibilité d'entamer leur activité, grâce à un plan de charge conséquent. Il s'agit, nous expliquera le directeur de l'Ansej, de la wilaya de Constantine, M. Tarek Belmili, de l'exécution des termes d'une convention conclue entre l'Ansej et la direction générale d'Algérie Télécom et qui favorise la création d'entreprises, par les jeunes diplômés universitaires, dans le créneau des Télécommunications. Ce sont, donc, pas moins de quarante entreprises créées, dans ce cadre, par de jeunes diplômés universitaires des filières électronique, informatique, télécommunications et génie civil. Quant la nature ou l'objet des activités de ces entreprises, le directeur de l'Ansej nous indiquera qu'un large panel de travaux seront pris en charge par ces entrepreneurs, dont la maintenance du réseau des Télécommunications, réparation de pannes des lignes téléphoniques, l'installation de la fibre optique et l'installation des câbles souterrains, ainsi que tous travaux liés au volet génie civil et VRD. «Aujourd'hui, nous tou-

chons du palpable grâce aux efforts consentis, dans le cadre de la collaboration entre l'Ansej et la maison de l'entrepreneuriat de l'Université Mentouri », nous dira, avec une pointe de satisfaction, M. Tarek Belmili. Ce dernier rappelle que ce premier pas, effectif, dans la voie de la professionnalisation des études est très encourageant, « car on s'attend à ce que d'autres partenaires publics et privés viennent renforcer, aux côtés d'Algérie Télécom, cette relation entre l'Université et le monde du travail, une relation qui se trouve être une vocation essentielle du système LMD qui plaide, dans le fond, pour une meilleure employabilité des diplômés et ouverture sur le monde de l'économie », a-t-il souhaité. Notre interlocuteur indiquera, dans ce sillage, que l'amélioration et l'approfondissement des interfaces professionnels de l'étudiant a fait monter le taux de porteurs de projets d'origine universitaire, qui était de seulement 3%, au début des années 90, à 30% actuellement. «Et cet engouement croissant, soulignera-t-il, revêt une importance capitale pour nous, car l'Université renferme un potentiel énorme de création de richesses et d'emplois durables. Il s'agit, également, de projets pérennes, à forte valeur ajoutée et il est important d'affirmer ce potentiel pour l'orienter vers le développement économique », souligne encore notre interlocuteur.

Plus que quelques mechtas à raccorder au réseau de gaz

A. Mallem

En marge de l'organisation, hier, à l'université de Constantine 1 d'une journée de sensibilisation sur les dangers du gaz en milieu universitaire, manifestation animée par la Protection civile et la Société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Est (SDE), le directeur de l'énergie et des mines de la wilaya, M. Bouzidi, est intervenu sur les ondes de la radio régionale pour déclarer que la couverture en gaz naturel de la wilaya a atteint le taux de 86,6%. Selon le DMI, «il ne reste plus qu'à connecter une quinzaine de mechtas programmées dans le plan quinquennal 2010/2014, ainsi que les extensions faites au niveau des nouveaux quartiers implantés dans les grandes agglomérations, notamment dans la commune de Constantine où le taux de couverture a atteint 90% et ce, grâce à la délocalisation des habitants des sites précaires dont les résidents ont été relogés dans la nouvelle ville Ali Mendjeli».

Sur sa lancée, le directeur de l'énergie et des mines de la wilaya a donné le taux de couverture en gaz naturel au niveau des 12 communes de la wilaya. A Hamma Bouziane, commença-t-il, ce taux a atteint 85,1%, à Benbadis 66,86%, à Zighoud Youcef, il est de 81,39%, à Didouche Mourad 82,63%, à El Khroub 86,90%, à Aïn Abid 75,82%, à Béni-Hamidène il a atteint 84,47%, à Ouled Rahmoune 77,05%, à Aïn Smara 84,15%, dans la commune de

Messaoud Boudjériou la couverture a atteint 76,82% et enfin à Ibn Ziad, elle est de 81,81%. M. Bouzidi a expliqué ensuite que la direction de l'énergie et des mines a établi un programme spécial pour couvrir le déficit enregistré durant toute la période d'application du plan quinquennal 2010/2014. Ce programme sera développé sur trois étapes. La première de ces étapes a été lancée récemment et va permettre de connecter au réseau de gaz naturel plusieurs quartiers de l'agglomération constantinoise, à l'instar de celui de Hadjret Benarous dans la zone d'El-Menia dont les travaux de connexion viennent de débiter, le quartier du «Communal», celui d'Aïn Nahas, dans la commune d'El Khroub ainsi que toutes les zones dont les demandes datent de plus 8 ans. «Les quartiers figurant dans la seconde étape du programme viennent d'être tous recensés», a poursuivi M. Bouzidi, en indiquant que ces quartiers sont très nombreux et situés dans des zones habitées éparses et les villages, comme El-Hambli, El-Karia, Aïn El-Hamra, Aïn El-Hamma, Tebbara, M'cida 1 et 2, ainsi que d'autres et tous vont bénéficier d'adduction durant la seconde étape qui sera lancée au début de l'année 2014. «Une fois tout ce programme réalisé, a terminé le directeur de l'énergie et des mines, la couverture globale de la wilaya atteindra et dépassera le taux de 90%. C'est du moins l'objectif que nous ambitionnons d'atteindre».

«Histoire humaine» sur les planches du TRC

Le TRC offre, ce samedi, une avant-première de la pièce théâtrale «Histoire humaine», une pièce produite par l'association «Masrah maraya» et qui sera présentée à 14 heures au public. Cela permettra à l'équipe de «Masrah maraya» de sonder les réactions des spectateurs et arranger ce qui peut ou ce qui doit l'être à l'issue de ce premier spectacle.

Dalila Boudjemaa en visite

La ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Mme Dalila Boudjemaa, est attendue, aujourd'hui 5 décembre, dans la ville des ponts pour une visite d'inspection et de travail qui la conduira dans les sites écologiques et de loisirs et à présenter des projets de création de parcs de loisirs, entre autres, celui portant création d'un parc de verdure au niveau des lacs de Djebel Ouahch. Au cours de sa visite d'une journée, Mme la ministre aura une rencontre, au palais de la culture Malek Haddad de Constantine, avec les représentants des associations de l'environnement et les clubs verts qui activent sous l'égide des secteurs de l'éducation et de la jeunesse et des sports.

Anarchie !

Le problème du stationnement anarchique au centre-ville est devenu un véritable dilemme. Ne s'embarrassant nullement de stationner dans les rues étroites, dans les ruelles piétonnières, sur les placettes, bouchant les entrées des édifices publics, des magasins, etc., des propriétaires de véhicules obligent les gens à faire de la gymnastique pour passer d'un trottoir à l'autre. «C'est un véritable labyrinthe et aucune autorité pour y mettre de l'ordre !», s'est plaint hier le propriétaire d'un café dont les deux entrées ont été carrément bouchées par des véhicules. A la rue Meriem Bouattoura qui représente l'unique accès des véhicules venant de la haute Casbah et se dirigeant à la Brèche, après la fermeture de la rue de la comiche, ce sont de nombreux citoyens qui se plaignent chaque jour du phénomène de l'encombrement causé par les véhicules qui stationnement n'importe où, par manque d'espaces réservés ou parkings.

Les donateurs de «Waha» à l'honneur

L'association «Waha» d'aide aux malades du cancer organise, ce samedi, la première rencontre des donateurs à l'hôtel Hocine à Ali Mendjeli. La rencontre en question vise d'abord, selon le communiqué transmis à notre rédaction, «à rendre hommage aux donateurs qui ont manifesté leur solidarité et leur soutien à la création de Dar Waha, la maison d'accueil des cancéreux». C'est aussi une occasion «d'informer les donateurs sur les réalisations accomplies grâce à leur aide, et de faire un bilan sur l'utilisation des moyens mis à la disposition de l'association par l'ensemble de ses généreux donateurs, peut-on lire sur le communiqué.

A. M.

OPGI Les cotisations de la discorde

A. El Abci

18 agents fonctionnaires de l'OPGI de Constantine, suspendus en 2004 et réintégrés en 2010 suite à une décision de justice, se plaignent que leurs cotisations auprès de la Cnas pour les six années de suspension ne soient toujours pas réglées par l'office et menacent de recourir à des actions de protestation devant la direction générale ou devant le cabinet « si les choses continuent à faire du surplace ».

Selon un groupe d'entre eux qui nous a contacté hier, « le directeur général de l'OPGI lui-même nous a promis au mois de mai dernier l'assainissement définitif de ce dossier. Cependant cela fait plus de sept mois que nous attendons, mais ne voyons rien venir. Beaucoup d'entre nous commencent à s'impatiser, car ne comprenant pas les raisons de toute cette lenteur malgré les promesses du premier responsable de l'office ». Et nos interlocuteurs de rappeler qu'en 2004 ils ont été suspendus pour mauvaise gestion et détournement de deniers publics, mais bien sûr il s'agissait d'accusations infondées et la direction de l'époque a été déboutée. En effet, disent-ils « au vu du dossier

d'accusation qui est pratiquement vide et non étayé par aucune preuve irréfutable, la chambre administrative du tribunal de Constantine a décidé d'un non-lieu et nous a, ainsi, acquittés et lavés des accusations qui nous ont été lancées injustement. Suite à ces développements et surtout à la décision de réintégration de la justice, la direction de l'office public de gestion immobilière et après bien des tergiversations, a accepté finalement de nous reprendre et nous avons été réintégrés au mois de mars 2010 ». Et d'ajouter que « toutefois, le problème des cotisations des six années de suspension de travail demeure pendant et non exécuté depuis cette date et ce, en dépit de tous les engagements pris par le premier des responsables de l'office en personne. Et nous tenons, pour ce qui nous concerne, que ces années ne partent pas en fumée, mais soient pris en considération car le calcul de la retraite en dépend ». Questionnée sur ce sujet, la cellule de communication de l'OPGI, fait savoir que selon le service du contentieux, seules les cotisations des années d'activité effective peuvent être payées à la Cnas et c'est là une disposition du code du travail.

Aïn Smara Dix compteurs électriques détruits

Un incendie s'est déclaré dans la nuit de mardi à mercredi dernier, dans une niche abritant les compteurs d'électricité d'un immeuble du centre-ville d'Aïn Smara, et les appareils qui s'y trouvaient ont été détruits, provoquant une panique indescriptible au sein des locataires dudit bâtiment. Selon la Protection civile qui a dû intervenir pour circonscrire le sinistre, c'est vers 23h50 qu'un feu a pris dans la niche des compteurs électriques de l'immeuble G02 de la cité du centre-ville d'Aïn Smara et a détruit 10 des compteurs qui y étaient installés. Le réveil en sursaut et en pleine nuit des habitants de l'immeuble en question a été à l'origine d'une énorme pagaille où tout le monde se bousculait dans les escaliers.

En effet, les parents (mères et pères), décoiffés et en pyjamas, n'arrêtaient pas de crier après leurs enfants pour qu'ils rentrent dans les appartements leur déclarant, mais sans y croire trop eux-mêmes, que le feu a été circonscrit et qu'il n'y a pas lieu de continuer à être dehors. Et beaucoup de résidents n'arrêtaient pas de pester contre ce procédé de regrouper tous les compteurs dans un même endroit, disent-ils. Et de souligner que dans ces conditions de regroupement, lorsqu'un circuit survient au niveau d'un appareil, ce sont tous les autres qui sont touchés et c'est la catastrophe assurée, alors que lorsqu'ils sont séparés comme auparavant, pareils événements étaient inconnus ou rares.

A. E. A.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

02 Safar 1435				
El Fedjr 06h00	Dohr 12h25	Assar 15h00	Maghrebb 17h21	Icha 18h45



ANNIVERSAIRE

A notre adorable et charmant prince

" **AKRAM MOHCINE** "

Aujourd'hui 6 Décembre 2013, tu souffles

ta première bougie.

Nous te souhaitons un Joyeux Anniversaire,

une longue vie pleine de bonheur et de santé.

Que Dieu te protège.

Papa, ton frère, tes sœurs et toute la famille



Pour son ouverture imminente café mélo pizzeria à Oran

Resto Cherche

- * **Cuisiniers**
- * **Aide Cuisiniers**

Serveurs, serveuses bonne présentation expérience exigée

Envoyer CV avec photo au : cafe.melo@yahoo.com

A 3 minutes de l'aéroport d'ES SENIA ORAN, accès direct par autoroute, louons séparément :

1. Hangar de 2 000 m² couvert.
2. Bâtiment de 1 600 m² avec aire de parking.
3. Terrain de 10 000 m² pour stockage de véhicules ou autre activité.
4. Le tout entièrement sécurisé avec poste transformateur 480 KVA et source d'eau.

Nous contacter au numéro suivant : 05 60 06 98 35

Nous écrire au : actuaire.charef@yahoo.fr

Vente Relais Routier 8000 m²

Station-service + Locaux commerciaux sur axe
ORAN - TLEMCEN.

Bénéfice justifié par les Bilans fiscaux.

Tél : 06 61 10 31 36 - Tél : 05 55 04 02 48

Promoteur MELAZ FARID ORAN



Vend logement promotionnel type F3, F4, F5

Parking véhicule, toutes commodités.

Site : POS 51 USTO - ORAN

Service Commercial : Local 4 BT 13 Cité 1196 Logts AADL USTO - ORAN

TEL : 041.42.02.80

0661.13.01.97



EPE / SPA au capital de 43 000 000 000 DA
SIEGE SOCIAL : 01 PLACE MAURICE AUDIN
Tél : +213 (0) 21 74 24 28 - Téléc : 53549

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001/DROA/2013

L'EPE / SPA AIR ALGERIE, Direction Régionale pour l'Ouest Algérien lance un avis d'appel d'offres national ouvert portant sur :

L'Aménagement du Bloc Technique Aéroport AHMED BENBELLA.

Le cahier des charges peut être retiré à l'adresse ci-dessous :

Direction Régionale pour l'Ouest Algérien îlot N° 26, Zone des sièges USTO - Oran
Contre présentation d'un justificatif de versement de la somme de trois mille dinars (3.000,00 DA), au compte bancaire d'Air Algérie ouvert auprès de la :

La Banque : BNA SOUMMAM
COMPTE N° 00100 951 0300 326 734 10

Les personnes déléguées pour le retrait des cahiers des charges doivent se munir :

- D'une copie légalisée d'une pièce d'identité en cours de validité.
- D'une lettre d'accréditation délivrée par le candidat à la soumission.

Toutes les offres doivent être assorties d'une garantie de l'offre d'une valeur de 100.000,00 DA.

L'offre anonyme, sous double pli cacheté, devra être déposée à l'adresse ci-dessous avec la mention :

AIR ALGERIE
Direction Régionale pour l'Ouest Algérien
Îlot N° 26, Zone des sièges USTO - Oran
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 001/DROA/2013
" Ne pas ouvrir "

La date limite de remise des offres est fixée pour le 15/12/2013 avant 15 h 00.
Les pièces constitutives de l'offre sont énumérées dans le cahier des charges.

Société algérienne exerçant dans le domaine médical cherche à recruter :

- 2 Ingénieurs en Electronique à ORAN
- Ingénieur en Electronique à ALGER

Exigences du poste :

- Connaissances en anglais et informatique
- Déplacement sur tout le territoire algérien
- Maîtrise de la conduite exigée
- Libre de suite

Envoyez vos CV par e-mail à l'adresse suivante : onrecrute@medical-ag.com

Nous, **La Promotion Immobilière EURL BOUHADIBA**, informons notre aimable clientèle que notre seul et unique bureau se trouve au niveau de la Résidence **BOUHADIBA «Cité des 104 Logements AKID LOTFI»** et ce depuis l'année 2004.

Tél : 041-28-60-73 / 040-22-01-42

Fax : 041-28-58-61

Entreprise Privée de Travaux

Recrute dans l'immédiat :

- Ingénieur en Hydraulique
- Ingénieur en Génie Civil
- Topographe
- 05 ans minimum d'expérience.
- Salaire motivant.

Envoyez votre CV au :

entreprise.travaux@hotmail.fr

Vente Terrain 600 m²

Centre-ville **TEMOUCHENT**

Tél : 0551 91 16 12

0555 04 02 48

SOMEX INTERNATIONAL ORGANISE AUTOWEST 2013

SOMEX INTERNATIONAL
Tél.: 021-86-87-56
Fax: 021 86 76 48
E-mail: aeksomex@yahoo.fr

ÉVÉNEMENT
Organisé par



المعرض الثالث عشر للسيارات للغرب
13ème Salon de l'Automobile de l'Ouest

Du 11 au 21 Décembre 2013 au Centre des Conventions «Hôtel le Méridien» Hai El Akid Lotfi - Oran

Plus de 40 marques présentes au salon



Coupe d'Algérie
Suspense et spectacle garantis

M. Zeggai

Quatre chocs entre clubs de Ligue 1 sont au programme des 32èmes de finale de la Coupe d'Algérie qui s'étaleront sur deux journées où le suspense est garanti à l'avance. Le MCA, finaliste de la dernière édition, sera opposée à l'ASO Chlef, une équipe qui revient assez fort en championnat. Difficile, très difficile même d'émettre un quelconque pronostic pour cette affiche même si elle aura lieu au stade Bologhine. A Béjaïa, on aura droit aux retrouvailles entre le MOB, qui a le vent en poupe ces derniers temps, et le CRB en nette perte de vitesse. Les protégés de Amrani ont une belle carte à jouer avec un ascendant psychologique sur leur hôte du jour qu'ils ont déjà battu en championnat, mais attention au sursaut d'orgueil des Belouizdadis. Pour sa part, le RCA croisera le fer avec l'USMH dans un match qui reste ouvert à tous les pronostics où l'élève Chérif El Ouazani tentera de surprendre le maître Boualem Charef. Même si les Harrachis partent avec les faveurs du pronostic, il n'est pas à écarter de voir le team de l'Arbaâ créer la surprise. A Constantine, l'incertitude planera lors de l'empoignade entre le CSC et la JSS. Avec l'avantage du terrain et le soutien du public, les Sanafirs sont bien pla-

cés pour arracher leur qualification mais les Sudistes veulent exploiter la crise interne qui secoue le Chabab pour se refaire une santé. Le stade Zerdani Hassouna d'Oum El Bouaghi connaîtra certainement une ambiance des grands jours avec l'explication USC-CABBA qui sera placée sous le sceau des retrouvailles. Il en est de même pour le derby NAHD-USMA qui drainera certainement la grande foule. Compte tenu des forces en présence, le détenteur du trophée semble bien armé pour défendre son titre, mais attention aux caprices de "Dame Coupe". A suivre, également, le derby de l'Ouest MCS-OMA. Le Mouloudia a intérêt à prendre très au sérieux le team d'Arzew qui n'est autre que le leader de la DNA Ouest et qui possède de solides arguments à faire valoir. En revanche, le NRB El Kala, le NT Souf et la JSB Chebaïta Mokhtar risquent de voir l'aventure prendre fin dès ce premier tour national puisqu'ils se déplaceront respectivement chez la JSK, l'ESS et le MCO. Aussi, le match SCMO-USMBA ne manque pas d'attrait même si les Belabésiens semblent bien nantis pour se qualifier au prochain tour. Mais ce n'est pas gagné d'avance face à une équipe qui n'a rien à perdre mais tout à gagner. Pour leur part, le MCEE et l'ASMO doivent se tenir sur leurs gardes lors de leurs dépla-

cements respectifs à Tiaret et Kouba où la JSMT et le Hydra AC les attendent de pied ferme. A Hadjout, l'USMMH ne devrait pas éprouver de grandes difficultés pour passer l'écueil du MB Bouira, tout comme l'O Médéa qui reçoit le CRB Bougtob et le MSPB face au WB Meftah. Aussi, le CRBAF dispose d'une belle occasion pour faire respecter la hiérarchie devant la JSMS. De leur côté, le CRB Abdalla, le WMT et le WRM partent dans l'inconnu devant leurs hôtes respectifs, le MOC, le MC El-Bayadh et le CRB Ben Badis. A Tlemcen, l'USR est tenue d'arracher son billet pour le prochain tour face à la JSEA, loin d'être un foudre de guerre. C'est le cas de la JSMB qui ira affronter le team de Bir Mourad Raïs à Kouba et de l'ASK à El Hadjar devant l'IRBEH, le seul représentant de la wilaya de Annaba. A Tizi Ouzou, le onze de Beni Douala n'a pas l'intention de rater une qualification historique face à l'IRL. Ceci est valable également pour l'ES Bouakal face au CAB. L'ASAM et l'ABS, quant à eux, devront se méfier respectivement du CRB Djemaâ et de l'IB Mouzaïa qui entendent bousculer la hiérarchie. Les autres rencontres s'annoncent palpitantes dans la mesure où certaines équipes s'affrontent pour la première fois. C'est le cas de l'ES Tabalaba qui se mesurera à la JSM Chéraga par exemple.



Kamel Mohamed

Veillée d'armes pour les Algériens ce soir, qui connaîtront leurs adversaires en Coupe du Monde demain. Le tirage au sort est prévu à Costa Do Sauipe près de la ville de Bahia à 17h00. L'Algérie est placée dans le pot 2 qui comprend l'ensemble des équipes appartenant à la même région, à savoir le continent africain. L'Algérie figure dans un chapeau comprenant le Chili, l'Equateur, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria et le Cameroun. Autrement dit, l'équipe nationale n'affrontera pas les sélections de ces pays. Plusieurs probabilités sont avancées, mais dans un tirage au sort, la chance reste déterminante. Quels que soient les adversaires de l'Algérie, le président de la FAF a exigé du sélectionneur national, Vahid Halilhodzic, de décrocher une qualification historique au deuxième tour. Contrairement aux autres

équipes africaines qui avaient dépassé ce tour, l'Algérie a été éliminée au premier tour lors de ses trois précédentes participations en 1982, 1986 et 2010. Une forte délégation, présidée par le président de la FAF, s'est déplacée au Brésil pour assister au tirage au sort. Juste après avoir pris connaissance de ses adversaires et des lieux où l'équipe nationale sera installée, les membres de la délégation algérienne prospecteront des hôtels pour assurer les meilleures conditions possibles à l'équipe nationale. Pour l'anecdote, Halilhodzic assistera au tirage au sort. Il a déjà déclaré que la guigne l'a toujours poursuivi, car à chaque fois qu'il assiste à un tirage au sort, il tombe sur le groupe de la mort, comme ce fut au deuxième tour des qualifications au Mondial. L'Algérie a été placée dans le groupe du Mali (favori), le Rwanda et le Bénin. Toutefois, Halilhodzic avait refusé d'assister au

tirage au sort du dernier tour et l'Algérie a hérité du Burkina Faso, évitant ainsi les grosses cylindrées du continent, notamment le Cameroun, le Nigeria, le Ghana et l'Egypte. Toutefois, dans une phase finale de Coupe du Monde, il n'y a pas de place à la superstition et Halilhodzic doit préparer son groupe pour relever le défi et l'objectif de la FAF, à savoir la qualification au deuxième tour.

Composante des différents pots

- **Pot 1** (têtes de série) : Brésil, Espagne, Allemagne, Argentine, Colombie, Belgique, Suisse, Uruguay.
- **Pot 2** : Algérie, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, Chili, Equateur.
- **Pot 3** : Etats-Unis, Mexique, Costa Rica, Honduras, Japon, Iran, Corée du Sud, Australie.
- **Pot 4** : Pays-Bas, Italie, Angleterre, Portugal, Grèce, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Russie, France.

Chebaïta Mokhtar
Un bonus pour la cendrillon de l'épreuve populaire

Chebaïta Mokhtar est une petite localité de quelques milliers d'habitants située dans la wilaya d'El-Tarf sur l'axe routier menant vers Souk Ahras, dans une région à vocation essentiellement agricole. Pour la population, le centre d'intérêt cette semaine n'est autre que son équipe de football, la Jeunesse sportive Baladiat Chebaïta Mokhtar (JSBCM) qui évolue en Régionale deux de la LRF Annaba. Cette jeune formation aux moyens limités, qui n'a jamais franchi les tours préliminaires en Coupe d'Algérie, a réussi cette saison par atteindre les 32èmes de finale, en éliminant deux anciens clubs, à savoir Hamra Annaba et l'ES Guelma. Aujourd'hui, la voilà prête à se mesurer à un ogre de la Ligue 1 et habitué de l'épreuve populaire, le MCO, dans son antre du stade Ahmed Zabana. Pour les jeunes de Chebaïta Mokhtar, parvenir à ce stade est déjà un exploit et la suite ne sera que du bonus. «On va jouer sans complexe avec nos qualités. On manque d'expérience car c'est la première fois qu'on atteint ce stade de la compétition de cette épreuve. Nous tenterons de faire bonne figure et représenter dignement la région. C'est une fierté pour nous», soulignent joueurs et dirigeants de ce club, la cendrillon de l'épreuve. A noter que malgré le manque de moyens, la JSBCM puise sa force dans le travail, la volonté des joueurs et au dynamisme de ses dirigeants.

Tayeb Zgaoula

Volley-ball - Nationale 1A

Le leader en danger à Béjaïa, entre mal classés à Rouiba

A l'occasion de cette sixième journée, le leader, le NR Bordj Bou Arréridj, sera en appel à Béjaïa où l'attend de pied ferme le Machaâl local, déterminé plus que jamais à réduire l'écart sur son adversaire du jour. De leur côté, les Bordjis sont bien décidés à défendre leur pole position et ils en ont les moyens au vu de leur parcours sans faute jusque-là. Cette affiche sera suivie d'une oreille attentive par ses poursuivants. A commencer par son dauphin l'OMK El-Milia, lequel

ne sera pas à la fête à Sétif face à l'Etoile locale, intraitable sur ses terres. A Alger, le GS Pétroliers tentera de se refaire une santé après sa défaite à El-Milia et pour cela, il devra s'imposer devant le PO Chlef, lequel ne se déplacera pas la fleur au fusil. Pour sa part, le promu, l'EF Aïn Azel, tentera de renouer avec la victoire avec la réception de l'ASV Blida, ce qui ne sera pas chose aisée. A Rouiba, à suivre le choc des mal classés entre le WOR et l'ES Béthioua.

Ali Sadji

Vendredi à 16h00

Rouiba	.....	WOR	.....	ESB
Aïn Azel	.....	EFAA	.....	ASVB
Alger	.....	GSP	.....	POC
Sétif	.....	ESS	.....	OMK
Béjaïa	.....	MBB	.....	NRBBA

Mondial 2014 - Tirage au sort demain à 17h00
Veillée d'armes pour les Algériens

Handball - Nationale 1

Les chefs de file de sortie

Les têtes de file des quatre groupes évolueront hors de leurs bases à l'occasion de cette treizième journée, à commencer par le GS Pétrolier dans le groupe A qui rendra visite à la JSK pour consolider son fauteuil. Au même moment, ses poursuivants, le HBC El Biar et le WO Rouiba, seront également de sortie face au HC Béjaïa et à l'ES Arzew pour Rouiba. Pour sa part, le MAJD Blida sur ses terres n'aura pas la partie facile face à l'IRC Ouargla motivée après sa victoire

devant le HBCEB. Dans le groupe B, à suivre le choc au sommet à M'sila entre le dauphin l'OMS contre le leader le CRB Barika. Le troisième du groupe, la GS Boufarik sera en conquérant à Touggourt face à la lanterne rouge le NRBT. De son côté, le C. Chelghoum Laïd pourrait profiter de la venue de l'AB Barika pour améliorer son classement. Dans le groupe C, et à l'instar du groupe B, les deux premiers du classement vont s'affronter à Maghnia entre le second l'OM local,

et le leader l'ES Aïn Touta. A Souk Ahras, le HCSA sera à rude épreuve face au MC Saïda tout comme la lanterne rouge, le TRBB, à Alger face au CRB Mila. Dans le groupe D, nous aurons droit à El Harrouch au duel des extrêmes entre le leader, la JSES, et l'avant-dernier, le REA. Enfin, l'O. El Oued ne sera pas à la fête à Alger face au CRBEE, alors que le CR Bordj Bou Arréridj sera à son avantage avec la venue de la lanterne rouge, le TR Sétif.

Ali Sadji

Vendredi à 16h00

Groupe A

Blida (15h00) : MAJD - IRCO
Arzew (15h00) : ESA - WOR
T. Ouzou (11h30) : JSK - GSP
Béjaïa (11h30) : HCB - HBCEB

Groupe B

Touggourt : NRBT - GSB
Chelghoum Laïd (15h00) : CCL - ABB
M'sila (15h00) : OMS - CRBB

Groupe C

Alger : TRBB - CRBM
Souk Ahras : HCSA - MCS
Maghnia : OM - ESAT

Groupe D

B.B.A : CRBBA - TRS
Harrouch : REA - JSES
Alger : CRBEE - OEO



08.00 Bonjour d'Algérie
09.30 Wahiba
10.10 El aalem bayna yedaik
10.35 Dessins animés
11.00 Culture club
12.00 Journal en français
12.25 Doumou'e el taldj
13.25 Sir el hayet
14.10 Layali el baydha'e
14.50 Le fils de famille
16.10 Dessins animés
16.40 Santé mag
17.30 Takder tarbeh
18.00 Journal en amazigh
18.30 Wahiba
Feuilleton algérien
19.00 Journal en français
19.30 Ouled el houma
20.00 Journal en arabe
20.45 Dit autrement (direct)
22.10 Hasna
Film algérien
23.40 Festival de la musique andalouse



20.45 Envoyé spécial



Présenté par Guilaïne Chenu, Françoise Joly
Electricité : peut-on faire baisser la facture ? Face à la hausse ininterrompue des tarifs, enquête sur le marché de l'électricité • Usines en friche : attention danger ! En France, des milliers d'usines, fermées et laissées à l'abandon, sont dangereuses. Des réseaux électriques sont encore sous tension, des bâtiments menacent de s'écrouler, des produits toxiques polluent les sols et les eaux.



09.00 Bonjour d'Algérie week-end
10.30 Wahiba
Feuilleton algérien
11.00 Sur le fil
12.00 Journal en français
12.25 Assr el khoulafa'e
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.45 Réflexions
14.35 Dit autrement
16.15 CSC/JS SAOURA en direct
19.00 Journal en français
19.30 Ouled el houma
20.00 Journal en arabe
20.45 Diar el ghourba
22.00 Deux femmes
Film algérien
23.30 Gala artistique



20.45 Deux flics sur les docks



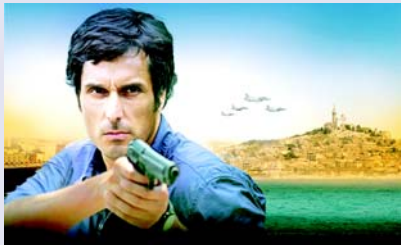
- La nuit du naufrage
Avec Jean-Marc Barr, Bruno Solo, Mata Gabin, Liza Manili
Un squelette, qui s'avère être celui d'un mousse prénommé Martin, est retrouvé dans un chalutier ayant fait naufrage quatre ans plus tôt au cours d'une tempête. Le soir même, le responsable de la sécurité d'une conserverie est assassiné chez lui à coups de batte de base-ball. Faraday et Winckler, tout juste sorti de l'hôpital, mènent l'enquête et tentent de remonter le fil de ces deux affaires.



JEUDI



20.50 No Limit



- Vacances, j'oublie tout !
Avec Vincent Elbaz, Anne Girouard, Hélène Seuzaret, Sarah Brannens
En vacances au Monténégro avec sa famille, Vincent réalise que ce voyage offert par Hydra n'était pas un cadeau d'adieu mais un prétexte pour le renvoyer en mission. Il doit retrouver «l'homme au panama» pour empêcher un attentat fomenté par Koskas.



20.45 Erreur de la banque en votre faveur



Avec Gérard Lanvin, Barbara Schulz, Scali Delpy, Jennifer Decker
Quand Julien Foucault, maître d'hôtel dans la banque d'affaires Berthin-Schwartz, apprend qu'il est sur le point d'être licencié, il se dit qu'il va pouvoir enfin réaliser son rêve : ouvrir un restaurant avec son meilleur ami, Etienne. Il demande alors un prêt à la banque, qui le lui refuse. Mais Julien ne veut pas abandonner son projet. Il décide donc d'utiliser les informations confidentielles détenues par ses patrons pour s'enrichir.



20.45 Jurassic Park



Avec Sam Neill, Jeff Goldblum, Laura Dern, Richard Attenborough
Sur une île au large du Costa Rica, des scientifiques, financés par le milliardaire John Hammond, ont réussi à cloner des animaux préhistoriques. Leur découverte a permis de créer un parc d'attractions peuplé de dinosaures. Avant l'ouverture au public, Hammond demande à Alan et Ellie, deux paléontologues de renom, de cautionner son projet. Mais lors de la première inspection, le système de sécurité se détraque.



20.55 Scandal



- Prends garde à toi, Molly
Avec Kerry Washington, Katie Lowes, Tony Goldwyn, Darby Stanchfield
Le Président Grant annonce publiquement que le directeur de la CIA a trahi son pays et a mis fin à ses jours. Susan Osborne ne croit pas au suicide de son époux et s'adresse à Olivia pour qu'elle réhabilite son image. Les premiers éléments prouvent que le défunt jouait secrètement aux courses mais qu'il n'était pas la taupe du CIA. Cyrus tente de convaincre le couple présidentiel d'accorder une interview à la presse.

22.25 Nurse Jackie



- Coeurs en vrac
Avec Edie Falco, Adam Ferrara, Dominic Fumusa, Ruby Jerins
Après avoir passé sa première nuit avec Jackie, Frank lui avoue ses sentiments. Kevin découvre des pilules dans le sac de Grace et les apporte à l'hôpital pour les faire analyser. Parallèlement, il décide de faire le tri dans les relations de l'adolescente. Jackie tente de faire comprendre à sa fille les méfaits de la drogue. Elle culpabilise et néglige sa relation avec Frank. Cooper n'apprécie guère que Carrie se rapproche de Prentiss.



VENDREDI



20.50 MasterChef



Présenté par Frédéric Anton, Yves Camdeborde, Sébastien Demorand
Seuls quatre cuisiniers amateurs sont encore en lice. Chaque épreuve de la soirée rapporte un point à son vainqueur. Il en faut deux pour se qualifier pour la demi-finale. Pour commencer, les candidats disposent de 20 euros pour cuisiner un menu complet pour quatre personnes. Puis, répartis en deux binômes dans l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, ils doivent préparer un plateau-repas.



20.50 NCIS



- Vendetta
Avec Mark Harmon, Sean Murray, Michael Weatherly, David McCallum
Blessés, Tony et Ziva rejoignent le reste de l'équipe aux États-Unis, où ils sont hospitalisés. Ils sont interrogés sur les activités de Yarniv qui a été arrêté par des agents fédéraux. Gibbs va à l'encontre d'un ordre de la Sécurité intérieure en continuant à poursuivre Ilan Bodnar afin que Ziva puisse enfin accomplir sa vengeance. Grâce à ses analyses informatiques, McGee parvient à localiser le malfrat israélien à New York.

20.45 Téléthon 2013



Présenté par Patrick Bruel, Sophie Davant, Laurent Boyer
Le Téléthon fête ses 27 ans avec un parain exceptionnel, Patrick Bruel. Pour cette grande fête de la générosité, de nombreux animateurs apportent leur concours à ces trente heures non-stop. Pour la première fois, des personnalités se succèdent pour «faire leur Téléthon» et réaliser un défi en direct. Certaines ne révéleront leur identité qu'une fois leur numéro réalisé. Des variétés viennent rythmer l'émission, dont le trio Patrick Bruel-Cali-Bénabar, accompagné de Marina, une jeune fille en fauteuil roulant à la voix exceptionnelle.

00.20 Nicolas Sarkozy, secrets d'une présidence



Franz-Olivier Giesbert se penche sur le rapport passionnel qu'entretient Nicolas Sarkozy avec les Français six ans après son élection en 2007. Comment ce président – le plus populaire de la Ve République lors de sa désignation – a-t-il pu devenir en moins de cinq ans l'un des moins aimés ? FOG a interrogé ses anciens collaborateurs, Fadela Amara, Roselyne Bachelot, François Fillon, Brice Hortefeux, Nathalie Kosciusko-Morizet, Patrick Devedjian, Bruno Le Maire, Valérie Pécresse, Laurent Wauquiez et Rama Yade, ainsi que ses conseillers et proches, Henri Guaino, Bernard Debré, Isabelle Balkany...



20.55 Populaire



Avec Romain Duris, Shaun Benson, Deborah François, Bérénice Bejo
A la fin des années 50, Rose Pamphyle, qui s'est entraînée quelque temps dans l'épicerie familiale, vient d'être embauchée comme secrétaire dans le cabinet d'assurance de Louis Echarde. Peu convaincu par ses talents de secrétaire mais épaté par sa rapidité, celui-ci décide d'inscrire la jeune femme à un concours de vitesse dactylographique. Après un premier échec, Louis propose à Rose de venir s'entraîner chez lui en vue de la prochaine compétition.

22.45 Ted



Avec Mark Wahlberg, Mila Kunis, Joel McHale Giovanni Ribisi
Un matin de Noël, le petit et solitaire John assiste à un miracle. Ted, son oursin, prend vie devant lui. Des années plus tard, John et Ted sont les meilleurs amis du monde, totalement inséparables. Sauf que John est aussi en couple avec Lori. Cette dernière en a plus qu'assez de ce compagnon embarrassant. Elle souhaiterait voir John, qui ne fait qu'un travail alimentaire, prendre enfin son destin entre ses mains.

**Bélier** 21-03 au 20-04

Vous vous trouverez dans une situation difficile à supporter. Vous supportez mal ce contexte que vous ne connaissez pas. Mais vos capacités d'adaptation vous permettent de relativiser les choses.

**Taureau** 21-04 au 21-05

Vous aurez bon moral malgré une affaire difficile à régler. Surtout qu'une autre affaire qui paraissait compliquée va se résoudre facilement.

**Gémeaux** 22-05 au 21-06

Il est possible qu'une décision irrévocable soit à prendre, ce sera un moment décisif dans votre vie personnelle. Prenez votre temps et vous découvrirez la bonne attitude à adopter.

**Cancer** 22-06 au 22-07

Vous allez pouvoir progresser à pas de géant dans la voie que vous saurez vous tracer pour conquérir la personne convoitée. Le cœur a souvent des réactions inattendues qui vous placent dans des situations irréversibles.

**Lion** 23-07 au 23-08

Vous allez avoir un moral de vainqueur et les tâches habituelles ne vous démoraliseront pas. Vous pourrez travailler avec acharnement. Essayez d'adopter une nouvelle vision des choses en considérant que votre état d'esprit est une source de bonheur.

**Vierge** 24-08 au 23-09

C'est une véritable aventure qu'on pourrait bien vous proposer. Vous avez du mal à vous décider à saisir cette opportunité qui vous paraît périlleuse.

**Balance** 24-09 au 23-10

C'est très bien de faire confiance aux autres et en particulier à ceux que vous aimez, mais dites-vous aussi que vous feriez bien de vous assurer que l'argent est dépensé à bons escient.

**Scorpion** 24-10 au 22-11

Profitez de vos bonnes dispositions pour faire quelques mouvements. Vous avez besoin de vous sentir bien dans votre corps et dans votre esprit. Bougez, ne restez pas statique.

**Sagittaire** 23-11 au 21-12

La forme sera là ! Et vous allez voir les choses différemment. Votre humour vous permet de tirer votre épingle du jeu d'une façon magistrale. Les choses commencent à aller bien pour vous, c'est un signe certain que vous continuerez sur la voie que vous vous êtes tracée.

**Capricorne** 22-12 au 20-01

Il n'y a rien à dire sur un sujet qui vous contrarie quelque peu. Regardez où vous mettez les pieds avant de prendre nettement position. Une attitude ferme ne nuirait pas dans de telles circonstances.

**Verseau** 21-01 au 18-02

On vous fera une proposition en apparence dénuée de difficultés que vous pensez pouvoir accepter. Elle vous paraît conforme à vos désirs et vous en éprouvez une vive satisfaction.

**Poissons** 19-02 au 20-03

Quelqu'un vous fait une offre courageuse mais vous savez qu'il ne pourra pas tenir ses engagements. Son comportement tendant à nier l'évidence vous contrarie. Vous ne serez pas pour autant sensible à ses remarques impertinentes, votre moral du moment vous protège.

Jeux proposés par Chérifa Benghani

	REGROUPEMENT DE MAL-FAITEURS						SEBKHA SOUDANAISE
							PATRON
				FONCTION PAS FACILE		ETONNANTES FLEUVE DE RUSSIE	
			NOTE GRANDE ECOLE			HIBOU INDULGENT	
	PRONOM MENAGES D'ACCORD ?						
			FEMME DE LA COTE VRAIS				
		SITE GRECQUE CUIVRE		METAL P.V.			FONDS INTERNATIONAL JURER
	BATON DU MAITRE COURS D'EAU					EMERGENCE ELEVEE EPROUVE	
CADEAU RACONTE DES BOBARDS		RELIGIEUSE BOUFFEUSE DE MARIS					
	RASSASIEE GUITOUNES PRONOM						
						SAINT DEUX A TROIS	
			GUETTENT DU INCAPABLE				
		REGLE METTRE FIN A					

FLÈCHES N° 5183

AVIS – BARRAGE – BORNAGE – CARNET – CHEF – EBENE – ECRABOILLER – ENVIE – EPAVE – FACETTE – FACHER – FOND – FORTIFICATION – FOSSETTE – FRONCER – GENTILHOMME – GERBOISE – GLOUTON – GODILLOT – HANTISE – HERRISON – HIVER – INTRIGUE – MERCERIE – OFFRANDE – ONAGRE – OTARIE – PROSE – ROMAN – ROSEE – ROTI – ROUTE – SONORITE – SOUCI – STAR – TENTACULE – TOURNÉE – UNITE – VISIBILITE – VOTE.

S	T	A	R	N	O	S	S	I	R	E	H	C	A	F
T	O	U	R	N	E	E	E	T	I	R	O	N	O	S
N	L	N	F	R	O	N	C	E	R	I	C	U	O	S
A	L	C	O	S	U	S	E	E	D	E	E	P	G	M
M	I	E	E	I	V	N	E	E	M	T	R	E	E	E
O	D	G	R	V	T	S	G	M	T	O	R	R	D	T
R	O	A	G	A	I	A	O	E	S	B	C	N	E	I
N	G	R	A	T	N	H	C	E	O	E	A	N	N	L
O	F	R	N	R	L	A	T	I	R	R	T	T	E	I
T	E	A	O	I	F	T	S	I	F	A	R	T	I	B
U	H	B	T	E	E	E	E	F	C	I	E	E	R	I
O	C	N	N	S	E	V	O	U	G	T	T	N	A	S
L	E	E	S	S	A	N	L	U	I	O	U	R	T	I
G	B	O	O	P	D	E	E	N	V	R	O	A	O	V
E	F	R	E	L	L	I	U	O	B	A	R	C	E	F

Les 5 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est tout en eau.
- Mon 2e assiste.
Mon tout est un pays d'europe.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

CROISÉS N° 5183

Horizontalement:

- Travaillées.
- Poissons encore ! Pronom.
- Ça le rendait Terrible, Ivan. Symbole gonflant. Barre de sécurité.
- Droit de la mer. Dégaine.
- Attaque.
- Marquées au surligneur.
- Bigorne. Fournie telle quelle.
- Dessert. Cognant.
- En demi-teinte.
- Broyées.

Verticalement:

- Né sous le signe de la balance.
- Alla par si, par là. Prendre les commandes.
- Un point, c'est tout ! Erigeai.
- Secousse.
- Mise en garde. Une paire à la nounou.
- Système d'unités. Article. L'idéal pour faire son trou.
- Mauvaises règles. Sable.
- Ancêtre du kickboxing.
- N'est plus. Indéfini.
- Il fait coucher les épis.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N° 5182

O	S	T	R	A	C	I	S	M	E
R	A	R	E	L	A	C	I	S	
I	V	O	I	R	E	O	R		
G	O	U	T	E	R	T	O	P	
I	N	E	R	G	O	T	A		
N	I	R	E	N	B	R			
A	L	M	E	E	A	L	E	A	
L	A	P	E	R	G	O	N	G	
E	V	E	S	E	R	I	E	E	
S	E	C	S	D	E	N	T	S	

FLECHES N° 5182

C	O	U	S	C	O	U	S
F	O	I	N	L	U	A	
A	N	E	F	O	R	T	
U	S	B	A	C	L	E	R
S	T	O	P	H	E	O	
S	I	S	R	A	T	E	S
E	T	E	S	R	S		
S	U	C	A	D	S	E	
T	R	M	E	U	E		
P	I	A	N	I	S	T	E
R	O	S	E	E	A	N	
E	N	A	S	O	T	T	E

FOUILLIS N° 5182 MYOPIE (Mit - Haut - Pie)

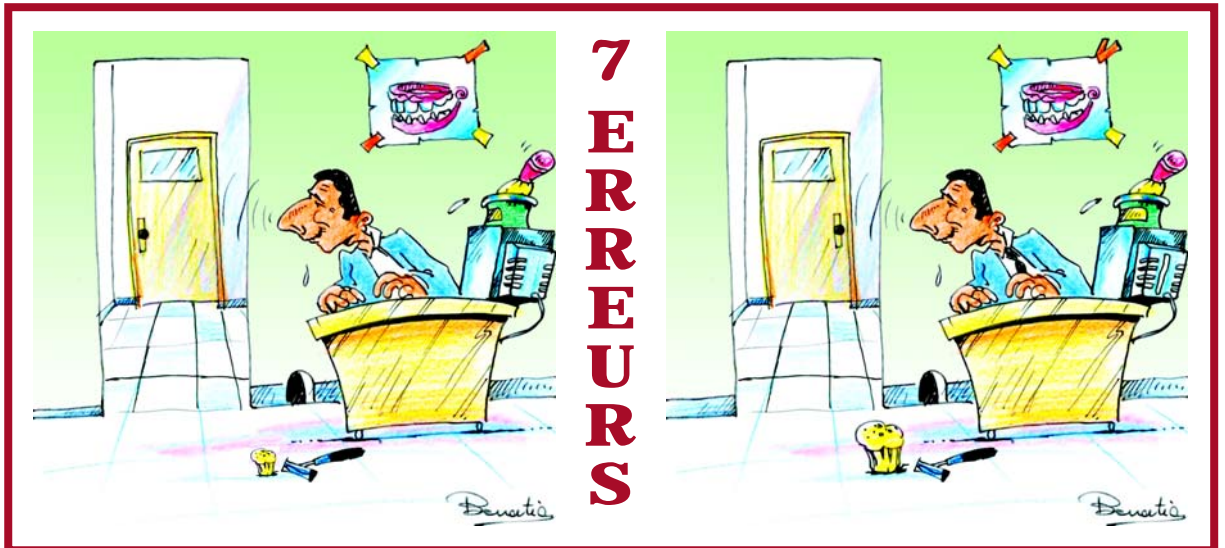
CODÉS N° 5182

1	A	L	P	E	S	6	R	I	T	9	10	U	N	D	G
14	M	F	V	X											

1	V	A	R												
14															

1	5	8	5	3	2	14	9	5	7						
2	17	2	12	5	3		4	3	5						
8		17	11		3	11	7		12						
6	5	5		6	4	8	6	5	3						
2	6		12	4	1	4	5	3	5						
3	5	12	3	5	5		7	10	6						
19	6		5	3	5	7		19	5						
4	5		15	7		4	19	5	13						
7	5	2	11		18	3	4	3	5						
5	7		7	2	9	5	3		8						
		2	12	3	5		5	7	6						
15	2	3	11		12	13		11							
3	4	2	9		16	5	6	3	5						
5	8	7	5	1	5	9	4	5	7						
6	5	5		6	7	2	3	7							

CODÉS N° 5183



Jeudi 05 décembre 2013

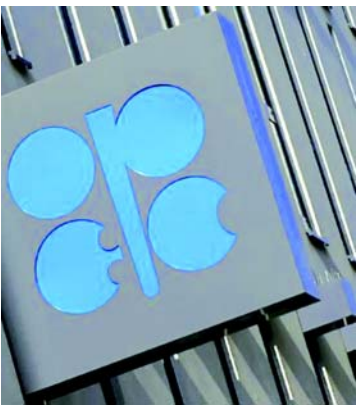
02 safar 1435

N° 5786

VimpelCom met «WhatsApp», la messagerie sur mobile, à la disposition de ses clients

VimpelCom, le fournisseur mondial leader de services de télécommunications, et WhatsApp, l'opérateur de l'application et des services WhatsApp, ont annoncé un partenariat pour fournir des offres grand public fondées sur l'application et les services WhatsApp pour les clients de VimpelCom. Le partenariat avec WhatsApp permettra à VimpelCom de fournir des services de communication Internet améliorés au sein de ses offres tarifaires groupées, et de développer l'utilisation de l'Internet mobile ainsi que ses revenus. A cet effet, les clients de VimpelCom pourront profiter de la messagerie mobile innovante et d'autres offres sociales, y compris les fonctionnalités complètes de WhatsApp, comme la messagerie de groupe, le partage des photos, les messages vidéo, les messages vocaux, les contacts et la localisation... Avec plus de 350 millions d'utilisateurs actifs par mois, WhatsApp est un leader mondial incontesté dans la messagerie mobile. WhatsApp a réussi à développer un produit qui peut être utilisé sur n'importe quel Smartphone de n'importe où dans le monde. VimpelCom et WhatsApp ont convenu de travailler ensemble pour rendre accessible aux utilisateurs la possibilité de communiquer simplement, rapidement et à moindre coût.

L'Opep maintient son plafond de production



L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a décidé mercredi à Vienne de maintenir son plafond de production à 30 millions de barils par jour et de reconduire son secrétaire général Abdallah El-Badri, selon des ministres de pays membres du cartel. «30 millions de barils par jour est la production totale approuvée pour l'Opep pour 2014», a déclaré le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zanganeh, à la sortie de la réunion. Ce statu quo était largement attendu, les ministres ayant multiplié les déclarations en ce sens avant la réunion. La production est fixée à ce niveau depuis décembre 2011. Par ailleurs, le ministre algérien Youcef Yousfi a indiqué que le groupe avait décidé de prolonger le mandat du Libyen Abdallah El-Badri pour un an. Il y a un an, les ministres de l'Opep avaient également opté pour l'extension du mandat de M. El-Badri, faute d'accord entre l'Arabie Saoudite, l'Iran et l'Irak, qui défendaient chacun un candidat.

Dubaï : un Pakistanais endetté tue ses 2 filles et se suicide

Un Pakistanais vivant à Dubaï a tué ses deux fillettes et s'est suicidé, après avoir envoyé un message à sa femme lui souhaitant une «vie meilleure», a rapporté la presse émiratie mercredi. Agé de 41 ans, l'homme, déprimé en raison de ses dettes, a étranglé ses deux filles âgées de 2 et 7 ans dans la salle de bain de sa villa, avant de se noyer dans sa piscine, a ajouté la presse. Avant de se suicider, il a adressé un mail à sa femme, âgée de 36 ans, lui disant qu'elle méritait «une vie meilleure qu'il ne pouvait lui assurer», selon le quotidien The National. L'homme a commis son acte alors que sa femme était sortie assister à un concert.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

«La mort d'Arafat pas naturelle»



La veuve du dirigeant historique palestinien Yasser Arafat s'est dite mercredi «convaincue qu'il n'est pas décédé de mort naturelle», dans une déclaration téléphonique à l'AFP. «Je

suis toujours convaincue que le martyr Arafat n'est pas décédé de mort naturelle», a-t-elle déclaré de Paris, au lendemain de l'annonce que le rapport français sur les analyses d'Arafat écartait

la thèse de l'empoisonnement pour privilégier une cause naturelle. «Que les Français n'aient rien trouvé n'est absolument pas logique», a-t-elle estimé, soulignant les conclusions contradictoires entre les expertises suisse et française à partir des mêmes échantillons biologiques prélevés sur la dépouille.

«Je suis très choquée que le rapport médical français qui m'a été transmis se résume à quatre pages», a indiqué Souha Arafat, rappelant que celui du laboratoire suisse, publié en novembre, en comportait 108. «Je veux continuer jusqu'à parvenir à la vérité», a-t-elle ajouté. Les experts français et suisses ont constaté la même proportion anormale de polonium sur les échantillons d'Arafat, mais en ont tiré des conclusions opposées, ont expliqué mardi soir Souha Arafat et son avocat français, Pierre-Olivier Sur. Pour les Français, la présence d'un gaz radioactif naturel, le radon, dans l'environnement extérieur, expliquerait ces fortes doses, alors que les Suisses ont écarté cette hypothèse, ont-ils indiqué.

Un charnier de 21 corps découvert près de Bamako

Un charnier de 21 corps, sans doute des «bérets rouges», des militaires proches du président Amadou Toumani Touré renversé en mars 2012, a été découvert mercredi à Diago, près de Bamako, une semaine après l'arrestation de l'auteur du putsch, Amadou Sanogo. «Nous avons découvert un charnier de 21 corps, probablement de militaires +bérets rouges+ dans

une fosse commune de Diago. Les corps ont été exhumés», a déclaré un responsable du ministère malien de la Justice qui a participé à l'exhumation. Cette information a été confirmée par une source sécuritaire malienne qui a indiqué «que des cartes d'identité retrouvées dans la fosse commune semblent confirmer qu'il s'agit de militaires +bérets rouges+ disparus». A 500 mètres de

l'endroit où le charnier a été découvert, dans la commune de Diago, non loin de l'ex-quartier général de Sanogo et ses hommes situé à Kati, les forces de sécurité empêchaient l'accès du lieu à la presse et aux curieux. Cette découverte n'est pas une surprise pour un proche collaborateur du juge d'instruction Yaya Karambe qui a inculpé le général Amadou Sanogo.

Tunisie : une grève générale paralyse une région

Le gouvernorat tunisien de Tozeur, région touristique en crise aux portes du Sahara, était paralysé mercredi par une grève pour réclamer des moyens de développement, selon un journaliste de l'AFP, alors que la grogne sociale gagne du terrain en Tunisie. Les organisateurs de la grève —le syndicat UGTT, le patronat Utica notamment— ont estimé que 98% des administrations, commerces et entreprises de la ville ont suivi leur appel au débrayage. «Ce mouvement intervient car les autorités ont ignoré nos demandes (...) si les autorités ne nous répondent pas et n'ouvrent pas le dialogue, nous passerons à des formes de protestation plus intenses», a déclaré à l'AFP, Haroun Bouagga, le chef de l'antenne régionale de l'UGTT. Quelques milliers



de personnes ont manifesté à travers la ville scandant des slogans hostiles au gouvernement et aux islamistes du parti Ennahda au pouvoir.

L'Utica et l'UGTT réclament en particulier des aides pour le développement du tourisme et de l'agriculture, les deux principales sources d'emplois dans la ville.

EDITORIAL

Par M. Saadoun

UN PRIX POLITIQUE

Le ministre de l'Energie et des Mines a, sans surprise, annoncé qu'il n'y aura pas de hausse des prix de l'électricité et des carburants en 2014. Les temps «politiques» ne sont en effet pas propices à des ajustements, plus que nécessaires, pour stopper le fabuleux gaspillage des ressources en Algérie. On a beau discourir, la seule manière de réguler et de lutter contre le gaspillage - et le trafic aux frontières pour le carburant - est de jouer sur le prix.

Les pouvoirs publics ont renoncé, sans vraiment insister, à aller vers cet ajustement des prix. Ils ont fait mine ces dernières années de céder au «refus» systématique de l'APN qui ne se «réveille» que pour s'opposer à la hausse des prix de carburant au nom de la défense des «pauvres». En réalité, les carburants et l'énergie en général sont parmi les plus subventionnés au monde dans une forme de «redistribution» de la rente gaspilleuse. L'argument de la défense des pauvres ne tient pas la route car comme dans tout système de subvention généralisée, ce sont ceux qui consomment le plus qui en profitent le plus. Et plus on est riche et plus on consomme.

Il est toujours plus juste d'aider directement les

catégories les plus faibles plutôt que de créer une subvention pour tous. Mais il est vrai que la mise en place de ces systèmes d'aide directe à ceux qui en ont besoin n'est pas facile. Elle suppose une administration performante, sérieuse et... éthique. Sinon, le système est pervers et détourné de sa vocation. Le durcissement des peines pour la contrebande de carburant et les mesures de contrôle sont d'une efficacité toute relative. La routine finira toujours par reprendre le dessus et le trafic de carburant aussi si l'écart des prix reste aussi élevé avec ceux qui sont pratiqués par les pays voisins. Pour la plupart des experts algériens, la politique de subventions, même si elle est animée par de bonnes intentions, a des effets pervers graves. On gaspille, on encourage les importations de véhicules et on nourrit la contrebande.

Il y a une surconsommation des ressources en Algérie même à cause des prix bas. La bonne démarche serait d'avoir des prix «vrais» qui se-

ront de nature à inciter à une consommation plus rationnelle et à permettre d'économiser les ressources énergétiques pour les exporter. Ce n'est ni le gendarme ni les appels moraux qui sont efficaces. Le meilleur levier reste les prix. Les pouvoirs publics ne l'ignorent pas mais se contentent de palliatifs bureaucratiques plutôt que d'agir par des leviers économiques. Ils acceptent un prix «politique» plutôt que de se casser la tête à essayer de «cibler» les aides. Il n'est donc pas surprenant de voir le ministre de l'Energie annoncer, sans trop s'étaler sur le sujet, que les prix de l'électricité, du gaz et des carburants ne seront pas touchés en 2014. Le seront-ils un jour ?

Le ministre a laissé entendre que cela pourrait être le cas à «moyen terme». Mais cela n'est pas nouveau. Son prédécesseur qui aura «essayé» à deux ou trois reprises de taxer un peu plus le gasoil avant de renoncer le disait aussi. Les prix augmenteront à moyen terme. Si la «politique» le permet. Et si l'on peut mettre en place une politique efficace d'aide «ciblée» à ceux qui en ont besoin. Trop de si en somme pour que le moyen terme soit l'année 2015. Mais ce n'est pas la seule chose que l'Algérie «reporte» à plus tard.

Un leader du Hezbollah assassiné, Israël accusé



Le Hezbollah a annoncé mercredi l'assassinat de l'un de ses leaders près de Beyrouth, imputant à Israël ce meurtre. Le dernier meurtre d'un leader du Hezbollah remonte à 2008. Imad Moughniyeh, principal commandant militaire du parti, avait été tué dans un attentat à la voiture piégée Damas. Déjà, cet assassinat avait été imputé à l'Etat hébreu. Les autorités israéliennes avaient nié toute implication. «La Résistance islamique annonce la mort de l'un de ses leaders, le martyr Hassan Hawlo al-Lakiss, qui a été assassiné devant sa maison dans la région de Hadath», à l'est de Beyrouth, a annoncé le mouvement dans un communiqué. Citant des informations préliminaires, la chaîne de télévision du parti, Al Manar, a affirmé que Lakiss avait été «abattu de plusieurs balles» à partir d'un silencieux après avoir garé sa voiture dans le parking de l'immeuble où il habitait et que le tireur n'avait pas agi seul. Le Hezbollah a immédiatement accusé l'Etat hébreu, contre lequel il prône la lutte armée. «L'accusation directe est dirigée naturellement contre l'ennemi israélien qui a tenté d'éliminer notre frère martyr à plusieurs reprises et dans plusieurs endroits».

Ryad derrière l'attentat de l'ambassade d'Iran à Beyrouth

Le chef du mouvement chiite libanais Hezbollah, Hassan Nasrallah, a accusé mardi l'Arabie saoudite d'être derrière le double attentat contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth, qui avait fait 25 morts le 19 novembre et a été revendiqué par un groupe lié à Al-Qaïda. Les brigades Abdallah Azzam, qui ont revendiqué l'attaque, ont «un émir et il est Saoudien, et je suis convaincu que (ce groupe) est lié aux services secrets saoudiens, qui dirigent des groupes comme celui-là dans différentes parties du monde», a affirmé Hassan Nasrallah sur la chaîne libanaise OTV.M. Nasrallah a souligné que l'attentat était «lié à la colère de l'Arabie saoudite contre l'Iran en raison de son échec» en Syrie. Les explosions se sont produites devant l'ambassade d'Iran, située dans un bastion du Hezbollah dans le sud de Beyrouth, alors que le régime syrien menait des offensives majeures contre les insurgés sur plusieurs fronts, notamment dans la province de Damas et d'Alep.